

Samir Amin



Samir Amin
Intellectuel organique
au service de l'émancipation du Sud

Demba Moussa Dembélé



Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR

© CODESRIA 2011

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web: www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN: 978-2-86978-487-1

Mise en page : Sériane Ajavon

Couverture : Ibrahima Fofana

Impression : Imprimerie Saint-Paul, Dakar, Sénégal

Distribué en Afrique par le CODESRIA

Distribué ailleurs par African Books Collective

www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie* ; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA », et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), au TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Sommaire

<i>Abréviations et acronymes</i>	vii
<i>Remerciements</i>	ix
<i>Introduction</i>	x

Première partie **Notes biographiques**

1. Notes biographiques	3
• Etudes supérieures à Paris	3
• Orientation politique	4
• Activités professionnelles	5
• L'enseignement et la recherche	7
• La production intellectuelle	8

Deuxième partie **Entretiens**

2. Itinéraire intellectuel	15
3. Capitalisme et impérialisme	23
4. Pays émergents : défi à la triade impérialiste ?	39
5. La déconnexion : condition d'un développement autonome et autocentré du Sud	49
6. Emancipation du Sud : intégration ou déconnexion ?	57
7. Les débats au sein de la « Bande des Quatre »	61
8. Développement et sous-développement	65
9. Marxisme et socialisme	75
10. Mouvements sociaux et luttes politiques	77
11. Lucidité et utopie dans les luttes politiques	85

Troisième partie
Textes sélectionnés

12. La trajectoire du capitalisme historique : la vocation tricontinentale du marxisme	95
13. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?	117
14. Présentation du livre « Du capitalisme à la civilisation »	131
15. Pour une histoire authentiquement universelle	141
16. Le conflit capitalisme/socialisme et le conflit Nord/Sud : deux conflits indissociables	151
17. Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud	177

Bibliographie

<i>i) Ouvrages</i>	183
<i>ii) Contributions dans des ouvrages collectifs, préfaces</i>	184
<i>iii) Articles parus dans des périodiques</i>	191
<i>iv) Sites internet</i>	200
<i>v) Divers</i>	201

Abréviations et acronymes

AFRICOM	Africa Command
ALBA	Alternative Bolivarienne des Amériques
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEPAL	Commission Economique pour l'Amérique Latine
CIA	Central Intelligence Agency
CLACSO	Conseil Latino-Américain des Sciences Sociales
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CODESRIA	Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
CUT	Central Unique des Travailleurs
ENDA	Environnement et Développement en Afrique
FMA	Forum Mondial des Alternatives
FMI	Fonds Monétaire International
FORAM	Forum pour un Autre Mali
FSA	Forum Social Africain
FSM	Forum Social Mondial
FTM	Forum du Tiers-Monde
G7	Groupe des sept pays dits les plus industrialisés : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon
G8	G7 plus la Russie
G20	G8 plus 12 pays dits émergents, dont la Chine, le Brésil, l'Inde l'Afrique du Sud, etc.
IDEP	Institut Africain de Développement Economique et de Planification
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MST	Mouvement des Sans Terre

viii	Samir Amin : Intellectuel organique au service de l'émancipation du Sud
NOEI	Nouvel Ordre Economique International
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCF	Parti Communiste Français
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PT	Parti des Travailleurs
SEEF	Service des Etudes Economiques et Financières
UNEF	Union Nationale des Etudiants de France
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Remerciements

Ce projet a été initié par le CODESRIA sous la direction de son Secrétaire exécutif, Dr Ebrima Sall, et de son Chargé de Programme et Responsable du Centre de Documentation, Dr Olivier Sagna, qui l'ont accompagné de bout en bout. Sans leur encouragement et soutien constant, le projet n'aurait jamais abouti. Qu'ils trouvent ici l'expression de mes remerciements les plus sincères et de ma profonde gratitude pour la confiance qu'ils m'ont témoignée et pour toute l'aide qu'ils m'ont apportée à toutes les étapes de ce projet.

Mes remerciements sincères vont également au Professeur Samir Amin qui, malgré ses débordantes activités et ses nombreux déplacements à l'étranger, a su trouver le temps et la patience nécessaires pour répondre à toutes mes questions avec beaucoup de grâce et d'amitié. Il a dû parfois écarter ses séjours à l'étranger pour les besoins des entretiens. En outre, ses conseils et suggestions après la relecture des transcriptions des entretiens ont grandement contribué à améliorer la présentation de ceux-ci.

Je n'oublie pas l'assistance très précieuse d'Igor Palakot, qui a dû employer des trésors d'ingéniosité pour l'extrait des entretiens et leur transcription. Qu'il soit remercié pour sa disponibilité et sa patience qui m'ont été d'un grand secours.

Toutefois, toutes les erreurs ou faiblesses décelées dans le livre sont de ma seule et unique responsabilité.

Demba Moussa Dembélé



Introduction

Ce livre sur le Professeur Samir Amin est destiné à une audience très large : étudiants, chercheurs, enseignants, leaders politiques et simples citoyens soucieux d'apprendre davantage sur le phénomène de la mondialisation et son impact sur les pays dits « sous-développés ». Le livre est divisé en trois parties. La première partie se compose de notes biographiques qui retracent les origines familiales, l'itinéraire intellectuel et les combats politiques du Professeur ainsi que ses expériences dans l'élaboration de politiques économiques, en Egypte, au Mali et dans plusieurs autres pays. Les notes mettent également en exergue ses contributions au combat des mouvements sociaux, avec notamment sa participation à la création du Forum Social Mondial (FSM) et à ses activités.

Après avoir retracé ses origines familiales et ses études primaires et secondaires dans son Egypte natale, les notes mettent l'accent sur son expérience professionnelle dans les administrations publiques en Egypte et au Mali, une partie de sa carrière qui est peu connue par rapport à sa production intellectuelle. Les notes s'étendent longuement sur cette production et son lien étroit avec ses combats politiques. Sa découverte précoce du marxisme –au Lycée– et du matérialisme historique, comme outil d'analyse scientifique de l'histoire des sociétés humaines, forme la base fondamentale qui a structuré sa pensée, orienté son œuvre et influencé son action sa vie durant. Les notes passent en revue les étapes essentielles de son itinéraire intellectuel et de son combat politique. Elles exposent les fondements de sa critique de l'orthodoxie régnante, qui ont amené le Professeur Samir Amin à forger des concepts visant à décrire la réalité qui se cache derrière le discours dominant dont la fonction principale est de faire l'apologie du capitalisme et du système impérialiste.

Cette partie souligne également l'apport inestimable du Professeur Samir Amin à la lutte contre le capitalisme grâce à son combat inlassable pour déconstruire les concepts destinés à masquer la vraie nature du capitalisme historique, à savoir la poursuite effrénée de l'accumulation par la dépossession des pays et peuples dominés.

La deuxième partie du livre contient une série d'entretiens au cours desquels le Professeur Samir Amin revient sur son itinéraire intellectuel, les fondements de son analyse du capitalisme, ses débats avec d'autres économistes éminents du Sud, notamment ceux de l'Ecole latino-américaine. Cette rencontre a donné naissance à une période d'intenses débats théoriques sur les questions fondamentales de développement et les voies de l'émancipation des pays du Sud.

A travers ces entretiens, défilent toutes les grandes idées qui ont été au cœur de son combat intellectuel et politique. La trajectoire du capitalisme historique et ses conséquences pour les peuples conquis ; les concepts de Centre et Périphérie ; la polarisation inhérente au capitalisme ; la déconnexion ; les voies de l'émancipation

des peuples et pays du Sud ; les mutations de l'impérialisme contemporain ; le nouvel ordre mondial en gestation ; les grandes révolutions et luttes des peuples du Sud au cours du siècle passé ; le rôle des mouvements sociaux dans la lutte contre le système dominant ; l'horizon indépassable du marxisme et sa vocation universelle et, enfin, le socialisme, comme seule alternative humaine aux horreurs du capitalisme ; tels sont quelques-uns des sujets abordés dans ces entretiens. Rien n'a été laissé de côté, tout a été passé au crible dans un langage simple, direct et didactique.

Ces entretiens donnent un panorama saisissant des débats théoriques et combats politiques auxquels le Professeur Samir Amin a pris part au cours du demi-siècle écoulé. La profondeur et la solidité des arguments pour expliquer et défendre chaque sujet abordé forcent le respect. Un optimisme raisonné mais sans faille sur l'avenir du socialisme et de la victoire inéluctable du processus d'émancipation des pays du Sud traverse ces entretiens de bout en bout, et cela, en dépit des vicissitudes de l'histoire qui ont marqué les expériences de ce qu'il appelle « le socialisme réellement existant » et celles de la période post-indépendance. Les convictions de sa jeunesse n'ont pris aucune ride. Bien au contraire, elles sont plus solides que jamais !

La troisième partie comporte une sélection de textes dont certains, inédits, portent sur divers sujets économiques et politiques. Certains de ces textes reprennent des documents anciens mais mis à jour de manière approfondie. A une ou deux exceptions près, ces textes reviennent sur les sujets traités au cours des entretiens.

La bibliographie fournie à la fin de l'ouvrage donne au lecteur un panorama complet de la prodigieuse production intellectuelle du Professeur Samir Amin sur tous les sujets évoqués dans les entretiens et sur bien d'autres encore. Nous avons voulu donner une bibliographie aussi exhaustive que possible, avec tous les ouvrages publiés en français à ce jour par le Professeur Samir Amin ainsi que des articles de journaux, de périodiques, des préfaces à des livres, des contributions à des livres collectifs, etc. Le but est de mettre le maximum d'informations sur l'œuvre du Professeur Samir Amin à la disposition des étudiants, des chercheurs et de toutes les personnes intéressées par cette œuvre prodigieuse et variée.

Demba Moussa Dembélé

Première partie
Notes biographiques



1

Notes biographiques

Samir Amin est né en Egypte en 1931 d'un père égyptien et d'une mère française. Tous deux étaient médecins et issus de milieux bourgeois mais pas réactionnaires, dit-il. Sa mère provenait de jacobins décidés tandis que son père était un « wafdiste » de gauche, c'est-à-dire un démocrate bourgeois avec des convictions nationalistes, mais modernistes et non anti-européennes, au sens culturel du terme.

Samir Amin a suivi ses études primaires et secondaires en Egypte, précisément au Lycée français, dont il garde un excellent souvenir. Selon lui, c'était un Lycée d'un haut niveau culturel et d'un contenu fort progressiste. Il dit y avoir beaucoup appris sur l'histoire de l'Egypte, plus que les Egyptiens dans les écoles égyptiennes. Ses études secondaires eurent lieu pendant la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, les élèves égyptiens, qui constituaient une forte minorité dans le Lycée français, étaient extrêmement politisés. Ils se partageaient en deux groupes : les communistes et les nationalistes. Ces derniers étaient de tendance anti-britannique, sans pour autant être pro-allemands et encore moins pro-nazis. Quant aux lycéens de tendance communiste, ils donnaient plus d'importance à la dimension sociale du problème et liaient la question de l'impérialisme et du colonialisme à celle de la structure de classe de la société égyptienne. Samir appartenait à ce groupe.

Etudes supérieures à Paris

Après son premier baccalauréat obtenu en 1947, Samir Amin s'envola pour Paris où il passera son deuxième baccalauréat, série « mathématiques élémentaires », au Lycée Henri IV, l'un des plus prestigieux de France, où se préparaient les concours aux Grandes Ecoles. C'est également à Paris qu'il poursuivra ses études supérieures. Au départ, il n'était pas destiné à faire de l'économie, mais plutôt sciences physiques, car, selon ses professeurs, il avait de très bonnes dispositions dans cette discipline. Et ils lui suggéraient de faire taupe et hypotaube, c'est-à-dire mathématiques supérieures et mathématiques spéciales pour préparer le concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure.

Mais à la grande déception de ses professeurs, Samir Amin choisira d'étudier l'économie. Cette décision poussa ses professeurs à envoyer des lettres à ses parents pour le dissuader d'abandonner les sciences physiques pour faire du droit ! Car, à l'époque, pour étudier l'économie, il fallait commencer par la licence en droit.

Mais heureusement pour lui, ses parents étaient très tolérants et avaient décidé de soutenir le choix de leur fils. Samir Amin avait décidé de s'inscrire en même temps à Sciences-Po. Il dira que son choix était dicté par la conviction que cette voie pourrait offrir des possibilités d'une vie professionnelle beaucoup plus proche de sa préoccupation militante, alors que faire de la physique l'obligerait à faire une coupure totale entre sa vie professionnelle et sa vie politique, étant donné qu'il envisageait de s'engager dans les luttes politiques.

Ses études d'économie furent couronnées par un Doctorat d'économie politique soutenu en 1957. Parallèlement, il avait fait non seulement Sciences-Po, mais également l'Institut de Statistiques de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques). Aussitôt après ses études, il rentra en Egypte en 1957.

Orientation politique

Samir Amin se définit comme un « animal politique » qui ne peut pas séparer sa trajectoire, sa réflexion intellectuelle de ses combats et options politiques. Très tôt, dès son adolescence, il avait pris trois positions qui sont inséparables à ses yeux et qui ont constitué le socle sur lequel est fondée toute sa démarche intellectuelle et politique. La première position a été le refus de l'injustice sociale qu'il voyait autour de lui dans la société égyptienne. Il était témoin du contraste frappant entre la misère des classes populaires, d'une part, et l'arrogance, l'opulence et le gaspillage qui caractérisaient la vie des classes aisées, d'autre part. Ce refus a été un point de départ de sa révolte sociale.

En second lieu, le contexte de la Seconde Guerre mondiale a eu une très grande influence sur la formation de ses idées. Il avait adopté des positions résolument anti-fascistes, anti-nazies. Il avait rejeté le point de vue de certains Egyptiens qui considéraient que « l'ennemi de mon ennemi était mon ami » et qui pensaient donc que l'ennemi de la Grande-Bretagne était leur ami. Sa position résolument anti-nazie et anti-fasciste l'a amené à développer très tôt beaucoup de sympathie pour l'Union Soviétique qui avait joué un rôle décisif dans la défaite d'Hitler et des nazis.

Enfin, la révolte contre la domination impérialiste britannique, non seulement en Egypte, mais dans d'autres pays de la région, a été le troisième facteur décisif dans sa formation.

Ces positions sont toujours restées les siennes, cependant, elles avaient été renforcées durant ses études supérieures à Paris, immédiatement après la guerre. En effet, il s'était activement engagé dans les mouvements anti-colonialistes de l'époque. Et cette activité l'amena à adhérer au Parti Communiste Français (PCF), dont il devint un fervent militant.

Ses idées et positions politiques ont été également fortement influencées par la Conférence Afro-Asiatique de Bandoeng (Indonésie) en 1955 et la nationalisation

du Canal de Suez par le président Gamal Nasser en 1956. D'ailleurs, cette nationalisation l'amena à différer la soutenance de sa thèse de Doctorat, qui était prête en juin 1956, pour se lancer dans l'agitation politique. C'est finalement en 1957 qu'il soutint sa thèse et rentra aussitôt en Egypte, où il fut plongé dans une atmosphère politique très intense liée à la nationalisation du Canal, la guerre d'octobre 1956, la naissance du mouvement des pays non-alignés, etc.

Activités professionnelles

Pour Samir Amin, trois types d'activités se sont toujours articulées : le travail dans la gestion économique, l'enseignement et la recherche, et le combat politique. Il pense que cette combinaison donne un avantage sur des activités exclusivement politiques, soit uniquement universitaires ou scolaires, soit exclusivement technocratiques au sein de l'administration des Etats.

L'expérience égyptienne

Son retour en Egypte en 1957 après la soutenance de sa thèse à Paris coïncida avec un contexte de grandes nationalisations dans son pays. Son premier emploi fut, comme il dit, « dans la bureaucratie-technocratie de gestion nationale », c'est-à-dire dans la gestion du secteur public. Le travail consistait essentiellement à suivre la représentation de l'Etat dans les Conseils d'Administration des entreprises du secteur public. En tant que représentants de l'Etat, lui et ses collègues avaient à faire le travail des Conseils d'Administration, mais en tenant compte des instructions du Plan, c'est-à-dire de la politique macroéconomique. Cette expérience lui avait appris notamment comment traduire des orientations macroéconomiques en termes de choix de politiques microéconomiques, c'est-à-dire dans les entreprises.

Mais c'était une expérience qui s'était passée dans des conditions difficiles. En effet, Samir Amin était déjà membre du parti communiste, qui était dans la clandestinité. Le directeur de l'organisme économique où il travaillait, et qui était chargé de la gestion du secteur public, était lui-même communiste. En janvier 1959, il y eut une grande vague d'arrestations, dont celle de son directeur. Après ces événements, il exerça pendant un an les mêmes fonctions et resta toujours militant communiste dans la clandestinité. Mais en janvier 1960, il quitta l'Egypte et partit pour la France.

L'expérience parisienne

Son activité militante durant ses années d'études en France, entre 1947 et 1957, avait permis à Samir Amin de nouer de nombreux contacts dans les milieux communistes et anti-colonialistes qui se révéleront très utiles par la suite. Il avait en effet été militant très actif dans l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), dans le Parti Communiste, mais également dans les organisations d'étudiants anti-colonialistes, que ce soit celles des pays arabes, dont l'Egypte, ou celles des pays asiatiques et africains, qui étaient représentées en nombre à Paris à l'époque, au sein desquelles se trouvaient des Vietnamiens notamment, des Nord-Africains et des

Africains au sud du Sahara. C'est dans ce contexte qu'il fit la connaissance d'une bonne partie de ceux qui allaient devenir les premiers dirigeants politiques de l'Afrique noire « francophone » post-indépendance, ainsi que des jeunes du Moyen-Orient qui étaient très nombreux à l'époque en France, comme les Syriens et les Irakiens, entre autres.

Durant son séjour à Paris, il travailla pendant six mois au Service des Etudes Économiques et Financières (SEEF). Cette expérience fut très formatrice pour lui, car, dit-il, c'est là qu'il apprit véritablement la manipulation de la macroéconomie dans un esprit de planification, de façon plus concrète. Mais il ne voulait pas rester à Paris et désirait se réinsérer dans un pays où il pourrait continuer à faire un travail politiquement utile et en choisissant des activités conformes à ses convictions profondes. Donc, après le SEEF, qui fut sa deuxième expérience pratique, très différente de celle de l'Égypte, il opta d'aller au Mali où il restera de 1960 à 1963.

L'expérience malienne

Le choix du Mali était dicté par le fait que ce pays venait de prendre, en septembre 1960, une orientation à gauche, avec le président Modibo Keita. Il s'installa donc à Bamako comme expert (un mot qu'il dit mettre entre « guillemets ») au Ministère du Plan du Mali. Il travailla auprès d'éminents économistes français, comme Jean Bénard et Charles Bettelheim. Samir Amin était chargé avec ses collègues maliens de la mise en œuvre du Plan. Il occupa ce poste pendant trois ans, de 1960 à 1963. Durant cette troisième expérience il avait aussi appris beaucoup de choses. Cependant, certaines des erreurs qu'il avait vu se produire en Égypte semblaient se reproduire de la même manière, qu'il jugeait tout à fait négative dans une perspective à plus long terme. Il trouvait que les choix macroéconomiques avaient un contenu social de moins en moins progressiste, prenaient de moins en moins en considération la perspective plus lointaine : Développement pour qui ? Développement pour quoi ?

Une autre erreur qu'il avait décelée au Mali était la tendance de plus en plus marquée à parler de politiques de « rattrapage », car pour lui, en réalité, il ne pouvait guère y avoir « rattrapage » dans le cadre du système dominant. L'obsession avec « le rattrapage » avait poussé les dirigeants maliens à mettre l'accent sur la maximisation de la croissance, fût-il au prix d'une dégradation des conditions sociales et surtout fût-il au prix d'un mépris total de la démocratie, pas seulement de la démocratie politique à travers le système du parti unique, mais de la démocratie sociale, c'est-à-dire de la participation réelle des travailleurs dans le processus de prise de décision. Ces dérives l'amènèrent à quitter le Mali après trois ans d'une autre expérience pratique qui fut tout aussi riche en enseignements et passionnante.

Malgré le passage du temps, le séjour de Samir Amin au Mali y a laissé des traces profondes et des souvenirs vivaces. C'est pourquoi il a été reçu en invité d'honneur à Bamako lors du 50^e anniversaire de l'indépendance du Mali en septembre 2010. Des cérémonies furent organisées en son honneur, tant par le pouvoir actuel que par le parti de l'ancien président Modibo Keita. Des hommages lui furent également rendus par la société civile, notamment par le Forum pour un Autre Mali (FORAM)

dirigé par Madame Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture. Toutes ces cérémonies étaient autant de manifestations de reconnaissance et de témoignages pour les contributions de qualité apportées par Samir Amin à l'œuvre d'édification de la jeune république au début de son indépendance.

Même s'il a rompu définitivement avec les fonctions de « bureaucrate » depuis son départ du Mali, Samir Amin n'en a pas moins continué à exercer des fonctions de conseiller pour plusieurs gouvernements du Sud ainsi qu'auprès d'institutions africaines et internationales. Des pays comme la Chine, le Vietnam, l'Algérie, le Venezuela, la Bolivie, entre autres, ont bénéficié et continuent de bénéficier de ses réflexions et de ses avis.

L'enseignement et la recherche

Après l'expérience du Mali, Samir Amin décida de se tourner définitivement vers une carrière universitaire. Il passa avec brio le concours d'agrégation en économie et entama une longue activité d'enseignant et de chercheur dans divers établissements universitaires, parmi lesquels l'Université de Dakar et celle de Vincennes, devenue Paris VIII-Saint-Denis. Il garde un excellent souvenir de ce dernier établissement, où, dit-il, après la révolte estudiantine de mai 1968, s'était amorcée l'une des meilleures expériences visant à repenser en profondeur tout l'enseignement des sciences sociales et humaines.

Mais l'enseignement va de pair avec la recherche, c'est-à-dire la production intellectuelle. Celle-ci n'a cessé de s'affirmer, tant sur les questions de théorie économique que sur celles liées aux problèmes pratiques de développement ou bien encore celles liées à la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance et l'autonomie des pays du Sud.

L'expérience de l'IDEP

Dans la carrière d'enseignant et de chercheur de Samir Amin, l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) tient une grande place. En effet, avec la bienveillance et même la complicité de certains responsables du PNUD à New York, dont le secrétaire exécutif de la CEA de l'époque, Robert Gardiner, pendant presque dix ans, Samir Amin avait développé cet Institut pour en faire un centre d'excellence, alliant réflexion et formation. Les activités se faisaient à travers des formules diverses, comme par exemple des déplacements pendant un mois ou deux dans un pays pour y travailler avec les agents des ministères du Plan ou des autres ministères économiques, mais également avec les étudiants et les professeurs de ce pays. Des équipes collectives étaient constituées pour discuter aussi bien de la nature des problèmes que de l'élaboration des politiques économiques à mettre en œuvre pour y faire face.

Le passage de Samir Amin à l'IDEP semble avoir laissé une empreinte indélébile, à en juger par le souvenir vivace qu'en ont retenu tous ceux qui ont fréquenté l'Institut pendant cette période.

Les expériences du CODESRIA, d'ENDA et du FTM

Avant de quitter l'IDEP, Samir Amin avait, comme il le disait, « préparé ses arrières », en créant, à partir de l'IDEP et au sein de celui-ci, trois institutions. En effet, il avait créé ces institutions en les définissant d'abord comme des programmes de l'IDEP, de manière à obtenir leurs premiers financements. Mais son but était d'en faire des entités indépendantes quand elles seraient en mesure d'obtenir leurs propres financements.

L'une d'elles est Environnement pour le Développement de l'Afrique (ENDA), devenu plus tard ENDA Tiers Monde. Cette institution a grandi depuis et a pu voler de ses propres ailes. Elle a étendu son influence par-delà les frontières du continent africain, avec des antennes en Amérique latine et en Asie.

La seconde institution était le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), sur le modèle du Conseil Latino-Américain des Sciences Sociales (CLACSO). Le CODESRIA était conçu comme une sorte de fédération des instituts et des centres de recherche universitaires et para-universitaires africains pour organiser un débat systématique sur la nature des problèmes et des défis à relever dans toutes leurs dimensions. Le CODESRIA est devenu un grand centre de recherche au rayonnement international, fédérant les universités et institutions de recherche du continent et travaillant avec de nombreuses universités et institutions hors du continent, établissant des relations étroites avec des institutions similaires en Amérique latine et en Asie.

La production intellectuelle

Le passage à l'IDEP et la création du CODESRIA constituent des jalons dans les préoccupations majeures de Samir Amin : la production intellectuelle. Celle-ci est axée sur la critique sans merci du système capitaliste/impérialiste ; la déconstruction des concepts de l'analyse conventionnelle ; le soutien sans faille à l'émancipation politique, économique et culturelle des pays du Sud et la défense du socialisme comme seule alternative au capitalisme et à ses horreurs. Comme rappelé plus haut, pour Samir Amin, le combat intellectuel et le combat politique sont inséparables, car l'intellectuel organique qu'il est ne peut se cantonner à expliquer le monde et ses horreurs, mais plutôt à éclairer les luttes et à y prendre une part active pour changer le monde. En cela, il reste fidèle à l'enseignement de Marx qui disait dans une de ses fameuses « Thèses sur Feuerbach » que les philosophes ne doivent plus se contenter d'expliquer le monde, mais au contraire s'attacher à le transformer.

Il n'y a pas de doute que Samir Amin a contribué, autant, sinon plus que d'autres éminents économistes du Sud, à la remise en cause de la conception du « développement » véhiculée au début des années 1960 par les économistes conventionnels et surtout à jeter le discrédit sur le discours du système dominant sur les causes du « retard » des pays du Sud, de l'Afrique en particulier. L'axe central des travaux de Samir Amin, dès sa thèse de Doctorat, a été de démontrer le lien indissoluble qui existe entre « développement » et « sous-développement ».

Samir Amin a été parmi les premiers économistes du Sud à réfuter de manière cohérente et argumentée les thèses conventionnelles sur les causes du « retard » des

pays du Sud. Car pour lui, le capitalisme est un système mondial, englobant à la fois les pays capitalistes dits « développés » et les pays du Sud dits « sous-développés ». Ces vues exprimées déjà dans sa thèse de Doctorat avaient attiré une grande attention et suscité des débats, tant dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Ses écrits ultérieurs n'ont fait que confirmer ces vues, qui seront confortées par celles d'autres économistes, notamment ceux de l'École latino-américaine et Immanuel Wallerstein, avec le « système-monde ».

L'œuvre de Samir Amin est traversée par des idées-forces qui guident son combat contre le capitalisme, pour l'émancipation des peuples du Sud du joug capitaliste/impérialiste et pour la transformation économique et sociale sur le chemin de la longue transition au socialisme.

Le capitalisme comme système mondial

Pour bien comprendre le cheminement intellectuel de Samir Amin, il faut avoir à l'esprit qu'il avait adhéré très tôt à la conception marxiste de l'histoire des sociétés humaines. Une telle conception est de loin supérieure à l'analyse conventionnelle bourgeoise, parce qu'elle est une approche holistique des problèmes des formations sociales. Car, à ses yeux, on ne peut séparer l'économique du politique et du social. Cette conception était perceptible dès sa thèse de Doctorat, dans laquelle il utilisa les outils développés par le marxisme pour l'analyse de l'accumulation capitaliste conçue comme opérant à l'échelle mondiale.

A partir de cette analyse, il affirme que le capitalisme et son évolution ne peuvent être compris que comme un seul et unique système mondial, comprenant des « pays développés », qui constituent les Centres et des « pays sous-développés », les Périphéries du système. C'est la source et la nature de cette polarisation qui l'ont préoccupé dans toute sa production intellectuelle. Par conséquent, développement et sous-développement constituent l'endroit et l'envers de la même expansion du capitalisme mondial. Le sous-développement ne devrait plus être considéré comme un « retard » lié à des caractéristiques spécifiques – sociales, culturelles, voire géographiques – des pays dits « pauvres ». En réalité, le sous-développement n'est que le résultat de l'ajustement forcé de ces pays aux besoins de l'accumulation au bénéfice des pays situés au Centre du système.

La conception du capitalisme comme système mondial constitue l'axe central de toute la réflexion de Samir Amin, y compris de son analyse des expériences socialistes, que ce soit en ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), en Chine ou dans d'autres pays.

Capitalisme et impérialisme

En outre, pour lui, capitalisme et impérialisme sont intimement liés à toutes les étapes de leur développement. Contrairement à Lénine, qui avait avancé que l'impérialisme est un stade particulier du développement du capitalisme, Samir Amin affirme que le capitalisme est impérialiste par nature et que, par conséquent, l'impérialisme est un phénomène beaucoup plus ancien, depuis la conquête des Amériques au XVI^e siècle

jusqu'à la transformation en capitalisme des monopoles. Donc, pour lui, l'impérialisme n'est nullement un phénomène récent, lié au passage au capitalisme des monopoles au XIXe siècle. En effet, pour lui, l'expansion mondiale du capitalisme est associée à la polarisation à toutes les étapes de son développement. En d'autres termes, la polarisation entre Centres et Périphéries est un phénomène inhérent au capitalisme. En disant cela, il admet cependant que le capitalisme et l'impérialisme sont passés par des phases différentes, chacune avec ses particularités. Si bien que les formes de la polarisation entre Centre et Périphéries, d'une part, et les formes par lesquelles s'exprime l'impérialisme, d'autre part, ont changé et évolué. Mais toujours dans le sens de l'aggravation de la polarisation et non dans le sens de son atténuation.

De nos jours, Samir Amin affirme qu'on assiste à la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles généralisés et la concomitante transformation de l'impérialisme en impérialisme collectif incarné par la Triade constituée des Etats-Unis, du Japon, de l'Union européenne et de leurs instruments – militaires, économiques et financiers – que sont l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; la Banque mondiale ; le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entre autres.

Cette Triade possède cinq monopoles (armes de destruction massive ; système de communication de masse ; système monétaire et financier ; technologies ; et accès aux ressources naturelles) qu'elle veut conserver à tout prix. C'est pourquoi elle s'est engagée dans la militarisation de la planète pour empêcher la perte de ces monopoles. Les guerres d'agression contre les peuples au Moyen-Orient, les menaces contre d'autres pays souverains, les interventions de l'OTAN, sous la direction de l'armée des Etats-Unis, la prétendue guerre « contre le terrorisme », la campagne des Etats-Unis visant à établir le quartier général d'AFRICOM en Afrique, sont autant d'exemples de cette volonté de l'impérialisme collectif d'utiliser la force pour préserver son hégémonie, aujourd'hui largement menacée par la montée en puissance de pays dits « émergents ».

La polarisation et les voies de l'émancipation du Sud

A partir de la conception du capitalisme comme système mondial, comme on l'a vu plus haut, découle la remise en cause de l'analyse conventionnelle du « sous-développement ». A partir de cette analyse, Samir Amin s'est attaché à déconstruire le discours du système dominant sur l'origine du « sous-développement » des pays du Sud. Cette déconstruction commence par le rejet de l'explication superficielle du « sous-développement », basée sur une analyse economiciste. Au contraire, Samir Amin déplace le débat sur un terrain plus vaste, celui du matérialisme historique, et souligne que l'étude des problèmes de développement doit faire appel à l'histoire des formations sociales. A partir de cette considération, le « sous-développement » des pays du Sud, de l'Afrique en particulier, doit être compris comme la conséquence logique du déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Cette analyse est partagée par ce que l'on a appelé l'Ecole latino-américaine, incarnée à l'origine par Raul Prebisch, qui devait devenir le premier dirigeant de la

Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), et de bien d'autres économistes de renom. La rencontre de Samir Amin avec les principaux animateurs de cette Ecole a été une période stimulante marquée par une critique approfondie de la nature du capitalisme, la remise en cause des notions conventionnelles de développement et sous-développement et une nouvelle interprétation du rôle du commerce dans les relations entre les Centres et les Périphéries, entre autres.

C'est pendant cette période d'intenses débats théoriques que Samir Amin a écrit quelques-uns de ses livres les plus connus. En plus de « *l'accumulation à l'échelle mondiale* », on mentionnera « *le développement inégal* », « *l'échange inégal* », « *l'impérialisme et le développement inégal* », « *impérialisme et sous-développement en Afrique* », « *l'échange inégal et la loi de la valeur* », « *la loi de la valeur et le matérialisme historique* », etc.

Dans ces ouvrages, Samir Amin affirme avec force que l'émancipation des pays dits « sous-développés » ne peut se faire en respectant la logique du système capitaliste mondialisé et à l'intérieur de ce système. Ainsi donc, le rattrapage par le Sud dans le cadre du capitalisme est-il impossible, du fait de la polarisation immanente au système. C'est cette conviction qui a amené Samir Amin à accorder une grande importance au projet adopté par les pays afro-asiatiques au cours de la conférence de Bandoeng (Indonésie) organisée en 1955.

Le projet de Bandoeng

Pour Samir Amin, cette expérience a représenté une rupture majeure pour deux raisons principales. La première est que pour la première fois, des pays du Sud, et non des moindres, avaient décidé de défier l'ordre mondial existant et le système hégémonique hérité de la Seconde Guerre mondiale. En d'autres termes, Bandoeng était une tentative de réponse coordonnée des pays du Sud face aux défis posés par le système impérialiste de l'époque.

En outre, et c'est là sans doute le facteur le plus important pour Samir Amin, Bandoeng a posé les jalons d'un projet national autonome, bourgeois certes, qui a eu de profondes répercussions dans les pays du Sud. A ses yeux, et sans doute aux yeux d'autres analystes, l'influence de Bandoeng a été grande, donnant naissance notamment au Mouvement des Non-Alignés et posant les jalons qui ont conduit à la revendication des pays du Sud pour l'instauration d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) dans les années 1970.

C'est pourquoi Samir Amin appelle « ère de Bandoeng » toute cette période allant de 1955 à 1980, période correspondant à ce qu'il a appelé « ***L'éveil du Sud*** », le titre du livre qu'il a consacré aux développements politiques et économiques intervenus dans les pays du Sud.

Malgré ses limites et son essoufflement, le projet de Bandoeng représente, aux yeux de Samir Amin, la voie à suivre dans les tentatives pouvant déboucher sur une véritable émancipation des pays du Sud. Évidemment pour lui, cette émancipation véritable ne peut se situer que dans le cadre de la déconnexion par rapport au système capitaliste mondial pour ouvrir la voie à la longue transition au socialisme.



Deuxième partie

Entretiens





2

Itinéraire intellectuel

Demba Moussa Démbélé (DMD) : Bonjour Samir. On va commencer par ton parcours intellectuel, que tu as décrit dans ton livre intitulé « *itinéraire intellectuel* ». Après avoir indiqué ton adhésion à l'analyse marxiste de la réalité sociale, tu fais la remarque suivante, je te cite : « *une question me préoccupait intellectuellement plus que toute autre : pourquoi l'histoire de l'expansion capitaliste est-elle celle de la polarisation à l'échelle mondiale ? Pourquoi dans cette expansion, il n'a pas au contraire tendu à réduire l'écart entre ces «centres développés» et ces « périphéries sous-développées»*. Donc, l'analyse de cette polarisation entre les Centres et les Périphéries, d'une part, et la recherche de réponses aux questions qui te préoccupaient, d'autre part, fondent toute ton analyse du capitalisme et tes critiques de l'analyse conventionnelle de ce système. Pourquoi ?

Samir Amin (SA) : Bonjour Demba Moussa et merci pour l'intérêt que tu portes à mes travaux et à moi-même personnellement. J'en suis très touché et très sensible à cet intérêt. Tu commences d'emblée effectivement par la grande question qui a été et qui continue à être ma préoccupation intellectuelle et politique majeure, celle de toute ma vie, je pourrais dire, du moins de ma vie d'adulte, c'est-à-dire la polarisation mondiale, le capitalisme mondialisé que j'appelle réellement existant, et pourquoi cette polarisation et éventuellement comment la dépasser.

J'ai été un lecteur précoce de Marx. Je me sentais politiquement, moralement, même à l'époque de mon adolescence, proche du communisme. Je me déclarais même adolescent au Lycée, communiste, sans très bien savoir ce que ça pouvait dire. Mais ça voulait dire quand même quelque chose : une préoccupation sociale, une préoccupation de libération des êtres humains de toutes les formes de l'exploitation et de la misère. Quand je suis arrivé à Paris, un peu plus adulte, pour entrer à l'université, je me suis jeté dans la lecture de Marx. Et pas du Marx facile, du Marx le plus difficile, *Le Capital*.



Je crois que j'ai été un lecteur précoce mais également attentif. J'ai relu Marx et *Le Capital*, je le dis toujours, je le relis tous les vingt ans de ma vie. Je l'ai lu pour la première fois à l'âge de vingt ans, quarante, soixante et je suis en train de le relire à la veille de mes quatre-vingts ans. Evidemment, tous les vingt ans, cette lecture est un peu différente. Ce que l'on retient, ce que l'on note comme important n'est pas le même quand on a vingt ans et quand on en a quatre-vingts, évidemment. Mais je dirai que dès ma première lecture du *Capital*, comme étudiant à Paris à l'âge d'une vingtaine d'années, j'ai été à la fois convaincu de l'immense culture et de l'immense force de l'argumentation essentielle de Marx sur le capitalisme et sur les représentations du capitalisme dans son idéologie.

Le Capital porte comme sous-titre : *Critique de l'idéologie de l'économie politique*. Il ne s'agit pas de ce que l'on appelle généralement une critique, c'est-à-dire débusquer les erreurs de l'économie politique et la remplacer par une économie politique meilleure, sinon parfaite. Non, il s'agit pour Marx de faire apparaître l'économie politique comme étant une idéologie, comme étant la représentation que le monde du capital se fait de lui-même, de ses rapports aux travailleurs et de l'histoire de son rôle dans la société.

J'ai été extrêmement séduit par cette approche. Et c'est en cela que je pourrai dire, sans vantardise, que ma lecture a été une lecture précoce, mais aussi attentive. C'est-à-dire que je crois avoir saisi, et je n'ai jamais changé d'avis depuis, que l'essentiel dans Marx était là. C'est-à-dire dans sa démonstration que l'économie politique est la représentation idéologique qui convient au capitalisme. Que cette représentation idéologique a pour conséquence, je ne dirai pas pour fonction, mais pour conséquence, de masquer l'essentiel, c'est-à-dire l'aliénation marchande.

On peut traduire cette découverte en une phrase simple. Le travailleur ne vend pas son travail, il vend sa force de travail, mais il croit vendre son travail. Le travailleur qui s'engage à travailler huit heures dans une journée pour un salaire de X francs vend en apparence huit heures de travail. En fait, il vend sa force de travail. Car ce qu'il produira en huit heures est une valeur largement supérieure à la quantité de travail nécessaire pour produire ce qu'il pourra consommer avec son salaire. Ça c'est essentiel, fondamental, et personne d'autre avant Marx ne l'avait dit, personne. C'est là le point essentiel, et personne après Marx n'est parvenu à démontrer que c'est sans importance, que cette découverte a été sans importance.

Je me suis formé par la lecture du *Capital* de Marx, complétée par des lectures beaucoup moins difficiles de ses œuvres politiques, concernant notamment la vie politique en France, la Révolution de 1848, le coup d'Etat de Napoléon III, la Commune de Paris de 1871, etc.

Mais, et c'est là qu'intervient cette question que tu poses concernant cette lecture. Quelle que fût ma conviction, mon enthousiasme, elle me laissait sur ma faim. Elle me laissait sur ma faim, car je me posais la question suivante : mais

pourquoi ce foutu capitalisme que Marx analyse si correctement, pourquoi ce foutu capitalisme est-il né en Europe et pas en Chine ou dans la région du Moyen-Orient arabe et musulman ?

Pourtant tous les historiens un peu dignes de ce nom et honnêtes reconnaissent que la civilisation n'a pas commencé par l'Europe. Pour moi, Egyptien en particulier, l'Egypte a une vieille histoire qui précède de millénaires la civilisation européenne. Et la Chine, c'est connu de tout le monde, n'est pas seulement le grand Empire du Milieu mais un Empire civilisé ancien. Pourquoi les sociétés d'Afrique et d'Asie, qui ont été visiblement en avance sur celles de l'Europe, n'ont-elles pas donné le capitalisme et pourquoi ce capitalisme est-il né en Europe ?

Je ne trouvais pas la réponse dans Marx. Même la lecture de *l'Origine de la Famille, de la Propriété et l'Etat* par Engels, qui est un livre magnifique, ne donne pas de réponse à cette question. Un peu plus tard, au début des années soixante, sont parus pour la première fois en français les fameux « Grundrisse » de Marx, c'est-à-dire les brouillons de la première version, la version « draft », comme on dirait aujourd'hui, du *Capital*.

Ces « Grundrisse » avaient été écrits en allemand, bien sûr, traduits en russe très tôt dans les années trente, mais cachés jusqu'aux années soixante. Et c'est seulement dans les années soixante, le début des années soixante, qu'il y a eu une première traduction en français et aussi dans d'autres langues occidentales. J'ai lu évidemment les « Grundrisse », je les ai achetés, sans doute le jour même de leur parution en français. Et je les ai lus immédiatement, évidemment avec la plus grande attention et notamment de longs passages dans les « Grundrisse » concernant les sociétés anciennes.

On peut dire de ces réflexions qu'elles illustrent la curiosité de Marx concernant l'histoire universelle et l'histoire universelle ancienne. Marx pose précisément cette question que je me posais. Qu'était-il advenu des grandes civilisations anciennes ? Et précisément de la Chine ? Précisément du monde arabe et musulman ? A l'époque on ne connaissait pas grand-chose de l'Inde, de la Chine, de l'Antiquité et du Moyen Age arabe. Marx suggère une réponse dans un brouillon qui imagine deux modes d'évolution. L'un, qui a donné l'Europe à travers la propriété privée du sol. Une première forme de propriété privée du sol associée à l'esclavage : la Grèce antique et Rome. Une deuxième forme de propriété privée du sol associée au servage : la féodalité européenne. En contrepoint, il suggère que cette propriété privée du sol ne s'est jamais affirmée ailleurs que dans cette lignée allant de l'Antiquité gréco-romaine à l'Europe moderne. Que dans la société chinoise, dans la société indienne - il parle plus de l'Inde que de la Chine - cette propriété ne s'est jamais affirmée. Et que c'est donc une autre lignée d'évolution qu'on a qualifiée par la suite de « mode de production asiatique ». Le terme n'est pas de Marx lui-même. Marx rentre dans beaucoup de détails sur les différentes variantes de la propriété du sol européen, la variante romaine, la variante germanique, les variantes slaves, etc.

Marx fait preuve, là, d'un savoir encyclopédique, mais aussi d'une culture fantastique et d'une curiosité extraordinaire. Il a lu tous les écrivains européens, notamment ceux du XVIII^e siècle, mais aussi ceux du XIX^e, qui ont été les premiers visiteurs qui ont fait des commentaires, notamment Bernier, sur l'Inde et la Chine. Les premiers commentateurs sur les civilisations non européennes vues par les Européens. Il a lu également tout ce que les nouveaux anthropologues ont écrit, même si c'est Engels qui les a lus plus que Marx. C'est Engels qui a lu les écrits des anthropologues du XIX^e siècle sur les sociétés dites « primitives », notamment les Indiens de l'Amérique du Nord.

On connaissait très mal à l'époque, je pourrai même dire pas du tout, les sociétés de l'Afrique subsaharienne. Elles n'ont été connues un peu plus tard qu'à travers ce que les Arabes ont écrit de ces sociétés. Parce que les Arabes avaient voyagé dans toute l'Afrique, et écrit généralement en arabe, parfois dans les langues africaines transcrites avec les lettres arabes. Mais ça, c'est venu plus tard, bien après Marx, au XX^e siècle.

Marx fait preuve d'une extraordinaire curiosité. Mais la réponse qu'il donne ne m'a jamais convaincu. Venant d'un pays arabe, musulman, ayant quand même quelque connaissance de notre histoire, je savais que dans la loi musulmane, la Charia, la propriété privée existait et je savais que ce n'était pas seulement un thème idéologique, mais une réalité sociale réelle. Et donc dire que ces sociétés ne connaissaient pas la propriété privée ne me paraissait pas être un argument convaincant.

J'ai lu à ce moment-là ce que Bernier avait écrit et j'ai relu enfin ce que Marx indiquait comme la source de ses connaissances, les auteurs européens du XVIII^e siècle. Mais cette lecture ne m'a pas paru convaincante du tout. Je lisais, à la même époque, un auteur français très peu connu et auquel jusqu'à présent on n'a pas rendu l'hommage qu'il mérite. Il s'appelle Etiemble. Cet Etiemble avait écrit un gros livre en 1958 qui s'appelle *L'Europe chinoise*. Un titre très curieux dans lequel il démontre, par des lectures également précises, que l'Europe du XX^e siècle, loin de dénigrer la Chine, comme Bernier l'entendait, était admiratrice de la Chine, comme un modèle en avance sur elle-même à cette époque.

On ne peut pas reprocher à Marx de ne pas avoir connu Etiemble, un penseur du XX^e siècle. Mais la lecture d'Etiemble me paraissait bien plus convaincante que celle des « Grundrisse » et que celles également d'autres historiens européens.

Je restais donc sur ma faim, parce il n'y avait pas de réponses positives à la question, ni chez Marx ni chez les autres. Ensuite, j'ai lu les historiens les plus remarquables, les plus diffusés dans la culture européenne moderne du XX^e siècle. Tous les grands historiens de l'histoire universelle, et de l'histoire européenne. Et j'ai retrouvé en filigrane les mêmes réponses fausses, c'est-à-dire des réponses toutes eurocentriques, toutes mettant l'accent sur la spécificité européenne. Et en parlant de spécificité, une spécificité supérieure, la spécificité de l'histoire

européenne. Une histoire gréco-romaine fabriquée, puis chrétienne et féodale, comparée avantageusement aux autres civilisations.

Je restais donc sur ma faim et je me posais la question en me disant « voilà deux ou trois faits gigantesques » :

- 1- le capitalisme, tel que nous le connaissons, et il n'y en a pas d'autre, est né en Europe,
- 2- il a conquis le monde,
- 3- dans cette conquête du monde, il a produit une polarisation inouïe. Il s'est affirmé dans les faits comme infiniment plus fort et supérieur. Et je dirai en progrès, par rapport à toutes les civilisations, y compris les grandes civilisations des autres régions du monde.

Alors, quelles sont les caractéristiques du capitalisme ? Quels sont les mécanismes dans le capitalisme qui expliquent cette polarisation ? Et là, je me heurtais franchement, directement aux préjugés eurocentriques que Marx partageait en partie. Je ne lui en fais pas un procès. Il appartenait quand même à la société européenne. Il n'est pas tombé du ciel. Ce n'est pas l'Archange Gabriel envoyé par Dieu pour éclairer l'Humanité ! C'est un être humain qui appartenait aux sociétés de son époque avec leurs limites.

Mais certainement, Marx n'était pas le plus eurocentrique des eurocentriques. Il était le seul penseur européen que ça gênait. Pour les autres, ça allait de soi que les Européens étaient supérieurs. Ils l'avaient été depuis les anciens Grecs, oubliant que la Grèce antique considérait les Européens comme des Barbares et que les Grecs anciens allaient apprendre en Egypte, en Mésopotamie, en Phénicie. Ils allaient en Asie et en Afrique pour apprendre. Ils n'allaient pas chez les Gaulois ou chez les Germains !

L'annexion par les Européens de l'Antiquité grecque réécrite comme faisant partie de l'histoire européenne est une chose ridicule. La Grèce, géographiquement, appartient à ce qu'on appelle l'Europe, mais historiquement et culturellement, elle appartient à ce qu'on appelle le Moyen-Orient, la région de la Méditerranée orientale, plus asiatique et africaine qu'européenne.

Marx donc était le moins eurocentrique des Européens. Néanmoins il n'avait pas répondu à la question, et de ce fait il restait quelque part eurocentrique. Il avait sur ce capitalisme conquérant une position contradictoire. La contradiction n'est pas mauvaise en soi, puisque la philosophie marxiste est basée sur la reconnaissance des contradictions. Il était à la fois conscient et lucide et avait vu avec justesse l'avancée prodigieuse que le capitalisme représentait dans l'histoire universelle. Que la société, même la sienne, celle de la seconde moitié du XXe siècle, était largement plus avancée que toutes les sociétés qu'on avait connues auparavant en Europe même, dans l'Europe de l'ancien régime, et ailleurs dans le monde. Il a exprimé donc une reconnaissance certaine de tout ce que le capitalisme

représentait comme bond en avant. Mais en même temps, il ne l'aimait pas, ce capitalisme. Il ne l'aimait pas parce qu'il avait compris d'une manière très lucide qu'il était fondé sur l'horreur, sur l'exploitation du travail et sur la destruction de la nature. Ce que les écologistes ont redécouvert un siècle et demi après Marx, c'est déjà dans *Le Capital*. Il conclut dans un des chapitres du Livre I du *Capital* par cette phrase magnifique : l'accumulation du capital détruit les bases de la richesse : l'homme, aujourd'hui on dirait l'être humain, homme et femme, et la nature qui constituent les fondements ultimes de la richesse.

Mais la polarisation et la destruction des peuples conquis par l'extension du capitalisme n'étaient pas développées chez Marx. Et c'est là que Marx suivait un peu le préjugé européen selon lequel la colonisation, après tout, si horrible qu'elle soit, et il ne mâchait pas ses mots, conduisait ces peuples vers le progrès, parce qu'ils n'avaient pas découvert par eux-mêmes les lumières du capitalisme, c'est-à-dire la civilisation, ou un stade plus avancé de la civilisation. Il y a à ce propos des passages significatifs de Marx, notamment sur l'Inde britannique. Il a décrit les horreurs commises par les Anglais en Inde sans mâcher ses mots. Il avait décrit d'abord les horreurs que les Anglais avaient commises en Irlande. L'Irlande avait été aussi peuplée que l'Angleterre, mais à présent, elle a une population égale à 10 pour cent de celle de l'Angleterre, parce qu'elle a été décimée par la conquête, la colonisation et la famine organisée. Et les Anglais faisaient la même chose en Inde, à une plus grande échelle. Mais finalement, les Indiens connaîtront le capitalisme et finiront par chasser la Grande-Bretagne, dit Marx. Il y a même, au sujet de la Chine, une phrase encore plus belle, et je dirai que Mme Soleil, avec une boule de cristal, n'aurait pas dit mieux. Marx disait que lorsque les Européens partiront à la conquête de la Chine, ils se heurteront à une banderole avec ces mots : « ici commence la république bourgeoise chinoise ». C'est-à-dire que la Chine aura par elle-même construit le capitalisme et il sera donc difficile, voire impossible, de la conquérir. On a l'impression aujourd'hui que le visiteur étranger qui arrive en Chine voit la grande banderole : « ici commence la grande puissance capitaliste chinoise ». C'est-à-dire la réalisation de la prédiction de Marx !

Donc Marx était sensible au fait qu'il y avait une question qui se posait. Mais encore une fois, je ne le lui reproche pas, il ne donnait pas une réponse satisfaisante à cette question. Etienne l'amorçait et cette réponse disait même que les Chinois n'étaient pas en retard au moment où le capitalisme se développait au XVIII^e siècle européen en même temps que les Lumières. Il disait que les Chinois avaient inventé les Lumières chez eux, quatre ou cinq siècles plus tôt. Ça me mettait la puce à l'oreille.

Alors à partir de là, cela a été le programme de toute ma vie : essayer d'avancer dans une explication pour élucider pourquoi le capitalisme est né en Europe et quelles sont les conséquences de ce fait majeur pour le reste du monde. C'était là les questions que je me posais. Je ne me les posais pas en universitaire académique qui décide de se retirer dans son cabinet, ne plus voir personne, lire, lire et lire

tout ce qui a été écrit sur l'histoire universelle et réfléchir par lui-même. Je me les posais en militant, parce que je n'ai jamais séparé chez moi la réflexion théorique, sans être trop pompeux, de l'action. Je parlais donc de cette constatation que le capitalisme mondialisé et réellement existant a créé cette gigantesque polarisation, qui est devenue d'évidence le problème numéro un de l'Humanité.

Nous sommes parvenus à un stade caractérisé pour la première fois dans l'histoire de l'humanité par une inégalité gigantesque entre les conditions de vie de l'écrasante majorité de la population mondiale et celles de la minorité qui vit dans les sociétés opulentes de la Triade. C'est-à-dire le Nord, le Centre impérialiste, autrement dit l'Europe d'abord, puis ses enfants et ses élèves : ses enfants nord-américains et ses élèves japonais. Il existe une différence gigantesque entre eux et nous. C'est-à-dire tout le reste de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, qui n'est pas une minorité, puisque nous sommes 80 pour cent de la population de la planète. Cette inégalité est la forme majeure de la loi de la paupérisation associée à l'accumulation du capital que Marx avait formulée. Les marxismes historiques occidentaux, en simplifiant Marx, avaient pensé que la loi de la paupérisation devait déployer ses effets dans leurs sociétés et, constatant qu'il n'en était rien, se retrouvaient désemparés. Mais à l'échelle mondiale, qui est celle du déploiement du capitalisme réel, la vision de Marx n'est pas seulement confortée dans les faits. A l'échelle mondiale, la violence de la paupérisation est encore bien plus forte que Marx ne l'avait imaginé. Le discours contemporain sur la pauvreté n'en est que le pâle reflet.

Et c'est le problème majeur, il n'y a pas de progrès concevable de la civilisation humaine qui puisse rester fondée sur cette gigantesque polarisation. Donc, si l'on conçoit comme Marx, et j'étais convaincu de cela par lui, que le communisme est l'avenir de l'Humanité, c'est-à-dire une société fondée sur la libération, l'émancipation des êtres humains, l'utilisation de leurs richesses matérielles, pas pour le gaspillage, mais pour assurer leur aisance matérielle et leur temps libre, pour le développement de leurs facultés créatrices sur une base égalitaire pour tous les êtres humains, que ce stade plus avancé de la civilisation, le communisme, est inconcevable sans que la polarisation ne soit surmontée.

On ne peut pas concevoir un stade plus avancé de la civilisation, avec, d'une part, des niveaux de vie comme celui de la France actuelle d'un côté, et celui du Mali, de l'autre. On ne peut pas le concevoir de cette manière. Donc, deux questions : 1) pourquoi le capitalisme est-il né en Europe ? 2) pourquoi a-t-il créé la gigantesque polarisation Nord Sud ? Et donc, qu'est-ce que cela implique pour l'action politique de transformation du monde dans la direction du communisme planétaire, universel ? De l'égalité donc de tous les êtres humains, quels qu'ils soient, de quelque couleur qu'ils soient, et quelle que soit leur histoire passée.

Ça a été le programme de ma vie et ça le reste pour ce que j'ai encore à vivre. Je n'ai pas d'autres préoccupations et cette préoccupation, comme je l'ai dit, n'est pas seulement théorique. Elle est théorique et militante. Les deux indissociables.





3

Capitalisme et impérialisme

DMD : En fait, tu as débordé sur la première question, ce qui est très bien. Je pense que le développement historique que tu as fait donne énormément d'éléments pour expliquer d'abord la naissance du capitalisme en Europe, par rapport aux autres pays, et ensuite l'histoire de la polarisation.

SA : Je vais répondre, si tu veux relativement brièvement à ces deux questions. Je pense qu'un lecteur attentif, et tu es un lecteur attentif, de tout ce que j'ai écrit depuis cinquante ans -en commençant par ma thèse de Doctorat, écrite en 1954-1955, soutenue en 1957, parce qu'il y avait eu entre-temps la guerre consécutive à la nationalisation du Canal de Suez en 1956- réalisera aisément que mes préoccupations ont porté sur l'accumulation capitaliste mondialisée. Et ce travail de jeunesse, pas un mauvais travail, de par son titre même « *L'accumulation à l'échelle mondiale* », exprime ma préoccupation visant à analyser le capitalisme à l'échelle mondiale. Tout ce qu'on dit maintenant sur la globalisation est en retard de cinquante ans.

Ma réponse sur l'Europe. A travers mes écrits, j'ai évolué. Suivre donc leur évolution peut être utile si l'on se pose les questions que je me pose. Les reprises dans mes écrits sont là pour faciliter la mesure de la progression dans la formulation abstraite des thèses, l'identification des nuances que l'examen de la même question sous des angles différents apporte, les additions et les corrections ? Et j'ai toujours été un militant. Je n'ai pas le tempérament de l'académique qui se retire pendant cinquante ans pour écrire ce qu'il croit être le dernier cri à un âge avancé. J'ai pensé qu'écrire c'était militer. Et il fallait mettre à la disposition de la critique, et notamment de la critique militante, ce que l'on pense à chaque étape de l'évolution de ses propres pensées. D'où effectivement une production que d'aucuns peuvent juger prolifique, au rythme d'un livre par an au moins ou



même parfois deux. Et donc, on peut lire ces livres comme l'histoire de l'évolution d'une pensée qui pose toujours la même question et qui veut répondre à la même question.

Je ne reprendrai pas cette histoire. Je l'ai déclinée dans deux ou trois livres. Je l'ai déclinée d'abord dans *Le développement inégal*, en 1973, qui est une reprise connue de mon travail de jeune étudiant sur l'accumulation capitaliste. Ensuite, quelques années après, dans *Itinéraire intellectuel* où j'essaie de guider le lecteur intéressé par mes œuvres à voir ces progressions, ce cheminement. En outre, dans *Mes mémoires*, je les appelle ainsi, en deux volumes. Le premier volume est paru en anglais et en arabe. Ce sont mes années de formation depuis l'enfance jusqu'à 1960, jusqu'à ma participation à l'élaboration des politiques de développement en Egypte, au Mali et au Ghana. Le second volume, paru en français sous le titre *L'éveil du Sud*, est un panorama de mon expérience personnelle d'association aux mouvements de libération nationale et aux tentatives de développements et de transformation sociale progressiste, particulièrement en Afrique, mais également avec des incursions sur le continent de l'Asie de l'Est et du Sud, d'une part, et de l'Amérique latine, d'autre part. Tu as lu ces livres. Je ne vais pas simplement répéter ce qu'ils disent. Je vais donc donner les réponses à tes deux questions, telles que je les vois aujourd'hui. Je ne prétends pas du tout qu'en 1954 j'étais déjà parvenu à ces réponses.

Première question : pourquoi le capitalisme est né en Europe. Je suis arrivé à la conclusion, qui peut paraître curieuse pour tous les eurocentriques, que c'est précisément parce que l'Europe était arriérée qu'elle a fait le bond en avant la première. Une sorte de loi du développement inégal. Que ce ne sont pas ceux qui sont en tête qui restent toujours en tête, mais qu'ils sont rattrapés et dépassés par ceux qui sont en queue. Pourquoi ? Parce que ceux qui sont en tête vivent dans un système fort, puissant et bien construit. Mais cette force est la faiblesse du système lui-même. Elle freine le changement nécessaire. Des forces organisées et puissantes s'opposent aux changements nécessaires.

Par contre, ceux qui sont en queue dans le système vivent dans des sociétés fragiles, mais également de ce fait flexibles. Et qui donc peuvent inventer du nouveau, parce que les obstacles à cette invention sont moins forts. Donc, le miracle européen, ce miracle n'est pas un miracle. C'est précisément parce que l'Europe était arriérée qu'elle a fait un bond en avant par rapport aux autres, par nécessité. Regardons l'Europe du Moyen Age. Je prends l'exemple de l'Europe de l'an mille et l'Afrique au sud du Sahara de l'an mille, qui étaient toutes deux composées de ce qu'on appelle des tribus. On dit les tribus germaniques comme on dit les tribus mandingues. Le terme tribu est discutable, dès lors que celles-ci se situent dans un mouvement gigantesque de migrations, de conquêtes et de construction d'appareils d'Etat. Pas réellement des Etats, mais des chefferies, sans plus. Et si on regarde les monuments laissés par ces civilisations jusqu'à l'an mille, qu'est-ce qui reste de l'époque de Charlemagne en

Europe ? Rien. Le seul monument qui existe, celui de Trèves, était un monument romain récupéré par Charlemagne ; c'était le seul monument en pierre construit. De même de l'Afrique de l'époque de Soundiata, qu'est-ce qu'il reste ? A Tombouctou, il y a quelques bâtiments, mais c'est à peu près tout.

Et puis nous voyons l'Europe, cette Europe arriérée, décoller entre l'an 1000 et l'an 1250. Quand on voit les cathédrales construites en France entre l'an 1000 et l'an 1300, des centaines de cathédrales, il s'agit de monuments gigantesques, qui ont survécu jusqu'aujourd'hui, qui sont beaux et grands et qui témoignent d'une capacité inventive et technologique, d'un grand savoir-faire. Ils témoignent d'un saut qualitatif.

Et alors je théorise cette loi. Je n'aime pas le terme de loi, parce que le terme de loi implique un déterminisme mécanique. Disons cette tendance plutôt que loi : que des régimes moins avancés, parce qu'ils sont de ce fait plus flexibles, sont susceptibles de dépasser ceux qui sont plus avancés qui sont en général plus rigides.

Et la féodalité européenne m'apparaît effectivement comme une forme périphérique d'un mode de production, celui que j'ai appelé tributaire. Je n'ai pas été le premier à avoir utilisé le terme tributaire, mais j'ai été le premier à l'avoir mis au centre de l'analyse et de la présentation de la nature des grandes sociétés anté-capitalistes de classes. Ces sociétés ont en commun quelque chose d'essentiel : le surplus est centralisé par le pouvoir politique qui est un premier type de pouvoir politique relativement fort. Ce mode de production tributaire, je dirai plutôt, pour ne pas simplifier, la famille des modes de production tributaires, est une famille qui présente une gamme allant du plus construit au moins construit. Les plus construits de ces modes tributaires, appelons-les « achevés », concernent les systèmes où le pouvoir politique est puissant et s'exerce non pas sur trois villages mais sur une zone géographique de population importante, et perçoit de ce fait un tribut qui devient important.

L'exemple le plus avancé de la forme tributaire, c'est la Chine. La Chine, à partir de 500 avant Jésus Christ jusqu'à la fin de l'Empire chinois, c'est-à-dire avant sa soumission à l'impérialisme occidental, jusque vers 1840, se reconnaît dans ce mode de production tributaire avancé. On a des choses analogues mais moins mûres à plusieurs moments dans l'histoire de l'Inde, comme dans le Moyen-Orient que je ne dis pas arabe et islamique, mais arabe, persan et islamique, parce que l'apport de l'Iran n'est pas moins important que celui des Arabes, à l'époque du Califat Abbasside.

Et puis, on a des formes embryonnaires du capitalisme, mais sur des espaces très petits, dans les villes italiennes. Trois siècles avant la Renaissance, on avait les villes italiennes de Florence, Gênes, Venise et quelques autres. Le reste de l'Europe, elle, était féodale. Que signifie la féodalité ? Nous sommes nous-mêmes les victimes, en Afrique et en Asie, de l'eurocentrisme. Nous avons repris le terme féodal pour l'appliquer chez nous sans trop réfléchir.

En Europe, la forme féodale est une forme tributaire, je l'appelle périphérique, c'est-à-dire non achevée. Cette forme tributaire non achevée, le féodalisme européen, implique également le prélèvement d'un tribut sur les communautés paysannes, mais émiettées. Les seigneuries sont innombrables. Le seigneur en chef n'est pas tout à fait un roi, il n'est que le premier des seigneurs. Il n'a pas beaucoup de pouvoir, ce roi. Donc, une forme très émiettée du pouvoir. Comment explique-t-on cet émiettement ? C'est l'effondrement de l'Empire romain qui l'explique. L'Empire romain est envahi par les Barbares, et tout ce qui constitue une bonne partie de l'Europe est un mélange des vestiges de l'Empire romain et du système tributaire primitif des tribus germaniques, slaves et autres. Et c'est ce mélange qui crée cette forme élémentaire de système tributaire que constitue le féodalisme européen.

Pour les eurocentrismes, la féodalité est un modèle universel, concernant l'histoire de l'humanité entière. Et moi, en prenant le contre-pied de l'eurocentrisme, je dis non. C'est le mode tributaire achevé qui est le modèle fondamental ; et le féodalisme n'est qu'une copie, pâle et inachevée de ce modèle. Etienne avait vu ça, que l'Europe n'était qu'une pâle copie de la Chine. Et il avait vu que les penseurs européens du XVIII^e siècle n'étaient pas eurocentristes, ils voulaient apprendre de la Chine.

Tu es musulman, et tu sais qu'il y a un « hadith » du prophète Mohamed qui dit « allez apprendre en Chine ». Ce n'est pas un hasard. C'est-à-dire que les Arabes, aussi inventifs qu'ils étaient à l'époque, savaient que là-bas en Chine, on savait faire des choses qu'ils ne savaient pas faire. On connaissait des choses qu'ils ne connaissaient pas. La mode à l'heure actuelle est de retrouver cela : la « grandeur » de la Chine. Je suis donc parvenu à formuler une thèse concernant les raisons pour lesquelles le mode de production féodal ne pouvait pas être un obstacle puissant à la naissance du capitalisme ; et c'est pourquoi le capitalisme est né là-bas, en Europe. Les nouvelles villes franches, la nouvelle bourgeoisie commerçante, les paysans riches qui se libèrent du joug féodal constituent les embryons d'une bourgeoisie qui ne rencontre pas d'obstacles dans sa formation. Non seulement elle ne rencontre pas d'obstacles sur son chemin, mais le pouvoir royal, notamment dans les deux pays qui ont donné naissance au capitalisme, l'Angleterre et la France, s'appuie sur elle pour limiter le pouvoir des seigneurs. Ça a été la chance de l'Europe et voilà pourquoi il y a eu le miracle européen.

Dans cette explication du miracle, je ne fais aucune référence à la Grèce antique, aucune référence à Rome. D'ailleurs, les Lumières proclamaient que c'est en rupture avec l'Europe féodale qu'est né le capitalisme. Voilà ma réponse, aujourd'hui, à cette question. Il y a une première explication de cette réponse qui est déjà dans *Le développement inégal*. Mais je l'ai enrichie, je crois, dans un livre récent : *Chine-Europe, deux voies de développement historique*. Je te renvoie donc à cette lecture plus récente. Ce capitalisme, né en Europe dans ces conditions,

est particulier comme toute chose dans l'histoire. Alors, on peut rêver qu'il aurait pu naître à Pékin ou à Tombouctou. On a le droit de rêver si l'on veut. Mais l'historien explique ce qui s'est passé et n'imagine pas ce qui ne s'est pas passé. À ce moment-là, c'est un autre domaine, ce n'est pas l'histoire. Je ne cherche pas à savoir ce qu'aurait pu être un capitalisme inventé à Pékin ou à Tombouctou puisqu'il n'a pas été inventé à Pékin et à Tombouctou.

Mais le capitalisme, et c'est pour cela que j'ajoute toujours réellement existant, qu'est-ce qu'il a fait ? C'est ta deuxième grande question. Ce capitalisme réellement existant, né en Europe, a été fondé sur la dépossession. Dans mon dernier livre, il y a un chapitre qui s'appelle « l'accumulation par dépossession ». Là encore, commençons par Marx. Car Marx est le premier et le seul à l'avoir vu et reconnu. Très jeune, puisqu'en 1840 il avait 22 ans, vivait en Rhénanie et était un peu avocat. Il défendait les paysans qui sont accusés de vol de bois. Et il dit : « mais vous êtes en train de les déposséder ». Ces terres, ces forêts sont collectives et dans leur conscience, elles leur appartiennent collectivement, à eux, paysans. Le capitalisme, par l'affirmation de la propriété privée, les dépossède. C'est ce qu'on veut faire aujourd'hui en Afrique, en dépossédant la majorité des paysans de leurs terres au profit de propriétés privées. On voudrait les donner à des sociétés étrangères et à des nationaux qui en ont les moyens, soi-disant pour les développer.

La dépossession, dans le cas des *enclosures* en Angleterre, Marx l'appelle « l'accumulation primitive ». Il en donne l'analyse des modalités et de la portée dans des pages et des pages, avec force détails. Sans aucune concession, il démasque la brutalité, la violence extrême, la sauvagerie qui a présidé à la naissance du capitalisme. Et dans l'analyse de « l'accumulation primitive », il parle d'abord de l'accumulation dans les pays où le capitalisme est né, en Europe elle-même. Il analyse les *enclosures* en Angleterre, avec ce qu'elles entraînent de misère humaine associée à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Engels, qui étudie de près les conditions de la classe ouvrière anglaise de l'époque, démontre la sauvagerie de cette expropriation généralisée. Mais Marx le dit aussi concernant les Amériques, c'est-à-dire qu'il n'est pas eurocentrique. Il montre d'abord la mise sous tutelle des communautés indiennes, la dévastation, le massacre, le pillage de leurs terres, de leurs richesses, de la nature dans leur pays. Le génocide, il n'emploie pas le terme, mais on peut le dire, le génocide des Indiens. Et quand il n'y avait plus assez d'Indiens, les génocides des Africains par l'esclavage ont pris le relais. Donc, si l'on accuse Marx de ne pas l'avoir dit, c'est qu'on n'a pas lu Marx.

Mais Marx s'arrête là. Ce n'est pas un hasard s'il appelle cela « l'accumulation primitive ». Il pense que cette phase, cette page, est en train d'être tournée à son époque et que désormais l'accumulation se fera sur la base grandissante de l'amélioration de la productivité du travail social par l'invention technologique, le

progrès technique et de moins en moins par des formes d'accumulation primitive. C'est là que je m'inscris en faux et que je dis non. Marx a eu une vision erronée de la poursuite du déploiement du capitalisme.

Le capitalisme poursuit cette accumulation primitive dans des formes nouvelles par sa mondialisation. Il a continué à le faire après la conquête des Amériques, par celle de l'Asie et de l'Afrique, par la mise sous tutelle de pays qui restaient formellement indépendants, que ce soit l'Empire chinois, l'Empire persan ou l'Empire ottoman. Ou par la conquête coloniale directe, qui a été le fait de tout le continent africain, de l'Asie du Sud-Est, à l'exception de la Thaïlande (le Siam). Et dans cette conquête, soit conquête coloniale soit mise sous tutelle, l'accumulation à l'échelle mondiale reste fondée sur la dépossession des peuples, une dépossession complexe. Ce n'est pas une dépossession exclusivement fondée sur l'appropriation des moyens de production au bénéfice du capital. C'est plus complexe. Si tu es intéressé davantage à cette histoire de l'accumulation par dépossession, lis mon chapitre dans mon livre récent sur la crise, c'est le chapitre quatre, je crois, qui traite de l'accumulation par dépossession contemporaine.

* * *

DMD : Je pense qu'on a suffisamment appris sur les origines européennes du capitalisme et sa nature polarisante. Dans un de tes livres, tu as identifié quatre grandes ruptures dans la naissance et l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale : 1500 ; 1800 ; 1880 ; 1990. Pourquoi une telle périodisation ?

SA : Il y a trois tournants décisifs dans le développement du capitalisme.

Le premier coïncide avec la formation du capitalisme sous sa forme achevée, avec la révolution industrielle anglaise et la révolution française de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Le deuxième tournant eut lieu à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, avec la formation du capitalisme des monopoles, analysée par Lénine, qui fait entrer le capitalisme dans la phase de son très long déclin.

Le troisième tournant concerne la phase en cours, sur laquelle j'insiste beaucoup, parce que nous ne sommes pas nombreux à le faire. Je suis peut-être l'un des rares à placer l'accent sur cette transformation qualitative qui se dessine vers la fin du XX^e siècle, sur la transformation du capitalisme des monopoles dans ce que j'appelle le capitalisme des monopoles généralisés, caractérisé par une centralisation du capital sans commune mesure avec celle de l'époque antérieure de formation des monopoles. Cette évolution entraîne la formation d'une oligarchie/ploutocratie, qui se compte sur les doigts de la main, et qui contrôle désormais directement l'ensemble du système productif à l'échelle des pays du capitalisme central impérialiste développé et à l'échelle mondiale. C'est nouveau. Cette transformation qualitative, pas seulement quantitative, a des conséquences phénoménales, par leur portée politique.

La première conséquence est qu'elle marque le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel, constitué de puissances impérialistes en conflit permanent entre elles, à l'impérialisme collectif de la Triade : Etats-Unis, Europe, Japon. La deuxième conséquence, c'est la transformation de la nature de la bourgeoisie, d'une classe qui était très nombreuse et constituée de familles relativement indépendantes, autonomes les unes par rapport aux autres et en compétition permanente, à une oligarchie centralisée, très peu nombreuse, qui contrôle l'ensemble du système productif et par-delà même l'ensemble du système politique, culturel, idéologique. Une évolution qui annihile la portée transformatrice de la démocratie.

* * *

DMD : Depuis 1990, il y a quand même eu des évolutions majeures, telles que l'ascension de certains pays du Sud, dits « pays émergents », la montée du mouvement social, avec notamment la naissance du Forum Social Mondial (FSM), et évidemment la crise que le capitalisme traverse aujourd'hui, depuis l'éclatement de la crise financière de septembre 2008. Ce sont là des développements majeurs. Est-ce qu'ils ne constituent pas des éléments qui peuvent annoncer une nouvelle rupture, une cinquième étape dans l'évolution du capitalisme ?

SA : Toutes ces évolutions que tu signales sont importantes. Elles signifient tout simplement que les initiatives indépendantes des peuples mais aussi des Etats du Sud sont déjà amorcées. A travers la montée des mouvements sociaux, qui sont déjà mûrs, dont le Forum Social Mondial et les autres forums sociaux sont en partie des reflets. Mais il y a aussi les initiatives des Etats du Sud, notamment des pays dits émergents, c'est-à-dire ceux qui ont enregistré le plus de succès dans la période antérieure en matière d'industrialisation et qui sont à même par conséquent d'entrer en conflit avec l'impérialisme dans le domaine des exportations industrielles sur le marché mondial. Alors ces initiatives des Etats du Sud émergents sont ambiguës parce qu'elles sont inscrites dans une tentative que j'ai appelée illusoire de « rattraper » dans le système, c'est-à-dire par le capitalisme et dans la mondialisation capitaliste.

Malgré le succès enregistré pour une courte période entre 1990 et la crise de 2008 par ces stratégies qui se proposent d'avancer par les moyens du capitalisme et dans le système capitaliste mondial, je considère ces stratégies comme des illusions, dans ce sens que l'impérialisme a renouvelé ses moyens de contrôle du système mondial à travers ce que j'ai appelé les cinq monopoles.

* * *

DMD : Justement, à propos du capitalisme, tu dis qu'on ne peut comprendre son évolution et son expansion que si on le considère comme un système mondial et non pas comme un système composé d'une juxtaposition de capitalismes nationaux différents dans les pays du Nord et du Sud.

SA : Ça me paraît une évidence. Qu'on le veuille ou pas, les Sénégalais, les Suédois sont les uns et les autres intégrés dans ce système mondial. On donne une image de cette réalité, une image un peu caricaturale, fausse à mon avis, mais qui dit quand même quelque chose de vrai quand on parle de village mondial. Il n'existe plus un seul Sénégalais, même dans le village le plus reculé, qui ne sache pas comment on vit en France, par exemple, quelles sont les choses auxquelles on peut avoir accès dans le monde actuel. Les choses les plus banales, comme la télé, le téléphone portable, sont connues de tout le monde.

* * *

DMD : D'accord, mais est-ce qu'il en a été toujours ainsi ?

SA : Ce n'est pas depuis longtemps mais graduellement, bien sûr. C'est vrai qu'il y a encore une cinquantaine d'années, et plus avant avec la colonisation déjà, même dans les régions les plus reculées de l'Afrique, sauf peut-être dans quelques poches très isolées, sans grande importance, tous les peuples d'Afrique étaient au courant. Bien sûr l'intensification des communications, des voyages, des migrations a amplifié ce phénomène qui n'est pas nouveau.

* * *

DMD : Donc la mondialisation a, en quelque sorte, toujours existé dans le capitalisme ?

SA : Oui. Le capitalisme a toujours été mondialisé, mais il n'a pas été mondialisé par un coup de baguette magique en 1492. Il ne s'est mondialisé que progressivement, mais entre 1492 et le XVIII^e siècle, en si peu de temps, toutes les Amériques sont conquises, dans l'Océan Indien, la flotte européenne se substitue aux flottes arabes, chinoises qui dominaient l'Océan Indien.

Le monde est déjà connu, il n'est pas encore complètement conquis, mais le capitalisme s'est affirmé comme système potentiellement conquérant dès le départ. J'irai même plus loin, je dis que la mondialisation a des antécédents anciens, antérieurs au capitalisme. Je préfère les appeler des régionalisations, parce qu'ils n'avaient pas la capacité d'unir le monde, les deux hémisphères, oriental (Europe, Asie et Afrique) et occidental (les Amériques).

C'est vrai, mais ce qu'on ne sait pas toujours, c'est que les Européens, qui ignoraient les civilisations précolombiennes, ignoraient également largement les civilisations des anciens mondes. Dans l'ancien monde, ce qu'on appelle les routes de la soie ont mis en contact principalement la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient, et accessoirement seulement ont relié ces régions centrales du monde ancien à l'Europe. J'ai écrit un chapitre dans mon livre sur les défis de la mondialisation, sur les formes anciennes de la mondialisation sans lesquelles on ne peut pas comprendre les voies empruntées par l'expansion ultérieure du capitalisme dans l'ancien hémisphère.

Le christianisme et ensuite l'islam ont été porteurs de formes de la mondialisation ancienne. On retrouve des musulmans du Maroc en Indonésie, en Chine, du Caire au Cap. Comme on retrouve également des chrétiens bien avant la colonisation et les missionnaires très loin de l'Europe et du Moyen-Orient. Lorsque les Portugais arrivent en Inde, à Calicut, ils sont surpris de découvrir un roi chrétien, de rite cyriaque. C'est-à-dire que le christianisme avait pénétré à partir de l'Empire byzantin, jusqu'en Inde bien avant la colonisation.

* * *

DMD : Donc on a passé en revue un certain nombre de concepts-clés sur le capitalisme. Dans ton dernier livre sur la crise tu dis ceci : « le capitalisme est une parenthèse dans l'histoire », peux-tu revenir sur cette affirmation ?

SA : J'ai utilisé volontairement cette expression un peu polémique mais pas extrême. Elle me paraît juste pour contrer le discours sur le capitalisme, « fin de l'histoire », les boniments qualifiant le capitalisme d'expression de « la rationalité éternelle », absolue, définitive, l'affirmation que le capitalisme est capable de s'ajuster, qu'il est flexible et capable de répondre à tous les défis, jusques et y compris aux exigences de la justice sociale ! A ce discours, j'oppose les tendances fondamentales du capitalisme, qui font que ce n'est pas un système viable, soutenable. Ce n'est pas un système durable pour une série de raisons qui exigent qu'on le délégitime. Parce qu'il est fondé sur une irrationalité sociale croissante. Parce qu'il est fondé sur une inégalité mondiale croissante, la polarisation. Parce qu'il est fondé sur une exploitation dévastatrice des ressources de la planète, ce que les écologistes ont redécouvert. Donc il n'est pas viable. Il peut s'ajuster, mais à quel prix ? Au prix de devenir de plus en plus destructeur.

* * *

DMD : Mais dans le même temps pour sa survie, il y a le problème de ce tu appelles aujourd'hui la « militarisation de la planète ».

SA : Et c'est justement parce qu'il n'est pas viable qu'il se dirige vers la militarisation.

* * *

DMD : Donc, certainement la crise en cours du paradigme néolibéral a dû te conforter dans ton analyse...

SA : Ecoute, non seulement elle me conforte, c'est évident ; mais je dirai elle nous conforte, nous, mais pas beaucoup, qui avons prévu cette crise depuis longtemps. J'ai rappelé quand même dans mon livre récent sur la crise que c'est en 1978 qu'à Rome, à une invitation de « *Il Manifesto* », nous avons employé, André Gunder Frank et moi, les premiers, les termes « sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme ».

en crise ». C'est-à-dire qu'on voyait cette crise longue amorcée à son tout début, il y a 35 ans, pas avant-hier. Nous n'avons pas attendu 2008 pour le découvrir. Donc, cette crise, la crise financière de 2008, j'ai rappelé les étapes qui l'ont préparée. Je suis de ceux, nous avons été quelques-uns, nous n'avons pas été nombreux, je parle de la gauche, à la prévoir assez tôt. Quant aux « experts » de la Banque mondiale et du FMI il leur a fallu que la crise financière soit là pour la voir !

* * *

DMD : Et toujours sur le capitalisme. Tu le qualifies de « sénile » alors que pourtant il semble bien se porter et capable de faire face à des défis...

SA : L'un et l'autre ne sont pas contradictoires. Il est sénile dans ce sens qu'il ne peut prolonger son déploiement qu'en devenant de plus en plus destructeur. Le capitalisme n'est plus seulement un système d'exploitation du travail, il est devenu une menace pour l'humanité tout entière. Et ça, c'est ce que les écologistes ont redécouvert. Et les débats actuels sur le changement climatique le confirment. C'est très important. Mais en même temps, tant que les forces porteuses d'un avenir meilleur, c'est-à-dire les peuples, n'ont pas un projet alternatif cohérent et une stratégie positive, le capitalisme paraît être bien en place.

DMD : Une question sur l'impérialisme. Tu dis que l'impérialisme est à toutes les étapes du développement du capitalisme. Tu sembles prendre le contre-pied de l'analyse de Lénine, qui parlait de l'impérialisme comme « stade suprême du capitalisme ».

SA : Je ne prends pas le contre-pied de l'analyse de Lénine. Je vais plus loin. Effectivement, le capitalisme a donné l'impression au XIXe siècle, de la révolution industrielle jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle, qu'il n'était pas impérialiste, qu'il n'était plus impérialiste et que l'impérialisme appartenait au passé. D'abord, cette image mérite d'être nuancée. L'avance de l'Angleterre sur les autres pays européens est impensable sans sa domination de l'Inde. Les meilleurs spécialistes indiens de la question, comme Amya Bagchi, et d'autres, l'ont démontré. Donc, l'impérialisme était bien central, même à cette époque.

A partir de la fin du XIXe siècle, il y a eu une première vague de monopoles qui se constitue, et Lénine prend conscience de l'importance de cette évolution. Je vais plus loin et je dis que le caractère impérialiste du système n'est pas nouveau, comme en fait foi l'importance de la domination de l'Inde pour l'Angleterre. Néanmoins l'impérialisme prend une forme nouvelle à l'époque de Lénine.

* * *

DMD : On peut, sans doute, dire aussi que la colonisation a permis, d'une certaine manière, l'industrialisation de l'Europe.

SA : Il y a eu des vagues successives de colonisation. La première vague est celle des XVIIe et XVIIIe siècles. Les Amériques, principalement, avec accessoirement

quelques établissements clairsemés ailleurs. La deuxième vague, c'est l'Inde au XVIIIe-XIXe siècle, conquise par la Grande-Bretagne, mais également les Indes néerlandaises, l'Indonésie actuelle, et les Philippines, mais guère plus. La mise sous tutelle sans colonisation de la Chine, de l'Empire ottoman et de l'Empire persan est plus tardive. Et puis, la troisième vague de la colonisation, celle qui frappe l'Afrique partagée entre les puissances impérialistes européennes.

* * *

DMD : Aujourd'hui, tu parles de la Triade comme d'un « impérialisme collectif », en te référant aux Etats-Unis, à l'Europe, au Japon et aux institutions qui défendent leurs intérêts, comme l'OTAN, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, etc. Comment cet impérialisme collectif est-il différent de l'impérialisme ancien ? Cela veut-il dire qu'à l'intérieur du système impérialiste il n'y a plus de contradictions ?

SA : Ça c'est une question très importante. Je suis en effet à l'origine d'une thèse qui n'est pas acceptée en général, je parle des marxistes, qui suggèrent la transformation de l'impérialisme en impérialisme collectif de la Triade. L'impérialisme à travers les âges, depuis 1492 jusqu'à récemment, se conjugait au pluriel. Il n'y avait pas l'impérialisme, mais l'impérialisme britannique, l'impérialisme allemand, l'impérialisme des Etats-Unis, l'impérialisme japonais. C'est-à-dire des puissances impérialistes en conflit entre elles pour la domination ou le partage du monde. Et ce conflit était permanent. Il était tellement permanent que l'histoire du capitalisme réellement existant est l'histoire de guerres permanentes entre les puissances impérialistes. On oublie souvent que la Première et même la Deuxième Guerre mondiale ont été largement des guerres entre puissances impérialistes. L'impérialisme se conjugait au pluriel. Puis on a vu se dessiner après la Deuxième Guerre mondiale un rapprochement sérieux, profond entre les puissances impérialistes. On a expliqué ce rapprochement par des raisons conjoncturelles en réponse à la « menace communiste ». Mais je soutiens que le changement est structurel, pas conjoncturel et qu'il a des raisons plus profondes que celles invoquées par les politologues conventionnels de la guerre froide. Ce que j'appelle l'impérialisme collectif de la Triade traduit cette évolution.

D'abord pourquoi cette évolution ? J'associe cette transformation qualitative dans la nature de l'impérialisme à un degré de centralisation du capital sans commune mesure avec celui qui avait caractérisé les époques antérieures du développement capitaliste/impérialiste. Aujourd'hui, une grande firme, pour s'affirmer comme telle, doit avoir accès à un très large marché, constitué de dizaines de millions de clients potentiels, c'est-à-dire avoir accès au marché mondial, sans lequel elle ne peut pas se constituer comme telle. Aujourd'hui, le degré de centralisation du capital est tel que les grands groupes capitalistes sont nécessairement mondiaux. Et ils ont donc la conscience aiguë qu'ils doivent exercer ensemble le contrôle de la gestion économique du système impérialiste

mondial. On le voit tous les jours à travers les négociations du G7, dont les outils communs sont la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, etc. Ça c'est la base objective de l'impérialisme collectif. Donc, il y a position commune au niveau de la gestion économique du système, parce que les monopoles ont besoin de contenir la révolte des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. Pour faire face, les monopoles savent qu'ils ne peuvent dominer le système que par le moyen du contrôle militaire de la planète, ce qui explique l'alignement européen, à travers l'OTAN, derrière les aventures militaires des Etats-Unis.

Mais ceci ne veut pas dire qu'il y a plus de contradictions entre les puissances impérialistes qui peuvent avoir évidemment des points de vue tactiques un peu différents. Ces contradictions sont à mon avis secondaires. Par contre, il y a une contradiction qui est porteuse de changements possibles au plan politique, parce que les cultures politiques, la culture politique des Etats-Unis, d'une part, et les cultures politiques de l'Europe, d'autre part, sont différentes. J'ai développé ce point de vue dans « *Le virus libéral* ». Tu peux t'y référer. La culture politique des Etats-Unis est fondée sur le consensus, c'est-à-dire sur l'acceptation des règles fondamentales du capitalisme. Les cultures politiques de l'Europe sont fondées par contre sur des contrastes significatifs gauche/droite. On était pour la Révolution française, on était de gauche. On était contre, on était de droite. On était pour les mouvements ouvriers et socialistes naissants au XIXe siècle, on était de gauche. On était contre, on était de droite. On était pour la Commune de Paris, on était de gauche, on était contre, on était de droite. On était pour la Révolution russe, on était de gauche, on était contre, on était de droite. Sans doute cette culture politique est-elle en voie d'être abandonnée graduellement par l'Europe qui s'aligne progressivement sur le modèle de la culture politique des Etats-Unis, c'est-à-dire vers la culture du consensus. Mais les cultures politiques de l'Europe ne sont pas encore tout à fait abandonnées et pourraient redevenir le moteur de conflit majeur entre certains Etats européens et les Etats-Unis. De là peuvent surgir des contradictions entre les pays capitalistes développés du centre impérialiste. Mais pour l'heure, ces contradictions sont secondaires, dans ce sens qu'elles sont toujours soumises aux exigences d'une gestion commune du système impérialiste mondial.

* * *

DMD : Tu as parlé des institutions, des instruments mis à la disposition de cet impérialisme collectif. S'il ne fait aucun doute que l'OTAN est le bras armé de la Triade, toutefois, les autres institutions sont plus ou moins des institutions multilatérales. Bien qu'elles soient dominées par cet impérialisme collectif, il y a tout de même la présence d'autres pays, dont les pays émergents...

SA : Oui et non. C'est un champ de bataille possible, mais jusqu'à présent, ce n'est pas le cas. Tu parles du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, qui sont des

institutions faussement multilatérales. En fait, ce sont des institutions du G7. Et je dis le G7, pas le G8, c'est-à-dire sans la Russie. Ce sont des institutions de l'impérialisme collectif. Elles sont aux ordres de l'impérialisme collectif et particulièrement de son leader, les Etats-Unis.

La Banque mondiale n'est pas très importante, à mon avis. C'est une sorte de ministère de la propagande du libéralisme. Le FMI ne gère pas les rapports entre les devises du centre impérialiste (le dollar, l'euro, et autres). Qu'est-ce qu'il gère ? Il gère les monnaies des pays du Sud. Il est une sorte d'institution monétaire coloniale collective de la triade impérialiste. L'OMC est dominée par les fameuses « chambres vertes » dans lesquelles les pays de la Triade impérialiste se retrouvent pour dicter pratiquement les positions de l'OMC, déguisées ensuite en consensus multilatéral, ce qui n'exclut pas qu'elle puisse devenir le champ de conflits, notamment avec les pays émergents.

* * *

DMD : Parlant de l'OMC, notamment de l'impasse dans les négociations sur ce qu'on appelle le « Cycle de Développement de Doha », d'une part, et, les échecs enregistrés au Mexique en 2003 et relativement à Hong Kong en 2005, d'autre part, est-ce que cela ne constitue pas une sorte d'affaiblissement de l'hégémonie de l'impérialisme collectif sur cette organisation ?

SA : Oui je dis bien l'OMC en particulier, pas les autres institutions de Bretton Woods. Elle est une institution qui est devenue un champ de bataille du Sud contre le Nord. Et l'OMC est partiellement paralysée par cette bataille.

* * *

DMD : L'élargissement du G8, avec la constitution du G20 aujourd'hui, qu'est-ce que ça représente ? Est-ce que c'est la reconnaissance par l'impérialisme collectif qu'il n'a plus le monopole de la gestion des affaires mondiales ? Ou, à ton avis, est-ce que cela signifie que malgré la cooptation par la Triade d'un certain nombre de pays, elle continue toujours à contrôler le système ?

SA : Les termes « reconnaissance » et « cooptation » sont trop forts. Le G20 n'est pas important jusqu'à présent. Dans le G20, de facto, c'est le G7 qui dicte ses vues. Ensuite on les présente comme « consensus ». Le G20 est une opération stratégique de l'impérialisme collectif, non pas pour coopter les pays émergents, mais pour diviser le Sud, opposer les pays émergents aux pays marginalisés, empêcher la constitution d'un front du Sud. Ça ne marchera pas. Les réunions du G20 n'ont pas empêché les pays émergents, quand ils le voulaient, de prendre des initiatives indépendantes, comme on l'a vu sur le plan politique par l'initiative du Brésil, de la Turquie et de l'Iran, sur la question du nucléaire.

* * *

DMD : Toujours à propos de l'impérialisme, certains parlent d'Empire. Ils pensent qu'aujourd'hui, il y a l'Empire nord-américain et que les autres composantes de l'impérialisme collectif sont au service de cet Empire. Est-ce que c'est une analyse qui te paraît pertinente ?

SA : Pas du tout. Cette analyse est celle de Negri. L'analyse de Negri abolit le concept d'impérialisme, lui substitue un mot qui ne veut pas dire grand-chose : empire. L'argumentation de Negri est d'une faiblesse incroyable. Negri réduit l'impérialisme aux formes d'intervention politique directe des pays impérialistes dans les affaires des autres. Autrement dit, pour lui, l'impérialisme se réduit à sa forme coloniale ou semi-coloniale, traités franchement inégaux, domination directe, abolition de l'indépendance des pays colonisés. Non ! Ça, c'est une forme politique de l'impérialisme, mais c'est une forme parmi d'autres. Quand on parle de l'Afrique néocoloniale, après les indépendances, le terme n'est pas faux. La domination de l'impérialisme sur l'Afrique s'est perpétuée en dépit de l'indépendance de l'Afrique, de la marge que cette indépendance donnait aux classes dirigeantes locales. L'impérialisme est un concept beaucoup plus large que la colonisation.

D'autre part, la thèse de Negri sur l'Empire est associée à une autre thèse qui est, à mon avis, extravagante. Son fondement est que les nations sont en voie de disparition, et que, à leur place, l'individu est devenu l'agent actif de l'histoire. Ça, c'est une vision idéaliste qui ne correspond à rien. C'est l'idéologie libérale tout simplement. Mme Thatcher disait « je ne connais pas la société, je connais seulement les individus », mais deux semaines plus tard, elle partait en guerre contre les Argentins pour les Malouines, affirmant par là même savoir reconnaître la réalité de la nation britannique !

Les nations existent. Elles ne sont pas du tout en voie de disparition. La thèse de Negri est certes populaire en Europe. Parce qu'en Europe, les classes moyennes, davantage d'ailleurs que les classes populaires, souhaiteraient substituer aux réalités nationales de l'Europe une identité « européenne générale ». C'est un discours que j'ai qualifié de propos pour « bobos ». « Les bourgeois-bohèmes » sont les bourgeois qui ont le cœur à gauche, mais à condition que leur portefeuille soit bien rempli. Au-delà, la thèse de Negri n'a rien à voir avec la réalité. Je pense que c'est une thèse réactionnaire et irréaliste, qui ne voit pas la réalité essentielle, qui est la domination de l'impérialisme collectif de la Triade sur le Sud dans son ensemble.

4

Pays émergents : défi à la triade impérialiste ?

DMD : Parlant de la polarisation, tu dis que pour les pays du Sud, aussi longtemps que cette polarisation durera, il sera impossible de parler de « rattrapage. » Maintenant, nous avons ce qu'on appelle des pays dits « émergents ». Leur expérience n'infirmes-t-elle pas un peu cette thèse du non « rattrapage » par des pays du Sud au sein du système capitaliste ? Ou bien est-ce que c'est une exception qui confirme la règle ?

SA : Je vais d'abord répondre brutalement à ta question pour ensuite développer mes arguments. Ma réponse brutale est que les pays dits « émergents » ne sont pas en voie de « rattrapage » bien qu'ils en donnent l'apparence et que peut-être même leurs classes dirigeantes le pensent. Ils ne le sont pas en dépit du discours dominant affirmant que la Chine est en voie de devenir la grande puissance de demain, peut-être la puissance hégémonique de l'avenir.

Pour comprendre mes arguments, il nous faut revenir un peu en arrière sur les effets de la polarisation. Trois points :

- Premier point : les formes successives de l'accumulation par dépossession.
- Deuxième point : les réponses des peuples concernés à ces défis dans le passé.
- Troisième point : leurs réponses aujourd'hui à ces défis.

Premier point : les formes successives de la polarisation.

La polarisation est une constante depuis l'origine du capitalisme. Mais dire que c'est une constante n'est pas dire qu'elle a revêtu une forme inchangée. Elle est passée par des étapes successives définies par les formes adaptées au développement du capitalisme et aux résistances des peuples à ses effets. La première forme a été la forme mercantiliste, elle a été surtout dévastatrice pour les peuples des Amériques, et à travers la traite négrière, pour les peuples de l'Afrique subsaharienne. Mais elle ne s'est pas exercée beaucoup plus loin à l'époque mercantiliste, c'est-à-dire

jusqu'à la révolution industrielle. La deuxième a pris forme après la révolution industrielle, avec le nouveau commerce mondial entre les centres nouveaux, l'Europe et les Etats-Unis, et le reste du monde, en particulier avec l'Asie et le Moyen-Orient, et plus tard avec la colonisation, avec l'ensemble du continent africain.

La colonisation a été pour nous Africains une étape très importante et la forme dont les marques restent présentes jusqu'à nos jours, pour toutes les sociétés africaines, du Caire au Cap, de Dakar à Djibouti. Quand on parle de globalisation aujourd'hui, comme quelque chose de nouveau, ça me fait sourire. Nous avons été globalisés depuis longtemps et un peu malgré nous. Et nous l'avons été de la manière la plus brutale qui est la colonisation directe, l'abolition de l'indépendance des peuples et des nations et la gestion directe de la vie quotidienne, politique, économique et sociale par des administrateurs coloniaux. La forme la plus brutale de la mondialisation. Sarkozy, Obama et quelques autres ont repris le même discours, nous imputant les conséquences désastreuses de cette colonisation. J'ai donné un exemple de l'horreur de cette colonisation dans le cas du Congo « belge ». Il y avait neuf Congolais qui avaient fait des études supérieures, dont six ecclésiastiques, au moment de l'indépendance de ce pays. Aujourd'hui, quoi qu'on dise du régime de Mobutu, qui a été l'un des plus horribles dans l'histoire de l'Afrique et du reste du monde, le chiffre est de 300.000 diplômés du supérieur. C'est-à-dire que le pire régime africain indépendant a fait trente mille fois mieux que la colonisation ! On peut multiplier les exemples. Même dans les pays relativement moins mal traités par la colonisation, comme le Sénégal et d'autres pays de l'ex-Afrique française. La société sénégalaise d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a cinquante ans. Je dirai qu'en dépit de tous les problèmes gigantesques auxquels les sociétés africaines sont confrontées, celles-ci sont cent fois plus avancées qu'elles ne l'étaient au terme de la colonisation. Elles ont maintenant des possibilités qu'elles n'avaient pas. Qu'elles utiliseront ou pas, c'est un autre problème.

Les débats sur le pillage de la périphérie aux temps modernes, c'est-à-dire après la traite négrière et, entre autres, le débat sur l'échange inégal des années 1970, sont importants. Ils éclairent nos lanternes pour comprendre la nature des défis contemporains.

Le débat important sur l'échange inégal, auquel j'ai participé, a été inauguré par le pavé qu'Arghiri Emmanuel a jeté dans la mare en 1970-1973. J'ai théorisé ma vision de l'échange inégal en disant que l'échange est inégal lorsque les marchandises échangées sont les produits de travaux rémunérés à des taux qui sont plus inégaux que ceux qui caractérisent leurs productivités. L'écart des rémunérations du travail entre Nord et Sud, si on les appelle ainsi, est considérablement plus grand que l'écart entre les productivités du travail entre le Nord et le Sud. Si l'écart des productivités est de 1 à 3, les écarts dans les rémunérations du travail sont de 1 à 10. La surexploitation du travail est le fondement de l'échange inégal.

L'Afrique est l'exemple même du pillage dévastateur que représente l'échange inégal. Les formes institutionnelles et politiques à travers lesquelles cet échange inégal a été organisé sont ce que les Français ont appelé « l'économie de traite ». Celle-ci associe la poursuite par les paysans africains d'une production d'auto-suffisance alimentaire minimale, qui n'a jamais exclu les disettes, les famines et les malnutritions généralisées, mais néanmoins « suffisante » pour maintenir en vie les paysans, à une production supplémentaire de produits intéressants pour l'exportation, des cultures de rente, comme on les appelle. Lesquelles pouvaient être payées à des prix dérisoires, parce que le travail des paysans et des paysannes n'était pas comptabilisé puisque l'on maintenait leur auto-subsistance. Travailler plus pour gagner moins ! La reproduction de la ressource naturelle, la terre, dont on tolérait à travers ce système l'épuisement n'était pas davantage prise en compte. Le Sénégal, avec la désertification par tranche des régions arachidières, en est l'un des exemples les plus dramatiques.

Dans la discussion sur l'échange inégal, les arguments les plus inacceptables ont été avancés par les économistes conventionnels européens. Des arguments à la limite du racisme ont été donnés, du genre « mais comment peut-on comparer le travail d'un Congolais à celui d'un Nord-Américain ? ». Arghiri Emmanuel a répondu de façon polémique, mais derrière la phrase polémique se dessine quelque chose de juste, en disant qu'on peut comparer le travail du Congolais à celui du Nord-Américain de la même manière que vous comparez le travail du barbier de New York à celui de l'ouvrier de l'usine de Detroit. S'il y a mondialisation, il y a mondialisation du travail. Ceux qui défendent la mondialisation, qui en parlent à tort et à travers, l'invoquent lorsque cela leur convient et en nient la réalité quand ça ne leur convient pas. Le travail est mondialisé à travers la mondialisation du capital et, par conséquent, la valeur créée par le travail d'un Sénégalais ou d'un Congolais est équivalente à celle produite par le travail d'un Français ou d'un Nord-Américain.

Voilà pour le premier aspect de la question. Il y a l'autre aspect, qui est le pillage des ressources naturelles. Dans les cas de l'économie de traite, il y a le pillage de cette ressource naturelle particulière qui est la terre, qui est importante, vitale pour la survie des paysans. Mais il y a aussi le sous-sol. Le sous-sol, ce sont des ressources partiellement renouvelables, partiellement non renouvelables. Ce sont des ressources qui appartiennent aux peuples qui vivent sur ces terres. Le capitalisme mondialisé s'empare de ces ressources pour la production et la consommation exclusives ou presque de la minorité représentée par les sociétés opulentes du Nord. C'est un pillage de ressources. Un pillage qu'il est difficile de mesurer parce que la quantité disponible de ces ressources limitées ou illimitées est toujours inconnue et, avec le progrès technologique, on découvre de nouvelles ressources, de nouvelles méthodes d'utilisation de ces ressources. Il reste que le pillage de ces ressources est réel.

Deuxième point : comment les peuples ont réagi à ce pillage ?

La polarisation a posé un défi. De ce fait on ne peut pas imaginer aller de l'avant sans se libérer de cette mondialisation impérialiste, à l'origine de la polarisation. Ça, c'était une question que Marx n'avait pas prévue. Les premiers grands mouvements de remise en cause de ce système mondialisé, sont venus des périphéries, et pas des centres. La première grande révolution au nom du socialisme a eu lieu en Russie, pas en Allemagne. Lénine avait vu le problème et il lui avait même donné un nom. La révolution a commencé en Russie parce que la Russie était le « maillon faible » du système impérialiste. Mais Lénine avait gardé l'espoir que la révolution russe aurait des échos dans les autres pays européens. Il n'y a pas eu d'échos et Lénine a fait un pas de plus avant de mourir. C'est à Bakou en 1920 qu'il a dit : si la révolution russe ne s'étend pas à l'Ouest, pourquoi ne s'étendrait-elle pas à l'Est ? Et l'Est, dans son idée, c'est en l'occurrence principalement la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Iran. Aux frontières de la nouvelle Union soviétique il y avait un état turc, le monde arabe, l'Égypte avec la révolution de 1919. C'était ça l'avenir. Et l'avenir s'est bien dessiné comme il l'avait prévu, c'est-à-dire que la deuxième grande révolution a eu lieu en Chine et au Vietnam, un peu plus tard à Cuba.

Et puis, il y a eu des mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique – l'ère de Bandoeng que j'ai qualifiée de première vague de « l'éveil du Sud » -titre de mon livre sur le sujet. Cette première vague a été radicale à des degrés divers, comme toujours dans l'histoire. Elle a été plus radicale quand elle a été associée à une révolution sociale au nom du socialisme : la Russie, la Chine, le Vietnam, Cuba. Elle a été moins radicale, mais néanmoins importante à travers tous les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique. Ces mouvements de libération se sont retrouvés à Bandoeng, puis dans le mouvement des Non-Alignés, après avoir donné naissance à l'Inde moderne, à l'Asie du Sud-Est moderne, au Moyen-Orient moderne, à l'Afrique moderne, indépendante. En Afrique, nous avons connu des expériences qui se sont voulues plus radicales et qui se sont qualifiées de socialistes. Le Mali, la Guinée, le Ghana ont été les premiers, suivis par le Bénin, la Tanzanie, le Congo-Brazzaville, Madagascar, ensuite par l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe. Des formes moins radicales ou pas radicales du tout ont caractérisé les expériences des pays qu'on appelait les pays néocoloniaux de l'Afrique.

La page de cette première vague est tournée. Ces régimes, depuis les « plus radicaux » jusqu'aux plus modérés, ont tous à leur actif des réalisations importantes. Mais ils ont tous atteint rapidement les limites de ce qu'ils pouvaient donner. Et n'ayant pas par eux-mêmes dépassé leurs propres limites, ils se sont érodés, voire effondrés. Les impérialistes ont fomenté des coups d'Etat, ici et là. Mais ces régimes se sont effondrés largement par leurs propres insuffisances internes. Le plus fracassant a été l'effondrement de l'URSS en 1990-1991. Mais non moins

gigantesques ont été les changements dans la Chine post-maoïste. Alors cette première page est tournée.

Quelles sont les leçons à tirer de ce premier « éveil du Sud » ? On peut en tirer de grandes conclusions.

La première conclusion est que de la même façon que le capitalisme est né dans les périphéries du monde tributaire, l'Europe périphérique, de la même façon le mouvement au socialisme s'amorce à partir des périphéries du capitalisme contemporain, en Russie et en Chine qui en sont les plus beaux exemples. C'est la première conclusion. De cette observation fondamentale à laquelle je donne l'importance la plus grande, découle une conséquence politique majeure, qui est que la révolution, si on l'appelle ainsi, les avancées révolutionnaires pour être plus modeste, ne sont pas amorcées à partir des centres impérialistes.

La deuxième conclusion est que les peuples répondent et résistent. Ils n'acceptent pas la polarisation. Ils y répondent à leur manière avec leurs limites, mais ils y répondent et ce sont ces réponses qui ont constitué le changement monumental, essentiel du monde moderne avec l'indépendance de l'Asie et de l'Afrique.

Si on me demande quel est le plus grand changement dans le monde moderne ayant une portée universelle, je dirai que c'est au XXe siècle la révolution russe, la révolution chinoise et l'indépendance de l'Asie et de l'Afrique. Impensable en 1913 la révolution russe, impensable en 1950 l'indépendance africaine ? Et pourtant à peine dix ans plus tard, elle est là.

Ma troisième observation et conclusion est la suivante : ce mouvement de transformation dans l'histoire pose un problème gigantesque à la question du socialisme. Parce que l'éveil du Sud signifie l'éveil de sociétés qui sont confrontées à deux tâches contradictoires et conflictuelles. L'une concerne l'exigence d'un développement au sens banal du terme, il faut « rattraper », au moins un peu. On ne peut pas penser le socialisme de l'avenir fondé sur la misère, la pauvreté, avec des paysans qui vivent au bord de la disette permanente. Il faut rattraper, il faut développer les forces productives.

Mais on ne peut rattraper qu'en faisant autre chose, c'est-à-dire sans copier ce que les Européens ont fait. Et cela, non pas pour des raisons « culturelles », parce que nos ancêtres étaient de couleur différente ou parce qu'ils ont des religions autres que celles qui dominent en Occident. Pas du tout, mais parce que les défis contemporains sont différents. Mon raisonnement n'est pas « culturaliste ». On a besoin d'une voie propre à nous-mêmes, non pas parce qu'on est musulman, ou noir. Non pas du tout pour cela. Parce que les défis sont nouveaux et que la logique de l'expansion capitaliste ruine les possibilités de rattrapage par imitation. Ce sont les trois conclusions que je tire du premier réveil du Sud. Elles sont explicitées dans mon livre « *L'éveil du Sud* ».

Je viens à la troisième facette de ta question. Aujourd'hui, la page de la première vague est tournée, nous rentrons dans une deuxième vague qui se manifeste par l'émergence de grands pays du Sud.

* * *

DMD : Donc pour toi, ces pays émergents illustrent la deuxième vague de « l'éveil du Sud » ?

SA : De même que la première vague a commencé à donner une gamme plus ou moins radicale, la deuxième vague, c'est toujours comme ça dans l'histoire, donnera probablement des résultats inégaux, des résultats forts et brillants pour certains, et peut-être hélas ! , négligeables pour d'autres.

Nous rentrons dans cette deuxième vague avec ces pays « émergents ». Effectivement, qu'est-ce qu'on voit ? À partir de la fin du XXe siècle, les années 1990, on voit un certain nombre de pays du Sud accélérer leur industrialisation moderne et donc leur capacité d'exporter sur le marché mondial, mais aussi de réaliser des taux de croissance fabuleux. C'est en premier lieu la Chine. Et ce n'est pas un hasard si le chef de file des pays émergents est la Chine. La Chine était dans le peloton de tête de l'histoire universelle pendant deux mille ans, avant le capitalisme. Elle a été le chef de file de la première vague de libération nationale. Elle est à nouveau à l'avant-garde de la deuxième vague.

Mais ce n'est pas exclusivement la Chine. Nous voyons aussi d'autres pays émergents. Des pays continentaux, comme l'Inde et le Brésil, mais aussi des pays de tailles modestes, la Corée du Sud, Taiwan, la Malaisie, peut-être l'Afrique du Sud, peut-être d'autres encore.

La deuxième vague des pays émergents est fondée sur une industrialisation accélérée, pas simplement des industries de substitutions d'importation, mais la mise en place de systèmes productifs industriels modernes et intégrés, ce qui leur donne effectivement une capacité offensive possible sur les marchés mondiaux du capitalisme. Alors à partir de là, où vont ces pays ?

Il y a deux thèses à ce sujet. La thèse conventionnelle dominante affirme qu'ils sont en train de rattraper par le capitalisme et dans le capitalisme mondialisé, non pas en rompant avec le capitalisme mondialisé, mais en s'y insérant avec efficacité et profit. C'est la thèse conventionnelle qui en conclut que Samir Amin a tort, que la déconnexion est mythique et négative, car c'est par l'intégration dans le système mondial qu'on se développe. Ma thèse dit autre chose. En s'industrialisant comme ils le font, par des moyens capitalistes, et dans la mondialisation capitaliste, ces pays émergents restent dominés, même s'ils ont contraint l'impérialisme à réajuster ses formes de domination.

Et c'est là qu'on peut voir la différence entre l'impérialisme ancien et l'impérialisme nouveau. L'impérialisme ancien, quand je dis ancien je ne remonte pas aux calendes, je remonte au XXe siècle, l'impérialisme ancien était fondé sur

le privilège exclusif de l'industrie. Le contraste pays centraux/pays périphériques était synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés. Il ne l'est plus aujourd'hui et le contrôle du système mondial n'opère plus par le monopole de l'industrie, réservée aux centres, mais par les moyens que j'ai qualifiés « les cinq privilèges des centres impérialistes contemporains » :

- La domination sur les technologies avec la surprotection par l'OMC ;
- L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète ;
- Le contrôle du système monétaire et financier intégré, mondialisé ;
- Le contrôle des moyens de communications et d'information ;
- Le contrôle des armements de destruction massive.

A travers la mise en œuvre de ces cinq monopoles du centre impérialiste, les industries et les systèmes industriels des périphéries émergentes sont réduits au statut de sous-traitants, qui paient une rente impérialiste à différents titres et vivent sous les menaces militaires permanentes.

DMD : Tu veux dire par-là que ces pays dits « émergents » sont des sous-traitants du système représenté par la Triade, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon ?

SA : Ils sont des sous-traitants et leurs exportations sont victimes de l'échange inégal. Ils exportent des marchandises produites avec des coûts de main-d'œuvre très bas par rapport à sa productivité. Ils sont placés sous la menace permanente de l'agression militaire de l'OTAN et des Etats-Unis, qui n'est pas une agression théorique, mais mise en œuvre au Moyen-Orient. Elle menace l'Amérique latine, en particulier le Venezuela, l'Equateur et même l'Amazonie brésilienne, à partir de la base militaire des Etats-Unis en Colombie.

Néanmoins il est presque certain que les pays émergents ne vont pas continuer à subir passivement les conséquences de leur soumission aux « cinq monopoles » qui permettent le prélèvement de la rente impérialiste. Car il s'agit de nations émergentes – ou mieux, de nations ré-émergentes, parce que ce ne sont pas des nations nouvelles. Et le concept de nation ré-émergente est différent du concept du « marché émergent ». Ces nations sont en conflit avec l'impérialisme, en conflit feutré, latent, mais en conflit néanmoins. Et on ne devrait pas être étonné de voir que c'est la Chine qui est engagée dans le conflit le plus marqué. Lorsque Obama est allé à Pékin pour demander aux Chinois deux choses, l'une sur le plan économique d'accepter la réévaluation du yuan et l'autre sur le plan politique d'accepter une politique commune contre la Corée du Nord, Obama n'a rien, absolument rien obtenu.

Ce genre de conflit va s'aiguiser. C'est le sujet d'un papier que je t'ai donné, sur la mondialisation du capitalisme globalisé et le conflit Nord-Sud. Nous entrons dans une période de nouveaux conflits Nord-Sud grandissants, mais cette fois axés non plus sur l'industrialisation mais sur la remise en cause des nouveaux monopoles du Nord que j'ai rappelés tout à l'heure, les cinq monopoles.

* * *

DMD : En parlant des cinq monopoles, tu veux dire que les pays émergents sont en train de contester l'hégémonie des pays du Nord dans ces cinq domaines ?

SA : Oui, cette remise en cause nous conduit à la question de la déconnexion qui est ta troisième question. La déconnexion est incontournable. Il n'y a pas de développement possible sans déconnexion. Hier, aujourd'hui et probablement encore demain.

C'est à partir de là que je reviendrai aux pays émergents. La déconnexion est incontournable dans tous les cas. Mais sa forme et ses objectifs dépendent de ce qui est contesté dans le système impérialiste. La première déconnexion se déploie de la Révolution russe à Bandoeng. La Révolution russe, la Révolution chinoise, les pays du Tiers-Monde de l'ère de Bandoeng ont déconnecté pour s'industrialiser. Et ils n'auraient pas pu s'industrialiser, amorcer leur industrialisation sans se déconnecter. C'est pourquoi ceux qui ont déconnecté le plus se sont industrialisés le plus et ceux qui ont déconnecté le moins, comme l'Afrique, se sont industrialisés le moins.

La nouvelle déconnexion est confrontée à des défis nouveaux, comme je le disais. L'avantage de l'impérialisme aujourd'hui, ce n'est plus de bénéficier du monopole industriel, mais de contrôler « les cinq monopoles ». La déconnexion aujourd'hui, c'est la remise en cause du contrôle du développement par le moyen de ces cinq privilèges. On peut les prendre maintenant un par un et voir ce qui est en jeu.

Premièrement, il y a la domination technologique. L'impérialisme est sur la défensive et il essaie de surprotéger son monopole technologique par les règles de l'OMC sur les brevets. Mais tout le monde sait que les pays du Tiers-Monde, notamment la Chine, mais pas exclusivement la Chine, ont désormais les moyens de développer ces technologies par eux-mêmes, s'ils le veulent, et certains le font. Le monopole de la technologie est fragile.

Deuxièmement, il y a le monopole de l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète. Le Nord, la triade impérialiste, ne peut se garantir cet accès exclusif pour lui-même que par un seul moyen : militaire. Les aventures militaires des Etats-Unis et de ses alliés subalternes de l'Otan au Moyen-Orient, les menaces contre l'Iran, contre la Corée du Nord, contre le Venezuela, l'AFRICOM, visant à installer une base militaire permanente des Etats-Unis en Afrique, dans la région du Golfe de Guinée, riche en pétrole, le gigantesque réseau de bases militaires étatsuniennes couvrant la planète entière, la théorie des « guerres préventives » et la manipulation de l'épouvantail du « terrorisme » s'inscrivent dans cette logique stratégique.

Le contrôle de ces ressources naturelles par la politique de corruption systématique (le *bakchich*) est réservé aux pays les plus fragiles. Le plus bel exemple est le Niger, qui est le troisième exportateur mondial d'uranium. C'est une richesse fabuleuse. Et en plus, la position géographique du pays, situé entre l'Algérie, la Libye et le Nigeria, est stratégique. Et comment les Occidentaux, à travers les

Français, maintiennent-ils leurs privilèges pour AREVA ? Par la politique du *bakchich*. Le Niger est l'un des pays les plus misérables, mais qui reçoit une aide extérieure relativement considérable.

Le contrôle des richesses naturelles peut également opérer par la mobilisation politique et militaire d'alliés locaux subalternisés. C'est le cas de l'Ouganda de Museveni et du Rwanda de Kagame, qui interviennent au Congo, avec toute la sauvagerie que cela implique, pour le compte du capital des monopoles de la triade.

Ce contrôle des ressources de la planète par le centre est menacé aujourd'hui par les pays dits « émergents ».

Troisièmement, il ya le contrôle du marché monétaire et financier intégré mondialisé. Ce contrôle est en train de s'effondrer par lui-même, comme le montrent les assauts contre le dollar. La Chine a pris l'initiative, encore une fois, avec ses associés de l'Organisation de Coopération de Shanghai (qui regroupe la Chine, la Russie, l'Asie centrale, et des observateurs importants, comme l'Inde, l'Iran et, indirectement, à travers les accords ASEAN Chine quelques pays d'Asie du Sud-Est), de remettre en question ce monopole de la gestion du marché monétaire et financier mondial.

Le quatrième monopole, celui de la communication.

Dans ce domaine, les pays du Sud ont encore peu progressé. Il y a bien l'exemple d'*Al Jazeera*, une télévision de portée mondiale, indépendante apparemment, mais néanmoins ambiguë et limitée par les contraintes de son financement par le capital pétrolier du Golfe. Nous avons bien l'exemple de *TéléSur* que les Vénézuéliens veulent mettre en place, mais qui est encore très limitée et qui n'est pas de première qualité, malheureusement, jusqu'à présent. Les conflits autour du contrôle des moyens informatiques sont déjà engagés, encore une fois en Chine en particulier. Ils sont appelés à prendre toujours plus d'ampleur,

Le cinquième monopole, qui concerne les armements de destruction massive, occupe une place majeure dans la géostratégie mondiale. Ce monopole a peut-être amorcé la phase de son effritement par l'accès aux armes nucléaires d'un nombre grandissant de pays du Sud. Et bien que je ne sois pas militariste de tempérament, je défends le droit des pays du Sud à l'accès à l'armement nucléaire tant que les Etats-Unis n'y auront pas renoncé. Indépendamment de ce que l'on peut penser du gouvernement de l'Iran - et je n'en pense pas beaucoup de bien - la nation iranienne, comme toutes les autres, a le droit à des armements nucléaires. N'oubliez pas que l'Irak a été agressé non pas parce qu'il possédait des armes de destruction massive, mais parce qu'il n'en possédait pas.

Les cinq monopoles sont donc déjà l'objet de remises en question par les pays du Sud. C'est cela la déconnexion de la deuxième vague.

* * *

DMD : Je te demandais si ces pays dits émergents aujourd'hui représentent une possibilité de « rattrapage » à l'intérieur du système. La réponse était non. Là, tu dis, ils contestent les monopoles des pays occidentaux sur les cinq domaines que tu as cités.

SA : Nous revenons à la même grande question : qu'est-ce que ces pays vont pouvoir réaliser dans l'avenir visible ?

Il est difficile de répondre à cette question. Les pays qui tenteront de rester inscrits dans la mondialisation sans avancer dans la voie de la déconnection ne réaliseront pas grand-chose. Leur industrie restera une industrie de sous-traitance. Ceux qui sont plus ambitieux et qui tenteront de remettre en question les véritables monopoles du Nord seront menacés d'agression militaire. Ils ne pourront répondre à ce défi que si leur régime devient un régime réellement populaire, soutenu fortement à l'intérieur par leurs peuples. De la même façon que les régimes de Bandoeng les plus fragiles se sont effondrés les premiers et que ceux qui bénéficiaient d'un soutien populaire authentique et puissant ont mieux résisté, de la même façon les pays émergents à l'heure actuelle ne résisteront aux agressions occidentales que dans la mesure où ils bénéficieront du soutien de leurs peuples. Ce soutien interne, ils ne peuvent pas l'obtenir par des discours nationalistes. Il exige le déploiement d'un bloc historique anti-impérialiste et populaire, la mise en œuvre de politiques qui produisent des résultats tangibles en faveur des classes populaires.

5

La déconnexion : condition d'un développement autonome et autocentré du Sud

DMD : Cher Samir, j'ai été impressionné, lors de l'un de nos entretiens, par le développement historique que tu as fait sur l'origine du capitalisme, sur la polarisation et pourquoi elle persiste. Et on avait abordé le problème de la déconnexion. Je voudrais qu'on revienne un peu sur ce concept de déconnexion avant de passer au problème lié à l'échange inégal, parce que la polarisation, comme tu l'as si bien analysée, c'est tout simplement en termes de pillage des ressources de la Périphérie par le Centre du système. Et l'échange inégal est l'une des illustrations de ce pillage. Alors dans ton livre sur l'échange inégal, tu insistes beaucoup sur la déconnexion, car pour toi, il est impossible pour les pays du Sud de se développer dans le cadre du capitalisme, parce que tout simplement les pays du Centre ne le permettraient pas et la logique même du capitalisme ne le permettrait pas. Lors de notre précédent entretien, on a parlé de quelques exceptions qui, peut-être, confirment la règle, comme la Chine, l'Inde et d'autres pays dits « émergents ». Peut-on revenir un peu sur la déconnexion ? Comment l'entrevois-tu et quelles sont les possibilités de cette déconnexion aujourd'hui pour les pays du Sud, c'est-à-dire les pays africains et les autres régions du Sud ?

SA : Merci de ton compliment qui me touche. Je reviens donc sur la question de la déconnexion. Le système du capitalisme mondialisé, réellement existant, est un système impérialiste. Cela veut dire que le capital dominant, qui est celui de la Triade impérialiste, le Centre, désormais économiquement unifié, mais pas politiquement, perçoit à travers cette polarisation une rente impérialiste, bénéficie d'une rente impérialiste.

Cette rente impérialiste est gigantesque et en partie mesurable. A travers notamment l'échange inégal. J'y ai fait référence dans mon livre sur *L'échange*

inégal et je maintiens les positions que j'ai défendues à l'époque. Mais ce n'est pas tout. Les formes de ponction de cette rente impérialiste sont diverses et ont évolué à travers l'histoire ; et elles ne sont pas toutes exactement « mesurables ». Certaines le sont. Par exemple, au cours de la période des « 30 Glorieuses », c'est-à-dire de 1945 à 1975, lorsque les pays occidentaux ont connu des rythmes de croissances exceptionnels, de l'ordre de 4 ou 5 pour cent en moyenne annuelle (c'était le taux le plus élevé dans l'histoire du capitalisme, l'énergie était gratuite. Le pétrole était pratiquement gratuit au prix de deux dollars le baril, avant 1973. Entre 1945 et 1975, on a donc enregistré une forte croissance dans les pays occidentaux. Mais à quel prix ? Au prix d'un accès à cette ressource énergétique décisive, pour l'époque, le pétrole, gratuitement ! Et d'ailleurs la croissance s'est effondrée à partir de 1975. Mais je ne dis pas que les initiatives prises par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le relèvement du prix du pétrole sont à l'origine de cette crise. Nous avons – la « bande des quatre » – expliqué autrement cette crise, associée au long déclin du capitalisme historique. Et cela dès l'époque, vers 1975, dans notre ouvrage collectif, *La Crise, quelle crise ?*

Cette forme de pillage des ressources naturelles garantie par un accès exclusif des puissances de la triade s'est considérablement aggravée par la suite. Bien que le pétrole ait connu une révision des prix en hausse, le pillage continue. Ce qui n'est plus mesurable, c'est le privilège que représente pour les pays capitalistes développés cet accès, même payant aujourd'hui, mais exclusif, privant les pays en voie de développement, les pays du Sud, d'un usage analogue de leurs propres ressources naturelles.

Le système capitaliste mondialisé réellement existant est fondé sur la ponction d'une rente impérialiste prélevée sur les ressources naturelles des pays du Sud. La rente impérialiste, qui était associée dans le passé au monopole de l'industrie, est aujourd'hui associée à la mise en œuvre des cinq monopoles du Centre. La rente impérialiste – une réalité permanente, au-delà de ses formes différentes successives – rend impossible le rattrapage dans le cadre du système. Il n'y a pas « d'exception ». La Chine, l'Inde ne sont pas les exceptions qui confirment la règle, ces pays sont soumis à la forme nouvelle de la polarisation opérant à travers les cinq monopoles.

C'est-à-dire que si les choses devaient se poursuivre comme elles sont, la Chine et l'Inde constitueront les périphéries de demain et non pas des centres nouveaux. Quant aux pays qui ne sont pas engagés dans l'industrialisation, l'Afrique subsaharienne, ils seront des pays « marginalisés ». C'est le titre d'un livre collectif que nous avons publié il y a quelques années, « *Afrique : exclusion programmée ou Renaissance ?* ». L'exclusion n'est pas le produit d'un choix volontaire africain ; c'est le système qui « exclut ».

L'objectif de la déconnexion est de priver l'impérialisme de sa rente impérialiste.

Alors, là se pose ta deuxième série de questions : comment se déconnecter ? Et qui peut se déconnecter ?

Comment se déconnecter ? Il est évident que la forme de la déconnexion dépend de la forme de la rente impérialiste que l'on remet en cause. Hier, lorsque la rente impérialiste était produite par l'exclusivité de l'industrie, la déconnexion se traduisait par la mise en œuvre de politiques d'industrialisation. Aujourd'hui, puisque la rente impérialiste n'est plus liée à l'exclusivité industrielle, mais au contrôle de cette industrie à travers les cinq monopoles, la déconnexion s'exprime par la remise en question de ces cinq monopoles.

* * *

DMD : Dans un entretien précédent, tu disais que les pays dits émergents contestent les cinq monopoles de la Triade...

SA : Et c'est en cela qu'ils ne font pas exception à l'exigence de déconnexion, parce que dans leur contestation de ces cinq monopoles, ils seront contraints de se déconnecter. La logique de leur trajectoire, c'est de tendre vers la déconnexion

Alors, maintenant on peut aborder l'autre dimension de la question : qui peut se déconnecter ? Quand je dis qui, je ne parle pas de pays, je parle de quelles forces sociales à l'intérieur des pays du Sud. Cette question est extrêmement compliquée. Deux réponses dogmatiques, fausses l'une et l'autre.

Première réponse dogmatique : seul le prolétariat associé à la paysannerie pauvre peut se déconnecter. C'est vrai à un niveau très abstrait. On devrait dire, seul le prolétariat associé à la paysannerie pauvre peut pousser la déconnexion jusqu'à son terme. Mais la bourgeoisie peut amorcer la déconnexion.

L'autre réponse, tout aussi dogmatique : c'est la bourgeoisie qui peut se déconnecter. Non, la bourgeoisie, dans sa tendance dominante, est compradore parce qu'elle s'est constituée et se constitue dans le système mondial dont elle est bénéficiaire à titre mineur, et qui de ce fait ne conçoit pas la déconnexion.

* * *

DMD : Mais dans la première déconnexion, suite à la conférence de Bandoeng, dans certains de ces pays, c'était bien la bourgeoisie qui s'était engagée dans ce processus de déconnexion...

SA : C'est bien ce que j'ai écrit dans « *Pour des initiatives indépendantes du Sud* ». Je rappelais dans « *L'éveil du Sud* » les conditions historiques de la période de Bandoeng. La réalité, puisque nous rejetons les deux dogmatismes, la réalité est située entre ces deux visions. Elle est conflictuelle. Des segments de la bourgeoisie annoncent vouloir amorcer la déconnexion, mais toujours avec des limites, parce qu'elles craignent leurs propres peuples. Les classes populaires peuvent les pousser plus ou moins loin. Les déconnexions les plus radicales se développent lorsque la

libération nationale est associée à un grand mouvement révolutionnaire, populaire, comme ce fut le cas en Chine. La déconnexion est « modérée » quand le mouvement de libération nationale demeure dirigé par la bourgeoisie même avec l'appui des classes populaires, comme en Inde ou en Afrique, (Mali, Ghana, Tanzanie, etc.). La déconnexion est insignifiante lorsque la bourgeoisie conserve seule le pouvoir.

Mais attention : il n'y a pas une bourgeoisie nationale et une bourgeoisie compradore. Il y a une bourgeoisie tout court, partagée entre une tendance nationale et une tendance compradore. Cela trouve son reflet dans des divisions politiques au sein de la bourgeoisie.

La bourgeoisie, elle, est les deux en même temps. Elle est en même temps nationale et compradore (rentière, parasitaire). Elle se comporte comme une bourgeoisie « nationale » si les circonstances lui permettent d'avancer dans le système mondial, d'élargir sa marge de manœuvre dans le système. Si les circonstances ne le lui permettent pas, elle s'ajuste aux exigences de la soumission.

Par ailleurs la bourgeoisie en question est une bourgeoisie embryonnaire, nouvelle, composée de segments hétéroclites dont certains ne sont que ce que j'appelle des classes potentiellement bourgeoises, mues par des aspirations bourgeoises, mais qui n'ont pas la position de bourgeois au sens de propriétaires de capital.

Ce qu'on appelle la petite bourgeoisie en général, c'est-à-dire des segments de la société qui, par leurs privilèges, notamment d'éducation, de position dans l'appareil d'Etat, dans l'armée, peuvent avoir l'ambition d'exercer le pouvoir, devenir classe politique dominante et éventuellement s'ériger en bourgeoisie d'Etat.

Voilà le problème de la déconnexion, comme je vois. Comme tu vois, la déconnexion n'a rien à voir avec le « bla bla » stupide de la Banque mondiale qui la rejette, en disant que c'est l'instauration de l'autarcie. Il ne s'agit pas du tout d'autarcie !

Dans les conditions actuelles du capitalisme mondialisé, la déconnexion exigera probablement la constitution de « groupes » régionaux de pays associés à cet effet. Pour un pays isolé il sera plus difficile de se déconnecter. Je prends l'exemple de l'Amérique latine : le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie peuvent s'associer dans un processus de déconnexion collectif.

Je dirai : c'est nécessaire ; c'est possible ; c'est difficile. La déconnexion ne sera jamais parfaite, mais toujours limitée. Elle est nécessaire parce que le rattrapage dans le système est illusoire. Une illusion nourrie par le succès dans de temps court, comme par exemple pour les exportations chinoises dans les vingt dernières années. Mais ce n'est pas durable. On commence à en voir les effets négatifs et les limites.

Ce qui est nécessaire est possible. C'est difficile précisément à cause des aspirations bourgeoises des classes dominantes et de l'insuffisance de l'expression autonome

des classes populaires. C'est pour cela que je parle d'avancées révolutionnaires et non de révolution. On peut en donner des exemples contemporains.

Il faut insister sur les conditions politiques de la déconnexion. Fussent-ils à travers les élections, les changements de gouvernements ne sont pas négligeables. Une deuxième condition est un appui national et populaire aux gouvernements qui s'engagent dans la voie de la déconnexion. Ce soutien permet de faire face à l'opposition féroce de la bourgeoisie réactionnaire à l'intérieur du pays concerné, soutenue par l'impérialisme nord-américain. On le voit dans le cas du Venezuela. La bataille n'est pas gagnée d'avance. Elle est de longue haleine.

Il y a des projets de déconnexion collective en Amérique latine. L'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA) est un projet de déconnexion, économique, fondé sur la construction d'un marché interaméricain indépendant. Au-delà, l'ALBA vise également à contrôler l'accès aux ressources naturelles de la région et à organiser leur utilisation pour le développement de l'Amérique du Sud dans son ensemble, à titre prioritaire. Au plan politique, elle s'exprime par l'exigence de l'évacuation des bases militaires nord-américaines.

Mais ce projet n'avance que lentement. Et il reste menacé, tout comme les régimes sont eux-mêmes menacés par leurs bourgeoisies réactionnaires soutenues par l'impérialisme nord-américain. On a vu dans un pays très fragile, le Honduras, comment une velléité de s'engager dans ce projet a été brisée net par un coup d'Etat soutenu par Obama.

Un autre exemple très différent est celui de la Chine. La classe dominante en Chine n'est pas « la bourgeoisie ». Mais la classe dirigeante d'un parti-Etat, une classe constituée à partir d'une révolution populaire. Dans cette classe, s'expriment des tendances contradictoires, y compris désormais des tendances comprador et des aspirations bourgeoises nationales. Elles sont symbolisées d'une façon parfois amusante lorsque cette classe dominante décide d'abandonner le costume Mao et d'adopter la cravate. Mais on voit tout également s'exprimer des tendances nationales et qui, elles, trouvent un écho dans les classes populaires. Par ailleurs en Chine, les luttes de classes sont réelles et importantes ; on le voit à travers les grèves de ces derniers temps, de très nombreuses grèves. L'alliance du courant nationaliste dans la classe dirigeante et les classes populaires peut avancer.

Il existe aussi des pays où pour le moment il ne se passe à peu près rien. Ce sont des pays marginalisés. Mais attention. Au plan du « développement économique », la Bolivie et le Népal ne sont pas plus avancés que le Sénégal ou le Nigeria. Néanmoins la Bolivie et le Népal, en dépit de leur statut de « moins avancés », ont réalisé des avancées politiques considérables. Et il y a des pays qui disposent de potentiels économiques supérieurs au Népal et à la Bolivie, comme le Nigeria, qui n'ont pas avancé du tout.

* * *

DMD : L'industrialisation est toujours une option pour ceux qui veulent se déconnecter.

SA : Elle reste incontournable. On ne peut pas avancer sans industrialisation. On reconnaîtra facilement que de ce point de vue on peut distinguer quatre groupes de pays :

- 1- les pays de la Triade impérialiste les plus industrialisés historiquement jusqu'à présent,
- 2- les pays émergents les plus industrialisés, Chine, Inde et quelques autres,
- 3- les pays des périphéries semi-industrialisés, comme l'Égypte, l'Algérie, quelques autres,
- 4- les pays pratiquement non industrialisés, comme la majeure partie de l'Afrique.

Y a-t-il une corrélation entre ce classement et celui qui concerne le degré de réalisation des objectifs de la souveraineté alimentaire ? Oui, absolument. Les pays les plus industrialisés, avec une population rurale de 5 ou 6 pour cent de leur population globale, non seulement couvrent la totalité de leurs besoins alimentaires (même si on peut discuter de la qualité de leurs produits alimentaires !), mais disposent d'un excédent exportable, avec lequel ils veulent inonder nos marchés.

Les pays les plus industrialisés du Tiers-Monde, la Chine en particulier, ont atteint un niveau de souveraineté alimentaire correct. La Chine alimente sa population à peu près correctement, même s'il y a encore des poches de pauvreté. Avec 6 pour cent des terres arables de la Planète, elle nourrit correctement 22 pour cent de la population mondiale. Les pays semi-industrialisés, par contre, sont déjà fortement dépendants pour leur alimentation. L'Égypte et l'Algérie en sont des exemples criants. Et si on regarde enfin les pays les moins industrialisés (l'Afrique), ce sont les pays les plus dépendants au plan alimentaire.

L'industrialisation est incontournable et la marginalisation est le produit de la non-industrialisation. Lorsque la Banque mondiale, les « humanitaires » européens disent l'Afrique, ne doit pas s'industrialiser, que c'est très tôt pour elle, ils nous enferment dans l'impasse. On ne peut pas développer l'agriculture sans industrie.

Mais attention : le terme d'industrialisation est galvaudé, et se retrouve dans tous les discours du « modernisme », celui des nationalistes progressistes du Sud, des socialismes du XXe siècle comme celui de la Chine contemporaine, voire de la Banque mondiale, dans une vision commune, partagée, fondée sur la « productivisme », avec ce qu'il entraîne de mépris pour les conditions de travail et la reproduction des conditions naturelles.

Ce que j'entends par l'industrialisation incontournable est autre chose. Le défi ne concerne pas seulement le choix des industries (pour satisfaire quels besoins ?), éventuellement des technologies. Il concerne tout autant les formes de propriété

et la volonté de socialiser la gestion de l'économie. Il se peut fort bien qu'au départ place soit donnée à la diversité des formes de propriété, d'Etat, de coopératives, de collectifs de travailleurs et de citoyens, mais aussi de la propriété privée capitaliste. A condition que dès le départ on s'engage dans la voie de la socialisation réelle, fût-elle lente et progressive, de la gestion économique à tous les niveaux, de l'entreprise, du district et de la nation. A condition donc qu'on ne remette pas aux calendes l'engagement dans cette voie, en adoptant le principe de bon sens apparent, mais fatal : d'abord « développer », après on verra. Dans ce sens je ne suis pas « moderniste ». Mais pas davantage « postmoderniste ». Je suis, je crois, simplement marxiste. Mais ça, c'est une autre affaire, philosophique, qui n'est pas l'objet de notre entretien.





6

Emancipation du Sud : intégration ou déconnexion ?

DMD : Tu as beaucoup parlé de Bandoeng, que tu as appelé le premier « éveil du Sud ». Mais Bandoeng a suscité d'autres initiatives, comme le mouvement des Non-Alignés, ce qu'on a appelé la Tricontinentale, le Nouvel ordre économique international (NOEI). Que reste-il de toutes ces initiatives et de tous ces mouvements, à ton avis ?

SA : Je t'ai envoyé un papier intitulé « *les initiatives indépendantes du Sud* », un document que tu as reçu (à lire dans la troisième partie de ce livre, DMD). Dans les années 1950, très tôt après la Deuxième Guerre mondiale, le débat a été ouvert, feutré, à l'intérieur de certains partis communistes d'Asie et d'Afrique, pas en Europe, pas en Amérique latine, en Chine, en Inde, en Indonésie, aux Philippines, en Égypte, Syrie, Irak, Iran, à ma connaissance, et peut-être dans d'autres.

Le débat portait sur la question suivante : le monde n'est pas constitué de deux blocs, l'Est et l'Ouest. Il est fait de trois blocs : Est, Ouest et Sud. Le Sud qui venait de reconquérir son indépendance ou en voie de reconquête de son indépendance, l'Asie et l'Afrique. Ce Sud doit prendre des initiatives, les forces progressistes, les partis communistes, doivent prendre des initiatives pour s'affirmer comme des partenaires actifs dans le système mondial. Ne pas laisser la confrontation Est-Ouest se développer comme si eux n'existaient pas.

Cela a donné des résultats. Le résultat, ce fut Bandoeng. Je ne veux pas dire que Bandoeng a été fabriqué par les communistes des pays mentionnés. Le rôle des dirigeants nationalistes de l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte de Nasser, et des grands partis d'opposition ailleurs, ont pensé également que les conditions existaient pour que le Sud s'affirmât comme une force indépendante.

* * *



DMD : Le projet de Bandoeng, qu'est-ce que c'est ? Surtout l'impact de ce projet, comme le nouvel ordre économique ?...

SA : On peut dire que les dirigeants du Sud qui s'étaient réunis à Bandoeng ont transformé le monde. Ils ont affirmé non pas seulement l'indépendance de leurs pays, le drapeau et un hymne, mais affirmé la présence réelle du Sud dans le système mondial. La période ne peut être lue comme celle de la bipolarité, comme le discours dominant sur la guerre froide veut nous le faire croire. Je dois dire qu'il n'y aurait pas eu d'indépendance en Afrique, sans Bandoeng. Cela aurait été beaucoup plus difficile. C'est Bandoeng 1955 qui a amené les Britanniques à penser, « bon, on ne va pas continuer éternellement dans la guerre contre les Africains au Kenya. On va penser à accepter l'indépendance ». Et le premier pays bénéficiaire de ce revirement a été le Ghana, devenu indépendant en 1957. Et c'est également à ce moment que Gaston Defferre a pensé : « il faut, nous aussi, à travers la Loi-cadre, acheminer les Etats africains vers une indépendance contrôlée avant que ça nous échappe ».

Bandoeng a joué un rôle gigantesque. C'est la raison pour laquelle tous les pays africains ont intégré le mouvement des Non-Alignés dès 1961 ou peu après. Même la Côte d'Ivoire de Houphouët Boigny, même le Gabon de Léon Mba, tous, tous, tous ! Cela a permis des transformations économiques et sociales – j'ai donné l'exemple de l'éducation – d'une portée gigantesque. Nous avons alors connu une époque de polycentrisme qui ne peut être réduit à la bipolarité de la guerre froide.

Mais, et j'en fais aussi l'analyse, Bandoeng avait aussi ses limites. Bandoeng était le produit de mouvements de libération nationale non radicalement révolutionnaires. Sauf, bien sûr, la Chine, le Vietnam, Cuba. Beaucoup de compromis avec des directions bourgeoises ou à tendance bourgeoise ouverte, comme c'était le cas avec l'Inde, ou des mouvements populaires sans plus, comme c'était le cas avec le Ghana de Nkrumah, le Mali de Modibo et d'autres.

Les limites de ce que Bandoeng pouvait réaliser ont été rapidement atteintes. Bandoeng et le non-alignement sont quand même à l'origine d'une décennie et demie de développement et de transformations fulgurants. Les années 1960 jusqu'au milieu des années 1970. Et puis le mouvement s'essouffle. Et, comme chacun le sait, qui n'avance pas recule. Donc, à partir de ce moment-là, les régimes de Bandoeng ont amorcé leur érosion.

* * *

DMD : Alors, penses-tu que le nouvel éveil d'aujourd'hui, avec l'ascension de certaines puissances du Sud, préfigure une résurrection de Bandoeng et l'instauration d'un nouvel ordre en faveur du Sud ?

SA : J'espère bien que non. J'espère plus. On ne peut pas faire un *remake* de Bandoeng. D'abord, parce qu'à l'époque Bandoeng, en 1955, les régimes en place étaient

légitimes. Ils étaient issus soit de grandes révolutions socialistes, la Chine, quelques années plus tard, Cuba, le Vietnam en guerre, soit de mouvements de libération nationale qui avaient bénéficié d'une adhésion populaire réelle. Les Etats issus de l'indépendance africaine étaient tous légitimes aux yeux de leurs peuples, parce que l'indépendance était un grand pas en avant.

Bandoeng était le Bandoeng des gouvernements, mais en même temps, il était le Bandoeng des peuples. Parce que ces gouvernements étaient légitimes, même les gouvernements dits néocoloniaux d'Afrique, comme la Côte d'Ivoire sous Houphouët Boigny. Il y avait confluence entre les peuples et les gouvernements, confluence non sans contradictions certes. Nous sommes aujourd'hui dans une situation différente. Les gouvernements en place dans le Sud ont, à degrés divers, largement perdu leur légitimité. De ce fait, il devient difficile d'imaginer un « Bandoeng 2 » des Etats et des peuples en même temps.

Un Bandoeng des peuples est-il possible ? Ma réponse est positive. La reconstruction d'une solidarité des peuples du Sud amorcerait la transformation des gouvernements, leur évolution et sans doute également des changements. Comme cela a lieu en Amérique latine.

Attention : nous avons besoin de construire des convergences entre les mouvements des peuples et l'action de gouvernements transformés par le progrès de ces mouvements. Car les gouvernements, en dépit de leur vassalité, sont de moins en moins « enthousiastes » dans leur soumission aux dogmes néolibéraux dont leurs pays sont les victimes. D'où, par exemple, les blocages ou les ralentissements qu'on a vus à l'OMC pour le Cycle de Doha. Dans certains gouvernements du Sud, bien que bourgeois, les tendances nationalistes peuvent l'emporter sur les tendances compradores. La Malaisie en est l'exemple. Il y a également des systèmes de pouvoir qui restent les héritiers de grandes révolutions, la Chine, le Vietnam et Cuba. Et ils ont déjà commencé à prendre des initiatives. J'ai déjà parlé des initiatives du Groupe de Shanghai. Il faut également mentionner les avancées révolutionnaires, en Amérique latine, et les propositions d'initiatives collectives – l'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA), la Banque du Sud. Je dirai donc que s'amorcent, en pointillé, des changements importants.





7

Les débats au sein de la « Bande des Quatre »

DMD : Cette question est liée à ta conception du capitalisme comme système mondial et à la théorie du système-monde représentée par Immanuel Wallerstein. Ta conception est, bien sûr, antérieure à celle de Wallerstein. Quelles sont, à ton avis, les similitudes et les différences entre les deux ?

SA : Tu viens de le dire, j'ai analysé le capitalisme comme système mondial très tôt. Le titre de ma thèse de Doctorat « *Accumulation à l'échelle mondiale* » en témoigne. Et j'ai depuis, pendant 50 ans, tenté d'approfondir et de développer cette vision du capitalisme réellement existant.

Lorsque I. Wallerstein a élaboré sa théorie du système-monde, dans les années 1960-1970, je me suis retrouvé naturellement proche de lui, dans ce sens que nous partageons, et avec quelques autres, – Giovanni Arrighi et André Gunder Frank –, cette vision fondamentale : le capitalisme doit être analysé comme un système mondial et non comme une juxtaposition de capitalismes nationaux inégalement développés. Ça, c'est notre dénominateur commun. Il est fondamental. Ceci dit, nous restons quatre personnes – qu'on a appelées la « Bande des Quatre » (Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein) – qui ont leur propre personnalité. Et nous n'avons pas toujours été d'accord.

Entre autres, la différence qui me sépare de Wallerstein, c'est que je suis marxiste et que Wallerstein ne l'est pas. Wallerstein a parfaitement le droit de ne pas être marxiste, et il y a des écrits formidables qui ont été produits par des non marxistes, dont Wallerstein. Mais c'est une différence importante, parce que, moi, j'attribue, à l'analyse que Marx fait du capitalisme une importance fondamentale. Wallerstein adopte une définition plus large du capitalisme, qu'il assimile à l'expansion des marchés et du travail salarié.

* * *



DMD : Tu as écrit un livre intitulé *Le développement inégal*. André Gunder Frank a écrit « *Le développement du sous-développement* ». Il y a celui d'Arghiri Emmanuel, « *L'échange inégal* ». Ces livres, qu'ont-ils de commun ? Quelles sont leurs différences, pour ne pas dire leurs divergences ?

SA : Là encore, tu poses plusieurs questions en même temps, que je vais distinguer.

D'abord les étapes de développement de ma théorie. Première étape, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, 1954-1956. Deuxième étape, *Le développement inégal*, 1973. C'est-à-dire, la reformulation de l'accumulation en termes moins académiques, puisque la première étape concernait une thèse de Doctorat. La deuxième étape a été la mise à jour et surtout le développement de la vision historique de la formation du capitalisme mondial et du sous-développement. Troisième étape, *Classes et nation*, à peu près à la même époque, deux ans plus tard, je crois, 1976, dans lequel je reprends *Le développement inégal*, mais en mettant davantage l'accent sur l'articulation des transformations sociales asiatiques et africaines, principalement pré-modernes et de la mondialisation capitaliste. Quatrième étape, *Le matérialisme historique et la loi de la valeur*, que je viens de reprendre, sous le titre *La mondialisation de la loi de la valeur*.

Ça, ce sont les étapes de la progression dans la conceptualisation de mes thèses. Il y a progression, approfondissement du concept fondamental de la mondialisation de la loi de la valeur. La prise en considération, la mise en relief de la forme mondialisée de la loi de la valeur, comme différente de la loi de la valeur tout court. Mon dernier livre, *La mondialisation de la loi de la valeur*, en voie de publication en français, anglais, espagnol, arabe, et chinois, fait sur ce point l'état actuel de ma pensée. Ça c'est un premier point.

Deuxièmement, le débat sur l'échange inégal. Ce débat marque une étape dans cette évolution. Le pavé dans la marre a été jeté par Arghiri Emmanuel, avec un livre portant ce titre, *L'échange inégal*. Thèse que je partage avec Emmanuel. Mais il y a aussi des différences. Le point de vue fondamental que je partage, – le pavé dans la marre –, c'est l'affirmation par Emmanuel selon laquelle la force de travail n'a qu'une valeur à l'échelle mondiale, mais qu'elle a des prix différents. Une seule valeur à l'échelle mondiale, parce que le capitalisme est un système mondial. Emmanuel développe sur ce plan un argument polémique, mais qui est très fort. Il répond aux arguments des bourgeois, et même de beaucoup de marxistes, qui disent « comment peut-on comparer le travail d'un Congolais avec celui d'un Américain » ! Eh bien, Emmanuel répond et dit : « exactement, comme vous comparez le travail d'un barbier à New York avec le travail de l'ouvrier de l'automobile de Detroit ». La force de travail a la même valeur, partout. Mais cette force de travail, qui a la même valeur, n'a pas le même prix, parce que le système capitaliste mondial est fondé sur une tendance forte à l'ouverture des marchés des marchandises à l'échelle mondiale, à l'ouverture des flux de capitaux à l'échelle mondiale, mais pas aux migrations de la force de travail. Là est toute la différence !

L'Europe avait bénéficié, au XIXe siècle, d'une immense capacité d'émigration vers les Amériques, l'Australie, l'Afrique du Sud. Et comme l'a dit Evo Morales, ils n'avaient pas besoin de visa pour s'installer et même voler les terres des autres. Ce qu'ils ont fait. Par contre, le Sud actuel, l'Asie, l'Afrique, ne dispose pas de cette possibilité. Les migrations, qui existent, ne sont qu'une goutte d'eau. Ce n'est pas 30.000 Sénégalais en France qui changent les conditions du Sénégal. Ces conditions sont transformées pour les migrants, s'ils arrivent jusqu'en France et s'ils parviennent à obtenir un travail décent et des papiers. Mais ça ne change rien quant au développement du Sénégal.

Dans ces conditions, les échelles mesurant la différence entre les rémunérations du travail, – les salaires réels –, d'une part, et les niveaux de productivité, d'autre part, sont différentes. Oui, il y a des productivités différentes dans les pays du Nord et du Sud. Dans une usine de textile au Sénégal et une usine de textile en France, les productivités ne sont pas égales, mais elles sont proches. Admettons même dans un rapport de 1 à 2 ou de 1 à 3, en faveur du Nord. Par contre, les différences de salaires réels, le prix de la force de travail ne s'étalent pas de 1 à 2 ou de 1 à 3, mais de 1 à 10, voire de 1 à 20 ! C'est là la base de l'échange inégal, pour moi. A travers l'échange inégal s'exprime la mondialisation de la loi de la valeur. Arghiri Emmanuel n'est pas allé jusque là. Il s'est contenté de jeter le pavé dans la marre. Je prétends, – et mon petit livre, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, en fait foi – que je suis allé plus loin qu'Emmanuel sur ce point. Le débat sur l'échange inégal a bien constitué une étape dans la formulation de la loi de la valeur mondialisée.



Développement et sous-développement

DMD : A propos de développement, j'ai vu que dans ton livre, *Itinéraire intellectuel*, tu as critiqué ce que tu as appelé le « *desarrollismo* » latino-américain et même « l'école de la dépendance ». Pourquoi la critique de ces deux écoles, que les gens pensaient proches de tes thèses ? Est-ce parce qu'elles n'allaient pas assez loin, qu'elles ne remettaient pas assez en cause la conception conventionnelle du développement et de la dépendance ?

SA : Tu fais deux critiques qui sont distinctes : la critique du *desarrollismo* et la critique de la dépendance.

La critique du *desarrollismo*. Le *desarrollismo* a été un ensemble de propositions pour le développement de l'Amérique latine, construit à l'intérieur de la CEPAL, dans sa première vague, sous la direction de Raul Prebisch. On lui a donné le nom de « *desarrollismo* », c'est-à-dire, de *développementisme*, qui correspond à cette vision. Cette vision a été effectivement bourgeoise. Bourgeoise progressiste, anti-impérialiste, mais néanmoins bourgeoise, qui considérait que le défi pour les pays d'Amérique latine était de se « moderniser » et de « s'industrialiser » sur le modèle des pays capitalistes développés. C'est-à-dire en reproduisant les modèles de développement de l'Europe et des Etats-Unis, qui ont pris la suite de l'Europe dans la domination du continent et l'inspiration de ses dirigeants et de ses penseurs.

Le « *desarrollismo* » était conscient qu'il y avait des obstacles politiques à ce développement. C'était le pouvoir exercé dans les pays latino-américains par les vieilles oligarchies, les grands propriétaires fonciers. Les guerres d'indépendance de l'Amérique latine au début du XIXe siècle, entre 1810 et 1830, faisant écho à la guerre d'indépendance des Etats-Unis, ont été conduites par les Créoles, c'est-à-dire les classes dirigeantes constituées au sein de la population espagnole établie en Amérique latine, et portugaise au Brésil, et non par les peuples. Les majorités des classes populaires à l'époque étaient indiennes d'origine, voire largement métissées, et sorties de migrants pauvres, tous tenus à l'écart.

Ces guerres d'indépendance ont permis la création des Etats latino-américains, comme on les connaît à l'heure actuelle. L'histoire du Brésil est quelque peu différente, puisqu'il est resté jusqu'en 1888 un Empire donné au Roi du Portugal émigré. Le pouvoir politique et social dominant est resté dans les mains de cette oligarchie de grands propriétaires fonciers, les héritiers privilégiés de la colonisation espagnole et portugaise, devenus classes dominantes locales. C'est cette classe de grands propriétaires fonciers qui est à l'origine de la soumission graduelle des pays d'Amérique latine à la domination par l'impérialisme européen, britannique en particulier, relayé par les Etats-Unis, après la Deuxième Guerre mondiale.

Raul Prebisch considérait qu'aucun progrès n'était possible sans d'abord se débarrasser de cette classe dirigeante. Et qui peut s'en débarrasser ? Prebisch voyait dans les embryons de la nouvelle bourgeoisie, notamment dans les classes moyennes éduquées, modernes, l'alternative à la domination de l'oligarchie agraire de l'époque. Fernando Henrique Cardoso, qui est devenu par la suite président du Brésil, et qui à l'époque, se rendait souvent à Santiago (Chili), à la CEPAL, (que j'ai connu à cette époque, il y a cinquante ans et plus), avait écrit en ce temps-là le meilleur, de loin, des livres critiques sur la question. Il n'y a pas de progrès possible en Amérique latine sans se débarrasser de ce pouvoir de la vieille oligarchie, mais en pointillé, qui va faire cette révolution ? Ce ne sont pas les classes populaires, ce sont les classes moyennes, nouvelles, modernisées, capitalistes embryonnaires, petits capitalistes locaux, mais surtout des intellectuels issus des classes moyennes éduquées. C'est ça le *desarrollismo*.

Le *desarrollismo* exprimait donc la vision politique et culturelle du « rattrapage » dans le capitalisme. Il n'était pas contre le capitalisme. Il ne proposait pas le dépassement du capitalisme pour se développer, mais imaginait le développement dans le capitalisme. Et je dirai même dans le capitalisme mondialisé, mais à condition de contrôler l'influence extérieure, d'en limiter les effets dévastateurs, véhiculés par les alliances entre les grands propriétaires fonciers et l'impérialisme. Le *desarrollismo* préconisait la mise en place d'un pouvoir bourgeois (assis sur les classes moyennes) anti-impérialiste, mais rien de plus.

La critique que j'ai faite du *desarrollismo* était fondée sur l'idée que son projet reposait lui-même sur une illusion. On ne peut pas rattraper dans le système. Si on tente de copier les modèles européen et nord-américain, on ne construit pas un capitalisme autonome, on s'enferme dans l'impasse parce que les classes moyennes en question ne sont pas révolutionnaires. Elles veulent négocier leur dépendance et obtenir, comme les classes dirigeantes de l'Afrique contemporaine, des concessions de l'impérialisme, mais sans plus. Elles veulent rester dans le système, parce qu'elles ont peur de leurs propres classes populaires. Par conséquent, le rattrapage dans le système est impossible. Telle a été ma critique formulée à l'époque.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Raul Prebisch à l'époque du *desarrollismo*. Et je lui avais fait cette critique, directement à lui, en termes bien gentils, en reconnaissant

son caractère anti-impérialiste et sa volonté de progrès, mais également ses limites, ses illusions et ses impossibilités. A l'époque, Raul Prebisch m'avait dit : « vous êtes bien pessimiste sur la possibilité de le faire. Moi je crois qu'il y a une marge beaucoup plus importante que vous ne le pensez ». J'ai retrouvé Raul Prebisch quarante ans plus tard, retraité, à Vienne (Autriche). Je l'ai mentionné dans mes mémoires. Et je lui ai demandé s'il se souvenait de notre conversation, et il m'a dit tout de go : « Samir, je crois que vous aviez raison ». Il se radicalisait en vieillissant, ce qui n'est pas toujours le cas. Voilà pour ma critique du « *desarrollismo* ».

La « *dependencia* » était partie, dans les années 1960, de la critique du « *desarrollismo* » – par Cardoso entre autres – et de la même critique que la mienne, à laquelle elle a ajouté un point très important. Cette critique du « *desarrollismo* », les partis communistes de l'Amérique latine de l'époque ne l'avaient pas faite. Les partis communistes de l'époque avaient emboîté le pas au « *desarrollismo* » en lui donnant une petite coloration sociale, en disant qu'il faut bien que les classes populaires soient associées, mais associées sur des strapontins. Ces partis s'alignaient sur le « *desarrollismo* ». Et comme le « *desarrollismo* » a fait faillite, les partis communistes ont vu leur crédibilité entamée. Les conditions étaient alors créées pour la critique qui a pris le nom de « *dependencia* ». Pourquoi « *dependencia* » ? Parce que cette analyse partait de la constatation – absolument juste – que l'Amérique latine, à toutes les étapes de son développement, est restée dépendante. A l'époque coloniale espagnole, puis avec le colonialisme interne des classes dirigeantes espagnoles et portugaises, prenant le relais du colonialisme externe dans l'Amérique indépendante. La nouvelle bourgeoisie « *desarrolliste* » s'inscrivait dans cette lignée qui perpétue la domination des Etats-Unis sur le continent. Et que par conséquent, ce qui était à l'ordre du jour, c'était une rupture avec le capitalisme, sans laquelle la libération nationale reste un vain mot.

Je me suis trouvé tout de suite au diapason avec Fernando Henrique Cardoso, qui était l'un des leaders de la pensée de la « *dependencia* », avec André Gunder Franck, qui était réfugié et vivait à Santiago, au Chili, sa femme étant Chilienne. Il y avait des jeunes, comme Emir Sader, qui est devenu le président du CLACSO, à l'heure actuelle, et qui était étudiant à l'époque. Il y avait aussi les anciens, comme Celso Furtado et Darcy Ribeiro, deux Brésiliens. Toute une pléiade de grands penseurs. Nous étions donc au diapason.

La critique de la « *dependencia* » n'était pourtant pas une chose tout à fait nouvelle en Amérique latine. Bien avant, dans les années 1920-1930, Mariategui, un dirigeant du parti communiste péruvien, un penseur très important, avait fait une analyse presque analogue, trente ans plus tôt, en disant qu'il n'y avait pas de possibilité de changement significatif en Amérique latine tant que les masses populaires, et particulièrement les masses indiennes opprimées, ne prenaient pas le pouvoir. Il avait fait cette analyse et il avait mis en avant la révolte nécessaire, la révolution conduite par les paysans indiens, et conçu, déjà, la nécessité d'une

réforme agraire radicale, de la nationalisation de la terre, et, en lieu et place d'une redistribution de la terre, sa mise à la disposition des communautés indiennes, en garantissant l'accès à la terre égal pour tous les paysans indiens.

Mariategui n'était pas passé inaperçu, bien entendu. Mais, il avait été condamné par Moscou à l'époque, pour déviationnisme « gauchiste » et « nationalisme indien ». Sa pensée a été mise sous le boisseau par les partis communistes de l'Amérique latine. Sauf que c'est la renaissance du grand mouvement social des Indiens de Bolivie qui a amené Evo Morales au pouvoir. Et Mariategui fut de nouveau connu et reconnu.

Ma critique de la « *dependencia* » était une critique sympathique. Je disais que ce que les Latino-Américains de la « *dependencia* » découvraient ou redécouvraient, après Mariategui, concernant l'Amérique latine, était très proche de ce que j'avais également développé plus tôt concernant l'Asie et l'Afrique, des analyses au demeurant partagées par d'autres communistes en Asie et en Afrique. A la différence que l'Asie et l'Afrique ont été colonisées certes, mais sans colonisation de peuplement, sauf en Afrique du Sud, en Algérie et au Kenya. Et que donc, le problème s'était posé pour nous dans des termes différents. Nous n'avions pas à nous débarrasser d'un colonialisme interne qui succédait à un colonialisme externe. La fusion de la question nationale et de la question de la révolution sociale chez nous en Asie et en Afrique se posait en des termes différents de ceux de l'Amérique latine.

Voilà, non pas des divergences, mais des points de complémentarité entre la théorie de la « *dependencia* » et ma théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale.

* * *

DMD : Sur le chapitre du développement, tu as eu des expériences concrètes en Egypte, d'abord, ensuite au Mali. Puis, à l'IDEP où tu as pu conduire des expériences concrètes de formulation de politique de développement. En quoi ces expériences ont-elles influencé ta conception du développement ?

SA : Elles ont eu beaucoup d'influence sur ma conception du développement. D'abord, parce qu'elles m'ont permis de voir d'une façon concrète comment fonctionnaient mes thèses. Mes thèses, *L'accumulation à l'échelle mondiale* ; *Le développement inégal* ; *Classes et nation* ; *La mondialisation de la loi de la valeur*, sont des thèses formulées en termes généraux, abstraits. Ma connaissance concrète précise de quelques expériences africaines, en particulier celles que j'ai suivies de plus près, en Egypte et au Mali, mais également celles que j'ai suivies d'assez près dans un grand nombre de pays asiatiques, africains, et arabes, m'ont permis de voir concrètement comment fonctionnait le système capitaliste mondial. Je leur dois beaucoup. Mes formulations abstraites ne sont que des formulations abstraites tirées de ces expériences concrètes. Elles ne sont pas des formulations

abstraites que j'ai déduites à partir de lectures académiques, mais à partir des analyses concrètes des expériences africaines et asiatiques. C'est le premier point.

Le deuxième point. Sur le plan politique, je suis de ceux, et je le dis, qui considèrent qu'à partir du XXe siècle, l'initiative de la transformation du monde passe des pays occidentaux, européens, nord-américains et japonais, aux peuples de la périphérie. Je dirai avec plus de précision, et en reprenant les termes de Mao lui-même, passe aux mains des peuples, des nations et des Etats de la périphérie.

J'entends par classes populaires, dans leur diversité, toutes les victimes de la mondialisation capitaliste, de l'exploitation du capital, de manière directe ou indirecte. Par nations, j'entends toutes ces nations dont la dignité a été niée par l'occidentalisation de pacotille proposée par la mondialisation capitaliste, dont la bouteille de coca-cola est le symbole. Que notre histoire n'est pas supérieure, mais pas davantage inférieure à celle des autres peuples. Et que l'avenir, elles doivent l'inventer à partir de leurs propres transformations et non à partir d'importations factices et superficielles. Et les Etats. Parce que les gouvernements, les pouvoirs en place dans les périphéries ne sont pas toujours des courroies de transmission, des laquais. Des pouvoirs d'une autre nature ont été le produit des luttes sociales des classes dominées et des luttes politiques des nations en voie de libération. Elles ont donné une variété de régimes, les uns se réclamant de la révolution socialiste (la Russie, la Chine, le Vietnam, Cuba), les autres se réclamant de l'indépendance nationale associée à une modernisation progressiste, des régimes que j'appelle nationaux populaires de l'époque de Bandoeng en Asie et en Afrique. Et ils ont pris des initiatives anti-impérialistes à des degrés divers, de ce fait potentiellement anticapitalistes. J'ai pensé qu'il était juste, comme intellectuel engagé, de soutenir ces initiatives, mais sans illusion. C'est-à-dire, tout en analysant leurs limites et contradictions, les soutenir et non pas les dénigrer. Nous refusons le « tout ou rien » : la révolution socialiste miraculeuse ou l'abstention dans l'action. Nous avançons pas à pas, et nous devons être avec les forces qui avancent, sans illusion. C'est ce que j'ai fait dans ma critique précoce du nationalisme nassérien dans un livre publié en 1963 sous mon pseudonyme de militant, Hassan Riad. Et c'est ce que j'ai fait avec mon expérience malienne. C'est ce que j'ai fait par la suite à l'IDEP, à travers les séries de conférences et séminaires, dans des pays comme le Ghana de Nkrumah puis de Rawlings, la Tanzanie de Nyerere, le Bénin de Kérékou, le Congo de Marien Ngouabi, Madagascar de Ratsiraka, le Burkina Faso de Sankara, l'Ethiopie de Mengistu, le Zimbabwe et l'Angola, la Somalie de Barre, l'Algérie de Boumediene.

* * *

DMD : Comme tu le sais aujourd'hui, le concept de développement, dans la vulgate néolibérale, se réduit au taux de croissance tiré par les exportations. Et c'est ce que tentent de véhiculer non seulement les institutions financières et commerciales

internationales et les pays du Nord, mais également les classes dirigeantes des pays du Sud, notamment en Afrique. Maintenant, toi qui as passé plus de 50 ans à parler de ces questions de développement, que peut-on entendre par développement aujourd'hui, au XXe siècle ?

SA : Encore une fois plusieurs questions.

D'abord, la critique de l'insertion dans le système global par la priorité donnée aux exportations. La stratégie de l'impérialisme, c'est d'intégrer davantage les pays de la périphérie dans le système mondial à travers leur spécialisation et la priorité donnée désormais aux exportations industrielles nouvelles, pas seulement aux exportations de matières premières, telles que le pétrole et les minerais, les produits agricoles tropicaux. L'impérialisme dit oui aux exportations industrielles des pays émergents, mais à condition qu'il conserve le contrôle de la « mondialisation » par l'exercice de son monopole de la technologie, la maîtrise du système financier mondialisé, le monopole de l'accès aux ressources naturelles, celui des moyens de communication et le monopole des armes de destruction massive. C'est-à-dire si vous n'êtes pas gentils, on peut vous bombarder.

Ce modèle a connu des moments courts de succès évident. La première expérience du modèle, dicté par l'impérialisme et contrôlé par lui, était le Chili de Pinochet. Le Chili a connu une croissance forte, exclusivement fondée sur l'exportation. Mais le prix de ce développement a été la paupérisation massive des classes populaires chiliennes. De sorte que le modèle a conduit à l'impasse. Le même modèle a été reproduit dans certains pays d'Asie du Sud-Est, Thaïlande, Malaisie en particulier, ceux qu'on appelle les « nouveaux pays industriels », les petits « dragons ». Mais il se trouve associé de la même manière aux mêmes limites, aux mêmes impasses.

Le modèle chinois d'insertion à travers les exportations est différent. Il est différent, d'abord parce que le pouvoir en Chine n'est pas celui de la bourgeoisie, mais est le produit d'une révolution faite au nom du socialisme, dirigée par un parti communiste. Aujourd'hui ce pouvoir, quand bien même il nourrit des ambitions bourgeoises, reste néanmoins ambigu. La Chine a, dans un premier temps, au cours des années 1990, choisi de s'insérer avec succès dans le système mondial par la priorité donnée aux exportations. Mais à partir de 2002, le tir est corrigé graduellement, en ce sens que la dépendance à l'égard des exportations est graduellement réduite, en termes relatifs, tandis que l'accent est placé davantage sur le marché interne.

On ne peut pas mettre dans le même sac toutes ces expériences. Mais elles sont toutes fondamentalement basées sur la même illusion facile que ça pourrait durer. L'expérience a montré que ça ne peut pas durer.

La situation de l'Afrique – « exclue » par les forces du capital dominant du processus général de l'industrialisation – est particulière. Dans la mondialisation en place telle qu'elle est, l'Afrique est importante pour ses ressources naturelles

(pétrole, minerais, terres, eau) livrées au pillage. Par contre ses peuples constituent un facteur plus gênant que favorable. Pour ce système, l'Afrique serait plus utile sans Africains. Mais, comme l'a dit Giovanni Arrighi, qu'est-ce qui est « superflu » : la population de l'Afrique, ou le système (capitaliste) qui la traite comme telle ?

* * *

DMD : Mais qu'entend-on par développement aujourd'hui ? Qu'est-ce que ça veut dire ?

SA : J'ai toujours dit, et je me vante même de l'avoir dit très tôt, alors que j'étais encore étudiant, quand j'ai écrit *L'accumulation à l'échelle mondiale*, que le développement est un concept politique. Ce n'est pas un concept technique. Le développement n'est pas synonyme de croissance du produit intérieur brut (PIB). Le développement est un concept politique, c'est-à-dire qu'il est le produit de la construction d'un système productif autocentré, renforcé par la solidarité des classes populaires, fondé sur le bénéfice tiré par les classes populaires de ce projet. Cela exige un pouvoir politique populaire, démocratique et anti-impérialiste.

Je me vante d'avoir été parmi les premiers critiques de ce que la Banque mondiale a appelé « les pionniers du développement ». Ces « pionniers » (!) ont toujours réduit le développement à la croissance du PIB, confondu développement et expansion du marché, accepté la croissance, accompagnée d'inégalités sociales grandissantes, promu la croissance dans le système mondial dans la perspective illusoire du « rattrapage ». Pour ce système, l'Afrique serait plus utile sans Africains. Mais, comme l'a dit Giovanni Arrighi, qu'est-ce qui est « superflu » : la population de l'Afrique, ou le système (capitaliste) qui la traite comme telle ?

Je prends l'exemple de la Côte d'Ivoire. Lorsqu'en Côte d'Ivoire, la Banque mondiale pavait en disant : « regardez le modèle ivoirien, il est magnifique et va conduire au rattrapage », j'écrivais en 1965 que le modèle conduisait à la catastrophe. Et le résultat est là.

Le développement en soi n'existe pas. Quel développement ? Au bénéfice de qui ? Le développement tel qu'il est conçu par la pensée bourgeoise dominante est un développement capitaliste dépendant au bénéfice d'une minorité locale, au détriment des classes populaires, qu'il paupérise.

Mon concept de développement est celui d'un développement au bénéfice des classes populaires en termes matériels, politiques et moraux. En termes matériels, par la priorité donnée aux besoins essentiels des classes populaires, en partant des plus pauvres. En termes politiques, en donnant à l'expression des droits démocratiques la plus grande place dans l'exercice du pouvoir. En termes moraux, par la restauration de la dignité des peuples bafoués.

Ce projet politique ne peut se déployer que dans la mesure de l'avancée de la déconnexion. Enfin, pour moi le développement doit s'inscrire dans une perspective socialiste. Le socialisme n'est pas le capitalisme sans capitalistes. Ce

n'est pas un mode de production plus efficace que le capitalisme, qui permettrait un taux de croissance plus élevé et une répartition plus équitable des revenus. Le socialisme est un stade supérieur de la civilisation humaine.

* * *

DMD : Et toujours dans ce concept de développement, il y a également le problème de la transformation sociale. C'est-à-dire la création de nouvelles structures, de nouvelles institutions, la rupture avec ce qui a été hérité de la colonisation en ce qui concerne par exemple l'Afrique. Je crois que tout cela fait partie du projet de développement. Cela veut dire donc des projets de transformation, pas seulement économiques, mais également des avancées sociales.

SA : Bien sûr. Mais les deux sont inséparables, parce que lorsqu'on dit industrialisation, de quelle industrialisation parle-t-on ? En copiant le modèle de développement dominant, on reproduit des rapports de production et d'exploitation à l'intérieur de la société, et donc on s'aliène le soutien des classes populaires. On devient fragile et vulnérable vis-à-vis de l'adversaire impérialiste. C'est donc dans la mesure où l'on parvient à associer la modernisation et l'industrialisation, (des termes que je n'aime pas beaucoup, mais qui sont incontournables), à des politiques sociales porteuses de la réduction des inégalités, du renforcement de la tendance vers l'égalité que l'on peut avancer.

* * *

DMD : Avec ta conception du capitalisme comme système mondial caractérisé par la polarisation, tu nies la possibilité d'un développement capitaliste autonome dans les pays de la périphérie au sein du système. Mais on constate tout de même dans le cadre de ce système certains développements, comme les expériences asiatiques, ou encore celles de l'Afrique du Sud ou du Brésil. Ces développements, au sein du système, ne remettent-ils pas en cause, d'une certaine manière, l'hégémonie du Nord ?

SA : Encore une fois, oui et non. L'illusion d'un développement capitaliste national indépendant et donc du « rattrapage » dans le capitalisme mondialisé, même si ce développement entre en conflit partiel avec les logiques du système mondial, est une illusion tenace. Le « *desarrollismo* » latino-américain exprimait une forme de cette illusion. Les illusions actuelles des pays émergents, que ce soit la Chine post-maoïste, l'Inde ou le Brésil de Lula, sont très fortes. Pourquoi illusions ? Et pourquoi sont-elles fortes ? Illusions, parce que la logique du système impérialiste est en conflit avec le déploiement des objectifs de développement indépendant des pays concernés, et que, en conséquence, le conflit avec l'impérialisme est appelé à s'aggraver et non à s'atténuer au fur et à mesure des succès obtenus. Et cela, on peut déjà le voir. Ce sont les succès mêmes de la Chine qui l'amènent à entrer en conflit aggravé avec la triade du capitalisme développé. Illusions néanmoins fortes,

pourquoi ? Parce que les classes dirigeantes, les groupes dirigeants, même s'ils ne sont pas « capitalistes », sont animés par des aspirations profondes à s'affirmer comme bourgeoisies. Le pouvoir, c'est la richesse et la richesse, c'est le mode de vie occidental.

Et dans la mesure où ces aspirations bourgeoises sont en conflit avec les exigences d'un développement orienté en priorité vers la satisfaction des besoins des classes populaires, les classes dirigeantes ont tendance à vouloir compenser les difficultés qu'elles rencontrent dans leurs rapports avec les peuples par une insertion plus grande dans le système capitaliste mondialisé, pour s'assurer d'une certaine « neutralité » de l'impérialisme. D'où la force de ces illusions. C'est ce que je dénonce dans les derniers ouvrages.





9

Marxisme et socialisme

« Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier », in Sur la crise...

DMD : Depuis l'éclatement de la crise financière, en septembre 2008, on a vu dans la presse occidentale, y compris dans les grands médias aux Etats-Unis et en Europe, une floraison d'articles sur Marx et ses analyses sur le capitalisme, ce qui dénote une certaine reconnaissance, tout au moins, de la force de l'analyse de Marx sur le capitalisme et son devenir. A ton avis, qu'est-ce qui fait la force et la supériorité de l'analyse marxiste par rapport à l'analyse conventionnelle du capitalisme ?

SA : L'analyse conventionnelle du capitalisme est celle d'un capitalisme imaginaire, pas du capitalisme réellement existant. Cette analyse conventionnelle dominante, pas seulement dans sa forme extrême néolibérale, mais dans toutes ses formes, est fondée sur une hypothèse qui ne correspond à aucune réalité. Elle décrit un monde constitué d'individus qui entretiennent des rapports marchands égaux entre eux. C'est l'égoïsme personnel, le calcul personnel, la somme des calculs personnels qui déterminerait ce que l'analyse conventionnelle appelle le marché généralisé. C'est une mythologie pure. Le monde n'est pas fait d'individus qui entretiennent des rapports marchands. Le monde est fait de classes sociales, de nations, de pays, d'Etats, de pouvoirs qui sont des agents d'intervention dans le capitalisme réellement existant.

D'autre part, la théorie conventionnelle dominante suppose que le marché généralisé tend vers un équilibre et même un équilibre optimal. Cette proposition n'a jamais été démontrée. Jamais. Au contraire, la seule tentative de démonstration qui existe, celle de Walras, a donné une réponse négative à la question. Le marché généralisé, s'il existait – mais il n'existe pas – ne produirait pas d'équilibre, mais se déplacerait de déséquilibre en déséquilibre sans jamais tendre à l'équilibre. La théorie de l'équilibre général tendanciel n'a rigoureusement aucun fondement scientifique. Elle est purement idéologique. L'économie conventionnelle qui



s'emploie à découvrir les conditions par lesquelles le marché produirait l'équilibre – les « anticipations » nécessaires pour cela, comme elle le dit – pose une question qui n'a pas de sens et du coup ne peut donner de réponse qui en ait. C'est, ai-je écrit, un débat sur le « sexe des anges », un débat faux. Fausse question. Fausse réponse.

Face à cela, l'analyse de Marx de la réalité capitaliste, des fondements de son mode de production est incontournable. Elle est le point de départ, non pas le point d'arrivée, de toute réflexion scientifique sur le capitalisme réellement existant.

Dans ce cadre, la crise est toujours un moment important dans l'histoire du capitalisme. Marx a produit une théorisation de crises précisément fondée sur sa démonstration que le capitalisme réellement existant ne tendait pas vers l'équilibre, mais se déplaçait de déséquilibre en déséquilibre à travers les crises. On en redécouvre la puissance scientifique aujourd'hui.

* * *

DMD : Dans ton ouvrage sur la crise, tu dis : « Jamais Marx n'a été aussi indispensable ».

Est-ce à dire qu'aujourd'hui, au XXI^e siècle, le marxisme constitue toujours l'arme qui permet de comprendre la société et qui donne également des outils pour sa transformation ? Compte tenu de l'expérience du passé, notamment de ce que tu appelles le « socialisme réellement existant », comment devrait-on aujourd'hui interpréter Marx pour que les idées qu'il a défendues, pour que le chemin qu'il a tracé puisse toujours être utile dans les luttes pour la transformation économique et sociale ?

SA : Premièrement : Marx est incontournable, c'est-à-dire, comme je viens de le dire, il donne la seule explication scientifique du capitalisme réellement existant dans ce qui lui est fondamental.

Deuxièmement : Marx n'a pas produit une théorie « finie », « close » du capitalisme. Il a produit les fondements de cette théorie. C'est déjà considérable. Le devoir des marxistes, c'est de prolonger Marx, de partir de Marx, de l'enrichir, de le compléter, de le mettre à jour sans arrêt, de le corriger si nécessaire, ce qui n'a pas été réellement fait, dans ce sens que les marxistes historiques – Marx tel qu'il a été compris par ceux qui se revendiquent du marxisme, notamment les grands partis socialistes et communistes de l'histoire contemporaine – ont produit des exégèses de leurs lectures de Marx. Ces lectures doivent être l'objet d'une critique marxiste permanente. L'exégèse est étrangère à l'esprit de Marx.

J'ai souhaité, avec et après Baran, Sweezy et Magdoff, contribuer à l'enrichissement du marxisme par l'analyse renouvelée du capitalisme des monopoles. J'ai voulu prolonger les travaux des trois penseurs cités en précisant le statut de la loi de la valeur mondialisée. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit sur cette question. Le capitalisme réellement existant, tel que je l'ai analysé, est un

capitalisme qui a généré et génère, produit, reproduit, approfondit la polarisation. Il fallait également en tirer des conclusions politiques d'une portée décisive pour comprendre la nature des conflits majeurs de notre temps et oser proposer des stratégies nouvelles d'action pour transformer le monde, allant au-delà de ce que Marx et les marxismes historiques avaient formulé.

* * *

DMD : Tu affirmes que la théorie de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale appelle celle de l'histoire des formations sociales. Et que seul le matérialisme historique permet de comprendre la réalité de cette histoire, parce qu'il permet d'appréhender l'unité des champs économique, politique et idéologique, etc. Peux-tu revenir sur l'importance du matérialisme historique ?

SA : C'est là le point de différence, je ne dirai pas de divergence, avec Wallerstein. Je ne crois pas à la thèse de Wallerstein, qui est extrémiste, selon laquelle le tout, à savoir la mondialisation capitaliste, détermine les parties, les conditions nationales. Pour ma part, je crois qu'il y a un rapport dialectique entre les logiques de développement du capitalisme mondialisé et le mouvement des contradictions opérant à l'intérieur des formations sociales de la périphérie et du centre. Il y a par ailleurs une histoire antérieure à la mondialisation capitaliste qui agit activement sur les formes de l'intégration dans le système mondial. Et ce sont ces dialectiques qui constituent la matière du matérialisme historique.

* * *

DMD : Tu dis qu'il n'y a pas d'alternative à la perspective socialiste, mais dans le même temps, tu insistes sur la longue transition au socialisme. D'abord, compte tenu des expériences passées, quelle est cette perspective socialiste ? Ensuite, cette longue transition, comment la vois-tu ?

SA : Je reviens sur ce qui a été dit dans la première partie. Le socialisme n'est pas synonyme de capitalisme sans capitalistes, un mode de production plus efficace que le capitalisme en termes de taux de croissance, associé à une répartition équitable des revenus, voire écologique. Non, le communisme est un stade plus avancé de la civilisation universelle. Et c'est tout autre chose. De ce fait, le socialisme n'est pas une recette définie à l'avance, comme les socialistes utopiques l'imaginaient, une recette toute faite qu'on peut proposer. Elle est le produit, elle sera le produit des luttes historiques. Ces luttes, amorcées à partir des périphéries, considérées dans la longue durée, ne peuvent pas produire un produit fini – le socialisme – en « quelques années ». Elles ne peuvent que permettre d'avancer dans cette direction, les premières avancées préparant d'autres, y compris dans les pays du centre impérialiste.

* * *

DMD : Et d'ailleurs, tu parles de socialismes, au pluriel. Et puis, d'autres parlent de socialisme du XXI^e siècle. Quel est ton avis, là-dessus, également ?

SA : Parler de socialisme du XXI^e siècle au singulier, c'est précisément s'engager dans l'illusion qu'on peut définir la bonne recette, qui sera valable pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle je parle des socialismes ou des avancées socialistes au pluriel. Ces avancées sont produites dans des conditions concrètes des peuples en lutte, dans des situations concrètes différentes, qui fournissent des pierres à la construction de l'avenir socialiste différentes d'un pays à l'autre et d'un moment à l'autre.



10

Mouvements sociaux et luttes politiques

DMD : Nous allons passer à ton engagement politique dans les luttes pour la transformation sociale. Ma première question est liée à ton adhésion au marxisme. Dans quelles circonstances as-tu été amené à adhérer au marxisme ?

SA : J'ai répondu à cette question dans l'écriture de mes mémoires. J'ai été marxiste très jeune, j'étais élève au lycée à Port Saïd en Egypte, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Nous étions des élèves extrêmement politisés. J'ai dit dans mes mémoires que 20 pour cent parmi nous n'étaient pas politisés et que les 80 pour cent qui étaient politisés les regardaient de haut et les considéraient comme des « espèces inférieures » infrahumaines. Parmi les 80 pour cent qui étaient politisés, nous nous partageons à peu près également en deux groupes. La moitié s'intitulait « nationalistes », c'est-à-dire anti-britanniques, anti-impérialistes, mais sans idées sociales, et l'autre moitié s'appelait « communistes ».

Nous n'étions pas membres d'un parti. Nous étions trop jeunes, nous ne savions pas réellement ce qu'était le marxisme, mais nous nous proclamions « communistes ». Nous entendions par là que, au-delà de l'anti-impérialisme et du nationalisme, il fallait chambouler le système social pour assurer aux classes populaires la richesse et le pouvoir.

Très rapidement, vers la fin de l'adolescence, je commençais à lire Marx et Lénine. Je n'ai pas lu *Le Capital* à l'époque, mais je lisais *Le Manifeste Communiste* ; *La Guerre Civile en France*, *l'Etat et la révolution*. Et ça m'a enthousiasmé. Les communistes qui étaient plus âgés que moi, qui étaient membres du parti, m'avaient repéré et très rapidement m'ont dit de venir au Parti communiste. Je suis allé au Parti communiste, j'avais 17 ans.

* * *



DMD : Comme marxiste, tu es resté fidèle à l'œuvre et à l'attitude de Karl Marx. Tu t'es engagé dans la critique sans concession du capitalisme et également dans la lutte pour la disparition de ce système. Mais sur le chemin, tu as créé un certain nombre d'organisations pour contribuer à ton combat intellectuel et politique. En créant ces institutions, y avait-il un motif délibéré au départ ? Ou était-ce seulement pour contribuer au combat intellectuel d'abord et politique ensuite ?

SA : Je n'ai jamais séparé le combat intellectuel du combat politique. J'ai toujours pensé et je continue à penser que le combat intellectuel est un combat politique. Il n'y a pas d'idées « apolitiques ». L'apolitisme est en lui-même politique. Je me trouve sur ce point conforté par le marxisme pour lequel la théorie et la pratique sont indissociables. Il n'y a pas théorie sans pratique, pas de pratique sans théorie.

Ta question donc : comment j'en suis venu à créer un certain nombre d'institutions ? Je l'ai fait évidemment progressivement et dans les circonstances du temps et du lieu. J'ai pensé qu'il était nécessaire de mettre en place un certain nombre d'organisations en Afrique et dans le Tiers-Monde. J'étais alors directeur de l'IDEP, à Dakar. J'ai pensé à trois choses.

La première institution que j'ai pensé nécessaire à mettre en place est le CODESRIA. Je connaissais l'expérience parallèle qui débutait à l'époque en Amérique latine. En 1972, j'avais été invité à Mexico pour la création du CLACSO, qui était un « think tank » d'intellectuels latino-américains, anti-impérialistes et progressistes. Je me suis dit que c'était exactement ce qu'il nous fallait en Afrique, et c'est comme ça que le projet du CODESRIA a pris forme. Directeur de l'IDEP, j'ai été le premier Secrétaire exécutif du CODESRIA. J'avais invité Abdallah Bujra, un Kenyan, à venir à Dakar pour être mon adjoint et assumer la responsabilité du développement du CODESRIA. J'ai négocié avec le gouvernement du Sénégal de l'époque le siège et les statuts de l'institution. Et Abdallah Bujra a pris ma relève et a été le second Secrétaire exécutif, le premier à plein temps. Depuis, le CODESRIA remplit une fonction importante dans le développement d'une pensée africaine indépendante. Jusqu'à lors, il n'y avait en Afrique que des succursales de « think tanks » occidentaux, conçus par la Banque mondiale et les agences de la coopération internationale et européenne, courroies de transmission de la pensée dominante, impérialiste.

La deuxième institution que j'ai pensé pouvoir aider à mettre en place a été l'ENDA. J'avais été invité à Stockholm en 1972 à la première grande conférence internationale, qui a créé le mouvement pour l'environnement. J'ai été convaincu de la pertinence des problèmes soulevés. Je me suis dit qu'il fallait mettre en place une branche africaine de ce mouvement. Le nom qu'on a inventé c'était ENDA, Environnement pour le Développement de l'Afrique. ENDA a d'abord constitué un programme de l'IDEP dont j'ai négocié le financement avec les Suédois. Ce

programme a été confié à Jacques Bougnicourt, qui était sensible à ce problème dans le staff de l'IDEP. ENDA a pris son indépendance, comme je le souhaitais, et s'est établi dans son siège dakarois.

La troisième organisation c'est le Forum du Tiers-Monde. Là, je voulais faire quelque chose d'autre. Aujourd'hui, on dirait, le terme est à la mode, « un réseau » ; à l'époque, le terme n'existait pas. On disait un « think tank ». Je pensais à l'Asie et à l'Afrique, dans le sillage de Bandoeng ; réunir des intellectuels radicaux indépendants, capables de critiquer les gouvernements et les partis issus de la libération nationale. Les critiquer dans l'esprit de développer une pensée indépendante et progressiste.

Nous l'avons appelé Forum du Tiers-Monde, qui était de facto un forum afro-asiatique. J'ai négocié avec le gouvernement du Sénégal le statut de notre présence ici à Dakar, aujourd'hui dans ce bureau que tu visites fréquemment. Ce Forum du Tiers-Monde était donc un « think tank » afro-asiatique. J'y tenais beaucoup, parce que je tenais à ce que l'Afrique prenne sa place dans les grandes organisations internationales. L'Afrique est souvent « marginalisée ». Dans les institutions internationales, le Nord – les Etats-Unis, l'Europe et le Japon – occupent les places dominantes, et quand il s'agit du Tiers-Monde, c'est l'Asie et l'Amérique latine qui occupent souvent des positions dominantes. Je pensais qu'il fallait corriger ce déséquilibre en créant une organisation dans laquelle l'Afrique occuperait sa place, et, à cet effet, en plaçant son siège en Afrique, un siège international en Afrique.

* * *

DMD : Donc, le Forum du Tiers-Monde, le CODESRIA, le Forum Mondial des Alternatives sont des institutions qui ont contribué à l'émergence d'une pensée progressiste, autonome, non seulement en Afrique, mais aussi dans d'autres parties du Tiers-Monde. Tu as dit tout à l'heure que le Forum du Tiers-Monde est une association afro-asiatique. Mais qu'en est-t-il des liens avec l'Amérique latine ?

SA : Bandoeng était afro-asiatique. A l'époque, tous les gouvernements de l'Amérique latine, sauf Cuba, étaient sous la coupe de l'impérialisme nord-américain. Bandoeng a été afro-asiatique, comme le non-alignement qui a suivi. Bandoeng, 1955, le non-alignement 1960. Le non-alignement rassemblait les pays d'Asie et d'Afrique plus deux autres : la Yougoslavie de Tito et Cuba.

* * *

DMD : Mais sur le plan intellectuel quand même...

SA : Il y avait en Amérique latine une pensée progressiste, critique des théories dominantes, qui s'exprimait dans le CLACSO et qui s'appelait la théorie de la « dépendance ». Mais ce mouvement intellectuel critique n'avait pas de poids politique. Les gouvernements étaient tous réactionnaires, souvent des dictatures

militaires sanglantes. Les partis politiques de gauche, inféodés à Moscou, avaient adopté un profil très bas. Au moins jusqu'à la victoire électorale d'Allende au Chili en 1970 suivie d'une tentative d'expérience social-démocrate, qui s'est terminée par un coup d'Etat de la CIA et l'assassinat du président Allende. Les Etats-Unis installèrent la dictature fasciste et sanglante de Pinochet.

Le Forum du Tiers-Monde a développé des relations étroites avec les intellectuels latino-américains critiques, comme Fernando Henrique Cardoso, qui est devenu président du Brésil par la suite, et beaucoup d'autres. Mais le « think tank » demeurait pour l'essentiel afro-asiatique. C'est par la suite et tardivement, lorsque les choses ont commencé à changer en Amérique latine, avant même la dernière vague d'avancées révolutionnaires, lorsque les régimes sont devenus un peu plus démocratiques que des « think tank » analogues, parallèles au nôtre, ont pu s'épanouir en Amérique latine. Progressivement donc le Forum du Tiers-Monde est devenu un forum tricontinental, mais c'est récent et toujours imparfait. On ne se connaît pas suffisamment entre Latino-Américains, Asiatiques et Africains.

* * *

DMD : Quittons maintenant ces organisations et parlons du Forum Social Mondial (FSM). Est-ce que tu perçois le FSM comme une extension de ces autres organisations dont on vient de parler, et à une échelle globale ? Et penses-tu que le FSM peut être utile dans la lutte contre le capitalisme et pour la transformation sociale ?

SA : Je ne pense pas du tout que le Forum Social Mondial soit une extension des institutions à la création desquelles j'ai contribué, en particulier le Forum du Tiers-Monde. Le dire serait impertinent, arrogant et faux, ce qui ne veut dire que nous n'avons pas été impliqués dans la création du Forum Social Mondial. Nous avons été impliqués, avec d'autres, sans plus. En 1997, nous avons créé au Caire le Forum Mondial des Alternatives (FMA), constitué par nous, Forum du Tiers-Monde et d'autres « réseaux ». Nous avons pensé qu'on avait besoin d'une organisation qui intègre également la pensée critique progressiste du Nord, notamment de l'Europe. Et on a créé ce Forum Mondial des Alternatives à cet effet au Caire en avril 1997.

François Houtart a apporté une contribution décisive dans cette création. Avec le courage et la lucidité qu'on lui connaît, il a donné au *Manifeste* du Forum Mondial des Alternatives, dont il a été l'un des rédacteurs principaux (je me suis abstenu de participer au petit groupe chargé de cette tâche), au-delà de la richesse et de la précision du contenu, une tonalité et une élégance de style merveilleuses. Secrétaire exécutif puis vice-président du Forum Mondial des Alternatives il a, par son inlassable activité, permis l'émergence effective de nos activités. Je voudrais lui rendre ici l'hommage qui lui est dû et témoigner du respect et de l'amitié indéfectibles de tous.

Ce Forum a pris une première initiative en 1999, deux ans après sa création, qui était l'anti-Davos à Davos même ! Nous sommes allés à Davos en janvier 1999 porter la contradiction au Davos officiel. C'était un événement médiatique modeste. Nous étions 50 environ et nous avons été invités, en qualité de « journalistes », par Bernard Cassen et *Le Monde Diplomatique*. Et nous avons tout simplement porté la contradiction : voilà l'agenda des milliardaires et de leurs serveurs, réunis en face, et voilà sur chacun des points de cet agenda les points de vue des « non milliardaires », qui sont un peu plus nombreux que les premiers et qui en sont les victimes !

Cet événement médiatique a fait écho et peut-être contribué à la cristallisation de l'idée du Forum Social Mondial. Il se trouvait que dans les 50 participants à cet événement, il y avait bien sûr *Le Monde Diplomatique*, mais également trois organisations brésiliennes, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), le Mouvement des Sans Terre (MST), et le Parti des Travailleurs (PT). A la sortie de ce Davos, ils ont dit : « on pourrait refaire ça, mais pas avec 50 personnes, plutôt avec des milliers de militants ». Ils n'imaginaient pas, je crois, que le premier Forum Social de Porto Allegre en 2001 allait réunir une cinquantaine de milliers de participants !

Mais je n'ai pas du tout l'arrogance de dire que c'est nous qui l'avons fait. Le rôle des Brésiliens a été bien plus décisif. Dès 2001, le Forum Social Mondial s'est constitué comme un lieu de rencontres ouvert et pratiquement sans frontières, conformément à sa Charte, qui est vague à souhait. Notre Charte, le *Manifeste du FMA* (rédigé en 1997 au Caire), enrichi dans *La Déclaration de Bamako* (2006), est plus précise par son contenu politique.

* * *

DMD : La Charte quand même s'oppose au néolibéralisme !

SA : Mais aujourd'hui, nous avons M. Sarkozy qui s'oppose, dit-il, aux excès du néolibéralisme. Et Mme Angela Merkel et beaucoup d'autres. Dénoncer le néolibéralisme, sans délégitimer le capitalisme, dénoncer les extravagances néolibérales, sans plus.

D'autre part, le mouvement « altermondiste » qui s'est constitué au sein du FSM, la nébuleuse des organisations qui ont peuplé les forums sociaux sont largement constitués par les organisations non gouvernementales (ONG). Or les ONG – surtout dans le Sud, sont rarement des organisations réellement populaires, réellement progressistes. Elles sont souvent des courroies de transmission d'ONG du Nord, lesquelles elles-mêmes dépendent du pouvoir, et de ceux qui les financent. Beaucoup de ces ONG n'ont pas adopté des positions fermes et claires sur les problèmes du Tiers-Monde.

Ce qui n'exclut pas qu'il y ait des mouvements en lutte qui participent également aux Forums Sociaux, dans les Assemblées des mouvements sociaux. Mais soyons lucides et modestes : les mouvements qui participent aux FSM sont

certes des mouvements tout à fait légitimes et honorables, engagés dans des luttes pour la promotion de droits, les droits à l'éducation, les droits des femmes, les droits à la souveraineté alimentaire, les droits politiques, démocratiques, etc. Mais il y a, à travers le monde, d'énormes luttes sociales engagées par des organisations formelles structurées, comme les syndicats ouvriers ou des associations de paysans, mais aussi souvent par des groupes peu formalisés, moins organisés et qui ne sont pas souvent présents aux Forums Sociaux. Ils ignorent même l'existence du Forum Social Mondial.

L'altermondialisme est un mot mis à la mode, peut-être pour éviter celui de socialisme, et, de ce fait, galvaudé et porteur de beaucoup de confusions possibles.

Oui, sans doute, *nous* voulons un autre monde. Mais qui est ce « nous » ? Et quel autre monde veulent-ils ? Une bonne fraction des altermondialistes décrit le monde qu'ils souhaitent – juste, égal pour tous, libéré de toutes les oppressions, écologique. C'est sympathique, très sympathique et pas différent du socialisme conçu comme une étape supérieure de la civilisation. Mais souvent pas suffisamment précis : quelles formes d'organisation de la production, de la vie politique, quelles institutions peuvent faire fonctionner ce monde, « un autre monde », meilleur ? Diffuser ces idées d'un monde meilleur est nécessaire, c'est amorcer, mais amorcer seulement, la délégitimation du capitalisme, pour reprendre le titre du dernier ouvrage de François Houtart, que j'ai emprunté à mon tour dans un livre en voie de publication chez *Contradictions*, en Belgique.

Mais il faut aller plus loin. Comment peut-on engager l'humanité dans cette voie ? Je suis de ceux qui pensent qu'on ne peut avancer dans cette direction qu'en créant les conditions pour que des luttes réelles, efficaces, fortes le permettent, par la mise en œuvre de *stratégies politiques* « alternatives », comme on dit, c'est-à-dire anti-impérialistes et anti-capitalistes. Tout le monde ne le voit pas ainsi. J'ai fait référence, dans nos entretiens, à la théorie – utopique au sens plat du terme – de Negri à ce sujet.

Certains altermondialistes pensent que pour avancer il faut construire un – ou des – consensus sur les objectifs, par la convergence des mouvements sur ces objectifs. Oui et non. Oui, pour construire des convergences dans les luttes. Mais attention : l'objectif du consensus (de qui ? des peuples, dira-t-on) est trop ample, trop vaste pour être réaliste. Il peut donc nourrir des illusions « utopiques », au sens banal du terme – impossibles. J'en ai donné un exemple dans ma critique des propositions concernant un autre ordre économique et financier, capitaliste mais meilleur. La caricature de ce genre de propositions a été produite par le rapport de l'Assemblée Générale de l'ONU de juillet 2010, rédigé par le libéral/réactionnaire Stiglitz. Proposer de tels « consensus » – et il y a en de meilleurs que celui rédigé par Stiglitz – impossibles en fait – c'est servir le système, lui permettre de se maintenir en place en alimentant un combat perdu d'avance pour sa « réforme ».

C'est, pour reprendre l'expression juste et forte de Chossudowsky, « fabriquer des oppositions » (« *manufactured dissent* » en anglais) sans danger pour le capital des monopoles.

L'histoire n'avance pas comme ça, par « consensus ». Je t'ai donné un papier (retenu dans ce livre) sur la longue durée, la trajectoire historique du capitalisme. La remise en cause du « système », c'est-à-dire du capitalisme/impérialisme, a déjà un siècle d'histoire derrière elle. Elle s'est amorcée à partir de périphéries engagées dans la libération de leurs peuples de la domination de l'impérialisme. Et combat anti-impérialiste n'est pas synonyme de combat anticapitaliste. Le premier est porteur potentiel possible du second, mais potentiel seulement. L'histoire n'a pas avancé par « consensus global altermondialiste », mais par des ruptures avec la mondialisation impérialiste. Il y a de fortes probabilités qu'elle se poursuivra de la même manière. Alors « altermondialiste » ou « anti-mondialiste » ? Pour construire un « autre monde », il faut d'abord déconstruire le monde en place. Les avancées dans cette direction resteront inégales, partielles, relatives. Elles seront le produit des luttes des peuples, des nations et des États, du Sud en particulier.





11

Lucidité et utopie dans les luttes politiques

DMD : Quelque part, dans ton livre « *Sur la crise...* », tu insistes beaucoup sur l'importance de « l'utopie critique » dans la mobilisation contre le système capitaliste, mais également pour jeter les bases de cette longue transition au socialisme. Peux-tu revenir sur cette « utopie critique » et son importance ?

SA : Le terme utopie est, dans le langage courant, dévalué. Il est défini comme synonyme d'impossible. Mais il faut comprendre que ce qui est impossible aujourd'hui peut devenir possible demain. Pensons à l'esclavage. Il paraissait impossible à l'époque romaine d'imaginer l'abolition de l'esclavage. Et c'est devenu possible. Le capitalisme a introduit des transformations qui paraissaient impossibles avant lui, comme la laïcité, la démocratie. L'idée de séparer la religion des pouvoirs d'Etat était impensable dans l'Europe du Moyen Age chrétien, comme dans le monde musulman. C'est devenu possible. Le socialisme, mieux le communisme, qui peut paraître impossible aux yeux de l'opinion vulgaire d'aujourd'hui, deviendra possible, si l'on soutient les avancées révolutionnaires allant dans ce sens.

* * *

DMD : Parlons de l'aliénation, qui est au cœur de l'analyse de Marx et de ton analyse du capitalisme. Tu dis quelque part, également dans ton livre « *Sur la crise...* », que l'émancipation offerte par la perspective communiste est la seule voie vers la libération des aliénations sociales. Est-ce à dire que pour toi, le socialisme, qui est la première phase du communisme, est le seul qui puisse libérer les hommes des aliénations introduites par le capitalisme ?

SA : C'est une question fondamentale, parce qu'il y a deux courants dans la lecture de Marx. Il y a un courant auquel j'appartiens, qui insiste sur le rôle fondamental du concept d'aliénation pour la compréhension des sociétés tant précapitalistes que capitalistes. Mais, il y a aussi un courant qui marginalise l'importance de l'aliénation et analyse le capitalisme comme un système « technique ». Je n'ai



jamais été « althusérien » et je n'ai jamais été convaincu par ses écrits concernant la « coupure » entre un Marx jeune qui conceptualise l'aliénation et le Marx du *Capital* qui aurait abandonné ces divagations de jeunesse. J'ai toujours considéré que cette thèse althusérienne poursuivait l'objectif de légitimer la pratique soviétique. Althusser a cru d'ailleurs bon de renforcer son point de vue par sa théorie de la « surdétermination », qui réduit l'histoire à un développement linéaire déterministe. En plaçant l'accent sur le conflit des logiques propres aux différentes instances de la réalité – l'économie, l'idéologie, le pouvoir –, ma thèse de la « sous-détermination » dans l'histoire prend le contrepied de l'althusérisme. Je te renvoie ici à mon livre *Critique de l'air du temps*.

Pour moi l'aliénation est fondamentale, parce que le capitalisme trouve sa légitimité et les moyens de sa reproduction à travers l'aliénation. Qu'est-ce que l'aliénation ? L'aliénation, c'est du fétichisme. Qu'est-ce que le fétichisme ? Nous sommes Africains et nous savons ce que ça veut dire. Le fétichiste veut dire donner à un objet qu'il fabrique une puissance surnaturelle, qui est, en fait, la création de son imaginaire, qui n'est pas la réalité. L'aliénation consiste à donner à des forces, qui sont le produit de l'action humaine, la nature d'une force surnaturelle. Dans le capitalisme, sa forme est celle de l'aliénation marchande, c'est-à-dire la croyance que le marché commande la reproduction de la société et que ce marché est une force surnaturelle, une force extérieure aux êtres humains, qui s'impose à eux. Exemple vulgaire : quand un Parlement européen se réunit et dit « nous ne pouvons rien, c'est le marché » ! Comme si le marché n'était pas le produit de l'action humaine. En choisissant l'action humaine, transformatrice de la réalité, on se débarrasse de cette aliénation.

Ça c'est l'aliénation fondamentale du capitalisme. Mais Marx parle d'autres choses aussi. Il parle des formes de l'aliénation ou des aliénations antérieures au capitalisme. Elles sont de nature différente, ce sont des aliénations qui légitiment le pouvoir, notamment celui des religions, et leur confère une puissance surnaturelle. Dieu décide de tout. C'est peut-être une caricature de la croyance religieuse, mais cette caricature caractérise largement la pratique sociale des religions.

* * *

DMD : Donc, le socialisme pourrait débarrasser véritablement les individus de cette aliénation. Comme on le sait, le capitalisme a créé une culture prétendument « universelle », mais qui est, en fait, fondée sur les valeurs du capitalisme et de la bourgeoisie, et qui est une culture plus ou moins eurocentrique. Est-ce que le socialisme, lui, pourrait créer une culture, qui serait débarrassée de tout préjugé culturel, ethnique, géographique, ou autre ; une culture débarrassée de toute forme de préjugés, une culture véritablement universelle, qui respecte la dignité de tous les peuples et de toutes les cultures ?

SA : Le capitalisme a amorcé la construction d'une civilisation universelle. Mais en même temps qu'il l'a amorcée, il en a posé les limites et dévoyé le parcours. Parce que les nouvelles valeurs universelles conçues par la philosophie des Lumières – le respect de l'individu, de l'être humain, le concept de la démocratie moderne – ont été associées de facto à l'émergence du capitalisme, du capitalisme réellement existant, c'est-à-dire de l'exploitation du travail (le travailleur jetable) et, de surcroît, du capitalisme impérialiste conquérant des peuples de la périphérie. Cela a créé une distorsion dans ses valeurs.

Pour certains, dire la « culture universelle », c'est dire « culture occidentale ». Je m'érige contre cette réduction. Je dis : ce qui est dominant à l'heure actuelle, ce n'est pas la culture occidentale, c'est la culture du capitalisme. Mais ce n'est pas la culture du capitalisme in abstracto, c'est la culture du capitalisme réellement existant, c'est-à-dire du capitalisme qui a émergé dans l'Occident européen et qui s'est imposé à travers la conquête du reste du monde.

C'est la raison pour laquelle je parle des voies au socialisme, au pluriel, ou des avancées socialistes, au pluriel. Ces avancées sont le produit de luttes pour la transformation qui se déploient dans le monde entier, pas seulement dans l'Occident développé. Elles sont de ce fait façonnées par la diversité des cultures politiques des pays de la périphérie et du centre, par la diversité des défis immédiats.

DMD : Toujours, dans ton livre sur la crise, tu parles de « l'importance de la lucidité », comme philosophie dans l'action de transformation des sociétés. En faisant surtout allusion aux idées introduites par les philosophes des Lumières en Europe. Peux-tu revenir un peu sur ce le concept de lucidité et de son importance ?

SA : La lucidité est une exigence, mais sa mise en œuvre est toujours difficile et ses résultats relatifs. La lucidité absolue est un absolu métaphysique. L'effort de rationalisation, de compréhension, de libération des aliénations est un effort permanent de chacun, et de tous. Etre toujours rigoureux et exigeant dans les analyses des problèmes, imaginer des stratégies efficaces, supputer les résultats qu'elles peuvent donner, corriger. Mais rien de plus n'est possible. Le savoir réel est l'antithèse de l'absolu métaphysique. La lucidité exclut l'exégèse des textes, même de ceux que nous offrent les plus grands penseurs, comme Marx. La formulation forte et sobre de Gramsci – pessimisme de la raison, optimisme de la volonté – donne la meilleure définition de la lucidité.



Troisième partie
Textes sélectionnés



Introduction

Six textes, certains inédits, d'autres extraits de livres déjà publiés, forment la troisième partie du livre

Dans *La trajectoire du capitalisme historique : la vocation tricontinentale du marxisme*, Samir Amin analyse les origines et le développement du capitalisme, qui a connu trois phases successives : une longue période de gestation, correspondant à la transition incarnée par le mode tributaire ; une phase courte, le XIXe siècle, marquée par la domination de « l'Occident » ; enfin, la phase du long déclin provoqué par l'éveil du Sud. Il souligne que les éléments constitutifs de la « modernité » capitaliste ont leurs racines dans la Chine impériale, donnant ainsi à celle-ci une avance sur l'Occident jusqu'au XIXe siècle.

La dernière vague de cette « modernité » s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques au XVe siècle, pour se déployer au cours de la période mercantiliste (1500-1800). Cette vague a produit le capitalisme historique qui s'imposera progressivement au reste du monde. Son mode d'accumulation est basé sur la dépossession, qui est la source de la polarisation Centres/Périphéries. Une polarisation qui donne une dimension destructrice au capitalisme et sera un des facteurs qui le conduiront à sa perte. Les deux grandes Révolutions du XXe siècle, en Russie et en Chine, ont confirmé l'accélération du déclin inéluctable du capitalisme et son caractère obsolète.

Ces deux Révolutions, tout comme d'autres conduites sous la bannière du marxisme, ont montré la vocation tricontinentale du marxisme. Elles ont montré la voie à suivre par les peuples opprimés du Sud contre la domination impérialiste. Mais pour parachever leur libération, ces peuples doivent sortir de la logique d'accumulation capitaliste et lui substituer un autre mode de développement, d'une rationalité supérieure, c'est-à-dire le socialisme.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? est extrait du livre du même nom, publié en 2009. Samir Amin montre que la crise actuelle, qui a éclaté à partir de septembre 2008, est un autre jalon dans la longue crise du capitalisme vieillissant, amorcée dans les années 1970. Il souligne les similitudes entre la crise actuelle et celles qui l'ont précédée tout au long du XXe siècle, notamment celle de 1929. Toutefois, il note que la crise en cours est celle du capitalisme impérialiste des oligopoles, et surtout la crise de l'hégémonie des Etats-Unis et de sa militarisation de la planète. Donc, ce sont les fondements de l'ensemble du système qui sont cette fois remis en cause.

Les tentatives des tenants du système de restaurer la situation d'avant la crise – ce qui est tout à fait possible – se heurteront aux luttes des classes populaires du Nord et à celles des peuples et nations du Sud. Le vrai défi est donc de savoir si toutes ces luttes parviendront à converger pour ouvrir la voie – ou les voies – vers la longue transition au socialisme mondial. Perspective qui ne sera possible que par la défaite des pouvoirs des oligarchies et de leurs alliés et serviteurs, à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Présentation du livre *Du capitalisme à la civilisation*. Dans cette préface, Samir Amin analyse un livre qui offre des réflexions profondes sur le socialisme et aborde des questions au cœur de l'élaboration d'une conception crédible du socialisme du XXI^e siècle et d'une stratégie de lutte capable de produire des avancées dans la direction de sa réalisation. Il commence par revisiter les prétentions du capitalisme historique, qui se présente comme le « seul horizon envisageable » pour l'Humanité, mais dont l'histoire est jalonnée de conquêtes, de génocides et de pillage. Une réalité centrale qui impose qu'on conçoive une autre perspective humaine – une perspective socialiste – qui abolirait l'héritage tragique de la conquête historique du capitalisme.

Ensuite, il compare le livre à certains de ses propres livres et constate une affinité idéologique certaine entre l'auteur et lui-même. A savoir la critique sans concession du capitalisme historique et un vibrant plaidoyer pour le socialisme, comme seul horizon acceptable pour l'Humanité.

Pour une histoire authentiquement universelle : Introduction à *Global History*. En introduisant ce livre, Samir Amin examine les différences d'interprétation de la modernité capitaliste par les représentants de l'école dite de « l'Histoire Globale ». Pour lui, l'analyse marxiste, à laquelle il adhère entièrement, a introduit un caractère révolutionnaire et novateur dans l'analyse des sociétés humaines. Néanmoins, le marxisme historique n'a pas apporté d'explication satisfaisante aux retards accusés par les sociétés non européennes. C'est en partie pour combler ce « vide » qu'il a décidé de consacrer la majeure partie de son œuvre à chercher les causes véritables de ce « retard ».

Ensuite, il souligne que son analyse sur la nature de l'accumulation capitaliste le différencie des autres représentants de l'Histoire Globale. Par exemple, Immanuel Wallerstein admet que la modernité capitaliste a créé une civilisation qualitativement différente de celle qui la précédait, mais sa définition du capitalisme ignore l'aliénation marchande, qui est centrale dans l'analyse de Samir Amin. D'autres représentants de cette école nient carrément la transformation qualitative opérée par le capitalisme historique. C'est le cas, entre autres, d'André Gunder Frank. Toutefois, la diversité des analyses, voire les divergences, n'excluaient pas des convergences sur les questions essentielles entre les membres de la « Bande des Quatre » -Samir, André G. Frank, Arghiri Emmanuel, Immanuel Wallerstein-.

Dans *Le conflit capitalisme/ socialisme et le conflit Nord/ Sud : deux conflits indissociables*, Samir Amin affirme que le conflit Nord/Sud, entre les Centres et les Périphéries du système, est une donnée permanente de l'histoire du capitalisme, dont la

conquête du monde est inscrite en lettres de sang – génocide des premiers habitants des Amériques, esclavage des Africains et la colonisation des peuples non européens. Mais la période de l'hégémonie de la civilisation fondée sur les valeurs du capitalisme a commencé à prendre fin avec l'éveil des peuples du Sud, illustré par le triomphe des révolutions chinoise et vietnamienne ; des mouvements de libération nationale et les indépendances des pays sous domination coloniale.

Selon Samir Amin, le conflit Nord/Sud et le conflit capitalisme/socialisme restent intimement liés, car la libération des peuples du Sud reste indissociable de la construction d'une perspective socialiste. Voilà qui explique que les luttes des peuples du Sud aient été la force décisive dans les transformations intervenues dans le monde, comme l'a montré l'histoire du XXe siècle. Cependant, les limites des révolutions russe et chinoise, d'une part, et l'essoufflement du projet de Bandoeng, d'autre part, ont permis la contre-offensive de l'impérialisme contre les avancées obtenues par le Sud, à partir de la fin des années 1970. Mais les réponses des peuples du Sud à cette contre-offensive ne se sont pas fait attendre, comme en témoigne le renforcement des résistances dans les pays du Sud, réussissant ainsi à créer les conditions d'un changement du rapport de forces. Au point que le Sud est en mesure de remettre en cause les monopoles de la Triade impérialiste dans plusieurs domaines, y compris dans celui des armes de destruction massive.

Dans *Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud*, Samir Amin soutient que la période actuelle est favorable à de nouvelles initiatives indépendantes du Sud, pour contribuer à la lutte contre le capitalisme et à mettre en échec les projets de la Triade impérialiste. Il fait un détour sur la première vague d'initiatives du Sud, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, initiatives illustrées surtout par le succès de la Conférence de Bandoeng en 1955.

Mais le conflit sino-soviétique et l'évaporation du potentiel de Bandoeng avaient favorisé la contre-offensive de l'impérialisme dans les pays du Sud. Toutefois, la crise du capitalisme a ouvert de nouvelles perspectives pour ces pays. L'Amérique latine, qui était absente à Bandoeng, semble avoir pris une longueur d'avance cette fois sur les autres régions du Sud. Les peuples du Sud doivent s'engager dans des constructions nationales autocentrées et déconnectées du système impérialiste. Ils ne pourront avancer dans cette voie qu'en se débarrassant des illusions du « rattrapage » au sein du système et en inscrivant leurs luttes dans une perspective socialiste.



12

La trajectoire du capitalisme historique : la vocation tricontinentale du marxisme

La trajectoire du capitalisme historique

L'histoire longue du capitalisme est constituée de trois phases successives distinctes : (i) une longue préparation – la transition du mode tributaire, forme générale d'organisation des sociétés de classes pré-modernes – qui occupe les huit siècles de l'an 1000 à 1800 ; (ii) une phase courte de maturité (le XIXe siècle) au cours de laquelle s'affirme la domination de « l'Occident » ; (iii) la phase du long « déclin » provoqué par « l'éveil du Sud » (pour reprendre le titre de mon ouvrage, *Le Temps des Cerises*, Paris 2007), dont les peuples et les Etats ont reconquis l'initiative majeure dans la transformation du monde, et dont la première vague s'est déployée au XXIe siècle. Ce combat contre l'ordre impérialiste, indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme, est par lui-même porteur potentiel d'un engagement sur la longue route de la transition, au-delà du capitalisme, vers le socialisme. Avec le XXIe siècle, s'amorce une seconde vague d'initiatives indépendantes des peuples et des Etats du Sud.

1. Les contradictions internes propres à toutes les sociétés avancées du monde pré-moderne - et non pas seulement celles qui sont particulières à l'Europe « féodale » - rendent compte des vagues successives d'invention graduelle des éléments constitutifs de la modernité capitaliste.

La vague la plus ancienne concerne la Chine où s'amorcent ces transformations dès l'époque Sung (XIe siècle) pour s'amplifier aux époques Ming et Qing, donnant à la Chine une avance marquée en termes d'inventivité technologique, de productivité du travail social et de richesse, qui ne sera pas dépassée par l'Europe avant le XIXe siècle. Cette vague « chinoise » sera suivie par une vague « moyen-orientale » qui se déploie dans le Califat arabo-persan et, par la suite (à partir des Croisades), dans les villes italiennes.

La dernière vague concernant cette longue transition du monde tributaire ancien au monde capitaliste moderne s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques, pour se déployer au cours des trois siècles du mercantilisme (1500-1800). Le capitalisme historique qui s'imposera progressivement à l'échelle mondiale est le produit de cette dernière vague. La forme « européenne » (« occidentale ») du capitalisme historique, construite par l'Europe atlantique et centrale, son rejeton étasunien, puis plus tardivement le Japon, est indissociable de quelques-uns de ses caractères propres, en particulier de son mode d'accumulation fondé sur la dépossession (d'abord de ses paysans, puis des peuples des périphéries intégrés dans son système global). Cette forme historique est donc indissociable du contraste centres/périphéries qu'elle construit, reproduit et approfondit sans fin.

2. Le capitalisme historique prend sa forme achevée à la fin du XVIII^e siècle, avec la révolution industrielle anglaise qui invente la nouvelle « machino-facture » (et avec elle le statut du nouveau prolétariat industriel) et la révolution française qui invente la politique moderne.

Le capitalisme mature se déploie dans un temps court, qui marque l'apogée de ce système – le XIX^e siècle. L'accumulation du capital s'impose alors dans sa forme définitive, et devient la loi fondamentale qui commande le devenir social.

Dès l'origine, cette forme d'accumulation est simultanément constructive (elle permet l'accélération prodigieuse et continue du progrès de la productivité du travail social), mais également destructive. Marx en fait l'observation précoce : l'accumulation détruit les deux fondements de la richesse – l'être humain (victime de l'aliénation marchande) et la nature.

Dans les analyses du capitalisme historique que j'ai proposées, j'ai placé un accent particulier sur le troisième aspect de cette dimension destructive de l'accumulation : la dépossession matérielle et culturelle des peuples dominés des périphéries, dont Marx a peut-être quelque peu négligé l'importance. Sans doute parce que dans le court moment où se situent les travaux de Marx l'Europe paraît se consacrer presque exclusivement aux exigences de l'accumulation interne. Marx relègue de ce fait la dépossession aux temps de « l'accumulation primitive », que, par contre, j'ai qualifiée de permanente.

Il reste que dans sa période courte de maturité, le capitalisme remplit des fonctions historiques progressistes indéniables : il crée les conditions qui rendent possible et nécessaire son dépassement socialiste/communiste, tant au plan matériel qu'à celui de la conscience politique et culturelle nouvelle qui l'accompagne. Le socialisme (mieux, le communisme) n'est pas un « mode de production » supérieur, parce que capable d'accélérer le développement des forces productives et d'y associer une répartition « équitable » des revenus. Il est tout autre chose : une étape supérieure de développement de la civilisation humaine. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste amorce son enracinement dans les nouvelles classes populaires et engage son combat pour le socialisme dès le

XIXe siècle européen (avec le Manifeste communiste, dès 1848). Ce n'est pas davantage un hasard si cette remise en question prend la forme de la première révolution socialiste de l'histoire : la Commune de Paris (1871).

3. Le capitalisme historique entre, à partir de la fin du XIXe siècle, dans le temps – long – de son déclin. J'entends par là que les dimensions destructives de l'accumulation l'emportent désormais, à un rythme croissant, sur sa dimension historique constructive progressiste.

Cette transformation qualitative du capitalisme prend corps avec la constitution des nouveaux monopoles de production (et non plus seulement de domination des échanges et de conquête coloniale comme aux temps du mercantilisme) à la fin du XIXe (Hobson, Hilferding, Lénine), en réponse à la première longue crise structurelle du capitalisme amorcée dès les années 1870 (peu de temps après la défaite de la Commune de Paris). L'émergence du capitalisme des monopoles démontre que le capitalisme a désormais « fait son temps », est devenu « obsolète ». L'heure de l'expropriation nécessaire et possible des expropriateurs a sonné. Ce déclin se traduit par une première vague de guerres et de révolutions qui ont fait l'histoire du XXe siècle.

Lénine n'avait donc pas tort de qualifier le capitalisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». Mais Lénine – optimiste – pensait que cette première longue crise serait la dernière, ayant mis à l'ordre du jour la révolution socialiste. L'histoire ultérieure a prouvé que le capitalisme a été capable de surmonter cette crise (au prix de deux guerres mondiales et en s'ajustant aux reculs que lui imposaient les révolutions socialistes russe et chinoise et la libération nationale de l'Asie et de l'Afrique). Mais au temps court du renouveau du déploiement du capitalisme des monopoles (de 1945 à 1975) a succédé une seconde longue crise structurelle du système, amorcée à partir des années 1970. Le capital a répondu à ce défi renouvelé par une nouvelle transformation qualitative qui a pris la forme de ce que j'ai qualifié de « capitalisme des monopoles généralisé ».

Un ensemble de questions majeures émerge de cette lecture du « long déclin » du capitalisme, qui concerne la nature de la « révolution » à l'ordre du jour. Le « long déclin » du capitalisme historique des monopoles peut-il devenir synonyme de la « longue transition » au socialisme/communisme ? A quelles conditions ?

4. De 1500 (amorce de la forme mercantiliste atlantique historique de la transition au capitalisme mature) à 1900 (amorce de la remise en question de la logique unilatérale de l'accumulation), les « Occidentaux » (Européens, puis Nord-Américains et plus tardivement Japonais) restent les maîtres du jeu. Ce sont eux qui façonnent, seuls, les structures du monde nouveau du capitalisme historique. Les peuples et les nations des périphéries conquises et dominées résistent certes à leur manière, mais ils sont toujours finalement défaits et contraints de s'ajuster aux exigences de leur statut de subordonnés.

La domination du monde euro-atlantique s'accompagne de son explosion démographique : les Européens qui constituaient 18 pour cent de la population de la planète en 1500 se retrouvent en représenter 36 pour cent en 1900, augmentés de leur descendance émigrée vers les Amériques et l'Australie. Sans cette émigration massive, le modèle d'accumulation du capitalisme historique, fondé sur la dissolution accélérée du monde paysan, eût été simplement impossible. C'est la raison pour laquelle ce modèle ne peut être reproduit dans les périphéries du système, qui ne disposent pas « d'Amériques » à conquérir. Le « rattrapage » dans le système étant impossible, l'option pour une voie de développement différente s'impose, sans alternative.

5. Le XXe siècle amorce un renversement des rôles : l'initiative passe aux peuples et aux nations des périphéries.

La Commune de Paris (1871) qui avait été la première révolution socialiste sera en même temps la dernière à se dérouler dans un pays du centre capitaliste. Le XXe siècle inaugure – avec « l'éveil des peuples des périphéries » – un chapitre nouveau de l'histoire : la révolution iranienne de 1907, celle du Mexique (1910-1920), de la Chine (1911), 1905 dans la Russie « semi-périphérique » qui annonce 1917, la Nahda arabo-musulmane, la constitution du Mouvement des Jeunes Turcs, la révolution égyptienne de 1919, la formation du Congrès indien en constituent les premières manifestations.

En réaction à la première longue crise du capitalisme historique (1875-1950), les peuples des périphéries amorcent leur libération à partir de 1914-1917, et se mobilisent sous les drapeaux du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba), ou sous ceux de la libération nationale associée à des degrés divers à des réformes sociales progressistes. Ils s'engagent dans la voie de l'industrialisation jusqu'alors interdite par la domination de l'impérialisme « classique » (ancien), contraignant celui-ci à « s'ajuster » à cette première vague d'initiatives indépendantes des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. De 1917 à l'essoufflement du « projet de Bandoeng » (1955-1980) et à l'effondrement du soviétisme (1990), ce sont ces initiatives qui occupent le devant de la scène. Je ne lis pas les deux longues crises du capitalisme vieillissant des monopoles dans les termes suggérés par la théorie des cycles longs de Kondratieff, mais comme deux étapes à la fois du déclin du capitalisme historique mondialisé et de la transition possible au socialisme. Je ne lis pas davantage la période 1914-1945 comme exclusivement « la guerre de trente ans pour la succession à l'hégémonie britannique », mais tout également comme la longue guerre conduite par les centres impérialistes contre le premier éveil des périphéries (l'Est et le Sud).

Cette première vague d'éveil des peuples des périphéries s'épuise pour des raisons multiples et combinées, tenant à la fois à ses propres limites et contradictions internes et au succès de l'impérialisme qui parvient à inventer de nouveaux modes de contrôle du système mondial (en renforçant ses moyens de contrôle de l'invention technologique, de l'accès aux ressources de la planète, de maîtrise du système financier mondialisé, des communications et de l'information, des armements de destruction massive).

Néanmoins, une seconde longue crise du capitalisme s'amorce dans les années 1970, un siècle exactement après la première. Les réponses du capital à cette crise sont analogues à celles qu'il avait données à la première : concentration renforcée (à l'origine de l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés), mondialisation (« libérale ») et financiarisation. Mais le moment du triomphe du nouvel impérialisme collectif de la triade (la seconde « belle époque » – 1990-2008 – faisant écho à la première – 1890-1914) est bref. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions est ouverte. Dans ce cadre, la seconde vague d'éveil des nations des périphéries, déjà amorcée, interdit désormais à l'impérialisme collectif de la triade d'envisager la possibilité de maintenir ses positions dominantes autrement que par le contrôle militaire de la planète. L'establishment de Washington, en désignant cet objectif stratégique comme prioritaire, fait preuve d'une conscience parfaite de l'enjeu des luttes et des conflits décisifs de notre époque, qui fait contraste avec la vision naïve des courants majoritaires de « l'altermondialisme » occidental.

Le capitalisme des monopoles généralisés, phase ultime du capitalisme ?

Lénine avait qualifié l'impérialisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». J'ai qualifié l'impérialisme de « phase permanente du capitalisme », en ce sens que le capitalisme historique mondialisé s'est constitué et n'a cessé de reproduire et d'approfondir la polarisation centres/périphéries. La première vague de constitution des monopoles à la fin du XIXe siècle a certainement marqué une transformation qualitative des structures fondamentales du mode de production capitaliste. Lénine en déduisait que la révolution socialiste était de ce fait à l'ordre du jour et Rosa Luxemburg que l'alternative se définissait désormais dans les termes de « socialisme ou barbarie ». Lénine a sans doute été un peu trop optimiste, n'ayant pas estimé à sa juste mesure les effets dévastateurs de la rente impérialiste et le transfert qui lui est associé de la révolution de l'Occident (les centres) à l'Orient (les périphéries).

La seconde vague de centralisation du capital, qui s'est déployée au cours du dernier tiers du siècle passé, a constitué une seconde transformation qualitative du système, que je qualifie de ce fait de « monopoles généralisés ». Désormais, les monopoles ne constituent plus seulement les hauteurs dominantes de l'économie moderne; ils sont parvenus à imposer leur contrôle direct sur tout le système productif. Les petites et moyennes entreprises (et même les grandes hors monopoles), comme les agriculteurs, sont véritablement dépossédés, réduits à des statuts de sous-traitants, soumis en amont et en aval au contrôle serré des monopoles.

A ce stade suprême de centralisation du capital, le lien qui associait le capital à son support organique vivant – la bourgeoisie – est brisé. Cette transformation est d'une portée immense : la bourgeoisie historique, constituée de familles ancrées dans le paysage local, cède la place à une oligarchie/ploutocratie anonyme qui contrôle les monopoles, en dépit de la dispersion des titres de propriété de leurs capitaux. L'éventail des opérations financières inventées au cours des dernières

décennies témoigne de cette forme suprême de l'aliénation : le spéculateur peut désormais vendre ce qu'il ne possède même pas, réduisant le principe de propriété à un statut dérisoire. La fonction du travail social productif disparaît. Déjà l'aliénation au carré attribuait à l'argent une vertu productive (« l'argent fait des petits »). Désormais l'aliénation est portée au carré de son carré : c'est le temps (« time is money ») qui, par sa seule vertu, « produit le profit ». La nouvelle classe bourgeoise qui répond aux exigences de la reproduction de ce système est réduite au statut de « serviteurs salariés » (eux-mêmes précarisés), quand bien même constitueraient-ils, en leur qualité de membres des segments supérieurs des classes moyennes, des privilégiés fort bien rémunérés pour leur « travail ».

Dans ces conditions ne doit-on pas conclure que le capitalisme a fait son temps ? Il n'y a pas d'autre réponse possible au défi : les monopoles doivent être nationalisés. Cette étatisation incontournable constitue le premier pas en direction d'une socialisation possible de leur gestion par les travailleurs et les citoyens. Elle seule permet d'avancer sur la longue route au socialisme. Simultanément elle seule permet de développer une nouvelle macroéconomie qui restaure un espace réel pour la gestion privée des petites et moyennes entreprises. A défaut, la logique de la domination du capital abstrait ne peut rien produire d'autre que le déclin de la démocratie et de la civilisation, à l'échelle mondiale, « l'apartheid généralisé ».

La vocation tricontinentale du marxisme

La lecture de la trajectoire du capitalisme historique que j'ai proposée et la mise en relief dans cette trajectoire de la polarisation mondiale (le contraste centre/périphérie) produite par la forme historique de l'accumulation du capital interpellent les visions de la « révolution socialiste » (et plus largement de la transition au socialisme) que les marxismes historiques ont développées, la « révolution » (ou la transition) à l'ordre du jour n'étant pas nécessairement celle sur la base de laquelle ces visions (et donc les stratégies de lutte pour le dépassement du capitalisme) ont été formulées.

Force est de reconnaître que ce que les luttes sociales et politiques majeures du XXe siècle ont tenté de remettre en question n'est pas tant le capitalisme en tant que tel que la dimension impérialiste permanente du capitalisme réellement existant. La question est alors de savoir si ce transfert du centre de gravité des luttes porte en lui, sinon nécessairement (et encore moins « automatiquement »), du moins potentiellement, la remise en question du capitalisme tout court.

1. La pensée de Marx associe la lucidité (« scientifique ») dans l'analyse de la réalité à l'action sociale et politique (la lutte des classes prise dans son sens le plus ample) qui se propose de « changer le monde ».

Sur l'essentiel – c'est-à-dire la découverte de la source réelle de la plus-value produite par l'exploitation du travail social par le capital – Marx est incontournable. Abandonner cet apport lucide et fondamental de Marx condamne à un double échec inévitable.

Cet abandon réduit l'analyse de la réalité à celle des seules apparences que peut saisir une pensée limitée par les effets de sa soumission aux exigences de l'aliénation marchande, engendrée elle-même par le système. Par là même, elle annihile l'efficacité des stratégies de lutte pour changer le monde, conçues dans ce cadre aliéné, dont les prétentions « scientifiques » éventuelles sont alors sans fondement.

Néanmoins, s'en tenir à l'analyse lucide formulée par Marx ne peut pas suffire. Non seulement parce que la « réalité » est elle-même en mouvement et qu'il y a toujours du « nouveau » qui doit être pris en considération dans le développement – à partir de Marx – de la critique du monde réel, mais plus fondamentalement encore parce que l'analyse que Marx nous a proposée dans *le Capital* est restée inachevée, comme on le sait. Marx se proposait dans un livre 6 de cette œuvre – qui n'a pas vu le jour – de traiter de la question de la mondialisation du capitalisme. Il fallait le faire à sa place ; ce que j'ai osé proposer par la formulation d'une « loi de la valeur mondialisée » qui restitue toute sa place au développement inégal (à la polarisation centres/périphéries) indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Dans cette formulation, la « rente impérialiste » est intégrée au procès d'ensemble de production et de circulation du capital et à la répartition de la plus-value. Cette rente est à l'origine du défi ; elle rend compte à la fois des raisons de l'effacement des luttes pour le socialisme dans les centres impérialistes et de la mise en relief de la dimension anti-impérialiste des luttes engagées dans les périphéries contre le système de la mondialisation capitaliste/impérialiste.

Je ne reviens pas ici sur ce qu'une exégèse des textes de Marx sur cette question pourrait suggérer. Marx, qui n'était pas moins qu'un géant, lucide et de la plus grande finesse qu'on puisse connaître, a certainement eu au moins l'intuition qu'il se heurtait là à une question sérieuse. Ses commentaires sur les effets désastreux de l'alignement de la classe ouvrière anglaise sur le chauvinisme associé à l'exploitation coloniale de l'Irlande en témoignent. Marx n'a donc pas été surpris que ce soit en France – moins développée que l'Angleterre au plan économique, mais en avance sur le plan de la conscience politique – que la première révolution socialiste se soit produite. Il espérait aussi, avec Engels, que le « retard » de l'Allemagne permettrait une forme inédite d'avancée, fusionnant les deux temps de la révolution bourgeoise et de la révolution socialiste.

Lénine est allé plus loin. Il a mis en relief la transformation qualitative que le passage au capitalisme des monopoles impliquait et en a tiré les conclusions qui s'imposaient : que le capitalisme avait cessé d'être une étape progressiste nécessaire dans l'histoire, qu'il était entré « en putréfaction » (terme de Lénine lui-même), c'est-à-dire qu'il était devenu « obsolète », « sénile » (mes termes), mettant à l'ordre du jour le passage au socialisme, à la fois désormais nécessaire et possible. Il a pensé et mis en œuvre dans ce cadre une révolution amorcée à partir de sa périphérie (la Russie, « maillon faible »). Puis, constatant l'échec de ses espoirs placés dans une révolution européenne prenant le relais, il a conçu le transfert de

la « révolution » vers l'Est, et a vu qu'ici une fusion des objectifs de la libération anti-impérialiste et de la lutte contre le capitalisme était devenue possible.

Mais il appartenait à Mao de formaliser plus tard d'une manière rigoureuse la nature complexe et contradictoire des objectifs de la transition au socialisme engagée dans ces conditions.

2. Le « marxisme » (ou plus exactement les marxismes historiques) s'est trouvé confronté à un défi nouveau, absent dans la conscience politique la plus lucide du XIXe siècle, mais désormais imposé dans les faits par le transfert de l'initiative de la transformation du monde aux peuples, nations et Etats de la périphérie.

La rente impérialiste ne bénéficie pas « seulement » aux monopoles du centre dominant (sous la forme de sur profits) ; car elle constitue tout également le fondement de la reproduction de la société dans son ensemble, en dépit de sa structure de classes évidente et l'exploitation de ses travailleurs. Ce que Perry Anderson a analysé avec lucidité – le « marxisme occidental » qu'il qualifie de « produit de la défaite » (l'abandon de la perspective socialiste) – trouve sa place ici. Ce « marxisme » était alors condamné, en renonçant à « changer le monde », à s'engager dans la voie de la réflexion « académique » sans portée politique. La dérive libérale de la social-démocratie et son ralliement double à l'idéologie étasunienne du « consensus » et à l'atlantisme au service de la domination impérialiste du monde en ont été la conséquence.

Un « autre monde » (phrase bien vague pour désigner un monde engagé sur la longue route conduisant au socialisme) n'est évidemment pensable que si l'on donne leur solution aux problèmes des peuples de la périphérie (80 % seulement de la population mondiale !). « Changer le monde », c'est donc d'abord changer les conditions de vie de cette majorité. Le marxisme, qui analyse la réalité du monde pour donner aux forces qui agissent pour son changement leur pleine efficacité, acquiert par la force des choses une vocation tricontinentale (Asie, Afrique, Amérique latine) décisive, voire dominante. Comment donc ce marxisme à vocation tricontinentale propose-t-il d'analyser la réalité et de formuler des stratégies d'action efficaces ?

3. Pour répondre à la question posée ici, il nous faut d'abord partir de l'analyser de la réalité.

La réflexion que je propose à cet effet est centrée sur la mise en relief de ce qui m'apparaît être la transformation du capitalisme impérialiste des monopoles (« sénile ») en capitalisme des monopoles généralisés (encore davantage sénile de ce fait), une transformation qualitative en réponse à la seconde longue crise du système, amorcée dans les années 1970 et qui n'a toujours pas trouvé de solution. J'ai tiré de cette analyse deux conclusions majeures : (i) la transformation du système impérialiste en impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) en réponse à l'industrialisation des périphéries, imposée par les victoires de la première vague de leur « éveil », et, avec elle, la mise en œuvre par le nouvel impérialisme de moyens nouveaux de contrôle du système mondial, fondés

sur le contrôle militaire de la Planète et de ses ressources, la surprotection de l'appropriation exclusive des technologies par les oligopoles, la main mise sur le système financier mondialisé ; (ii) la transformation des structures de classes du capitalisme contemporain qui lui est associée par l'émergence d'une oligarchie dominante exclusive.

Le « marxisme occidental » ignore la transformation décisive que l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés représente. Les intellectuels de la nouvelle gauche radicale occidentale refusent de prendre la mesure des effets décisifs de la concentration des oligopoles qui dominent désormais le système productif dans son ensemble comme ils dominent toute la vie politique, sociale, culturelle et idéologique. Éliminant de leur langage les termes de « socialisme » (et a fortiori de « communisme »), ils n'envisagent plus l'expropriation nécessaire des expropriateurs, mais seulement un impossible « autre capitalisme », dit à visage humain. La dérive des discours « post » (post-modernistes, post-marxistes et autres) en est le produit inévitable. Negri, par exemple, ne dit pas un mot qui concerne la transformation décisive que je place au cœur des questions de notre temps.

La nov. langue de ces véritables délires doit être entendue au sens littéral du terme, comme imaginaire, illusoire, détaché de toute réalité. En français, le *peuple* (et mieux, *les classes populaires*, comme en espagnol (*el pueblo, las clases populares*)) n'est pas synonyme de « tout le monde », mais fait référence aux classes dominées et exploitées, et, de ce fait, place l'accent simultanément sur leur diversité (celle des formes de leurs rapports au capital), permettant de la sorte de construire des stratégies concrètes efficaces qui peuvent en faire des sujets actifs du changement. Par contre, l'équivalent anglais apparent (*the people*) ne veut rien dire, étant synonyme des « gens » (tout le monde), en espagnol *la gente*. La nov. langue ignore les concepts (marqués par le marxisme) formulés en français (ou en espagnol) et leur substitue le terme vague dont la *multitude* chez Negri constitue un exemple. Donner à ce mot, qui n'ajoute rien mais retranche beaucoup, une puissance analytique prétendue, en invoquant son usage par Spinoza, à une époque et dans des conditions sans rapports avec les nôtres, relève du « délire philosophique ».

La pensée politique des nouvelles gauches radicales occidentales ignore tout autant le caractère impérialiste de la domination des monopoles généralisés, pour lui substituer le terme vide de contenu « *d'Empire* » (Negri). Cet occidentalocentrisme poussé à l'extrême écarte de la réflexion la prise en compte de la rente impérialiste sans laquelle on ne peut comprendre ni les mécanismes de la reproduction sociale, ni les défis que celle-ci constitue de ce fait.

4. Mao a développé en contrepoint une réflexion à la fois profondément révolutionnaire et « réaliste » (scientifique, lucide) portant sur les termes dans lesquels le défi doit être analysé et permettant d'en déduire des stratégies efficaces d'avancées successives sur la longue route de la transition au socialisme. Pour cela, il distingue et connecte les trois instances de la réalité : peuples, nations, Etats.

Le peuple (les classes populaires) « veut la révolution ». Entendre : il est possible de construire un bloc hégémonique associant les différentes classes dominées et

exploitées, alternatif à celui qui permet la reproduction du système de la domination du capitalisme impérialiste, exercée à travers le bloc hégémonique comprador et l'Etat dépendant à son service.

La mention des nations fait référence au fait que la domination impérialiste nie la dignité des « nations » (appelez-les comme vous voudrez) forgées par l'histoire des sociétés des périphéries. Elle en détruit systématiquement les composantes qui leur donnent leur originalité, au profit d'une « occidentalisation » de pacotille. La libération des peuples est alors indissociable de celle des nations qu'ils sont. Et c'est pourquoi le maoïsme a substitué à la devise courte « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » une phrase plus riche : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les « nations veulent leur libération », entendue dans un sens complémentaire au combat des peuples et non conflictuel avec celui-ci. La libération en question n'est donc pas la restauration du passé – l'illusion du passéisme culturaliste – mais l'invention de l'avenir à partir de la transformation radicale de l'héritage historique, en lieu et place de l'importation artificielle d'une fausse « modernité ». La culture héritée et soumise à l'épreuve de la transformation est ici à entendre comme la culture politique, en évitant soigneusement le terme vague de « culture » (« religions » et autres) qui ne veut rien dire, parce que celle-ci n'est pas un invariant historique.

La référence à l'Etat est fondée sur la reconnaissance nécessaire de l'autonomie du pouvoir dans ses relations avec le bloc hégémonique qui fonde sa légitimité, même si celui-ci est populaire et national. Cette autonomie ne peut être ignorée tant que l'Etat existera, c'est-à-dire au moins pour tout le temps de la longue transition au communisme. C'est après seulement qu'on pourra penser une « société sans Etat ». Pas avant. Non pas seulement parce que les avancées populaires et nationales doivent être protégées de l'agression permanente de l'impérialisme toujours dominant à l'échelle mondiale, mais aussi – et peut-être surtout – parce que « avancer dans la longue transition » exige à son tour « développer les forces productives », c'est-à-dire réaliser ce que l'impérialisme interdit aux pays concernés des périphéries : gommer l'héritage de la polarisation mondiale qui est indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Le programme n'est pas synonyme de « rattrapage » par imitation des modèles du capitalisme central ; un rattrapage au demeurant impossible et de surcroît non souhaitable. Il impose une conception différente de la « modernisation/industrialisation », fondée sur la participation effective des classes populaires à sa réalisation et à leur bénéfice immédiat à chaque étape de la progression. On refusera donc le raisonnement dominant qui voudrait qu'on attende indéfiniment que le développement des forces productives ait enfin créé les conditions d'un passage « nécessaire » au socialisme. Il est nécessaire de développer celles-ci dès le départ dans la perspective de la construction du socialisme. Le pouvoir d'Etat est évidemment au cœur des conflits entre ces exigences contradictoires du « développement » et du « socialisme ».

« Les Etats veulent l'indépendance ». Il faut l'entendre comme un objectif double : indépendance (forme extrême de l'autonomie) à l'égard des classes populaires, indépendance à l'égard des pressions du système mondial capitaliste. La « bourgeoisie » (plus largement la classe dirigeante aux postes de commande de l'Etat, dont les ambitions tirent toujours en direction d'une évolution bourgeoise) est simultanément nationale et compradore. Si les circonstances lui permettent d'élargir sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme dominant, elle choisit la voie de la « défense des intérêts nationaux ». Mais si elles ne le lui permettent pas, elle s'inscrit dans une soumission « compradore » aux exigences de celui-ci. La « nouvelle classe dirigeante » (ou « groupe dirigeant ») est encore sur ce plan en position ambiguë même lorsqu'elle est assise sur un bloc populaire, du fait de la tendance « bourgeoise » qui l'anime au moins partiellement.

L'articulation correcte de ces trois instances de la réalité conditionne le succès des avancées sur la longue route de la transition. Il s'agit de renforcer le caractère complémentaire possible des avancées du peuple, de la libération de la nation et des réalisations du pouvoir d'Etat. Si par contre on laisse se développer la contradiction entre l'instance populaire et l'Etat, les avancées en question risquent d'être mises en déroute.

La considération de l'une quelconque des instances sans souci de son articulation aux autres enferme dans l'impasse. Celle du « peuple » qui compterait seul – la thèse du « mouvement » capable de transformer le monde sans souci de prendre le pouvoir – est simplement naïve. Celle de la libération nationale « coûte que coûte », c'est-à-dire conçue comme indépendante du contenu social du bloc hégémonique, conduit à l'illusion culturaliste passéiste (l'islam, l'hindouisme ou le bouddhisme politique en sont des exemples), impuissante en fait. Celle du pouvoir conçu comme capable de « réaliser » pour le peuple, mais sans lui, conduit à la dérive autocratique et à la cristallisation d'une nouvelle bourgeoisie. La dérive du soviétisme – évoluant du « capitalisme sans capitalistes » (un capitalisme d'Etat) au « capitalisme avec capitalistes » - en constitue l'exemple le plus tragique.

Parce que ni les peuples, ni les nations, ni les Etats des périphéries ne sont à l'aise dans le système impérialiste, le « Sud » est la « zone des tempêtes », celle des soulèvements et des révoltes permanentes. Et depuis 1917, l'histoire a été principalement celle de ces révoltes et des initiatives indépendantes (au sens d'indépendantes des tendances qui dominent à l'échelle du système capitaliste impérialiste en place) des peuples, des nations et des Etats des périphéries. Ce sont ces initiatives – en dépit de leurs limites et contradictions – qui ont façonné les transformations les plus décisives du monde contemporain, bien davantage que les progrès des forces productives et que les ajustements sociaux relativement faciles qui les ont accompagnés dans les centres du système.

La seconde vague d'initiatives indépendantes des pays du Sud est amorcée. Des pays « émergents », et d'autres, comme leurs peuples, combattent les moyens par lesquels l'impérialisme collectif de la triade tente de perpétuer sa domination. Les interventions militaires de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN

sont mises en échec. Le système financier mondialisé s'effondre et à sa place des systèmes régionaux autonomes sont en voie de se constituer. Les monopoles technologiques des oligopoles sont battus en brèche. La récupération du contrôle des ressources naturelles est à l'ordre du jour. Les nations andines, victimes du colonialisme interne qui avait succédé à la colonisation étrangère, s'imposent sur la scène politique. Les organisations populaires et les partis de la gauche radicale en lutte ont parfois déjà mis en déroute les programmes libéraux (en Amérique latine) ou sont sur la voie qui y conduit. Ces initiatives, d'abord fondamentalement anti-impérialistes, portent en elles un potentiel qui leur permet de s'engager sur la longue route de la transition socialiste.

Le long déclin du capitalisme/impérialisme obsolète et la longue transition au socialisme constituent ainsi les deux pôles antagonistes du défi. Le déclin par lui-même ne produit pas d'avancées sur la route du socialisme ; tout au contraire la logique des réponses que le capital donne à ce défi s'inscrit sur la pente glissante de la barbarie – « l'apartheid à l'échelle mondiale », ai-je écrit. Néanmoins ce déclin crée simultanément des conditions favorables à un engagement sur la route de la longue transition socialiste.

Comment se sont enchevêtrés ces deux avenir possibles ? « L'autre monde » en construction est toujours ambivalent ; il porte en lui le pire et le meilleur, tous deux « possibles » (il n'y a pas de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même, ai-je écrit). Une première vague d'initiatives des peuples, des nations et des Etats de la périphérie s'est déployée au XXe siècle jusque vers 1980. L'analyse qu'on doit faire de ses composantes ne prend de sens qu'à la lumière de la réflexion sur les complémentarités et les conflits dans leur mode d'articulation des trois instances concernées. Une seconde vague d'initiatives est d'ores et déjà amorcée. Sera-t-elle plus efficace ? Permettra-t-elle d'aller plus loin que la précédente ?

Sortir de la crise du capitalisme ?

Les oligarchies au pouvoir dans le système du capitalisme contemporain s'emploient à rétablir le système tel qu'il était avant la crise financière de 2008. Elles ont besoin, à cette fin, de convaincre les peuples autour d'un « consensus » qui ne remet pas en question leur pouvoir suprême et sont disposées pour y parvenir à faire des concessions rhétoriques en ce qui concerne les défis écologiques (en particulier sur la question du climat), à repeindre en vert leur domination et même à laisser entendre qu'elles s'engagent dans des réformes sociales (la « lutte contre la pauvreté ») et politiques (la « bonne gouvernance »).

Entrer dans ce jeu et tenter de convaincre qu'un consensus – même défini en termes franchement meilleurs –, c'est se condamner à l'échec et – plus grave – entretenir des illusions fatales. Car la réponse au défi exige d'abord la transformation des rapports de force au bénéfice des travailleurs comme des rapports internationaux au bénéfice des peuples des périphéries. La liste est longue

des conférences globales organisées par les Nations Unies et d'autres qui n'ont rien donné, comme il fallait s'y attendre.

L'histoire illustre cette exigence. La réponse à la première longue crise du capitalisme vieillissant s'était déployée de 1914 à 1950 principalement à travers les conflits qui ont opposé les peuples des périphéries à la domination des puissances impérialistes et, à des degrés divers, dans les rapports sociaux internes au bénéfice des classes populaires. Ils avaient ainsi jeté les bases du déploiement des trois systèmes de l'après Seconde Guerre mondiale : les socialismes réellement existants de l'époque, les régimes nationaux et populaires de Bandoeng, le compromis social démocrate dans les pays du Nord, lui-même rendu exceptionnellement nécessaire par les avancées amorcées à partir des initiatives indépendantes des peuples des périphéries.

La seconde longue crise du capitalisme est entrée depuis 2008 dans une phase nouvelle de son déploiement. Les conflits internationaux violents dont l'amorce est déjà visible vont-ils remettre en question, à partir de leurs positions anti-impérialistes, la domination des monopoles généralisés ? Comment s'articuleront-ils avec les luttes sociales des victimes des politiques d'austérité poursuivies par les classes dominantes en réponse à la crise ? Autrement dit, à la stratégie de « sortie de la crise » poursuivie par les pouvoirs en place, les peuples substitueront-ils une stratégie de « sortie du capitalisme en crise » ?

Les idéologues au service du pouvoir s'essouffent dans des considérations futiles concernant « le monde après la crise » ; la CIA n'envisage rien d'autre qu'une restauration du système, octroyant aux « marchés émergents » une participation plus importante à la mondialisation libérale, au détriment de l'Europe plutôt qu'à celui des Etats-Unis. Ils n'envisagent jamais que la crise, appelée à s'amplifier et à s'approfondir, ne sera « surmontée », comme elle le sera, qu'à travers des conflits internationaux et sociaux violents, dont l'issue, inconnue, pourra produire le meilleur (des avancées en direction du socialisme) ou le pire (l'apartheid mondial).

La radicalisation politique des luttes sociales est la condition du dépassement de leur fragmentation et de leur stratégie exclusivement défensive (« sauvegarder l'acquis »). Elle seule rend possible l'identification d'objectifs s'engageant sur la longue route au socialisme. Elle seule permet de donner aux « mouvements » la capacité d'acquérir un pouvoir réel (le terme anglais d'*empowerment* donne la meilleure formulation de cet objectif).

L'*empowerment* des mouvements exige que soient créées les conditions macro-politiques et macroéconomiques fournissant le cadre qui rend viables leurs projets concrets. Comment contribuer à créer ces conditions ? On retrouve ici la question centrale du pouvoir d'Etat. Mais un pouvoir d'Etat rénové, authentiquement populaire et démocratique, sera-t-il capable, dans les conditions de la globalisation du monde contemporain, de mettre en place des politiques efficaces ? Une réponse négative à la question, trop vite donnée, appelle à s'engager dans la recherche préalable d'un consensus global minimal. Cette réponse et son corollaire sont

sans fondement. Des avancées aux niveaux nationaux, renforcées éventuellement par des constructions régionales adéquates, sont incontournables. Ces avancées doivent se donner l'objectif du démantèlement du système mondial (la « déconnexion ») préalable à sa reconstruction éventuelle, plus tard, sur d'autres bases, s'inscrivant dans la perspective du dépassement du capitalisme. Le principe est valable pour les pays du Sud, qui, au demeurant, ont initié des avancées dans cette direction en Asie et en Amérique du Sud, comme pour les pays du Nord. Mais ici l'exigence du démantèlement préalable de la construction européenne (et de celle de l'euro) n'est, hélas, pas encore envisagée, pas même par les gauches radicales.

L'indispensable internationalisme des travailleurs et des peuples

Les limites auxquelles les avancées de l'éveil du Sud du XXe siècle se sont heurtées et l'aggravation des contradictions qui en a été le produit, produisant l'essoufflement des expériences de cette première vague de libération, ont été largement renforcées par l'hostilité permanente à leur endroit des Etats du centre impérialiste. Force est de constater que cette hostilité, allant jusqu'à la guerre ouverte, a été en dernière analyse soutenue – ou tout au moins acceptée – par les « peuples du Nord ».

Le bénéfice de la rente impérialiste n'a certainement pas été étranger à ce rejet de l'internationalisme par ces peuples. Les minorités communistes qui ont adopté une autre attitude, parfois importantes, ont néanmoins échoué dans leurs tentatives de constituer autour d'elles des blocs alternatifs efficaces. Le passage massif des partis socialistes dans le camp « anti-communiste » a largement contribué au succès des pouvoirs capitalistes du camp impérialiste. Ces partis n'en ont pourtant pas été « récompensés » ; car au lendemain même de l'effondrement de la première vague des luttes du XXe siècle, le capital des monopoles se débarrassait de leur alliance. Ces partis n'ont pas tiré les leçons de leur défaite en se radicalisant, mais tout au contraire ont opté pour la capitulation pour glisser sur les positions « sociales – libérales » qu'on connaît. Preuve, s'il le fallait, du rôle décisif de la rente impérialiste dans la reproduction des sociétés du Nord. De sorte que cette seconde capitulation ne relève plus du drame, mais de la farce.

Les défaillances de l'internationalisme ont leur part de responsabilité dans les dérives autocratiques des expériences socialistes du siècle passé. L'explosion d'expressions démocratiques inventives au cours des révolutions russe et chinoise dément le jugement trop facile selon lequel les sociétés de ces pays n'étaient pas « mûres » pour la démocratie. L'hostilité des pays impérialistes, facilitée par le ralliement de leurs peuples, a largement contribué à rendre encore plus pénible la poursuite d'avancées socialistes démocratiques dans les conditions déjà difficiles créées par l'héritage du capitalisme périphérique.

La seconde vague de l'éveil des peuples, des nations et des États des périphéries du XXI^e siècle s'amorce donc dans des conditions qui ne sont guère meilleures, mais plutôt encore plus difficiles. Les idéologies étasuniennes du « consensus » (entendre soumission aux exigences du pouvoir du capitalisme des monopoles généralisés), l'adoption de régimes politiques « présidentiels » qui annihilent l'efficacité du potentiel contestataire de la démocratie, l'éloge inconsideré d'un individualisme faux et manipulé associé à celui de l'inégalité, le ralliement des pays subalternisés de l'OTAN mis en œuvre par l'establishment de Washington avancent au galop dans l'Union Européenne qui ne peut guère être, dans ces conditions, que ce qu'elle est : un bloc constitutif de la mondialisation impérialiste.

Dans ces conditions, la déroute de ce projet militaire devient la première priorité et la condition préalable au succès de la seconde vague de libérations engagées à partir des luttes des peuples, nations et États des trois continents. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les avancées en cours et à venir resteront vulnérables. Un *remake* du XX^e siècle n'est alors pas à exclure du possible, même si évidemment les conditions de notre époque sont passablement différentes de celles du siècle passé.

Ce scénario tragique n'est cependant pas le seul possible. L'offensive du capital contre les travailleurs se déploie désormais au cœur même du système. Preuve, s'il était nécessaire de le rappeler, que le capital, renforcé par ses victoires contre les peuples des périphéries est alors en mesure de s'attaquer frontalement aux positions des classes travailleuses dans les centres du système. Dans ces conditions, la radicalisation des luttes n'est plus impossible à imaginer. L'héritage des cultures politiques européennes, tout autre que celle des États-Unis, un héritage qui n'est pas toujours perdu, devrait faciliter la renaissance d'une conscience internationaliste à la hauteur des exigences de sa mondialisation. Toujours est-il qu'une évolution dans ce sens se heurte à l'obstacle que représente la rente impérialiste. Car celle-ci n'est pas seulement une source majeure de profits exceptionnels pour les monopoles; elle conditionne tout également la reproduction de la société dans son ensemble.

Et avec l'adhésion des peuples concernés au modèle de démocratie électorale en place, le poids des classes moyennes peut annihiler la portée potentielle de la radicalisation des luttes populaires. Dans ces conditions, il demeure fort probable que les avancées du Sud tricontinental continueront à occuper le devant de la scène, comme au siècle passé. Cependant, dès lors que ces avancées auront produit leurs effets et entamé sérieusement l'ampleur de la rente impérialiste, les peuples du Nord – en particulier de l'Europe – devraient être mieux à même de comprendre la faillite des stratégies de soumission aux exigences du capital des monopoles impérialistes généralisés. Les forces idéologiques et politiques de la gauche radicale doivent occuper leur place dans ce grand mouvement de libération solidaire des peuples et des travailleurs.

La bataille idéologique et culturelle pour cette renaissance – que je résume dans l'objectif stratégique de la construction d'une 5^e Internationale des travailleurs et des peuples – est décisive.

Le défi pour les peuples du Sud contemporain

Les conditions d'une réponse efficace aux défis : la démocratisation, la question agraire, la question écologique.

Je ne retiendrai dans ce qui suit que les trois domaines majeurs de la réponse au défi mentionnés dans le titre de cette section.

1. « Démocratie », ou démocratisation associée au progrès social ?

Le coup de génie des diplomaties de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union soviétique et la reconquête des pays de l'Europe de l'Est. Un choix qui remonte aux années 1970 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – sigle CSCE – puis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Jacques Andreani, dans son livre au titre évocateur (*Le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob 2005), explique comment les Soviétiques, qui attendaient de l'accord un désarmement de l'Otan et une détente authentique, ont tout simplement été dupés par leurs partenaires occidentaux.

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance Atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto-qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur.

Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les Soviétiques et leurs alliés, celui de la « coexistence pacifique » associée au « respect » des pratiques politiques des uns et des autres et au principe de « non-ingérence » dans leurs affaires intérieures.

Le discours de la coexistence avait connu ses moments forts. Qu'on se souvienne par exemple de l'écho de l'Appel de Stockholm qui, dans les années 1950, rappelait aux peuples la menace nucléaire réelle impliquée par les options de la diplomatie agressive des Etats-Unis, déployées depuis la Conférence de Potsdam (1945), renforcées par les bombardements atomiques du Japon au lendemain même de la Conférence.

Mais simultanément le choix de cette stratégie (coexistence et non-ingérence) convenait – ou pouvait convenir selon les moments – aux pouvoirs dominants en place à l'Ouest et à l'Est. Car ce discours faisait accepter comme allant de soi la réalité des qualifications respectives de « capitaliste » et de « socialiste » retenues

pour les pays de l'Ouest et de l'Est. Il évacuait toute discussion sérieuse concernant la nature précise de chacun des deux systèmes, c'est-à-dire d'examiner, d'une part, celle du capitalisme réellement existant de notre époque (le capitalisme des oligopoles) et, d'autre part, celle du « socialisme réellement existant ». En leur lieu et place, l'ONU (avec l'accord tacite des pouvoirs des deux mondes en question) substituait aux vocables de « capitalisme » et « socialisme » ceux de « économies de marché » et « économies centralement planifiées » (ou, pour être méchant, « économies administrées »).

Ces deux qualificatifs – faux l'un et l'autre (c'est-à-dire vrais en apparence superficielle seulement) – permettaient, selon les moments, de placer l'accent sur la « convergence des systèmes », convergence elle-même imposée par la technologie moderne (une thèse – fautive également – procédant d'une conception techniciste moniste de l'histoire), et de donner sa place à la coexistence afin de faciliter cette convergence « naturelle »; ou de placer au contraire l'accent sur l'opposition irréductible entre, d'une part, le modèle « démocratique » (associé à l'économie de marché) et, d'autre part, le modèle de « totalitarisme » (produit par l'économie « administrée »), dans les moments de guerre froide.

Le choix de centrer la bataille autour de la « démocratie » permettait de faire l'option d'une « irréductibilité » des systèmes et de n'offrir aux pays de l'Est que la perspective d'une capitulation, par un retour au capitalisme (le « marché ») qui devait alors produire – naturellement – les conditions d'une démocratisation. Que cela n'ait pas été le cas (pour la Russie post-soviétique) ou ne l'ait été que dans des formes caricaturales extrêmes (pour les ethnocraties d'ici et là dans l'Est européen) constitue une autre affaire.

On pourrait faire observer que le discours « démocratique » des pays de l'alliance atlantique est récent. Car à l'origine, l'OTAN s'est parfaitement accommodée de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque, les diplomates de la triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont connues.

Au départ, le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la « realpolitik » de leur préférence. Il a fallu Carter à la présidence des Etats-Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon « moral » sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterrand en France pour rompre avec la tradition gaulliste de refus de la « coupure » imposée en Europe par la stratégie de guerre froide prônée par les Etats-Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de la catastrophe garantie.

Le nouveau discours « démocratique » allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de « gauche » en Europe s'y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également celles plus radicales à l'origine, dont les partis communistes étaient les héritiers. Avec « l'euro-communisme », le consensus devient général.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l'égard de la Russie de Poutine, on tient le même discours.

L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires « l'économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Les chances d'avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l'origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement des limites de l'héritage de ce « socialisme réellement existant » (de surcroît déformé par le ralliement au moins partiel à l'ouverture économique libérale), à la « sortie du tunnel ».

Au demeurant, le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres, on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie saoudite, le Pakistan en donnent de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres.

Au mieux d'ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartite électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. La formule a déjà largement décrédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnicistes.

Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche radicale (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague). C'est-à-dire d'une critique qui associe et non dissocie démocratisation de la société (et pas seulement de sa pratique de gestion politique) et progrès social (dans une perspective socialiste). Dans cette critique, la lutte pour la démocratisation et la lutte pour le socialisme sont indissociables. Pas de socialisme sans démocratie, mais aussi pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

La démocratie, entendue comme un processus sans fin, s'oppose à la formule de la prétendue démocratie électorale représentative pluripartite, vidée de tout

contenu capable de lui donner le pouvoir de transformer la société. Cette démocratisation est multidimensionnelle. Elle intègre la question majeure des rapports hommes/femmes. Comme elle intègre toutes les libertés individuelles qu'elle entend développer et non restreindre. Mais elle impose de surcroît la promotion réelle de droits sociaux collectifs, dans la perspective de la socialisation de la gestion de l'économie, au-delà du capitalisme fondé sur le caractère sacré de la propriété privée.

2. La question agraire : l'accès au sol de tous les paysans

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne du Nord. On imaginera facilement alors qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne.

Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 pour cent l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fût-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole »), il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante, la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux, ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable souveraineté alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial, la régulation souhaitable passe probablement par des accords interrégionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

Une politique de développement à la hauteur des défis doit être fondée sur la garantie de l'accès au sol et aux moyens de l'exploiter au bénéfice de tous les paysans, dans la plus grande égalité possible. Le progrès nécessaire de la productivité de cette agriculture familiale ne peut être imaginé sans industrialisation qui la soutienne. Etant entendu que les modes de cette industrialisation incontournable ne sauraient reproduire l'essentiel des formes de ceux du capitalisme, qui accusent les inégalités sociales et détruisent les conditions écologiques d'une reproduction saine. Les programmes qui écartent cette exigence pour lui substituer l'aide extérieure, assaisonnée de discours creux (démocratie électorale, bonne gouvernance, réduction de la pauvreté), relèvent de la tradition colonialiste.

L'objectif réel de l'impérialisme est de gérer la marginalisation des peuples concernés. Du point de vue de l'impérialisme les ressources naturelles de certaines régions du Sud, celles de l'Afrique en particulier (pétrole, minerais, terres), sont importantes, pas les peuples (africains) qui constituent plutôt un obstacle au déploiement du pillage de ces ressources. D'une manière générale seules les minorités des peuples du Sud qui disposent d'un pouvoir d'achat (les « classes moyennes ») intéressent le marché mondial. Pour la majorité de ces peuples, le capitalisme n'a rien à offrir d'autre que la perspective de leur extermination.

3. « L'environnement », ou la perspective socialiste de la valeur d'usage ?

La question écologique et le développement prétendu durable

Là encore, le point de départ est la reconnaissance d'un problème vrai, celui de la destruction de l'environnement naturel et, en dernier ressort, la poursuite de la vie sur la Planète, produite par la logique de l'accumulation capitaliste.

Là encore, l'émergence de la question remonte aux années 1970, plus exactement à la Conférence de Stockholm de 1972. Mais longtemps minorée, marginalisée dans la panoplie des discours dominants et des pratiques de la gestion de

l'économie, cette question ne s'est imposée comme axe central nouveau de la stratégie dominante que relativement récemment.

Marx, en son temps, n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière, comme toujours, de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la manifestation d'une conscience lucide du problème (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue.

Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire, et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facilite sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture opère sur deux plans : d'une part, par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré », et, d'autre part, par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature.

En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro-carburants (*L'agroénergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital?*, Couleur Livre, Charleroi, 2009). Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes de pouvoirs dans la triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est, bien entendu, conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » – jargon d'usage – c'est-à-dire de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Tous les économistes conventionnels se rallient ouvertement à cette position, en proposant « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer ...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

Cette capture du discours écologiste rend de beaux services à l'impérialisme. Car elle permet de marginaliser, pour ne pas dire simplement d'évacuer, la question du développement. Comme on le sait, la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud étaient en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres, contraignant les puissances de la triade à négocier et à faire des concessions. La page de l'ère de Bandoeng tournée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture

des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point pour prolonger cet état de fait.

La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme – fin de l'histoire) n'est pas moins avancée. Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint, l'expression des exigences de la contre-culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme n'est pas là, devant nous. Elle est un futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme « la socialisation par la démocratie et non par le marché » ; « la dominance de la culture substituée à celle de l'économique et de la politique à son service ») ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, « séculaire », la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud ne pouvant être imaginée « rapide ». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.

NB

Dans cet article de synthèse, je n'ai pas repris l'argumentation plus fournie que le lecteur pourrait retrouver dans mes ouvrages récents :

1. *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* (Le Temps des Cerises, 2009 ; traduction en anglais et espagnol) ; en particulier voir nos développements concernant : les deux longues crises du capitalisme des monopoles, l'impérialisme collectif, les trois composantes du système de l'après-guerre, l'accumulation par dépossession.
2. *L'éveil du Sud, l'ère de Bandoeng* (Le Temps des Cerises, 2008). Analyse des parcours des expériences nationales populaires de l'époque.
3. *Du capitalisme à la civilisation* (Syllepse 2008, traduction en anglais et espagnol). Le capitalisme des monopoles généralisés, le projet européen, les mouvements sociaux.
4. *Pour un monde multipolaire* (Syllepse, 2005 ; traduction en anglais et espagnol). La Chine, le Sud, l'Europe.
5. *Le virus libéral* (Le Temps des Cerises, 2003 ; traduction en anglais et espagnol). L'idéologie du consensus.
6. *La mondialisation de la loi de la valeur* (publication en français et en anglais prévue pour 2010).

13

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire

Le principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort. Stuart Mill, qui l'avait compris, imaginait qu'un « état stationnaire » mettrait un terme à ce processus irrationnel. Keynes partageait cet optimisme de la Raison. Mais ni l'un ni l'autre n'était équipé pour comprendre comment le dépassement nécessaire du capitalisme pourrait s'imposer. Marx, en donnant toute sa place à la nouvelle lutte des classes, pouvait par contre imaginer le renversement du pouvoir de la classe capitaliste, concentré aujourd'hui dans les mains de l'oligarchie.

L'accumulation, synonyme également de paupérisation, dessine le cadre objectif des luttes contre le capitalisme. Mais celle-ci s'exprime principalement par le contraste grandissant entre l'opulence des sociétés du centre, bénéficiaires de la rente impérialiste, et la misère de celles des périphéries dominées. Ce conflit devient de ce fait l'axe central de l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Le capitalisme historique « réellement existant » est associé à des formes successives d'accumulation par dépossession, non pas seulement à l'origine (« l'accumulation primitive »), mais à toutes les étapes de son déploiement. Une fois constitué, ce capitalisme « atlantique » est parti à la conquête du monde et l'a refaçonné sur la base de la permanence de la dépossession des régions conquises, devenant de ce fait les périphéries dominées du système.

Cette mondialisation « victorieuse » a prouvé être incapable de s'imposer d'une manière durable. Un demi-siècle à peine après son triomphe, qui pouvait déjà paraître inaugurer la « fin de l'histoire », elle était déjà remise en cause par la révolution de la semi-périphérie russe et les luttes (victorieuses) de libération de

l'Asie et de l'Afrique qui ont fait l'histoire du XXe siècle – la première vague de luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains. Dans les Centres, la rente de monopole dont bénéficient les ploutocraties oligopolistiques est synonyme de dépossession de l'ensemble de la base productive de la société. Dans les périphéries, cette dépossession paupérisante se manifeste par l'expropriation des paysanneries et par le pillage des ressources naturelles des régions concernées. L'une et l'autre de ces pratiques constituent les piliers essentiels des stratégies d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles.

Dans cet esprit, je place la « nouvelle question agraire » au cœur du défi pour le XXIe siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette « loi ») associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agro-carburants. J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'Humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui de socialisme.

Le pillage des ressources naturelles du Sud qu'exige la poursuite du modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés et constitue, de ce fait, l'autre face de la paupérisation à l'échelle mondiale. Dans cet esprit, la « crise de l'énergie » n'est pas le produit de la raréfaction de certaines des ressources nécessaires à sa production (le pétrole bien entendu), ni davantage le produit des effets destructeurs des formes énergétivores de production et de consommation en vigueur.

Cette description – correcte – ne va pas au-delà des évidences banales et immédiates. Cette crise est le produit de la volonté des oligopoles de l'impérialisme collectif de s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas, de manière à s'approprier la rente impérialiste, quand bien même l'utilisation de ces ressources demeurerait ce qu'elle est (gaspilleuse, énergétivore) ou serait soumise à des politiques « écologistes » correctives nouvelles. J'en déduis également que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

La crise actuelle n'est donc ni une crise financière, ni la somme de crises systémiques multiples, mais la crise du capitalisme impérialiste des oligopoles, dont le pouvoir exclusif et suprême risque d'être remis en question, cette fois encore, à la fois par les luttes de l'ensemble des classes populaires et par celles

des peuples et nations des périphéries dominées, fussent-elles en apparence « émergentes ». Elle est simultanément une crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud sont indissociables.

Le vrai défi est donc le suivant : ces luttes parviendront-elles à converger pour ouvrir la voie – ou des voies – sur la longue route à la transition au socialisme mondial ? Ou demeureront-elles séparées les unes des autres, voire entreront-elles en conflit les unes contre les autres, et, de ce fait, inefficaces, laissant l'initiative au capital des oligopoles ?

D'une longue crise à l'autre

L'effondrement financier de septembre 2008 a probablement surpris les économistes conventionnels de la « mondialisation heureuse » et désarçonné quelques-uns des fabricants du discours libéral, triomphant depuis « la chute du Mur de Berlin », comme on a coutume de le dire. Si, par contre, l'événement ne nous a pas surpris – nous l'attendions (sans bien sûr avoir prédit sa date, comme Madame Soleil) –, c'est tout simplement parce que pour nous il s'inscrivait naturellement dans le développement de la longue crise du capitalisme vieillissant, amorcée dans les années 1970.

Il est bon de revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XXe siècle, tant le parallèle entre les étapes du développement de ces deux crises est saisissant.

Le capitalisme industriel triomphant du XIXe siècle entre en crise à partir de 1873. Les taux de profits s'effondrent, pour les raisons mises en évidence par Marx. Le capital réagit par un double mouvement de concentration et d'expansion mondialisée. Les nouveaux monopoles confisquent à leur profit une rente prélevée sur la masse de la plus-value générée par l'exploitation du travail. Ils accélèrent la conquête coloniale de la planète. Ces transformations structurelles permettent un nouvel envol des profits. Elles ouvrent la « belle époque » – de 1890 à 1914 – qui est celle d'une domination mondialisée du capital des monopoles financiarisés. Les discours dominants de l'époque font l'éloge de la colonisation (la « mission civilisatrice »), qualifient la mondialisation de synonyme de paix, et la social-démocratie ouvrière européenne se rallie à ce discours.

Pourtant la « belle époque », annoncée comme la « fin de l'histoire » par les idéologues en vue de l'époque, se termine par la guerre mondiale, comme seul Lénine l'avait vu. Et la période qui suit pour se poursuivre jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale sera celle de « guerres et révolutions ». En 1920, la révolution russe (le « maillon faible » du système) ayant été isolée, après la défaite des espoirs de révolution en Europe centrale, le capital des monopoles financiarisés restaure contre vents et marées le système de la « belle époque ». Une restauration, dénoncée par Keynes à l'époque, qui est à l'origine de

l'effondrement financier de 1929 et de la dépression qu'elle va entraîner jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le « long XXe siècle » – 1873/1990 – est donc à la fois celui du déploiement de la première crise systémique profonde du capitalisme vieillissant (au point que Lénine pense que ce capitalisme des monopoles constitue la « phase suprême du capitalisme »), et celui d'une première vague triomphante de révolutions anti-capitalistes (Russie, Chine) et de mouvements anti-impérialistes des peuples d'Asie et d'Afrique.

La seconde crise systémique du capitalisme s'ouvre en 1971, avec l'abandon de la convertibilité or du dollar, presque exactement un siècle après le début de la première. Les taux de profit, d'investissement, et de croissance s'effondrent (ils ne retrouveront jamais depuis les niveaux qui avaient été les leurs de 1945 à 1975). Le capital répond au défi, comme dans la crise précédente, par un double mouvement de concentration et de mondialisation. Il met ainsi en place des structures qui définiront la seconde « belle époque » (1990/2008) de mondialisation financiarisée permettant aux groupes oligopolistiques de prélever leur rente de monopole. Mêmes discours d'accompagnement: le « marché » garantit la prospérité, la démocratie et la paix ; c'est la « fin de l'histoire ».

Mêmes ralliements des socialistes européens au nouveau libéralisme. Et pourtant, cette nouvelle « belle époque » s'est accompagnée dès le début par la guerre, celle du Nord contre le Sud, amorcée dès 1990. Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de « guerres et révolutions ». D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier.

L'analogie entre les développements de ces deux crises systémiques longues du capitalisme vieillissant est frappante. Il y a néanmoins des différences dont la portée politique est importante.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

Derrière la crise financière, la crise systémique du capitalisme des oligopoles

Le capitalisme contemporain est d'abord et avant tout un capitalisme d'oligopoles au sens plein du terme (ce qu'il n'était qu'en partie jusqu'ici). J'entends par là que les oligopoles commandent seuls la reproduction du système productif dans son ensemble. Ils sont « financiarisés » dans le sens qu'eux seuls ont accès au marché des capitaux. Cette financiarisation donne au marché monétaire et financier – leur marché, celui sur lequel ils se concurrencent entre eux – le statut de marché dominant, qui façonne et commande à son tour les marchés du travail et d'échange de produits.

Cette financiarisation mondialisée s'exprime par une transformation de la classe bourgeoise dirigeante, devenue ploutocratie rentière. Les oligarques ne

sont pas russes seulement, comme on le dit trop souvent, mais bien davantage états-unisiens, européens et japonais. Le déclin de la démocratie est le produit inévitable de cette concentration du pouvoir au bénéfice exclusif des oligopoles.

La forme nouvelle de la mondialisation capitaliste, qui correspond à cette transformation, par opposition à celle qui caractérisait la première « belle époque », est également importante à préciser. Je l'ai exprimé dans une phrase: le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel (celui des puissances impérialistes en conflit permanent entre elles) à l'impérialisme collectif de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon).

Les monopoles qui émergent en réponse à la première crise du taux de profit se sont constitués sur des bases qui ont renforcé la violence de la concurrence entre les puissances impérialistes majeures de l'époque, et conduit au grand conflit armé amorcé en 1914 et poursuivi à travers la paix de Versailles puis la Seconde Guerre jusqu'en 1945. Ce que Giovanni Arrighi, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein et moi-même avons qualifié dès les années 1970 de « Guerre de Trente Ans », terme repris depuis par d'autres.

Par contre, la seconde vague de concentration oligopolistique, amorcée dans les années 1970, s'est constituée sur de toutes autres bases, dans le cadre d'un système que j'ai qualifié « d'impérialisme collectif » de la Triade (Etats-Unis, Europe et Japon). Dans cette nouvelle mondialisation impérialiste, la domination des centres ne s'exerce plus par le monopole de la production industrielle (comme c'était le cas jusqu'ici), mais par d'autres moyens (le contrôle des technologies, des marchés financiers, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, de l'information et des communications, des armements de destruction massive). Ce système que j'ai qualifié « d'apartheid à l'échelle mondiale » implique la guerre permanente contre les Etats et les peuples des périphéries récalcitrantes, guerre amorcée dès 1990 par le déploiement du contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis et leurs alliés subalternes de l'OTAN.

La financiarisation de ce système est indissociable, dans mon analyse, de son caractère oligopolistique affirmé. Il s'agit là d'une relation organique fondamentale. Ce point de vue n'est pas celui qui domine, non seulement dans la littérature volumineuse des économistes conventionnels, mais encore dans la plupart des écrits critiques concernant la crise en cours.

C'est ce système dans son ensemble qui est désormais en difficulté.

Les faits sont déjà là: l'effondrement financier est déjà en passe de produire non pas une « récession », mais une véritable dépression profonde. Mais au-delà, d'autres dimensions de la crise du système ont émergé à la conscience publique avant même l'effondrement financier. On en connaît les grands titres – crise énergétique, crise alimentaire, crise écologique, changements climatiques – et de nombreuses analyses de ces aspects des défis contemporains sont produites quotidiennement, dont quelques-unes de la plus grande qualité.

Je reste néanmoins critique à l'endroit de ce mode de traitement de la crise systémique du capitalisme, qui isole trop les différentes dimensions du défi. Je redéfinis donc les « crises » diverses comme les facettes du même défi, celui du système de la mondialisation capitaliste contemporaine (libérale ou pas) fondé sur la ponction que la rente impérialiste opère à l'échelle mondiale, au profit de la ploutocratie des oligopoles de l'impérialisme collectif de la Triade.

La vraie bataille se livre sur ce terrain décisif entre les oligopoles qui cherchent à produire et reproduire les conditions qui leur permettent de s'approprier la rente impérialiste et toutes leurs victimes – travailleurs de tous les pays du Nord et du Sud, peuples des périphéries dominées condamnées à renoncer à toute perspective de développement digne de ce nom.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

La formule avait été proposée par André Gunder Frank et moi-même en 1974.

L'analyse que nous proposons de la nouvelle grande crise que nous estimions amorcée nous avait conduits à la conclusion majeure que le capital répondrait au défi par une nouvelle vague de concentration sur la base de laquelle il procéderait à des délocalisations massives, ce que les évolutions ultérieures ont largement confirmé. Le titre de notre intervention à un colloque organisé par *Il Manifesto* à Rome à cette date (« *N'attendons pas 1984* », par référence à l'ouvrage de George Orwell sorti des oubliettes à cette occasion), invitait la gauche radicale de l'époque à renoncer à venir au secours du capital par la recherche de « sorties de la crise », pour s'engager dans des stratégies de « sortie du capitalisme en crise ».

J'ai poursuivi cette ligne d'analyse avec une obstination que je ne regrette pas. Je proposais donc une conceptualisation des formes nouvelles de domination des centres impérialistes fondée sur l'affirmation de modes nouveaux de contrôle se substituant au monopole ancien de l'exclusive industrielle, ce que la montée des pays qualifiés depuis « d'émergents » a confirmé. Je qualifiais la nouvelle mondialisation en construction « d'apartheid à l'échelle mondiale », appelant la gestion militarisée de la planète, perpétuant dans des conditions nouvelles la polarisation indissociable de l'expansion du « capitalisme réellement existant ».

La seconde vague d'émancipation des peuples : un « remake » du XXe siècle ou mieux ?

Il n'y a pas d'alternative à la perspective socialiste.

Le monde contemporain est gouverné par des oligarchies. Oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui dominent non seulement la vie économique, mais tout autant la politique et la vie quotidienne. Oligarchies russes à leur image que l'Etat russe tente de contrôler. Statocratie en Chine. Autocraties (parfois cachées derrière quelques apparences d'une démocratie électorale « de basse intensité ») inscrites dans ce système mondial ailleurs dans le reste de la planète.

La gestion de la mondialisation contemporaine par ces oligarchies est en crise.

Les oligarchies du Nord comptent bien rester au pouvoir, le temps de la crise passé. Elles ne se sentent pas menacées. Par contre la fragilité des pouvoirs des autocraties du Sud est, elle, bien visible. La mondialisation en place est, de ce fait, fragile. Sera-t-elle remise en question par la révolte du Sud, comme ce fut le cas au siècle passé ? Probable. Mais triste. Car l'Humanité se s'engagera sur la voie du socialisme, seule alternative humaine au chaos, que lorsque les pouvoirs des oligarchies, de leurs alliés et de leurs serviteurs seront mis en déroute à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Vive l'internationalisme des peuples face au cosmopolitisme des oligarchies.

La remise en selle du capitalisme des oligopoles financiarisés et mondialisés est-elle possible ?

Le capitalisme est « libéral » par nature, si l'on entend par « libéralisme » non pas ce joli qualificatif que le terme inspire, mais l'exercice plein et entier de la domination du capital non pas seulement sur le travail et l'économie, mais sur tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas « d'économie de marché » (expression vulgaire pour dire capitalisme) sans « société de marché ». Le capital poursuit obstinément cet objectif unique. L'Argent. L'accumulation pour elle-même. Marx, mais après lui d'autres penseurs critiques comme Keynes l'ont parfaitement compris. Pas nos économistes conventionnels, ceux de gauche inclus.

Ce modèle de domination exclusive et totale du capital avait été imposé avec obstination par les classes dirigeantes tout au long de la longue crise précédente jusqu'en 1945. Seule la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, de 1945 à 1980, la substitution à ce modèle permanent de l'idéal capitaliste, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social-démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes populaires au Sud. L'essoufflement, puis l'effondrement de ces trois modèles a, par la suite, rendu possible un retour à la domination exclusive du capital, qualifiée de néolibérale.

J'ai associé ce nouveau « libéralisme » à un ensemble de caractères nouveaux de ce qui m'est apparu mériter la qualification de « capitalisme sénile ». Le livre qui porte ce titre, publié en 2001, comptait probablement parmi les rares écrits à l'époque qui, loin de voir dans le néolibéralisme mondialisé et financiarisé la « fin de l'histoire », analysait ce système du capitalisme vieillissant comme instable, condamné à un effondrement, précisément à partir de sa dimension financiarisée (son « talon d'Achille », ai-je écrit).

Les économistes conventionnels sont demeurés obstinément sourds à toute remise en cause de leur dogme. Au point d'avoir été incapables de prévoir l'effondrement financier de 2008. Ceux que les médias dominants ont présentés comme « critiques » méritent peu cette qualification. Stiglitz reste convaincu que le système tel qu'il était – le libéralisme mondialisé et financiarisé – peut être remis en selle, moyennant quelques corrections. Amartya Sen prêche la morale sans oser penser le capitalisme réellement existant tel qu'il est nécessairement.

Les désastres sociaux que le déploiement du libéralisme – « l'utopie permanente du capital », ai-je écrit – n'allait pas manquer de provoquer ont inspiré bien des nostalgies du passé récent ou lointain. Mais ces nostalgies ne permettent pas de répondre au défi. Car elles sont le produit d'un appauvrissement de la pensée critique théorique qui s'était progressivement interdit de comprendre les contradictions internes et les limites des systèmes de l'après Seconde Guerre mondiale, dont les érosions, les dérives et les effondrements sont apparus comme des cataclysmes imprévus.

Néanmoins, dans le vide créé par ces reculs de la pensée théorique critique, une prise de conscience de dimensions nouvelles de la crise systémique de civilisation a trouvé le moyen de se frayer la voie. Je fais référence ici aux écologistes. Mais les Verts, qui ont prétendu se distinguer radicalement et tout également des Bleus (les conservateurs et les libéraux) et des Rouges (les Socialistes), se sont enfermés dans l'impasse, faute d'intégrer la dimension écologique du défi dans une critique radicale du capitalisme.

Tout était en place donc pour assurer le triomphe – passer en fait, mais qui s'est vécu comme « définitif » – de l'alternative dite de la « démocratie libérale ». Une pensée misérable – une véritable non-pensée – qui ignore ce que pourtant Marx avait dit de décisif concernant cette démocratie bourgeoise qui ignore que ceux qui décident ne sont pas ceux qui sont concernés par ces décisions. Ceux qui décident jouissent de la liberté renforcée par le contrôle de la propriété, sont aujourd'hui les ploutocrates du capitalisme des oligopoles et les Etats qui sont leurs débiteurs. Par la force des choses, les travailleurs et les peuples concernés ne sont guère que leurs victimes. Mais de telles billevesées pouvaient paraître crédibles, un court moment, du fait des dérives des systèmes de l'après-guerre, dont la misère des dogmatiques ne parvenait plus à comprendre les origines. La démocratie libérale pouvait alors paraître le « meilleur des systèmes possible ».

Aujourd'hui, les pouvoirs en place, qui eux n'avaient rien prévu, s'emploient à restaurer ce même système. Leur succès éventuel, comme celui des conservateurs des années 1920, que Keynes dénonçait sans trouver d'écho à l'époque, ne pourra qu'aggraver l'ampleur des contradictions qui sont à l'origine de l'effondrement financier de 2008.

Non moins grave est le fait que les économistes « de gauche » ont rallié depuis longtemps l'essentiel des thèses de l'économie vulgaire et accepté l'idée – erronée – de la rationalité des marchés. Ceux-là ont concentré leurs efforts sur la définition des conditions de cette rationalité, abandonnant Marx – qui, lui, découvre l'irrationalité des marchés du point de vue de l'émancipation des travailleurs et des peuples – jugé « obsolète ». Dans leur perspective, le capitalisme est flexible, s'ajuste aux exigences du progrès (technologique et même social) si on l'y contraint. Ces économistes de « gauche » n'étaient pas préparés à comprendre que la crise qui a éclaté était inévitable. Ils sont encore moins préparés pour faire face aux défis auxquels les peuples sont confrontés de ce fait. Comme les autres économistes vulgaires, ils chercheront à réparer les dégâts, sans comprendre qu'il est

nécessaire, pour le faire avec succès, de s'engager sur une autre route – celle du dépassement des logiques fondamentales du capitalisme. Au lieu de chercher à sortir du capitalisme en crise, ils pensent pouvoir sortir de la crise du capitalisme.

Crise de l'hégémonie des Etats-Unis

La récente réunion du G20 (Londres, avril 2009) n'amorce en rien une « reconstruction du monde ». Et ce n'est peut-être pas un hasard si elle a été suivie dans la foulée par celle de l'OTAN, le bras armé de l'impérialisme contemporain, et par le renforcement de son engagement militaire en Afghanistan. La guerre permanente du « Nord » contre le « Sud » doit continuer.

On savait déjà que les gouvernements de la Triade – Etats-Unis, Europe et Japon – poursuivent l'objectif exclusif d'une restauration du système tel qu'il était avant septembre 2008, et il ne faut pas prendre au sérieux les interventions à Londres du président Obama et de Gordon Brown, d'une part, celles de Sarkozy et d'Angela Merkel, d'autre part, destinées à amuser la galerie. Les « différences » prétendues, accusées par les médias, sans consistance réelle, répondent aux seuls besoins des dirigeants concernés de se faire valoir auprès de leurs opinions naïves. « Refonder le capitalisme », « moraliser les opérations financières » : beaucoup de grand mots pour éviter d'aborder les vraies questions. C'est pourquoi la restauration du système, qui n'est pas impossible, ne résoudra aucun problème, mais en aggravera plutôt la gravité.

La « Commission Stiglitz », convoquée par les Nations Unies, s'inscrit dans cette stratégie de construction d'un trompe-l'œil. Évidemment, on ne saurait attendre autre chose des oligarques qui contrôlent les pouvoirs réels et de leurs débiteurs politiques. Le point de vue que j'ai développé, qui place l'accent sur les rapports entre la domination des oligopoles et la financiarisation nécessaire de sa gestion de l'économie mondiale – indissociables l'une de l'autre –, est bien conforté par les résultats du G20.

Plus intéressant est le fait que les leaders des « pays émergents » invités ont gardé le silence. Une seule phrase intelligente a été prononcée au cours de cette journée de grand cirque, par le président chinois Hu Jintao, qui a fait observer, « en passant », sans insister et avec le sourire (narquois ?), qu'il faudra bien finir par envisager la mise en place d'un système financier mondial qui ne soit pas fondé sur le dollar. Quelques rares commentateurs ont immédiatement fait le rapprochement – correct – avec les propositions de Keynes en 1945.

Cette « remarque » nous rappelle à la réalité : que la crise du système du capitalisme des oligopoles est indissociable de celle de l'hégémonie des Etats-Unis, à bout de souffle. Mais qui prendra la relève ? Certainement pas « l'Europe » qui n'existe pas en dehors de l'atlantisme et ne nourrit aucune ambition d'indépendance, comme l'assemblée de l'OTAN l'a démontré une fois de plus. La Chine ? Cette « menace », que les médias invoquent à satiété (un nouveau « péril jaune ») sans doute pour légitimer l'alignement atlantiste, est sans fondement. Les dirigeants chinois savent que leur pays n'en a pas les moyens, et ils

n'en ont pas la volonté. La stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie, ce que ni les Etats-Unis, ni l'Europe ne pensent acceptable.

Les chances donc d'un développement possible allant dans ce sens reposent encore intégralement sur les pays du Sud. Et ce n'est pas un hasard si la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) est la seule institution de la famille des Nations Unies qui ait pris des initiatives fort différentes de celles de la Commission Stiglitz. Ce n'est pas un hasard si son Directeur, le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi, considéré jusqu'à ce jour comme un parfait libéral, ose proposer dans le rapport de l'organisation, intitulé « *The Global Economic Crisis* », daté de mars 2009, des avancées réalistes s'inscrivant dans la perspective d'un second moment de « l'éveil du Sud ».

La Chine, de son côté, a amorcé la construction – progressive et maîtrisée – de systèmes financiers régionaux alternatifs débarrassés du dollar. Des initiatives qui complètent, au plan économique, la promotion des alliances politiques du « groupe de Shanghai », l'obstacle majeur au bellicisme de l'OTAN.

L'assemblée de l'OTAN, réunie dans la même foulée en avril 2009, a entériné la décision de Washington, non pas d'amorcer son désengagement militaire, mais au contraire d'en accentuer l'ampleur, toujours sous le prétexte fallacieux de la lutte contre le « terrorisme ». Le président Obama emploie donc tout son talent pour tenter de sauver le programme de Clinton, puis de Bush du contrôle militaire de la planète, seul moyen de prolonger les jours de l'hégémonie américaine menacée. Obama a marqué des points et obtenu la capitulation sans condition de la France de Sarkozy – la fin du gaullisme – qui a réintégré le commandement militaire de l'OTAN, ce qui demeurerait difficile tant que Washington parlait par la voix de Bush, dépourvue d'intelligence mais pas d'arrogance. De surcroît, Obama s'est posé, comme Bush, en donneur de leçons, peu soucieux de respecter « l'indépendance » de l'Europe, invitée à accepter l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne !

Vers une seconde vague de luttes victorieuses pour l'émancipation des travailleurs et des peuples

De nouvelles avancées dans les luttes d'émancipation des peuples sont-elles possibles ?

La gestion politique de la domination mondiale du capital des oligopoles est nécessairement d'une violence extrême. Car, pour conserver leurs positions de sociétés opulentes, les pays de la triade impérialiste sont désormais contraints de réserver à leur bénéfice exclusif l'accès aux ressources naturelles de la planète. Cette exigence nouvelle est à l'origine de la militarisation de la mondialisation, que j'ai qualifiée « d'empire du chaos » (titre d'un de mes ouvrages paru en 2001), expression reprise par d'autres depuis.

Dans le sillage du déploiement du projet de Washington de contrôle militaire de la planète, de conduite à cet effet de « guerres préventives » sous le prétexte

de lutte « contre le terrorisme », l'OTAN s'est auto-qualifiée de « représentante de la communauté internationale », et par là même a marginalisé l'ONU, seule institution qualifiée pour parler en ce nom.

Bien entendu ces objectifs réels ne peuvent être avoués. Pour les masquer, les puissances concernées ont donc choisi d'instrumentaliser le discours de la démocratie et se sont octroyé un « droit d'intervention » pour imposer le « respect des droits humains » !

Parallèlement le pouvoir absolu des nouvelles ploutocraties oligarchiques a vidé de son contenu la pratique de la démocratie bourgeoise. Alors que la gestion des temps anciens exigeait la négociation politique entre les différentes composantes sociales du bloc hégémonique nécessaire à la reproduction du pouvoir du capital, la nouvelle gestion politique de la société du capitalisme des oligopoles, mise en œuvre par les moyens d'une dépolitisation systématique, fonde une culture politique nouvelle « du consensus » (sur le modèle de celle des Etats-Unis), qui substitue le consommateur et le spectateur politique au citoyen actif, condition d'une démocratie authentique. Ce « virus libéral » (pour reprendre le titre de mon ouvrage publié en 2005) abolit l'ouverture sur des choix alternatifs possibles et lui substitue le consensus autour du seul respect de la démocratie électorale procédurale.

L'essoufflement, puis l'effondrement des trois modèles de la gestion sociale évoqués plus haut, est à l'origine du drame. La page de la première vague de luttes pour l'émancipation est tournée, celle de la seconde vague n'est pas encore ouverte. Dans la pénombre qui les sépare se « dessinent des monstres », comme l'écrit Gramsci.

Au Nord, ces évolutions sont à l'origine de la perte de sens de la pratique démocratique. Ce recul est masqué alors par les prétentions du discours dit « post-moderniste », selon lesquelles nations et classes auraient déjà évacué la scène pour laisser la place à « l'individu », devenu le sujet actif de la transformation sociale.

Dans le Sud, d'autres illusions occupent désormais le devant de la scène. Qu'il s'agisse de l'illusion d'un développement capitaliste national autonome s'inscrivant dans la mondialisation, puissante dans les classes dominantes et moyennes des pays « émergents », confortée par les succès immédiats des dernières décennies, ou des illusions passéistes (para-ethniques ou para-religieuses) dans les pays laissés pour compte.

Plus grave est le fait que ces évolutions confortent l'adhésion générale à « l'idéologie de la consommation », à l'idée que le progrès se mesure à la croissance quantitative de celle-ci. Marx avait démontré que c'est le mode de production qui détermine celui de la consommation et non l'inverse, comme le prétend l'économie vulgaire. La perspective d'une rationalité humaniste supérieure, fondement du projet socialiste, est alors perdue de vue. Le potentiel gigantesque que l'application de la science et de la technologie offre à l'humanité entière, qui devrait permettre l'épanouissement réel des individus et des sociétés, au Nord comme au Sud, est gaspillé par les exigences de sa soumission aux logiques de la poursuite indéfinie de l'accumulation du capital. Plus grave encore, les progrès continus de la productivité sociale du travail sont associés à un déploiement vertigineux des mécanismes de la paupérisation (visibles à l'échelle mondiale,

entre autres, par l'offensive généralisée contre les sociétés paysannes), comme Marx l'avait compris.

L'adhésion à l'aliénation idéologique produite par le capitalisme ne frappe pas seulement les sociétés opulentes des centres impérialistes. Les peuples des périphéries, il est vrai dans leurs majorités largement privés de l'accès à des niveaux de consommation acceptables, aveuglés par des aspirations à la consommation analogue à celle du Nord opulent, perdent la conscience que la logique du déploiement du capitalisme historique rend impossible la généralisation du modèle en question à la planète entière.

On comprend alors les raisons pour lesquelles l'effondrement financier de 2008 a été le résultat exclusif de l'aiguïssement des contradictions internes propres à l'accumulation du capital. Or seule l'intervention de forces porteuses d'une alternative positive permet d'imaginer une sortie du simple chaos produit par l'aiguïssement des contradictions internes du système (j'ai opposé dans cet esprit « la voie révolutionnaire » au modèle de dépassement d'un système historiquement obsolète par « la décadence »). Et, dans l'état actuel des choses, les mouvements de protestation sociale, en dépit de leur montée visible, demeurent dans l'ensemble incapables de remettre en cause l'ordre social associé au capitalisme des oligopoles, faute de projet politique cohérent à la hauteur des défis.

De ce point de vue, la situation actuelle est fort différente de celle qui prévalait dans les années 1930, alors que s'affrontaient des forces porteuses d'options socialistes, d'une part, et de partis fascistes, d'autre part, produisant ici la réponse, nazi, et là le New Deal et les Fronts populaires.

L'approfondissement de la crise ne sera pas évité, même dans l'hypothèse du succès éventuel – pas impossible – d'une remise en selle du système de domination du capital des oligopoles. Dans ces conditions, la radicalisation possible des luttes n'est pas une hypothèse impossible, même si les obstacles restent considérables.

Dans les pays de la Triade, cette radicalisation impliquerait que soit mise à l'ordre du jour l'expropriation des oligopoles, ce qui paraît bien exclu pour l'avenir visible. En conséquence, l'hypothèse qu'en dépit des turbulences provoquées par la crise, la stabilité des sociétés de la triade ne soit pas remise en cause n'est pas davantage à écarter. Le risque d'un « remake » de la vague des luttes d'émancipation du siècle dernier, c'est-à-dire d'une remise en cause du système exclusivement à partir de certaines de ses périphéries, est sérieux.

Une seconde étape de « l'éveil du Sud » (pour reprendre le titre de mon livre, publié en 2007, qui offre une lecture de la période de Bandoeng comme celle du premier temps de cet éveil) est à l'ordre du jour. Dans la meilleure des hypothèses, les avancées produites dans ces conditions pourraient contraindre l'impérialisme à reculer, à renoncer à son projet démentiel et criminel de contrôle militaire de la planète. Et dans cette hypothèse, le mouvement démocratique dans les pays du centre pourrait contribuer positivement au succès de cette neutralisation. De surcroît, le recul de la rente impérialiste dont bénéficient les sociétés concernées, produit par la réorganisation des équilibres internationaux en faveur du Sud (en particulier de la Chine), pourrait parfaitement aider au réveil d'une conscience

socialiste. Mais d'un autre côté les sociétés du Sud resteraient confrontées aux mêmes défis que dans le passé, produisant les mêmes limites à leurs avancées.

Un nouvel internationalisme des travailleurs et des peuples est nécessaire et possible.

Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale - que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni « possible » ni même « souhaitable » – est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'Humanité). Et les deux dimensions du défi sont indissociables. Il n'y aura pas de sortie du capitalisme par le moyen de la seule lutte des peuples du Nord, ou par la seule lutte des peuples dominés du Sud. Il n'y aura de sortie du capitalisme que lorsque, et dans la mesure où, ces deux dimensions du même défi s'articuleront l'une avec l'autre.

Il n'est pas « certain » que cela arrive, auquel cas le capitalisme sera « dépassé » par la destruction de la civilisation (au-delà du malaise dans la civilisation, pour employer les termes de Freud), et peut-être de la vie sur la Planète. Le scénario d'un « remake » possible du XXe siècle restera donc en deçà des exigences d'un engagement de l'Humanité sur la longue route de la transition au socialisme mondial. Le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme. Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique.

La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.

Dans les pays du Sud, le combat des Etats et des nations pour une mondialisation négociée sans hégémonies – forme contemporaine de la déconnexion – soutenu par l'organisation des revendications des classes populaires peut circonscrire et limiter les pouvoirs des oligopoles de la Triade impérialiste. Les forces démocratiques dans les pays du Nord doivent soutenir ce combat. Le discours « démocratique » proposé, et accepté par la majorité des gauches telles qu'elles sont, les interventions « humanitaires » conduites en son nom comme les pratiques misérables de « l'aide » écartent de leurs considérations la confrontation réelle avec ce défi.

Dans les pays du Nord, les oligopoles sont déjà visiblement des « biens communs » dont la gestion ne peut être confiée aux seuls intérêts particuliers (dont la crise a démontré les résultats catastrophiques). Une gauche authentique doit avoir l'audace d'en envisager la nationalisation, étape première incontournable dans la perspective de leur socialisation par l'approfondissement de la pratique démocratique. La crise en cours permet de concevoir la cristallisation possible d'un front des forces sociales et politiques rassemblant toutes les victimes du pouvoir exclusif des oligarchies en place.

La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XXe siècle, a démontré les limites des social-démocraties européennes, des communismes de la Troisième Internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandoeng, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes. La seconde vague, celle du XXIe siècle, doit en tirer les leçons. En particulier, associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.

Ces objectifs stratégiques invitent à penser la construction de « convergences dans la diversité » (pour reprendre l'expression retenue par le Forum Mondial des Alternatives, FMA) des formes d'organisation et de luttes des classes dominées et exploitées. Et il n'est pas dans mon intention de condamner par avance celles de ces formes qui, à leur manière, renoueraient avec les traditions des social-démocraties, des communismes et des nationalismes populaires, ou s'en écarteraient.

Dans cette perspective, il me paraît nécessaire de penser le renouveau d'un marxisme créateur. Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier. Etre marxiste dans cet esprit, c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine, ou à Mao, comme l'ont conçu et pratiqué les marxismes historiques du siècle dernier. C'est rendre à Marx ce qui lui revient : l'intelligence d'avoir amorcé une pensée critique moderne, critique de la réalité capitaliste et critique de ses représentations politiques, idéologiques et culturelles. Le marxisme créateur doit poursuivre l'objectif d'enrichir sans hésitation cette pensée critique par excellence. Il ne doit pas craindre d'y intégrer tous les apports de la réflexion, dans tous les domaines, y compris ceux de ces apports qui ont été considérés, à tort, comme « étrangers » par les dogmatiques des marxismes historiques du passé.

Note

Les thèses présentées dans cet article ont été développées par l'auteur dans son ouvrage *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* (Paris, Le Temps des Cerises, 2009).

Présentation du livre « Du capitalisme à la civilisation »

1. Cet ouvrage offre au lecteur quelques réflexions concernant l'avenir du socialisme.

L'attachement de l'auteur à la perspective socialiste, antichambre d'une société sans classes à l'échelle mondiale, paraît à certains véritablement « utopique » au sens banal du terme (humainement « impossible »). Propos de « dinosaures », nostalgiques d'un passé dont la page est tournée « définitivement », diront-ils. Le capitalisme est le « seul horizon possible » ; et de surcroît, ce système aurait démontré son extrême plasticité, sa capacité de s'adapter au changement, voire aux exigences de justice sociale ! C'est un système efficace en termes de réalisation économique, potentiellement « social » (mais pas « socialiste » au sens que Marx a donné à ce terme) et même porteur de « progrès démocratique ». Il l'est d'ailleurs – ou peut le devenir – disent-ils dans un cadre mondialisé qui est désormais le sien. Le progrès exige donc que les peuples renoncent aux illusions de la « nation » qui ont fait leur temps.

A ceux-là je dirai tout simplement: le capitalisme n'est pas sorti tout fait et d'un seul coup du triangle Londres – Amsterdam – Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles. Trois siècles plus tôt, il s'était cristallisé dans les villes italiennes dans une première forme qui a sombré, mais sans laquelle sa forme « définitive » (celle que nous connaissons), plus tardive, aurait été impensable. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour ce qui est de la formation du socialisme, encore à venir ?

Le capitalisme réellement existant est historique. Et son histoire est celle de la conquête du monde par les centres où il s'est constitué, d'abord l'Europe atlantique, puis progressivement les pays du centre et du sud du continent, engendrant des enfants à son image aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, imité par le Japon. Mais là s'est arrêtée la formation des « Centres » du système mondial. Tous les autres pays, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont été soumis à l'expansion conquérante de ces Centres. Cette réalité – véritablement centrale – impose qu'on conçoive toute autre forme d'un monde « meilleur » (et pour moi, socialiste) comme abolissant l'héritage, toujours présent, de cette conquête his++torique.

2. Cet ouvrage fait suite à mes cinq publications des dernières années (*Critique de l'air du temps*, 1997; *Au-delà du capitalisme sénile*, 2002; *Le virus libéral*, 2003; *Pour un monde multipolaire*, 2005; *Pour la cinquième internationale*, 2006).

Les mêmes préoccupations majeures sont en effet à l'origine de l'ensemble de ces publications : comment identifier et analyser le défi auquel la civilisation humaine est confrontée aujourd'hui ? Comment formuler l'alternative humaniste à la dérive du capitalisme/impérialisme barbare ? J'avais bien entendu abordé ces questions majeures sous différents angles, propres à chacun des ouvrages cités.

Dans *Critique de l'air du temps*, j'ai souhaité expliciter ma définition « d'être marxiste » : partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine ou à Mao. Dans cette perspective, j'ai proposé une lecture du matérialisme historique fondée sur « l'autonomie des instances », obéissant dans leur développement à des logiques internes qui leur sont propres et dont l'interaction produit l'histoire réelle. Une histoire qui est donc toujours ouverte à des possibilités diverses et qui restitue toute sa puissance à l'intervention d'une conscience sociale capable de distinguer les « nécessités objectives » de celles qui ne le sont pas.

Dans *Le capitalisme sénile*, j'ai placé l'accent sur ce qui, dans ma lecture du « nouveau » en voie de cristallisation dans le monde contemporain depuis une vingtaine d'années, me paraissait établir le caractère désormais obsolète du capitalisme devenu « un danger pour l'humanité entière », en particulier du fait que les dimensions destructrices de l'accumulation du capital (destruction triple de l'être humain, de la nature, de peuples entiers) l'emportent désormais largement sur des dimensions constructives qui ont accompagné son déploiement aux étapes antérieures de son histoire.

Dans *Le virus libéral*, j'ai placé l'accent sur ce que j'appelle la culture politique des temps modernes. Je faisais ressortir le contraste entre la culture politique européenne, construite sur l'opposition droite/gauche et celle des Etats-Unis, fondée sur le consensus annihilant la portée transformatrice du contraste qui caractérise l'Europe. J'appelais l'attention sur les manifestations contemporaines d'une « américanisation de l'Europe ».

Dans *Pour un monde multipolaire*, j'ai placé l'accent sur les dimensions géopolitiques du défi et la diversité de ses traductions dans les différentes régions du monde (Europe, Chine, Sud). J'ai opposé au modèle de monde unipolaire du capitalisme/impérialisme d'aujourd'hui que son pôle dirigeant soit réduit aux seuls Etats-Unis ou élargi pour englober l'ensemble de la triade impérialiste, celui d'un monde authentiquement multipolaire, restituant aux peuples les marges nécessaires permettant d'éventuelles avancées révolutionnaires.

Enfin, dans *Pour la cinquième internationale*, j'ai proposé, à partir de la critique des limites et dérives des socialismes du passé, quelques réflexions concernant les exigences et les possibilités de construction d'un internationalisme des peuples face à la domination mondialisée du capital.

3. Cet ouvrage aborde des questions qui me paraissent fondamentales pour l'élaboration d'une conception crédible du socialisme du XXe siècle et d'une stratégie de lutte capable de produire des avancées dans la direction de sa réalisation.

Bien entendu, l'accent est mis sur ce que le capitalisme contemporain comporte de défis nouveaux. Car le capitalisme est un système en révolution permanente, comme l'avait écrit Marx, au sens qu'il génère un développement continu (et historiquement rapide) des forces productives, lequel implique des « ajustements » permanents de l'organisation des rapports sociaux. Les luttes sociales et politiques s'inscrivent dans ce cadre, elles en sont à la fois le produit et la cause ; elles modifient en permanence les rapports de force sociaux. La dialectique matérialiste contradictoire relie ainsi le facteur objectif propre au capitalisme (le déploiement des logiques de valorisation du capital associées au développement des forces productives) et le facteur subjectif (principalement les luttes des classes et des peuples victimes de l'accumulation du capital).

La méthode mise en œuvre ici se sépare radicalement de celle du technologisme, selon lequel le développement des forces productives est considéré comme une « force extérieure » qui façonne unilatéralement les rapports sociaux. Même si l'on trouve chez Marx quelques phrases rapides allant dans ce sens (« le moulin à eau donne le féodalisme, la machine à vapeur le capitalisme »), le technologisme est caractéristique de la pensée dominante – bourgeoise – ancienne et contemporaine (qu'on retrouve dans le « postmodernisme »).

En contrepoint, la dialectique de la contradiction sur laquelle je fonde mes analyses et mes propositions signifie que « l'avenir est toujours ouvert », qu'il n'y a pas « de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même », que l'avenir n'a pas déjà été vécu. A tout moment il y a différentes alternatives possibles, et c'est seulement après coup que celle qui s'est imposée donne l'illusion qu'elle était la seule possible dont la réalisation était inéluctable.

La dialectique matérialiste de Marx prend position dans ces luttes. « Il ne s'agit pas seulement de comprendre le monde, mais de le changer ». Une option (à laquelle j'adhère sans réserve) qui implique une vision de l'avenir qu'on veut « construire » (ou plus modestement à la construction duquel on veut contribuer avec autant de lucidité que possible). Qui implique donc une conceptualisation de l'émancipation de l'humanité, de la rationalité de ce projet de libération, comme elle implique une conceptualisation des aliénations qui réduisent les êtres humains dans la société capitaliste au statut « d'objets de l'histoire » et les privent de la possibilité d'en devenir les sujets.

Par ailleurs, dans cette lutte pour l'émancipation, il est nécessaire de savoir de quel lieu on parle, et, partant, de qui on envisage l'émancipation. S'agit-il du « prolétariat industriel », et principalement de celui des centres les plus développés du système capitaliste ? Ou de l'ensemble des peuples (au sens des classes populaires opprimées et exploitées) de la Planète ? L'observation a d'autant plus d'importance, à mon avis, que le marxisme historique a souvent été compris comme « l'idéologie des classes ouvrières » (et sous-entendu du Nord à titre

majeur), alors que le capitalisme réellement existant est – a toujours été – fondé sur une polarisation partageant la Planète capitaliste en centres développés dominants et périphéries « sous-développées » (le terme n'est pas bon, parce qu'il suggère un « retard » qu'il est possible de « rattraper ») dominées.

On sait que le maoïsme a enrichi la formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » par l'adjonction « Prolétaires de tous les pays, *peuples opprimés*, unissez-vous ». Au stade où est parvenu le capitalisme contemporain – que je qualifie de stade de « sénilité » (lui-même caractérisé par l'ampleur des dimensions destructives de l'accumulation qui l'emportent largement sur ses dimensions constructives) –, le capitalisme n'est plus seulement un régime d'exploitation et d'oppression du travail, il est devenu l'ennemi de l'humanité entière, c'est-à-dire qu'il doit être considéré comme désormais obsolète. Son dépassement s'impose.

Chacune des affirmations formulées dans les paragraphes précédents mériterait des pages pour être précisées et établies comme importantes. Ce n'est ni l'objet de cette introduction, ni même celle de l'ouvrage lui-même, de le faire. D'autres écrits de l'auteur, et de beaucoup d'autres, ont traité ces questions.

Je me contenterai donc ici de proposer une énumération de ces questions et de renvoyer à quelques lectures complémentaires d'écrits de l'auteur.

Une première série de questions concerne les outils de l'analyse du capitalisme.

La théorie économique conventionnelle dominante (bourgeoise) ne permet pas de comprendre la dynamique du capitalisme réellement existant. Sa fonction est, au contraire, d'éluder les questions fondamentales concernant cette dynamique pour leur substituer une « théorie d'un système imaginaire » (le « marché généralisé »). Analogie à ce que fut la sorcellerie dans les temps anciens, sa fonction est d'enfermer les êtres humains dans l'aliénation marchande (Cf. S. Amin, *L'économie pure ou la sorcellerie du monde contemporain ; Critique de l'air du temps*, chapitre 8, 1997). Un point de vue critique radical qui, au-delà de Marx bien entendu, a été également celui de Keynes (Cf. G. Dostaler, *Keynes et ses combats*, 2005).

Cette critique de l'économisme de l'économie implique celle de l'écologie libérale qui lui est sous-jacente, une idéologie qui décrète que l'individu est non seulement « l'agent économique », mais encore « le sujet de l'histoire », et par là même élude la réalité des classes sociales et des nations. Cette affirmation gratuite procède de la réduction du capitalisme à une économie de marchés généralisés. Procédure qui gomme l'essentiel de ce qui constitue le capitalisme, c'est-à-dire le fait qu'il est fondé sur la propriété/pouvoir d'une minorité de capitalistes/propriétaires. Avec Marx, Braudel et Keynes, je définis le capitalisme comme situé « au-delà du marché » par la domination d'une classe, en particulier par celle qui contrôle les hauteurs dominantes financières.

Par ailleurs, ce discours idéologique affirme l'équivalence marché/démocratie. La dissociation artificielle des domaines de la gestion de l'économie (par le marché) et de celle de la politique (par la démocratie représentative) propre à

cette idéologie gomme de l'agenda des questions qu'elle se pose, ce qui pourrait en gêner les affirmations, et fait de la réduction du producteur direct/citoyen au statut de consommateur/spectateur passif un véritable mystère sans explication (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003, pp. 9-20, pp. 50-62).

Le capitalisme réellement existant n'a pas grand-chose à voir avec ce que la rhétorique libérale en dit. La distance entre cette rhétorique et la réalité capitaliste est au moins aussi grande que celle qui opposait le discours du socialisme à la réalité du « socialisme réellement existant ».

Une seconde série de questions concerne la dynamique sociale du système capitaliste.

L'économisme dans toutes ses formes (y compris lorsque l'on réduit le marxisme à un économisme) adopte un déterminisme linéaire comme grille de lecture de l'évolution du système dans son passé et des « prévisions » concernant son devenir.

En contrepoint, les analyses que je propose sont fondées sur le concept de « sous-détermination » par lequel j'entends que les différentes instances dont se compose la réalité sociale prise dans sa totalité peuvent s'articuler de manières différentes qui elles-mêmes résultent des luttes sociales, politiques et idéologiques. Cette option fondamentale de principe restitue à l'histoire son caractère toujours ouvert par la multiplicité des alternatives possibles à chacun des moments de son déploiement. Il n'y a pas de « lois de l'histoire » antérieures à l'histoire elle-même (Cf. S. Amin, *Critique de l'air du temps*, chap. 3).

Dans cette logique, l'idéologie libérale et l'économisme conventionnel éludent les termes du débat portant sur l'alternative fondamentale des temps modernes : socialisation par le marché ou socialisation par la démocratie (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, pp. 50-62).

Une troisième série de questions concerne la dimension mondialisée du déploiement du capitalisme à tous les âges de son développement historique.

La théorie économique bourgeoise élude d'emblée et intégralement cette question à laquelle elle substitue une hypothèse de décalage dans le temps d'une évolution toujours identique à elle-même, permettant le « rattrapage » - une hypothèse démentie par les cinq siècles de l'histoire moderne. En contrepoint, je place l'accent sur le caractère polarisant du rapport inégal centres/périphéries propre à ce déploiement dans toutes les phases successives de son développement (S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, 1996, chap. 4, pp. 111-114).

Cette option, que je place au centre de mes analyses du capitalisme mondialisé réellement existant (« l'impérialisme, phase permanente du capitalisme », ai-je écrit), commandera largement, au-delà de l'identification des défis réels auxquels sont confrontés les peuples de la planète, les propositions stratégiques de luttes pour la libération et l'émancipation.

Les analyses que je propose, fondées sur la distinction entre le mode de production capitaliste et le capitalisme mondialisé, invitent à leur tour à formuler la loi de la valeur dans des termes permettant de restituer la réalité de son mode de fonctionnement à l'échelle mondiale (ce que j'appelle la loi de la valeur

mondialisée) et à particulariser les formes propres à chacune des phases de leur déploiement (Cf. S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, chap. 5, pp. 131-134) et leurs reflets ou déformations dans les mutations de l'idéologie dominante du capitalisme (*Critique de l'air du temps*, chap.2, Unité et mutations dans l'idéologie dominante du capitalisme).

En ce qui concerne l'étape contemporaine de ce déploiement mondialisé, j'ai mis l'accent sur deux ensembles de transformations du mode d'opération de l'impérialisme : (i) l'émergence récente d'un impérialisme collectif de la triade – Etats-Unis, Europe – Japon (Cf. S. Amin, *Au-delà du capitalisme sénile*, chap. 4) ; (ii) le transfert de l'avantage des centres de l'exclusif de l'industrie au contrôle de cinq nouvelles formes de leur monopole (Cf. *Les défis de la mondialisation*, chap. 4, pp. 114-117), une analyse qui récuse le concept trompeur de pays émergents, lesquels ne sont en réalité que les périphéries de demain.

C'est dans ce cadre également que je replace la discussion de l'avenir en question de l'hégémonie des Etats-Unis et de l'effacement du projet européen (Cf. *Au-delà du capitalisme sénile*, chap. 5, également pp. 111-117 ; *Le virus libéral*, pp. 62-106).

Le discours du libéralisme concernant la mondialisation préconise l'ouverture maximale des sociétés à la pénétration du capital tant aux échelles locales qu'à celle du système monde qui est le sien, et entend alors cette ouverture comme la dérégulation maximale et la soumission des droits des nations, des peuples, des classes, des groupes et des individus aux exigences de la valorisation du capital. L'histoire des cinq derniers siècles démontre que cette « ouverture » imposée par les centres impérialistes n'a pas produit une réduction progressive de la polarisation à l'échelle mondiale, mais, au contraire, a été le facteur déterminant dans sa construction et son approfondissement continu.

Toutes ces questions commandent largement la discussion des dimensions géopolitiques du défi mondial contemporain.

Une quatrième série de questions concerne les développements « nouveaux » qui caractérisent le capitalisme contemporain.

Qu'il s'agisse de la « révolution scientifique et technologique en cours », de l'émergence prétendue d'un capitalisme cognitif, des évolutions associées à la financiarisation et à la cristallisation d'un capitalisme dit patrimonial, comme des évolutions concernant la structure de la mondialisation, en contraste avec les discours dominants sur ces sujets (le discours de l'économie libérale et celui, d'accompagnement, du postmodernisme), je proposerai donc d'autres lectures des changements en cours, structurels ou conjoncturels, importants ou éphémères.

Bien entendu, le « nouveau », qui est indiscutable, est de ce fait important. En particulier, il façonne les formes spécifiques du défi contemporain, auxquelles sont confrontées les forces sociales, politiques et idéologiques, mobilisées réellement ou mobilisables potentiellement, en lutte pour un « autre monde », meilleur, et donc finalement socialiste.

Une cinquième série de questions concerne l'objectif final qui est le sujet de cet ouvrage – le socialisme du XXI^e siècle–.

Comment peut-on en identifier ses caractéristiques qualitatives essentielles ? S'agit-il d'un objectif « réaliste », possible, ou d'une utopie pure et simple, c'est-à-dire impossible ? L'Humanité pourra-t-elle aspirer au communisme au sens que les utopies anciennes, puis Marx, et même Keynes, lui ont donné ? C'est-à-dire à l'égalité des individus et des peuples dans la richesse matérielle (la « satisfaction des besoins ») et l'émancipation culturelle au sens plein du terme ?

Le premier segment du programme est d'évidence « techniquement possible ». Le niveau déjà atteint de développement des technologies permet d'imaginer – à l'échelle de toute la Planète – une production suffisante pour satisfaire ces besoins. Certes, la création des conditions sociales et politiques qui le permettraient peut exiger un temps plus long que Marx et Keynes ne l'imaginaient, mais là n'est pas le problème. Les constituants d'une longue stratégie d'avancées révolutionnaires sont pensables, crédibles, même s'ils ne peuvent être intégralement définis à l'avance.

L'utopie critique retrouve ici tous ses droits. Certes, on doit mesurer les dangers que comporterait une définition trop précise – à l'avance – des objectifs. Restons modestes et acceptons que l'imaginaire créatif des générations à venir ne sera pas moins riche que la nôtre. Evitons de faire « bouillir les marmites de l'avenir ». Par exemple, comment définir à l'avance les formes précises d'organisation du travail ou des domaines de la consommation et des loisirs alors que des avancées scientifiques encore inconnues élargiront les marges d'opportunités par comparaison avec ce qu'elles sont aujourd'hui ? Cela étant, on peut – ou doit même – les définir tels qu'on peut déjà les imaginer aujourd'hui, agir pour avancer dans cette direction, tout en sachant qu'au fur et à mesure qu'on avancera, des possibilités nouvelles apparaîtront et inviteront à moduler les objectifs et les moyens.

Marx et Keynes définissaient cet avenir comme « libéré de la question économique ». Marx et Keynes ne pensaient pas la science économique comme la science nécessaire et éternelle de la gestion de cette question. Le communisme est donc un mode d'organisation social qui détrône la dominance de l'économique pour lui substituer celle de la culture. C'est du moins la formulation que j'ai donnée de ma lecture de Marx (Cf. S. Amin, *Critique de l'air du temps*, chapitre IV).

Marx et Keynes divergent plus sur les moyens que sur les objectifs (Cf. S. Amin, *Au-delà du capitalisme sénile*, pages 27 et suivantes). Marx, dialecticien matérialiste, pense qu'un système (le capitalisme en l'occurrence) ne peut être dépassé qu'à travers l'explosion des contradictions qui lui sont immanentes, lesquelles s'aggravent au fur et à mesure de son développement. C'est ce que Marx appelle la voie révolutionnaire, lorsque les luttes créent les conditions d'une maîtrise consciente – fût-elle comme toujours limitée et relative – des étapes de son déploiement. Keynes reste un philosophe idéaliste empiriste qui ne croit qu'à la voie progressive de réformes dans le système. L'histoire semble lui avoir donné raison – pour un

temps (disons de 1945 à 1980) et pour une région de la Planète (les pays « riches », centres du capitalisme moderne mondialisé). Je ne dénigre ni les réalisations – réelles – de cette époque, ni le rôle positif de la social démocratie (en particulier en Europe occidentale). Mais je crois que la suite de l'histoire en a démontré les limites, à la fois par son incapacité d'imaginer d'autres relations sociales et d'autres formes de la consommation qui en sont le produit que celles du capitalisme, et par son incapacité à comprendre qu'à l'échelle planétaire, pour la majorité de l'humanité, le défi immédiat se définit dans d'autres termes.

Le communisme en question ne peut pas s'imaginer comme un système organisant le travail comme il l'est (émietté, dominé par la technologie) et la consommation comme elle l'est (une consommation aliénante de gaspillage), sous la seule condition que ses produits bénéficient à tous, dans la moins grande inégalité. Le communisme est autre chose qualitativement. L'émergence récente de la conscience écologique et de la critique du mode de vie et de consommation (voir les travaux remarquables d'Henri Lefèvre sur le sujet) invitent à aller bien au-delà de cette conception « quantitativiste » de la richesse.

Marx permet de le penser. Car Marx définit le communisme comme une étape supérieure qualitativement de l'émancipation et de l'usage de la Raison. L'émancipation en question (que Keynes ignore largement) concerne toutes les dimensions de la vie sociale et personnelle : les formes d'organisation de la production, de la gestion politique, de la définition des besoins et des modes de consommation (libérés de leur détermination par la logique de la valorisation du capital), des expressions de la personne, des formulations éthiques, artistiques, scientifiques et philosophiques. Elle suppose l'articulation dans des modalités inédites des trois valeurs fondamentales : liberté, égalité, solidarité.

On peut, dans cet esprit, passer en revue les propositions qui ont été faites, ou pensées seulement, par les « socialistes utopiques » du passé et du présent, par les organisations de luttes des classes dominées (en particulier les Internationales), par les pratiques des pouvoirs issus des révolutions faites au nom du socialisme. Il faut le faire et reconnaître ces « insuffisances » et les « dérives » de ces conceptions et de leur mise en œuvre.

J'ai tenté de le faire, tant en ce qui concerne les conceptualisations de l'émancipation (Cf. S. Amin, *Modernité, Religions, Démocratie, Critique des culturalismes*, à paraître) qu'en ce qui concerne la critique des pratiques des Internationales (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, 2005).

La vraie question, absolument incontournable, est celle qui concerne la possibilité – ou l'impossibilité – de l'émancipation en question.

Marx donnait une réponse optimiste à la question. Les Lumières l'avaient amorcé, mais s'étaient heurtées aux limites historiques du capitalisme avec lequel elles étaient étroitement associées. Marx va plus loin et dévoile la nature de ces limites : l'aliénation qui s'exprime dans le comportement d'êtres humains qui attribuent à des forces extérieures à eux-mêmes l'obligation dans laquelle ils se trouvent d'agir (de se soumettre) comme ils le font. L'aliénation marchande/

économiste produite par la domination du capital (au-delà du « marché ») s'exprime dans le fait que les « lois économiques » (en fait les exigences de la valorisation du capital) imposent leurs exigences comme une force de la nature extérieure à la société. Mais il existe d'autres expressions des aliénations, comme celles qui définissent certaines formes (traditionnelles et toujours dominantes) de la croyance religieuse, de l'inégalité des sexes, etc. Pour certains, l'émancipation est rigoureusement impossible parce que l'aliénation est une condition qui définit l'être humain. Elle relève de l'anthropologie, pas de l'histoire sociale.

Même si l'on ne partage pas ce dernier point de vue (ce qui est mon cas), on peut proposer un objectif d'émancipation qui, pour « modeste » qu'il puisse paraître, n'en représenterait pas moins un gigantesque pas en avant. Cet objectif, c'est celui de se libérer de l'aliénation marchande, la forme de l'aliénation sociale (que je distinguerai alors des formes de l'aliénation anthropologique invoquée par les « pessimistes ») propre au capitalisme. Je constate que la prise de conscience des effets dévastateurs de cette aliénation spécifique est déjà présente dans notre société et s'exprime dans ce qu'on peut qualifier de « crise de la politique et de la culture ». Dans ces conditions, il n'est nullement irréaliste de proposer des programmes de transformations institutionnelles des modes de gestion de l'économie et de la politique permettant d'avancer dans cette direction.

Cela étant, la marche au communisme universel restera une très longue marche, imposant des stratégies et propositions d'étapes concrètes, propres aux temps et aux lieux. Cela n'est pas une marche inéluctable, comme le formulait la vulgate du marxisme soviétique. L'autre possibilité, celle de l'autodestruction de l'Humanité, n'est pas moins possible. La méthode d'analyse qui est la mienne place l'accent sur le conflit entre ces deux possibilités. Mais précisément pour cette raison, il est urgent et prioritaire de penser l'avenir en termes de stratégies des luttes progressistes, ce que j'appelle la construction de « la convergence dans la diversité » (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, pages 105 et suivantes).

Cet ouvrage se propose d'apporter une contribution à ces débats.



Pour une histoire authentiquement universelle

Introduction du livre *Global History* (en anglais)

J'ai été un lecteur précoce de Marx. J'ai conduit cette lecture du *Capital* et des autres œuvres de Marx et d'Engels disponibles en français, une lecture que je crois avoir été attentive, durant mes études universitaires entre 1948 et 1955. J'avais choisi également de lire aussi attentivement les auteurs que Marx critiquait (Smith, Ricardo, Bastiat, Say et autres). Ce travail m'a certainement comblé de jouissance intellectuelle et convaincu de la puissance de la pensée de Marx. Mais simultanément, il me laissait sur ma faim. Car je me posais une question centrale, celle du « sous-développement » (terme nouveau qui commençait à entrer en usage) des sociétés de l'Asie et de l'Afrique contemporaine, pour laquelle je ne trouvais pas de réponse chez Marx. Les textes lus plus tard, quand ils ont été publiés en français pour la première fois en 1960 – les *Grundrisse* –, m'ont laissé sur la même faim.

Loin « d'abandonner » Marx et de le juger « dépassé », j'en venais simplement à la conclusion que son œuvre était restée inachevée. Marx n'avait pas complété l'œuvre, comme il s'était proposé de le faire, entre autres, d'une part, par l'intégration dans son analyse de la « dimension mondiale » du capitalisme et, d'autre part, par l'articulation systématique de la question du pouvoir (le politique) et de l'économie (capitaliste et antérieure) – au-delà des indications plus que brillantes que son traitement des révolutions françaises (de la Grande à 1871 en passant par 1848) peuvent fournir sur le sujet.

La question du « développement » (inégal) qui caractérise la réalité du capitalisme mondialisé m'amenait donc, dès mes années universitaires, à centrer ma réflexion sur la première de ces dimensions. Ma thèse de doctorat (« *L'accumulation à l'échelle mondiale* », 1957) en témoigne. Elle a constitué pour moi un point de départ, une première étape dans le travail que j'ai poursuivi durant les cinquante années qui ont suivi. Je n'en retracerai pas les moments successifs du développement. Je crois seulement utile d'appeler l'attention sur la formulation d'ensemble

de la question du « développement inégal » que j'ai proposée en 1973 dans le livre qui porte ce titre, et dans les deux autres ouvrages écrits à la même époque – « *La loi de la valeur et le matérialisme historique* » (1977) et « *L'échange inégal* » (1973).

Pour parvenir à cette formulation, j'avais choisi d'approfondir ma réflexion dans ces deux directions, en m'inspirant directement de la superbe leçon que Marx lui-même nous avait donnée en la matière. D'abord, je me plongeais dans une lecture attentive des grandes œuvres de l'économie vulgaire produites après Marx, en réponse à Marx, comme Marx nous avait appris à devoir le faire par sa critique de l'économie « classique » et de sa dérive vulgaire antérieure. Cela impliquait la lecture directe des travaux de Bohm Bawerk, Walras et des autres producteurs des fondements de la nouvelle économie « subjectiviste » jusqu'aux formulations de Keynes et de Sraffa. Cette lecture critique est déjà proposée dans la version première de *L'Accumulation* (1957), puis reprise dans *Le développement inégal* « Lire Marx » aujourd'hui – c'est-à-dire après Marx –, impose cette lecture critique qui m'a convaincu du caractère vulgaire, idéologique, au sens fonctionnel du terme, de la nouvelle économie bourgeoise, post et anti-marxiste.

Marx, en son temps, ne s'était pas limité à la critique théorique de ses devanciers. Il leur avait opposé simultanément la présentation ordonnée d'une immense masse de données empiriques. Je pensais donc que de la même manière la critique de l'économie bourgeoise postérieure à Marx ne suffisait pas. Et qu'il fallait la compléter de la même manière par la présentation ordonnée des « faits » qui illustrent la réalité du déploiement mondialisé du capitalisme. J'ai proposé un premier brassage de cette masse de données empiriques dans *L'Accumulation*; je l'ai ensuite mis à jour pour les publications des années 1970. J'ai poursuivi ce travail, en regardant de plus près les développements en cours à l'époque – celle de ce premier « *éveil du Sud* » que la période de Bandoeng (1955-1980) a représenté. Des lecteurs attentifs de mes œuvres – principalement britanniques et japonais – ont remarqué ces « études empiriques ».

La suite comporte deux volets : l'économie dite du développement, d'une part, l'approfondissement de l'analyse des marchés (et du rôle des anticipations), d'autre part.

Le premier de ces volets m'est apparu dans l'ensemble plutôt pauvre, incapable d'aller au-delà de la vision décrétée « d'étapes incontournables de la croissance ». J'avais formulé la critique radicale de cette vision mécaniste et vulgaire trois ans avant que Rostov lui-même ne l'exprime dans son ouvrage de 1960. Et jamais depuis, « l'économie du développement » proposée par les institutions majeures chargées des interventions à son service (la Banque mondiale, les programmes de « coopération », les universités) n'est allée au-delà de ces billevesées.

Le second volet m'est apparu poursuivre la dérive vulgaire en la portant au terme de sa logique : la construction d'une « économie imaginaire » - celle des « marchés généralisés » - sans rapport aucun avec le capitalisme réellement existant. La centralité du concept vide et irréel « d'anticipations », nécessaire à cette construction, achève cette dérive. La « théorie économique » est devenue une

scolastique qui se consacre à la discussion de quelque chose qui ressemble au « sexe des anges », en pensant, comme les prédécesseurs du Moyen Âge, que la réponse à cette question est le moyen par excellence à partir duquel on peut comprendre le monde.

Simultanément, cette dérive, qui se proclame « empirique », s'assigne l'objectif d'intégrer dans les thèses qu'elle propose une masse grandissante – mais désordonnée – de données empiriques. La méthode mathématique que ce traitement impose n'est certes pas à rejeter en soi. Mais la sophistication continue de ses méthodes n'abolit pas le caractère absurde – irréaliste – des questions que ses utilisateurs posent : les « anticipations » (le sexe des anges).

Ni la critique que j'adressais à la théorie vulgaire et à ses « applications » para-empiriques, ni les contre-propositions que je développais, se proposant en contrepoint d'intégrer la masse ordonnée des données dans une théorie du capitalisme mondialisé réellement existant ne me sont néanmoins parus suffisants pour comprendre la totalité de la réalité du développement inégal. L'articulation de la dimension politique/idéologique/culturelle et de celle qui concerne la gestion économique de la société constitue en effet l'axe central d'une lecture matérialiste historique incontournable.

Et dans ce domaine, ma lecture de Marx m'avait déjà convaincu, comme je l'ai déjà dit, que ses premières propositions invitaient à oser aller de l'avant. Ce que j'ai tenté de faire en proposant, d'une part, un concept général de « mode de production tributaire », fondement de la grande famille des organisations des sociétés de classes avancées pré-capitalistes, opposer l'articulation pouvoir dominant/économie dominée à celle, inverse, propre au capitalisme, et en tirer quelques conclusions importantes concernant les formes de l'aliénation propres aux sociétés historiques anciennes et à la société capitaliste moderne. Et en recherchant, d'autre part, dans la variété des formes tributaires le mouvement des contradictions concrètes qui y opèrent, accélérant ou retardant l'avancée capitaliste. J'ai donc tenté d'intégrer les questions posées en termes de matérialisme historique et celles qui concernent la dimension économique, comme le lecteur du *Développement inégal* et de *La loi de la valeur et le matérialisme historique* pourra le constater.

Mon travail n'a jamais été celui d'un marxologue. J'ai déjà dit et répété que pour moi « être marxiste », c'était partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à ses successeurs majeurs (Lénine, Mao), bâtisseurs des marxismes historiques.

L'axe central des conclusions de mes efforts est défini par la formulation d'une « loi de la valeur mondialisée », cohérente avec les fondements de la loi de la valeur propre au capitalisme et découverte par Marx, d'une part, et avec les réalités du développement mondialisé inégal, d'autre part. Ma contribution majeure concerne le *passage de la loi de la valeur à la loi de la valeur mondialisée*, fondée sur la hiérarchisation – elle-même mondialisée – des prix de la force de travail autour de sa valeur. Associée aux pratiques de gestion de l'accès aux ressources naturelles, cette mondialisation de la valeur constitue le fondement de la *rente impérialiste*. Je

prétends que celle-ci commande le déploiement des contradictions majeures du capitalisme/impérialisme réellement existant et des conflits qui leur sont associés, en sorte que classes et nations sont imbriquées dans leurs luttes et conflits, dans toute la complexité de leurs articulations spécifiques et concrètes. Je prétends qu'une lecture des XXe et XXIe siècles ne peut être autre que celle précisément de l'émergence – ou du « réveil » – des peuples et des nations des périphéries du système capitaliste/impérialiste mondialisé.

J'avais donc refusé les deux versions de la conception majeure proposée par les marxismes historiques concernant l'histoire globale, fondées l'une comme l'autre sur une formulation prétendue définitive du « matérialisme historique » : la version qui enferme cette histoire dans le carcan des « cinq stades » universels (communisme primitif, esclavage, féodalité, capitalisme, socialisme) et celle qui opposait les deux voies (européenne et asiatique). En lieu et place, j'ai proposé, à partir de 1970, de considérer une succession de trois grands stades (communautaire, tributaire – appellation qui a fait école depuis, capitaliste), les formes de chacune des deux premières ayant été multiples (relativisant ainsi la forme féodale européenne de la grande famille tributaire).

Des contradictions analogues traversaient toutes les sociétés de l'âge tributaire, dont la solution positive impliquait l'invention des principes d'un stade plus avancé de la civilisation universelle (le stade de la modernité capitaliste). Ces réponses au défi ont trouvé leur expression dans des vagues successives qui ont inventé progressivement la modernité, se déplaçant d'Est en Ouest, de la Chine des Song au Califat abbasside arabo-persan puis aux villes italiennes, avant de trouver sa forme européenne qui s'est cristallisée au cours du XVIe siècle dans le triangle Londres-Amsterdam-Paris. Cette dernière forme a donné le capitalisme historique qui s'est imposé à travers sa conquête du monde, annihilant par là même d'autres variantes antérieures qui auraient été possibles, à la fois analogues et différentes de celle que nous connaissons.

Cette conquête du monde par le capitalisme européen est à l'origine des interprétations eurocentriques de l'histoire globale et, entre autres, des deux versions du matérialisme historique des marxismes historiques critiquées. Mon analyse place l'accent sur la transformation qualitative qui définit pour l'essentiel chacun des trois grands stades. Elle place l'accent en particulier sur le renversement des rapports entre l'instance économique (toujours déterminante « en dernier ressort ») et l'instance politico-idéologique, directement dominante dans la famille des systèmes tributaires (féodalisme européen inclus), désormais soumise à la domination directe de l'instance économique dans le capitalisme.

Telle est en tout cas ma lecture de Marx et de sa critique fondamentale qu'il a développée dans le *Capital*. Telle est la raison pour laquelle je considère que l'aliénation marchande (« économiciste »), propre au capitalisme, donne à la civilisation moderne son caractère essentiel. Cette aliénation marchande (exprimée à travers la loi de la valeur) façonne non pas seulement la reproduction du système économique du capitalisme, à travers la dominance de l'instance écono-

mique, mais tout autant la reproduction du système de gestion politique de la modernité. En contrepoint, toutes les sociétés de l'ère tributaire demeurent caractérisées par une autre forme d'aliénation, nécessaire pour affirmer la dominance directe de l'instance politique. Les variantes « religieuses » - ou para-religieuses - de cette aliénation différente de l'aliénation marchande sont particulièrement appropriées aux exigences du déploiement des civilisations de l'ère tributaire.

Dans ma perspective, le capitalisme ne prend donc sa forme achevée qu'avec la réalisation de sa double révolution. Il s'agit, d'une part, de la révolution politique qui affirme le pouvoir décisif de la bourgeoisie, (dans les formes successives de la peu glorieuse « Glorieuse révolution » anglaise – 1688 – de la guerre d'indépendance des Etats-Unis, mais surtout dans celle de la révolution française qui inaugure la politique moderne), et, d'autre part, de la révolution industrielle qui amorce, avec le déploiement de la « grande industrie » (début du XIXe siècle), celui de la domination affirmée de l'économique et de l'aliénation marchande capitaliste à travers laquelle celle-ci s'exprime.

La majorité des auteurs nord-américains de l'histoire globale ont mis en doute l'importance, voire la réalité, de la révolution industrielle, et l'ont réduite à l'analogie des révolutions « industrielles » qui, de la Chine des temps anciens au bas Moyen-Age européen, en passant par le Moyen-Orient et les villes italiennes, ont façonné les cycles d'avancées (souvent suivis de reculs) des civilisations de l'époque tributaire. Qualifier ces révolutions industrielles, associées toujours (ou presque) à des moments d'avancées du salariat, des relations marchandes, et même de la pensée libre, « d'amorces du capitalisme » ne me gêne pas. Les confondre avec le capitalisme ne paraît jeter la confusion sur la rupture que représente la modernité capitaliste achevée.

Pour ce qui est de l'Europe de 1500 à 1800, « l'Ancien Régime » et le mercantilisme conservent pour moi le caractère d'une « transition au capitalisme », caractérisée doublement, d'une part, par la dispute du pouvoir entre l'ancienne classe dirigeante tributaire (ici l'aristocratie « féodale ») et la nouvelle bourgeoisie naissante (encore presque exclusivement commerciale, parfois financière, souvent épaulée par des segments de la paysannerie ou de l'aristocratie foncière en voie de transformation en une classe d'agriculteurs du capitalisme), et, d'autre part, par le conflit entre la domination de l'instance politique (marquée par la Monarchie absolue, fût-elle l'instrument d'un despotisme éclairé) et celle de la nouvelle instance économique.

La lecture de l'histoire globale que j'ai proposée m'a donc conduit à des conclusions que j'estime importantes, et que la majorité des auteurs de l'histoire globale ignorent. Le capitalisme est, dans cette lecture, un système qualitativement nouveau (et « supérieur », j'ose dire) dont l'incubation a été longue, couvrant au moins sept siècles, de l'époque chinoise des Song au mercantilisme atlantique européen. L'opposition entre le point de vue « eurocentrique » et le rejet de celui-ci se situe exactement dans l'analyse de cette longue incubation. Pour les « eurocentristes », l'incubation en question ne concerne que l'Europe (entre 1500

et 1800) ; et le capitalisme apparaît alors comme le produit de l'exception européenne – du « miracle » européen (voir ici ma critique de cette idéologie moderne, qui ne prendra forme qu'après le triomphe du capitalisme achevé, au XIXe siècle, mais perdure jusqu'à ce jour – *L'eurocentrisme*, 1988). Pour moi, cette incubation s'est exprimée à travers des vagues d'avancées successives qui se sont déployées sur des siècles dans des régions diverses de l'hémisphère oriental – l'Eurasie et l'Afrique.

A travers ces vagues se sont exprimées les mêmes contradictions fondamentales propres aux systèmes tributaires, comme je l'ai dit. Que le capitalisme aurait donc pu « naître » ailleurs qu'en Europe, et de ce fait revêtir des formes à la fois analogues et différentes de celles qui caractérisent le capitalisme historique achevé (« européen »), soit. Mais la tâche des analystes de l'histoire n'est pas « d'imaginer » différentes évolutions possibles qui n'ont pas eu lieu, mais d'expliquer celles qui ont eu lieu. J'ai expliqué le succès tardif (mais rapide dans sa maturation) de la forme euro-atlantiste, par le caractère « périphérique » du mode féodal et par sa coïncidence avec un autre fait majeur de l'histoire – la conquête des Amériques.

Mon ouvrage concernant *La loi de la valeur et le matérialisme historique* (1977) – dont une édition revisitée est en cours de publication – place l'accent sur le détour incontournable par la valeur (et sur l'aliénation marchande qui la motive), que l'approche empiriste en termes de « prix constatés » ignore (et la presque totalité des auteurs de l'histoire globale ne dépassent pas cet horizon de l'empirisme). Il place tout autant l'accent sur le contraste centres/périphéries dans ses formes propres au capitalisme historique (« européen » d'origine). Il s'agit là d'un contraste qualitativement différent de celui qui caractérisait les rapports entre les centres et les périphéries des époques antérieures.

L'usage des mêmes termes pour analyser des systèmes d'époques différentes comportait évidemment le risque d'un glissement en direction de l'affirmation d'une analogie – superficielle, voire fautive, à mon avis. Je me suis donc retrouvé sur ce terrain à peu près seul avec Giovanni Arrighi, ayant, de mon côté, analysé ce contraste dans les termes d'une « mondialisation de la loi de la valeur » fondée sur « l'accumulation par dépossession », productrice du conflit grandissant et insurmontable dans le cadre du déploiement de la logique du capitalisme entre le centre impérialiste dominant et les périphéries dominées.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est précisément sur cette question que mon analyse – que je prétends s'inscrivant dans l'analyse critique fondamentale de la société amorcée par Marx – se sépare de celles proposées par la plupart des écoles contemporaines de l'histoire globale.

Les unes – Wallerstein en particulier – admettant, comme moi, que la modernité capitaliste a créé une civilisation différente qualitativement de celle qui la précédait. Il reste que la définition que Wallerstein donne du capitalisme ignore l'aliénation marchande – centrale pour moi, comme pour Marx, je crois. D'autres courants de l'histoire globale nient carrément toute validité de l'accent placé sur la transformation qualitative pour lui substituer la vision continue d'une « accumula-

tion » en croissance quantitative permanente. Un grand nombre de travaux – par ailleurs remarquables – placent ainsi l'accent sur les échanges commerciaux et les transferts des connaissances technologiques et institutionnelles, comme des croyances religieuses et des manières culturelles, et signalent dans ce cadre les apports antérieurs des Orient à l'invention tardive du « capitalisme » européen. André Gunder Frank s'est rallié à ce courant, à partir de son ouvrage *Re-Orient*. Ma thèse concernant la succession des vagues d'inventions de la modernité capitaliste intègre l'apport des travaux de ces écoles de l'histoire globale, mais, je pense, les enrichit par la mise en relief du saut qualitatif.

Les écoles de l'histoire globale nord-américaine ignorent la distinction entre rapports marchands et rapports marchands capitalistes. L'équation des échanges marchands ($M \rightarrow E \rightarrow M'$) rappelle que le gain (alors improprement qualifié d'accumulation) résulte d'un commerce de marchandises, lesquelles ont été produites dans le cadre de rapports de production non capitalistes, par des paysans ou des artisans, quand bien même ceux-ci auraient été dans certaines circonstances soumis et dominés par le « capital » marchand, et quand bien même l'organisation des productions concernées aurait employé des travailleurs salariés. Dans l'équation $M \rightarrow P \rightarrow M'$, P symbolise la production organisée dans le cadre des rapports sociaux spécifiques au capitalisme : propriété des moyens de production (« modernes » : l'usine) séparée des producteurs (salariés, vendeurs de leur force de travail).

Sans ces rapports, il n'y a ni capital (qui est constitué de rapports sociaux, non réductibles à la « chose » qui les représente : les équipements), ni plus-value répartie entre salaires et profits, ni aliénation marchande capitaliste à proprement parler (le salaire paraît constituer le prix du travail alors qu'il est le prix de la force de travail, et, en complément logique, le capital paraît lui-même productif), ni accumulation du capital. Cette confusion ne permet pas de donner toute sa portée à la transformation qualitative de la société qui se met en place avec la révolution industrielle du XIXe siècle.

Certes, celle-ci ne surgit pas du néant, mais est le produit d'une longue incubation préparée par une dizaine de siècles d'expansions (souvent suivies de contractions) d'aires d'échanges marchands intenses. Ceux-ci ont certes amorcé de rapports « proto-capitalistes » ici ou là (mais pas toujours), ont certes conduit à l'invention de pans avancés des instruments essentiels à l'éclosion capitaliste : le crédit tout particulièrement, la « mondialisation » homogénéisante - en fait plus fréquemment la régionalisation – de l'instrument monétaire – les changes. Mais ces amorces ne constituent pas à elles seules un système de rapports sociaux capitalistes.

Wallerstein accepte toujours la validité de la prise en considération de la transformation qualitative que la modernité capitaliste représente, bien que sa définition du capitalisme demeure descriptive et incomplète. On ne s'étonnera pas alors que d'autres théoriciens de l'histoire globale et de l'économie-monde (André Gunder Frank dans ses derniers ouvrages) aient carrément renoncé à don-

ner une signification quelconque au concept de mode de production et parlé de « capitalisme » existant depuis l'origine de l'humanité.

En contrepoint, tous les apports – considérables – des écoles de l'histoire globale sont parfaitement cohérents avec leur interprétation « marxiste », formulée en termes d'expression des contradictions internes propres à ce que j'ai qualifié de « famille des formations tributaires » produisant les « inventions » associées aux expansions marchandes préparant leur coagulation dans le mode de production capitaliste nouveau.

Les thèses que j'ai développées dans mes réflexions concernant l'histoire globale ne m'ont jamais paru exiger « l'abandon du marxisme ». Bien au contraire, c'est en partant de Marx qu'il m'est paru possible de sortir des ornières empiristes dans lesquelles se sont enlisés bon nombre des auteurs de l'histoire globale. J'ose même prétendre que cette attitude qui part de Marx et n'hésite pas à développer et à enrichir la méthode du matérialisme historique amorcée, mais seulement amorcée, par Marx permet seule de progresser dans l'analyse de l'histoire globale.

On peut comprendre que des historiens sérieux, lassés des marxismes d'Eglises et de leurs exégèses des textes sacrés du maître comme des marxismes d'appareils préoccupés de justifier par des moyens de fortune (honnêtes ou moins honnêtes) les exigences de leurs prises de position quotidiennes face au défi signalé plus haut (mais jamais reconnu comme tel), aient jeté le bébé (Marx) avec l'eau du bain (les marxismes historiques). En refusant de céder à l'air du temps, je crois avoir choisi l'option la plus fertile pour l'analyse et l'action. Au lecteur d'en juger pour ce qui est ici de mes contributions aux débats concernant l'histoire globale.

J'avais donc adopté dès l'origine (ma thèse de doctorat) un double point de vue délibérément mondialiste (dans le jargon d'aujourd'hui de l'histoire « globale » – « *global history* ») et critique radicale de l'eurocentrisme. Je tentais d'avancer des analyses marxistes s'inscrivant dans cette ligne de pensée, de ce fait critiques de celles des marxismes historiques (en particulier celles des « cinq stades » et celles des « deux lignes, européenne et asiatique »). Vers la fin des années 1960, nous nous sommes rencontrés donc très « naturellement » – André Gunder Frank, Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein et moi-même – partageant ce même point de vue général. Ce n'est donc pas un hasard si cette « Bande des Quatre », comme on nous a appelés plus tard, a produit ensemble quelques ouvrages qui, je crois, ont été en avance sur leur temps. Nous proposons une analyse de la « longue crise », amorcée dès les années 1970 (et dont nous ne sommes pas encore sortis !), lue comme une crise de la mondialisation capitaliste.

Cette convergence essentielle n'excluait pas bien entendu la diversité de nos analyses, néanmoins plutôt complémentaires que contradictoires. Certaines de ces divergences ont par la suite pris une dimension marquée, comme en témoigne ma critique de *Re-Orient*, reprise dans cet ouvrage. J'ai choisi pour cette collection des articles qui placent l'accent sur la puissance inégalée de la méthode de Marx (pas nécessairement celle des marxismes historiques) pour l'analyse de « l'histoire globale ». L'angle de vision est celui d'un observateur « afro-asiatique ». Mes

publications en arabe et les traductions de mes ouvrages en de nombreuses langues, en particulier en chinois et en arabe, ont facilité l'élargissement de la sphère des débats, en les faisant sortir du monde académique étatsunien et de leurs reprises tardives par leurs émules européens.



Le conflit capitalisme/socialisme et le conflit Nord/Sud : deux conflits indissociables

1. L'internationalisme indispensable

Le conflit Nord/Sud (Centres/Périphéries) est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. Le capitalisme historique (il n'y en a pas d'autres, sauf dans l'imaginaire irréel de la doctrine libérale) se confond avec l'histoire de la conquête du monde par les Européens et leurs descendants qui ont fait les Etats-Unis (plus le Canada et l'Australie). Une conquête victorieuse pendant quatre siècles – de 1492 à 1917- devant laquelle les résistances des peuples victimes avaient toujours échoué. Un succès donc qui permettait de fonder sa légitimité par la supériorité du système européen, synonyme de modernité, de progrès, de bonheur, pour employer les termes de la doctrine anglaise de « l'utilitarisme », fondement de l'eurocentrisme. Une conquête qui a persuadé les peuples des centres impérialistes (tous Européens d'origine, auxquels se sont agrégés les Japonais qui ont choisi d'imiter leurs prédécesseurs, mais dont ont été exclus les Latino-Américains) de leur droit « préférentiel » aux richesses de la planète. Une sorte de racisme profond qui ne revêt plus les formes primitives de la croyance dans l'inégalité des « races ».

Cette page de l'histoire est en voie d'être tournée, remise en question par l'éveil du Sud. Un éveil qui s'est manifesté tout au long du XXe siècle par les révolutions conduites au nom du socialisme dans la semi-périphérie russe puis dans les périphéries de Chine, Vietnam, Cuba, comme par les libérations nationales d'Asie et d'Afrique et les avancées de l'Amérique latine. J'ai proposé, pratiquement à travers tous mes écrits, des analyses concrètes de ces remises en cause comme des développements plus théoriques et généraux de leur articulation aux transformations du système capitaliste/impérialiste. Le petit ouvrage de Claudia Roffinelli (*La teoría del sistema capitalista mundial, Una aproximación al pensamiento de Samir Amin*, Ruth Ed, Panama, 2005; en voie de publication en français) propose une synthèse excellente de mes thèses.

La lutte des peuples du Sud pour leur libération – désormais victorieuse dans sa tendance générale – s'articule à la remise en question du capitalisme. Cette conjonction est inévitable. Les conflits capitalisme/socialisme et Nord/Sud sont indissociables. Il n'y a pas de socialisme concevable hors de l'universalisme, qui implique l'égalité des peuples. Dans les pays du Sud, les majorités sont victimes du système, dans ceux du Nord, ils en sont les bénéficiaires. Les uns et les autres le savent parfaitement, bien que souvent, soit ils s'y résignent (dans le Sud), soit ils s'en félicitent (dans le Nord). Ce n'est donc pas un hasard si la transformation radicale du système n'est pas à l'ordre du jour dans le Nord, tandis que le Sud constitue toujours « la zone des tempêtes », des révoltes répétées, potentiellement révolutionnaires. De ce fait les initiatives des peuples du Sud ont été décisives dans la transformation du monde, comme toute l'histoire du XXe siècle le démontre. Constaté ce fait permet de situer dans leur cadre les luttes de classes dans le Nord : celui de luttes économiques revendicatives qui, en général, ne remettent en question ni la propriété du capital ni l'ordre mondial impérialiste.

Cela est particulièrement visible aux Etats-Unis dans le cadre d'une culture politique du consensus. La situation est plus complexe en Europe du fait de sa culture politique du conflit opposant droite et gauche, depuis les Lumières et la révolution française, puis avec la formation d'un mouvement ouvrier socialiste et la révolution russe (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Néanmoins, l'américanisation des sociétés européennes, en cours depuis 1950, atténue graduellement ce contraste. De ce fait également, les modifications de la compétitivité comparée des économies du capitalisme central, associées aux développements inégaux des luttes sociales, ne méritent pas d'être placées au centre des transformations du système mondial, ni au cœur des différentes variantes possibles des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, comme le pensent beaucoup des partisans du projet européen.

De leur côté, les révoltes du Sud, quand elles se radicalisent, se heurtent aux défis du sous-développement. Leurs « socialismes » sont de ce fait toujours porteurs de contradictions entre les intentions de départ et les réalités du possible. La conjonction, possible mais difficile, entre les luttes des peuples du Sud et celles de ceux du Nord constitue le seul moyen de dépasser les limites des uns et des autres. Cette conjonction définit ma lecture du marxisme. Une lecture qui part de Marx, refuse de s'arrêter à lui, ou Lénine ou Mao. Un marxisme conçu comme méthode d'analyse et d'action (la dialectique matérialiste) et non comme l'ensemble des propositions tirées de l'usage de celle-ci, et donc un marxisme qui ne craint pas de rejeter certaines conclusions, fussent-elles de Marx, un marxisme sans rivages, toujours inachevé.

C'est pourquoi je suis un internationaliste. J'ai toujours pensé que le capitalisme étant un système mondial et non la simple juxtaposition de systèmes capitalistes nationaux, les luttes politiques et sociales, pour être efficaces, devaient être conduites simultanément dans l'aire nationale (qui reste décisive parce que les conflits, les alliances et les compromis sociaux et politiques se nouent dans

cette aire) et au plan mondial. Ce point de vue – banal à mon avis – me paraît avoir été celui de Marx et des marxismes historiques (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous »), ou dans la version maoïste enrichie : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les débats et combats auxquels j'ai participé se situaient simultanément dans ces différents plans. Cela impliquait évidemment non pas un « tiers- mondisme », mais un « mondialisme » (ou internationalisme), nuance forte sur laquelle je me suis exprimé souvent. De là, ma défense de l'idée d'une Cinquième Internationale nécessaire (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, 2007). La nature de ces débats impliquait que nous cherchions à construire des ponts efficaces pour l'action internationale.

Dans le moment actuel, la page de la libération du Sud paraît néanmoins tournée. Les classes dirigeantes du Sud semblent accepter de se soumettre aux exigences de la mondialisation, les unes avec l'espoir d'en tirer profit, les autres contraintes. L'« occidentalisation » du monde est en marche. La doctrine libérale triomphe et croit trouver la preuve de la justesse de sa vision: l'homogénéisation du monde, le « rattrapage » serait possible dans le capitalisme, sa réalisation dépend de l'intelligence des classes dirigeantes concernées. Je crois avoir fourni de bons arguments qui démontrent qu'il n'en est rien, que la polarisation commande l'avenir du système comme son passé. La libération des peuples du Sud reste donc indissociable de la construction d'une perspective socialiste, de la progression du capitalisme au socialisme mondial.

Illusion, répète-t-on, que l'effondrement définitif des modèles soviétiques et maoïstes illustre. J'ai déjà répondu à cette conclusion hâtive. Le socialisme est nécessaire et possible. Mais ce possible ne deviendra réalité que si l'articulation libération du Sud/invention des étapes de la longue transition au socialisme mondial s'organise avec l'efficacité nécessaire pour « changer le monde ». Cela implique que s'affirme « la vocation afro-asiatique » du marxisme, comme je l'ai écrit. Certes, le Sud ne paraît pas engagé actuellement sur cette voie. Au contraire, ce sont les illusions passéistes qui ont le vent en poupe chez beaucoup de ses peuples. L'Amérique latine, mais surtout la Chine, qui font exception, feront-elles sortir des ornières ? Je le crois possible. Un nouveau « front du Sud » (« Bandoeng 2 ») peut associer dans des formules diverses à géométrie variable Etats et peuples du Sud. Un Bandoeng mieux armé que le premier, les pays du Sud ayant désormais beaucoup plus de possibilités fructueuses de coopération.

Il est impossible de dessiner la trajectoire que dessineront ces avancées inégales produites par les luttes au Sud et au Nord. Mon sentiment est que le Sud traverse actuellement un moment de crise, mais que celle-ci est une crise de croissance, au sens que la poursuite des objectifs de libération de ses peuples est irréversible. Il faudra bien que ceux du Nord en prennent la mesure, mieux, qu'ils soutiennent cette perspective et l'associent à la construction du socialisme. Un moment de solidarité de cette nature a bien existé à l'époque de Bandoeng. A l'époque, les jeunes Européens affichaient leur « tiers-mondisme », sans doute naïf, mais combien plus sympathique que leur repliement actuel !

Sans revenir sur les analyses du capitalisme mondial réellement existant que j'ai développées ailleurs, je rappellerai simplement leurs conclusions : qu'à mon avis, l'Humanité ne pourra s'engager sérieusement dans la construction d'une alternative socialiste au capitalisme que si les choses changent aussi en Occident développé. Cela ne signifie en aucune manière que les pays de la périphérie doivent attendre ce changement et, jusqu'à ce qu'il se produise, se contenter de « s'ajuster » aux possibilités qu'offre la mondialisation capitaliste. Au contraire, c'est plus probablement dans la mesure où les choses commenceront à changer dans les périphéries que les sociétés de l'Occident, contraintes de s'y faire, pourraient être amenées à leur tour à évoluer dans le sens requis par le progrès de l'Humanité tout entière. A défaut le pire, c'est-à-dire la barbarie et le suicide de la civilisation humaine, reste le plus probable. Je situe bien entendu les changements souhaitables et possibles dans les centres et dans les périphéries du système global dans le cadre de ce que j'ai appelé « la longue transition ». Mes analyses me conduisaient également à situer en Chine, et peut-être en Europe, les probabilités les plus grandes d'évolutions favorables possibles. Je reconnais néanmoins que la part d'intuition dans ce type d'analyses « futuristes » ne peut jamais être éliminée.

2. Le défi dans les périphéries du système mondial

Quelles sont les conditions pour que les pays du Sud et de l'ancien Est poursuivent leur libération et l'inscrivent dans une perspective de socialisme mondial ?

Pendant quatre siècles d'expansion capitaliste, les périphéries ont été soumises à un ajustement structurel asymétrique permanent aux exigences de l'accumulation commandée par le Nord dominant. A partir du XIX^e siècle, avec la révolution industrielle, cet ajustement a pris la forme de la construction du contraste centres industrialisés/périphéries interdites d'industrialisation. Cette asymétrie insupportable par l'écart croissant en termes de richesse et de pouvoirs entre les « partenaires » de la mondialisation impérialiste a été remise en cause à partir de la révolution russe en 1917.

L'expansion mondialisée du capitalisme ayant produit le contraste mentionné, on comprend que l'éveil des périphéries se soit donné l'objectif du « rattrapage » par l'accélération de l'industrialisation. Ce choix était -et demeure- incontournable. Mais il pose problème. Quel modèle d'industrialisation ? Imiter ce qui avait été réalisé dans les centres, et reproduire les rapports sociaux du capitalisme, indissociables de ce modèle ? Ou tenter d'associer les nécessités du rattrapage et celles de la construction d'autres rapports sociaux ? L'erreur du jugement conventionnel dominant selon lequel socialisme et nationalisme seraient définitivement dépassés repose sur une conception historique, de ce fait sans valeur scientifique. Dans la réalité de l'histoire, à travers les expériences des socialismes, tentées au cours du siècle passé, comme celles des nationalismes populaires d'Asie et d'Afrique, se sont exprimées avec toute leur ampleur les tragédies des grandes révolutions. Je reprendrai donc ici brièvement ce que j'ai

déjà dit sur ce sujet et sur celui de la contribution du maoïsme (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, pages 22 et suivantes).

Le drame des grandes révolutions

Ce drame trouve son origine dans la contradiction entre les tâches du rattrapage et les exigences d'une construction sociale innovante. Les « grandes révolutions » se distinguent par le fait qu'elles se projettent loin en avant vers l'avenir, par opposition aux autres (les « révolutions ordinaires »), qui se contentent de répondre aux exigences des transformations à l'ordre du jour du moment. De ce fait, toutes les grandes révolutions subissent le contrecoup de leur avance sur leur temps. Aux moments brefs de leur radicalisation succèdent des reculs et des restaurations réactionnaires. Par opposition, les autres révolutions (comme celles de l'Angleterre et des Etats-Unis) inaugurent le déploiement stable et calme du système, se contentant d'enregistrer les exigences des rapports sociaux et politiques en fait déjà mis en place dans le cadre du capitalisme naissant.

De ce fait, ces « révolutions » méritent à peine leur nom, tant sont marquants leurs compromis avec les forces du passé et leur absence de vision de l'avenir plus lointain. En dépit de leurs « échecs », les grandes révolutions font l'histoire – à plus longue portée. Par les valeurs d'avant-garde qui définissent leur projet, elles permettent aux utopies créatrices de poursuivre la conquête des esprits et, en définitive de réaliser l'ambition suprême de la modernité, qui est de faire des êtres humains les sujets actifs de leur histoire. Ces valeurs font contraste avec celles de l'ordre bourgeois instauré ailleurs qui promeuvent des comportements d'ajustement passif aux exigences dites objectives du déploiement du capital, et donnent toute sa puissance à l'aliénation économiciste qui sous-tend cette soumission.

Le déploiement mondial du capitalisme a toujours été polarisant dès l'origine et à chacune des étapes de son histoire. De ce fait, l'impérialisme a mis à l'ordre du jour non pas tant la maturation des conditions permettant des « révolutions socialistes » (ou des accélérations des évolutions allant dans cette direction) dans les centres du système mondial que des remises en cause de son ordre à partir des révoltes de ses périphéries. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie de 1917 constitue le « maillon faible » du système, ni que la révolution au nom du socialisme se déplace par la suite vers l'Est (la Chine, entre autres), tandis que sont déçues les attentes d'un effondrement à l'Ouest, dans lequel Lénine plaçait ses espoirs.

De ce fait, les sociétés révolutionnées en question sont confrontées à la tâche double et contradictoire à la fois de « rattraper » (ce qui implique le recours à des méthodes analogues à celles du capitalisme) et de « faire autre chose » (« construire le socialisme »). La combinaison de ces tâches a été ici ou là ce qu'elle a été ; elle aurait peut-être pu être meilleure, au sens qu'elle aurait permis le renforcement progressif des aspirations communistes au fur et à mesure des avancées du rattrapage. Toujours est-il que cette contradiction réelle est au cœur du façonne-

ment des conditions objectives de l'évolution historique des sociétés post-révolutionnaires.

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste –, une forme de la révolution demeurerait bien à l'ordre du jour. Mais son objectif demeurerait par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba, ou de celles qui ne le furent pas, ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeurerait : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union soviétique encerclée. L'Union soviétique, plus tard la Chine se sont trouvées confrontées à des stratégies d'isolement systématique déployées par le capitalisme dominant et les puissances occidentales.

On comprend alors que, la révolution dans l'immédiat n'étant pas à l'ordre du jour ailleurs, la priorité ait été généralement donnée à la sauvegarde des Etats post-révolutionnaires. Les stratégies politiques mises en œuvre – dans l'Union soviétique de Lénine puis de Staline et de ses successeurs, dans la Chine maoïste puis post-maoïste, celles déployées par les pouvoirs d'Etat nationaux populistes en Asie et en Afrique, celles proposées par les avant-gardes communistes (qu'elles se soient situées dans le sillon de Moscou ou de Pékin ou qu'elles aient été indépendantes) se sont toutes définies par rapport à la question centrale de la défense des Etats post-révolutionnaires.

L'Union soviétique et la Chine ont à la fois connu les vicissitudes des grandes révolutions et été confrontées aux conséquences de l'expansion inégale du capitalisme mondial. L'une et l'autre ont progressivement sacrifié les objectifs communistes d'origine aux exigences immédiates du rattrapage économique. Ce glissement, abandonnant l'objectif de la propriété sociale par lequel se définit le communisme de Marx pour lui substituer la gestion étatique et s'accompagnant par le déclin de la démocratie populaire, étouffée par la dictature brutale (et parfois sanglante) du pouvoir post-révolutionnaire, préparait l'accélération de l'évolution vers la restauration du capitalisme, commune aux deux expériences, en dépit de la diversité de leurs cheminements.

Dans les deux expériences, la priorité a été donnée à la « défense de l'Etat post-révolutionnaire » et les moyens internes déployés à cette fin ont été accompagnés de stratégies extérieures priorisant cette défense. Les partis communistes ont été alors invités à s'aligner sur ces choix non seulement dans leur direction stratégique générale, mais même dans leurs ajustements tactiques au jour le jour. Cela ne pouvait produire rien d'autre qu'un affadissement rapide de la pensée critique des révolutionnaires dont le discours abstrait sur la « révolution » (toujours « imminente ») éloignait de l'analyse des contradictions réelles de la société, soutenu par le maintien des formes d'organisation quasi-militaires contre vents et marées.

Les avant-gardes qui refusaient l'alignement, et parfois osaient regarder en face la réalité des sociétés post-révolutionnaires, n'ont néanmoins pas renoncé à l'hypothèse léniniste d'origine (la « révolution imminente »), sans tenir compte que celle-ci était de plus en plus visiblement démentie dans les faits. Il en a été ainsi du trotskysme et des partis de la IV^e Internationale. Il en a été ainsi d'un bon nombre d'organisations révolutionnaires activistes, inspirées parfois par le maoïsme, ou par le « Guevarisme ». Les exemples en sont nombreux, des Philippines à l'Inde (les Naxalites), du monde arabe (avec les Nationalistes arabes et leurs émules au Yémen du Sud) à l'Amérique latine (Guevarisme).

Les grands mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, entrés en conflit ouvert avec l'ordre impérialiste, se sont heurtés, comme ceux qui ont conduit des révolutions au nom du socialisme, aux exigences conflictuelles du « rattrapage » (la « construction nationale ») et de la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. Sur ce second plan, les régimes « post-révolutionnaires » (ou simplement post-indépendance reconquise) ont certainement été moins radicaux que les pouvoirs communistes, raison pour laquelle je qualifie les régimes en question en Asie et en Afrique de « nationaux - populistes ». Ces régimes se sont d'ailleurs parfois inspirés des formes d'organisation (parti unique, dictature non démocratique du pouvoir, gestion étatiste de l'économie) mises au point dans les expériences du « socialisme réellement existant ». Ils en ont généralement dilué l'efficacité par leurs options idéologiques floues et les compromis avec le passé qu'ils ont acceptés.

C'est dans ces conditions que les régimes en place, comme les avant-gardes critiques (le communisme historique dans les pays en question), ont été invités à leur tour à soutenir l'Union soviétique (et plus rarement la Chine) et à bénéficier de son soutien. La constitution de ce front commun contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs partenaires européens et japonais a certainement été bénéfique pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Ce front anti-impérialiste ouvrait une marge d'autonomie à la fois pour les initiatives des classes dirigeantes des pays concernés et pour l'action de leurs classes populaires. La preuve en est fournie par ce qui est advenu par la suite, après l'effondrement soviétique.

Ce qui était par contre discutable, c'était les conditions que l'Union soviétique a imposées aux forces politiques engagées aux côtés des classes populaires dans les pays alliés (et singulièrement aux partis communistes). On aurait pu imaginer que dans ce front anti-impérialiste ces partis conservent l'autonomie entière de leur mouvement, reconnaissant par là même la dualité conflictuelle des intérêts et des projets sociaux des partenaires associés dans le front. Car les classes dirigeantes poursuivaient dans ce cadre un projet de nature capitaliste en définitive, bien que « national », tandis que la satisfaction des intérêts des classes populaires exigeait de dépasser cette perspective dont l'histoire a d'ailleurs démontré les limites étroites. Tout au contraire, les choix de l'Etat soviétique ont nourri les illusions que le projet capitaliste national portait en lui, affaiblissant par là même

l'expression autonome des classes populaires. L'invention de la prétendue « voie non capitaliste » exprimait ce choix.

Sans doute à l'époque – celle de Bandoeng (1955-1975) – faire la distinction entre les intérêts des pouvoirs et ceux de leurs peuples était-il difficile. Ces pouvoirs étaient fraîchement issus d'immenses mouvements de libération qui avaient mis en déroute l'impérialisme dans ses formes anciennes (« coloniales » et « semi-coloniales »), parfois de véritables révolutions associées à ces mouvements (Chine, Viet Nam, Cuba). Ils étaient encore « proches » de leurs peuples, et bénéficiaient d'une forte légitimité.

La contribution du maoïsme

Le marxisme de la IIe Internationale, ouvriériste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » – jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les centres dominants) et le « sous-développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables comme les deux faces d'une même pièce, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme, lui était parfaitement étrangère.

Dans un premier temps, Lénine prend quelques distances avec la théorie dominante de la IIe Internationale, et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu. Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au Parti communiste chinois (PCC) et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie (que le Parti Socialiste Révolutionnaire représentait) – en uniformes de soldats – s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui-même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui-même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine (ou du moins à partir des années 1930) sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs, la dimension nationale – la guerre de résistance à l'agression japonaise – a également permis au front dirigé par les communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les faiblesses et les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post-révolutionnaire. La révo-

lution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée du sol agraire, et lui a substitué la garantie, pour tous les paysans, d'un accès égal à celui-ci.

Jusqu'à ce jour, cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. J'y renvoie le lecteur (Cf. S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, chapitre Chine, Paris 2005 ; S. Amin, Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché, *Alternatives Sud*, vol. VIII, n° 1, 2001). Mais par ailleurs, le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifiés de partisans de la voie capitaliste (« capitalist roaders »).

Le régime post-révolutionnaire en Chine n'a pas seulement à son actif nombre de réalisations politiques, culturelles, matérielles et économiques plus qu'appréciables (l'industrialisation du pays, la radicalisation de sa culture politique moderne etc.). La Chine maoïste a résolu le « problème paysan » au cœur du drame du déclin de l'Empire du Milieu pendant deux siècles décisifs (1750-1950). Je renvoie ici à mon ouvrage *L'avenir du maoïsme* (1981, page 57). De surcroît, la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière, comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...).

L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi – avec des hauts et des bas bien sûr – avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte des succès ultérieurs du développement de la Chine post-maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post-maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste (par « l'ouverture »), n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé « définitivement » (de manière « irréversible ») la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord, parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et que, entre autres, une ouverture (fût-elle contrôlée) s'imposait (Cf. *L'avenir du maoïsme*, pp. 59-60), laquelle comportait, comme la suite l'a démontré, le risque de renforcer les tendances d'une évolution en direction du capitalisme. Mais encore, parce que simultanément le système de

la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement.

Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse » (ce qui, entre autres, a largement inspiré le 1968 européen – voir le film de Godard « La Chinoise »). La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

Le combat entre la voie socialiste, longue et difficile, et l'option capitaliste à pied d'œuvre, n'est certainement pas « définitivement dépassé ». Comme ailleurs dans le monde, le conflit qui oppose la poursuite du déploiement capitaliste à la perspective socialiste constitue le vrai conflit de civilisation de notre époque. Mais dans ce combat, le peuple chinois dispose de quelques atouts importants, qui sont l'héritage de la Révolution et du maoïsme. Ces atouts opèrent dans des domaines divers de la vie sociale ; ils se manifestent avec force, entre autres, par la défense par la paysannerie de la propriété d'Etat du sol agricole et la garantie de l'accès de tous à celui-ci.

Le maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « Les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Les Etats – c'est-à-dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations – c'est-à-dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est-à-dire le « développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est-à-dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficace. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

Un bilan contrasté, une page tournée, nouvelle étape, nouveaux défis pour les peuples du Sud

L'assimilation par le discours dominant des régimes de l'Est et du Sud, d'une part, des fascismes, d'autre part, tous confondus dans les termes insipides de totalitarisme, ne permet pas de faire le bilan de ce qu'ils furent, encore moins de définir des stratégies nouvelles pour faire face au défi.

Un bilan certes contrasté. A son actif, le fait que c'est bel et bien l'Armée Rouge qui a mis en déroute les Nazis. Que les effets destructeurs de la Guerre Froide, mise en oeuvre systématiquement par les Etats-Unis, aient été neutralisés pendant une trentaine d'années par le soutien soviétique aux Non-Alignés, contraignant l'impérialisme à s'ajuster à un monde polycentrique. A son actif, également l'accès au sol garanti à tous les paysans par les révolutions de la Chine et du Vietnam. A son actif, les immenses progrès des sociétés du Sud, leur amorce d'industrialisation (laquelle n'a pas été le produit « naturel » de l'expansion capitaliste, mais imposée par les victoires des peuples du Sud), le bond en avant en matière d'éducation et de santé (des progrès sans commune mesure avec les réalisations prétendues de la colonisation). Les limites et contradictions des systèmes en question ont été l'objet d'analyses et de critiques sévères (dont les miennes) sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir ici. Ces limites ont leur part décisive dans les érosions et effondrements ultérieurs. Mais cela ne doit pas faire oublier l'hostilité permanente des puissances occidentales à leur égard.

La page est tournée. L'après-guerre avait été marquée par la coexistence de trois systèmes de forte régulation du capital (le compromis social capital/travail à l'Ouest, le « socialisme » à l'Est, des projets nationaux populaires au Sud). L'offensive du capital à partir des années 80 est parvenue à démanteler ces avancées. Les sociaux-démocrates, désormais ralliés au libéralisme, n'ont jamais compris que la défaite des « communistes » serait aussi la leur ! Simultanément, l'impérialisme renouvelait ses moyens de contrôle des périphéries par la mise en place de ce que j'ai appelé « les cinq nouveaux monopoles » de l'impérialisme collectif de la Triade, sur lesquels je reviendrai. Mais ce système est loin d'avoir acquis la stabilité que le discours dominant lui attribue.

L'image du Sud est aujourd'hui fortement contrastée. Il y a les pays du soviétisme dont les régimes sont tombés à droite (ce qui n'était pas la seule possibilité). Il y a la Chine dont les choix, fortement contradictoires, n'excluent pas la possibilité de permettre de nouvelles avancées (Cf. S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, chapitre Chine ; également Lin Chun, *The transformation of chinese socialism*, 2005 ; Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing*, 2007). Il y a d'autres pays, qualifiés abusivement de pays « émergents », qui se nourrissent de l'illusion d'un développement possible dans la mondialisation en place. Il y a le « quart-monde », souvent victime d'involutions tragiques para-religieuses et para-ethniques (Cf. S. Amin, *Modernité, religions, démocratie*, en cours). Sans doute, en dépit de ces contrastes, les uns et les autres donnent-ils l'impression d'accepter le cadre de la

mondialisation en question. Encouragés par cette conjoncture, à mon avis provisoire, les Etats-Unis ont cru pouvoir prendre l'offensive et tenter d'imposer leur projet de « contrôle militaire de la planète » (Cf. S. Amin, *L'hégémonie des Etats-Unis et l'effacement du projet européen*).

La réaction des peuples du Sud et du Nord à cette offensive des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière de l'impérialisme collectif de la Triade ne s'est pas fait attendre. Les mouvements de résistance se sont fait entendre dès les années 90 et se sont déployés sur tous les terrains des interventions de l'adversaire, qu'il s'agisse de la défense des droits sociaux et démocratiques ou de la résistance à l'invasion militaire. Ces mouvements ont également à leur actif d'avoir amorcé l'invention de formes nouvelles d'organisation et d'action considérablement plus démocratiques que ne le furent celles mises en oeuvre dans la phase précédente des luttes émancipatrices. L'émergence des Forums sociaux en est l'expression. J'ai défini le défi auquel ces mouvements sont désormais confrontés dans les termes suivants : passer de la résistance à l'offensive et à la construction de l'alternative positive par la « convergence dans la diversité » (Cf. *Les forums sociaux sont-ils à la hauteur des défis ?*, chapitre cinq).

Passer à l'offensive pour les pays du Sud, c'est mettre en déroute les « cinq monopoles » qui constituent les moyens par lesquels l'impérialisme entend perpétuer sa domination.

La reproduction du pouvoir des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière passe par l'exercice de son contrôle des moyens financiers dont ils monopolisent la centralisation à la fois sur les plans internes (ce qui leur permet de prélever à leur profit une rente considérable) et international (nécessaire pour perpétuer la soumission des périphéries). C'est à mon avis à partir de cette seconde dimension que ce monopole sera remis en question (la faillite du FMI l'annonce déjà), même s'il n'est pas exclu que la revendication de restauration de la démocratie – fût-elle bourgeoise –, annihilée par le pouvoir ploutocratique en place, y contribue.

L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète, nécessaire pour permettre la reproduction du capitalisme dans ses Centres, n'est pas viable. Le développement du Sud le remet en question. La thèse de la « décroissance » (Cf. Serge Latouche) est certainement fondée sur la constatation indiscutable qu'un usage rationnel de ces ressources, et j'ajouterai également réparti au bénéfice de tous les peuples, l'exige. Mais il me paraît évident que cette vision remet en question le capitalisme dans ce qu'il a de plus fondamental. C'est pourquoi l'amorce du changement est difficile à imaginer dans les pays du Nord, dont les sociétés sont les bénéficiaires du gaspillage qui caractérise leur « consommation ». Par contre les initiatives du Sud visant à reprendre le contrôle de leurs ressources pourront progressivement contraindre les pays du Nord à en accepter les exigences.

Le monopole des technologies et de l'information, que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tente d'imposer par les rentes de « propriété » qu'elle promet, sera certainement mis en échec, ne serait-ce que parce que les pays du

Sud ont désormais la maîtrise de la production de beaucoup de ces technologies. Le Sud n'est plus dans la situation où il se trouvait encore à l'époque de Bandoeng, démunie de moyens de développement autonome. Il peut désormais largement se passer du Nord et développer des formes de coopération multiples, commerciales et technologiques. L'amorce d'un Bandoeng 2, à géométrie variable, est déjà en voie de constitution.

Enfin, le monopole des armements de destruction massive, l'arme suprême par laquelle les Etats-Unis entendent poursuivre leur domination, est déjà en voie d'être neutralisé par la mise en déroute des aventures militaires de Washington et de ses alliés subalternes.

Mettre en déroute les nouveaux « avantages » de l'impérialisme, c'est opter pour un développement autocentré, déconnecté du système mondial (encore une fois non au sens absurde d'autarcique, mais dans celui qui est le mien : soumission des relations extérieures avec le monde impérialiste à la priorité du développement interne et du progrès social). Cette exigence est incontournable. La déconnexion est également indissociable du caractère populaire du pouvoir (par opposition au pouvoir comprador), seul capable de la promouvoir. Elle l'est pour le présent comme elle l'était dans le passé (Cf. S. Amin, *Le paradigme du développement*). Certes, la forme de cette déconnexion a évolué. Dans l'étape de Bandoeng, elle était synonyme d'industrialisation dans un cadre strictement national, même pour des pays de taille modeste. Aujourd'hui, si elle peut rester « nationale » pour les pays continents, elle exige pour les autres des formes de coopération régionale intense, construisant des complémentarités entre les partenaires, désormais possibles. La formule n'est pas celle de « marchés communs », mais d'associations à la fois économiques « planifiées » (non au sens soviétique, mais dans des formes qui associent la décision populaire aux politiques d'Etat) et politiques. L'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) en constitue probablement un premier modèle.

Les politiques d'Etat de la Chine – en dépit de leurs limites et contradictions – et les avancées de l'Amérique latine amorcent ces exigences et possibilités nouvelles de sortie du Sud du système mondial impérialiste.

3. Le défi dans les centres impérialistes du système

Quelles sont les conditions permettant d'envisager que les pays du Nord s'écartent de la voie dans laquelle ils sont engagés depuis cinq siècles : celle de la guerre permanente contre les peuples du Sud et pendant longtemps des guerres non moins permanentes entre eux pour le partage du butin ?

Ma thèse est que le système impérialiste est passé à un stade nouveau de son développement, caractérisé par la substitution d'un impérialisme collectif de la Triade à la pluralité des impérialismes en conflit permanent dans l'histoire antérieure du capitalisme. Produite par la centralisation grandissante du capital, cette transformation place aux postes de commande une ploutocratie financière foncièrement antidémocratique (Cf. S. Amin, *Le capitalisme sénile*; S. Amin, *Pour un*

monde multipolaire; également François Morin, *Le nouveau mur de l'argent*, 2005). Devenu sénile, le capitalisme doit être dépassé par l'invention du socialisme du XXI^e siècle.

Mais le capitalisme ne mourra pas de sa belle mort; au contraire la ploutocratie en place n'a d'autre choix que celui de tenter de détruire le Sud, devenu capable de se développer par lui-même. Les peuples du Nord s'associeront-ils à leurs classes dirigeantes dans cette entreprise criminelle ? Mon analyse pour y répondre ne place pas l'accent, comme d'autres le font, sur les contradictions qui opposeraient les oligopoles des centres (en particulier les Etats-Unis et l'Europe), mais, comme on le verra dans ce qui suit, sur les singularités des cultures politiques des différents peuples concernés, qui permettent d'imaginer des ruptures du front des ploutocraties de la Triade. Car à mon avis, ces singularités expliquent autant les parcours du passé et les perspectives d'avenir que les conditions économiques et sociales générales. La pensée bourgeoise, dominée par l'économisme, l'ignore. Marx y portait une attention particulière. Mais pas le marxisme simplifié, comme en témoignent les discours de nombreux segments de l'extrême gauche européenne qui se contentent de stigmatiser le « capital exploiteur » sans souci de développer des stratégies politiques de lutte, lesquelles impliquent nécessairement qu'on n'ignore rien du poids des cultures politiques concrètes des peuples concernés.

Le lecteur de ce qui suivra jugera peut-être mes « jugements » un peu trop sévères. Ils le sont. Mes développements antérieurs concernant le Sud ne l'étaient pas moins. Au demeurant, les cultures politiques ne sont pas des invariants transhistoriques. Elles évoluent, parfois pour le pire, mais tout autant pour le meilleur. J'estime que la construction de la « convergence dans la diversité » dans la perspective socialiste l'exige.

Les Etats-Unis

J'ai explicité les raisons pour lesquelles je ne vois pas comment le vent du changement pourrait trouver son lieu de départ dans la métropole « la plus avancée » du capitalisme (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Précisément parce que cette « perfection » du modèle capitaliste signifie que le peuple dans son ensemble est ici profondément aliéné dans la culture politique du « marché roi » et l'illusion que l'« individu » est également roi. Dans l'idéologie des Lumières, les valeurs de liberté et d'égalité sont associées comme si elles étaient naturellement convergentes, alors qu'elles sont contradictoires et que la construction de leur complémentarité éventuelle exige de penser un système social « au-delà du capitalisme ». Aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, la valeur « liberté » s'est imposée d'une manière unilatérale, légitimant l'inégalité. Que la liberté dans ces conditions soit dénuée de potentiel créatif, devenant soumission consensuelle manipulable, que « l'individu » sacralisé dans le discours ne soit plus en réalité qu'un pantin désossé incapable de participer à la construction de son avenir, ne sont pas l'objet de questionnement des victimes du système.

Par ailleurs, la politisation des luttes de classe a été ici handicapée par les communautarismes produits par la succession des vagues migratoires. J'ai proposé quelques développements sur ces questions relatives au façonnement historique de la culture politique singulière des Etats-Unis. Toujours est-il que cet état des choses permet à la classe dominante des Etats-Unis de gérer la société dans son intérêt exclusif, par des moyens redoutables associant cynisme dans les faits et hypocrisie extrême dans les discours. Comme Noam Chomsky, je crois que les Etats-Unis sont le véritable et principal « Etat-voyou » sur la scène du monde contemporain, pour employer la terminologie de Clinton ; et je m'attends toujours au pire de sa part (y compris le génocide de ses adversaires, comme l'a démontré le très courageux Daniel Ellsberg). L'élection – douteuse – de G.W. Bush est un quasi-coup d'Etat et les Etats-Unis sont désormais gouvernés par une véritable junta de criminels de guerre qui, entre autres, a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux qu'on ne trouve que dans les Etats policiers de l'histoire moderne.

A court terme, rien n'indique que le peuple américain soit capable de prendre conscience de la tragédie que porte en lui le projet démesuré et criminel de cette junta (« le contrôle militaire de la planète »), lequel entraîne le monde dans la guerre permanente et annihile le sens de la démocratie, devenue dérisoire. Toutes ces tristes réalités ne sont rien d'autre, à mon avis, que les ravages d'un capitalisme qui est ici, hélas, plus « pur » qu'il ne l'est ailleurs. Néanmoins, et en dépit de ce handicap structurel historique sérieux, le peuple américain a été l'un des trois seuls (avec les Français et les Suédois) qui aient réagi par un glissement à gauche, en réponse à la crise des années 1930.

Mon intuition est néanmoins que l'initiative du changement ne viendra pas de là-bas, même s'il n'est pas impossible que le wagon américain vienne par la suite s'accrocher à d'autres qui amorceraient le mouvement. J'avais, comme d'autres, placé quelques espoirs dans les Noirs Américains à l'époque héroïque des « Blacks Panthers ». J'ai dû constater que le mouvement des Noirs Américains, pour légitime qu'il fût, n'était pas à la hauteur du défi. Aucune analyse. Des attitudes purement émotives intériorisant le racisme, accepté et retourné. J'ai toujours pensé que les ravages du colonialisme interne étaient sans commune mesure avec ceux du colonialisme externe. L'esclavage, pratiqué dans la société des Etats-Unis, a donc produit des effets terribles en comparaison de ceux associés à l'esclavage pratiqué par les Européens dans de lointaines colonies (voir chapitre 4, annexe 2).

Le Japon

Voilà un pays qui est placé dans une posture exactement inverse : économie capitaliste dominante et simultanément ascendance culturelle non européenne. Laquelle de ces deux dimensions l'emportera : la solidarité avec les partenaires de la « triade » (les Etats-Unis et l'Europe) contre le reste du monde ou la volonté

d'indépendance, soutenue par « l'asiatisme » ? Les réflexions – voire les élucubrations – sur ce thème constituent à elles seules une bibliothèque entière.

L'analyse non seulement économique, mais également de la géopolitique du monde contemporain me conduit à conclure que le Japon restera dans le sillage de Washington. Comme l'Allemagne a accepté de l'être jusqu'à ce jour, pour des raisons en partie identiques. La globalisation à la mode est construite – comme on ne le dit presque jamais – sur une asymétrie entre les partenaires principaux de l'économie mondiale. Les Etats-Unis enregistrent un déficit structurel croissant de leur balance extérieure, la Chine et les autres concurrents capitalistes majeurs (en particulier l'Allemagne et le Japon) disposent de surplus importants. Cette asymétrie fonde une solidarité des partenaires dans le malheur. Car sa disparition entraînerait tout le capitalisme dans un chaos indescriptible dont l'humanité ne pourrait sortir qu'en amorçant l'invention d'un autre système. Aussi cette solidarité paraît-elle être bien solide : non seulement les classes dirigeantes du Japon et de l'Allemagne en ont une conscience claire, mais encore leurs peuples semblent en accepter le prix. Pourquoi et jusqu'à quand ?

Une réponse trop facile invoque à ce propos les traditions autocratiques, l'esprit de soumission, l'acceptation du principe de l'inégalité, etc. Ce sont là des réalités historiques, mais comme toutes celles-ci, elles n'ont pas vocation à être éternelles. Une réponse un peu meilleure, à mon avis, donne plus d'importance aux options stratégiques de Washington au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis avaient alors choisi non pas de « détruire » ces deux adversaires – les seuls à avoir menacé l'inexorable essor du candidat à l'hégémonie mondiale que les Etats-Unis représentaient –, mais au contraire de les aider à se reconstruire et à devenir deux alliés fidèles. La raison évidente est qu'il y avait à l'époque une menace « communiste » réelle, que représentaient l'URSS et la Chine.

Ce que, soit dit en passant, les dirigeants de la nouvelle Russie n'ont pas compris. J'ai entendu dire par quelques-uns de ceux-là que, ayant opté pour le capitalisme, la Russie se trouvait désormais dans une situation analogue à celle du Japon et de l'Allemagne : elle a perdu la guerre, mais peut gagner la paix et la bataille économique. C'était oublier que n'ayant plus de concurrents dangereux, l'establishment américain a opté ici pour la destruction totale de son adversaire battu. Avec d'autant plus de cynisme que l'Europe lui emboîte le pas, sans vouloir comprendre qu'elle contribue ainsi à rendre beaucoup plus difficile la remise en cause de l'hégémonisme américain. Certes, on ne peut pas ne pas observer chez les Japonais « un certain complexe d'infériorité » envers la Chine : nous avons raté notre modernisation, ayant singé les Occidentaux, les Chinois feront mieux (la seconde partie est peut-être discutable, mais c'est là une autre question). Néanmoins, le rapprochement avec la Chine que cette ligne de pensée pourrait inspirer reste fort difficile. D'abord parce que le capital qui domine le Japon reste ce qu'il est, comme tout capital dominant impérialiste. Ensuite parce que les Chinois et les Coréens le savent, au-delà même de leur méfiance – justifiée – à l'égard de la puissance ennemie d'hier.

L'Europe

L'amorce d'un changement aurait-elle plus de chances en Europe qu'aux Etats-Unis ou au Japon ? Je le pense – intuitivement – sans sous-estimer néanmoins les difficultés tenant à la diversité « des Européens ».

La première raison de cet optimisme relatif tient au fait que les nations de l'Europe ont une histoire riche et variée, dont témoigne l'incroyable accumulation de ses vestiges médiévaux imposants. Mon interprétation de cette histoire n'est certainement pas celle de l'eurocentrisme dominant, dont j'ai rejeté (et, je pense, réfuté) les mythes, développant en contrepoint la thèse que les mêmes contradictions propres à la société médiévale qui ont été dépassées par l'invention de la modernité opéraient ailleurs. Néanmoins, je rejette avec autant de détermination les élucubrations « anti-européennes » de certains intellectuels du tiers-monde qui veulent se convaincre sans doute que leurs sociétés étaient plus riches, plus avancées, et même meilleures que celles de l'Europe médiévale « arriérée ». C'est oublier que le mythe du Moyen Age arriéré est lui-même le produit du regard ultérieur de la modernité européenne. En fait, si l'histoire pré-moderne de l'Europe n'est pas meilleure que celle d'autres régions du monde – les parcours historiques sont même plus semblables que beaucoup le pensent, à mon avis –, elle n'est certainement pas davantage « pire » ou « inférieure ». Et en tout état de cause ayant franchi la première le seuil de la modernité, l'Europe a acquis depuis des avantages qu'il me paraît absurde de nier.

L'Europe est bien entendu diverse, en dépit d'une certaine homogénéisation en cours et du discours « européen ». Dans cette Europe diverse, quels sont les éléments positifs et négatifs du point de vue du potentiel de changement ?

L'Angleterre et la France sont les initiateurs de la modernité, les deux sociétés qui l'ont construite systématiquement. Cette affirmation un peu brutale ne signifie pas que cette modernité n'ait pas eu des racines antérieures, en particulier dans les villes italiennes puis aux Pays-Bas. Les contributions de l'Angleterre et de la France dans la construction de la forme définitive de la modernité capitaliste, loin d'être similaires, se sont déployées selon des axes différents, même si on peut les lire comme ayant été peut-être finalement complémentaires.

L'Angleterre a traversé une période fort tumultueuse de son histoire à l'époque de la naissance des rapports capitalistes (mercantilistes) nouveaux ; elle s'est transformée de la « *Merry England* » médiévale dans la triste Angleterre puritaine, a exécuté son Roi et proclamé la République au XVIIe siècle. Puis tout s'est calmé ; elle a franchi l'étape de l'invention de la démocratie moderne, bien que censitaire, au XVIIIe, siècle puis au XIXe siècle celle de l'accumulation ouverte par la révolution industrielle sans conflits majeurs. Non sans luttes de classes certes, qui culminent avec le chartisme au milieu du siècle dernier, mais sans que ces luttes ne se politisent au point de remettre en cause le système dans son ensemble. Et ce caractère paraît bien se prolonger jusqu'à nos jours.

La France par contre franchit les mêmes étapes à travers une série ininterrompue de conflits politiques violents. C'est la révolution française qui invente les dimensions politiques et culturelles de la modernité contradictoire du capitalisme. C'est en France que des luttes des classes populaires, pourtant beaucoup moins clairement cristallisées que dans l'Angleterre des seuls véritables prolétaires de l'époque, se politisent dès 1793, puis 1848, en 1871, et encore plus tard, en 1936, autour d'objectifs socialistes au sens fort du terme. Il n'y a pas eu de 1968 en Angleterre. Il y a certes beaucoup d'explications qui ont été données à ces parcours différents. Marx y fut très sensible et ce n'est pas un hasard s'il a porté l'essentiel de son attention à l'analyse de ces deux sociétés, pour proposer une critique de l'économie capitaliste à partir de l'expérience de l'Angleterre et une critique de la politique moderne à partir de celle de la France. Cecil Rhodes avait résumé mieux que quiconque la nature du défi : seule l'option impérialiste pouvait sauver l'Angleterre de la révolution socialiste. Un choix tout autant valable pour la France, et même pour l'Europe dans son ensemble. La seconde internationale a rapidement dérivé vers le social colonialisme. Elle est aujourd'hui encore social atlantiste, social impérialiste.

Le passé britannique explique peut-être le présent : la patience avec laquelle le peuple britannique supporte la dégradation de sa société. Peut-être cette passivité s'explique-t-elle par le report sur les Etats-Unis de la fierté nationale britannique. Les Etats-Unis ne sont pas pour les Britanniques un pays étranger comme les autres ; ils restent leur enfant prodigue et quelque peu monstrueux ; et on sait que depuis 1945, l'Angleterre a fait l'option de se situer inconditionnellement dans le sillage de Washington. L'extraordinaire domination mondiale de l'anglais aide à vivre ce déclin sans peut-être même en ressentir l'ampleur. Les Anglais revivent leur gloire passée par procuration à travers les Etats-Unis.

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie ne seraient parvenues à la modernité capitaliste sans les brèches ouvertes par l'Angleterre et la France. Je ne veux pas dire par là que les peuples de ces pays auraient été, pour quelque raison mystérieuse, incapables de cette invention, réservée au seul génie anglo-français. Je veux dire que les potentialités d'une invention analogue n'étaient ici qu'analogues à celles, disons, des autres régions du monde – Chine, Inde ou Japon par exemple. Mais une fois entré dans la modernité capitaliste, chaque peuple en façonne les modalités, à sa manière, que sa position dans celle-ci soit celle d'un centre nouveau (cas des pays européens mentionnés et du Japon) ou celle d'une périphérie dominée.

L'Allemagne pourrait-elle sortir de l'ornière atlantiste ? Le parallèle que j'ai fait plus haut entre ce pays et le Japon, tous deux brillants seconds des Etats-Unis et constitutifs de la véritable triade – le G3 – (Etats-Unis, Allemagne, Japon plutôt que Amérique du Nord, Europe, Japon), ne le suggérerait pas.

Je lis l'histoire de l'Allemagne – et des autres – à la lumière de mon option de méthode fondamentale. Je m'explique de cette manière que le nationalisme allemand, mis en œuvre par les ambitions prussiennes, ait compensé la médiocrité de la bourgeoisie, que Marx déplorait. Le résultat n'a pas été seulement une

forme autocratique de gestion de ce nouveau capitalisme, qui, au demeurant, et en dépit de la tonalité ethniciste sur laquelle il fondait son recours au nationalisme (faisant contraste avec les idéologies universalistes anglaise et surtout française puis russe) n'est pas parvenu à rassembler tous les Allemands (d'où l'éternel problème de l'Anschluss autrichien non résolu jusqu'ici). Il a été aussi un facteur favorable à la dérive criminelle et démentielle du nazisme.

Mais il a été également, après le désastre, un motif puissant de la construction de ce que certains ont qualifié de « capitalisme rhéno », soutenu par les Etats-Unis pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Une forme capitaliste qui a délibérément opté pour une démocratisation copiée du modèle anglo-franco-américain. Mais qui reste sinon superficielle, du moins sans racines historiques locales profondes, compte tenu de la vie brève de la République de Weimar (le moment le plus démocratique de l'histoire allemande) et des ambiguïtés pour le moins qu'on puisse dire du socialisme de la République démocratique allemande (RDA). Mon explication est historique, elle n'est pas « atavique », et l'histoire ne connaît pas de fin. Or l'Allemagne est aujourd'hui confrontée à des problèmes graves. Car le « capitalisme rhéno » n'est pas le « bon capitalisme », par contraste avec le modèle libéral extrémiste anglo-saxon ou l'étatisme de la France « jacobine ». Chacun est différent, mais tous sont malades de la même maladie, celle du capitalisme parvenu à un stade tardif caractérisé par la prédominance de ses aspects destructifs. Face à ce défi, que peut-on imaginer des réactions allemandes possibles ?

A court terme, la position de l'Allemagne – dans la mondialisation sous hégémonie américaine, comme celle du Japon – paraît confortable. Et la reprise d'une expansion vers l'Est, par une sorte de latino-américanisation de la Tchéquie, de la Pologne, de la Hongrie, des pays baltes, de la Slovénie, de la Croatie – l'os et la viande jetés à l'Allemagne par les Etats-Unis –, peut nourrir l'illusion que le choix de Berlin est durable. Cette option se satisfait sans problème d'une démocratie de basse intensité et de médiocrité économique et sociale, confortés par les choix du système européen de Maastricht et de l'euro. Mais il ne faut pas exclure, dans le cas d'un entêtement des classes politiques de la droite classique chrétienne et libérale et de la gauche social-démocrate à poursuivre dans cette voie sans issue, l'émergence de populismes de droite, fascisants sans être pour autant des remake du nazisme de l'entre deux guerres, dont Haider en Autriche n'est, hélas, que le prototype.

Le trio Berlusconi-Fini-Bossi en Italie ne vaut pas mieux. Les succès électoraux du Front national en France témoignent de la réalité du danger général en Europe. En France, la tradition bonapartiste triomphe à nouveau avec Sarkozy qui interprète dans ce sens la très réactionnaire Constitution de la cinquième République (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). A plus long terme, dans cette perspective, les difficultés de l'Allemagne devraient s'aggraver et non s'atténuer. La fragilité allemande se résume en deux mots : une démographie déclinante (dans un quart de siècle, l'Allemagne ne pèsera pas plus que la France et la

Grande-Bretagne), une capacité inventive fort limitée. Néanmoins, les générations passent et le passé négatif peut s'estomper. Rien n'interdit de penser une réaction positive du peuple allemand prenant conscience qu'il lui faut amorcer un changement hors des sentiers battus. Je crois que si la France et la Russie reprennent plus d'initiatives, un autre avenir pour l'Europe devient possible. Ce choix pourrait tout autant entraîner une reprise de mouvements positifs amorcés dans les Europe méditerranéenne et nordique, mais vite avortés.

L'Europe du Sud, et particulièrement l'Italie s'étaient un moment propulsées au centre de la réflexion (et de l'action) critique, à partir du « long 1968 » des années 1970, dont le *Manifesto* à partir de 1970-1972 a donné les analyses les plus sérieuses. La puissance du mouvement était suffisante pour influencer d'une certaine manière l'Etat de « centre gauche » de l'époque, en dépit du renfermement du Parti communiste italien (PCI) sur lui-même, qui ne promettait rien de bon. Cette belle page de l'histoire de l'Italie est sans doute tournée. On ne peut alors que se poser les questions relatives aux faiblesses de la société qui l'ont permis. Un sens civique national peu développé, pour le moins qu'on puisse dire, qui s'explique par le fait que les maîtres des Etats italiens ayant été le plus souvent des étrangers, les peuples concernés ne voyaient en eux que des adversaires à tromper autant que possible.

La nation italienne – qui existe – n'a pas encore suffisamment surmonté ce handicap et, peut-être que, fragilisée de ce fait, elle a laissé encore la porte ouverte à cette incroyable involution que représente la « Ligue Lombarde ». Cette catastrophe s'articule sur l'émergence d'un populisme qui se nourrit de la remontée à la surface du fond fasciste. En Italie comme en France, la libération aux temps de la seconde guerre avait été également une guerre civile. De ce fait, les fascistes furent contraints de se cacher dans les décennies qui ont suivi 1945, mais ils n'avaient jamais véritablement disparu. Néanmoins, une telle involution est difficilement imaginable sans faire appel aux deux raisons suivantes. D'abord l'évolution de l'économie du pays qui, en dépit de son « miracle » assurant désormais aux Italiens un niveau de vie meilleur que celui des Britanniques, demeure fragile. Une fragilité sur laquelle les discours parfois dithyrambiques sur la « troisième Italie » et son « capital social » exceptionnel restent trop silencieux. Mais ensuite par ce que l'intégration européenne telle que conçue (depuis Maastricht surtout) a flatté la dérive et ses illusions. L'option européenne sans réserves qui a conquis tout l'espace politique italien est, à mon avis, le responsable principal de la voie sans issue dans laquelle le pays s'est engagé.

Le même ralliement frénétique et sans réflexion au projet européen tel qu'il est a fortement contribué à faire avorter le potentiel de radicalité éventuelle des mouvements populaires qui ont mis un terme aux fascismes en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Ce potentiel était, il est vrai, limité en Espagne où le franquisme est simplement mort de la belle mort de son chef, tandis que la transition avait été bien préparée par cette même bourgeoisie qui avait constitué l'épine dorsale du fas-

cisme espagnol. Les trois composantes socialiste, communiste et anarchiste du mouvement ouvrier et populaire avaient été déracinées par une dictature demeurée sanglante jusque tard dans les années 1970 (on fusillait encore à cette époque), une dictature soutenue par les Etats-Unis en échange de son anticommunisme et de la concession de bases aux forces américaines. En 1980, l'Europe posait comme condition à l'adhésion de l'Espagne à l'Europe de la Communauté son entrée dans l'OTAN, c'est-à-dire la formalisation définitive de sa soumission à l'hégémonie de Washington ! Le mouvement ouvrier n'en a pas moins tenté de jouer un rôle dans la transition, par le canal de ses « commissions ouvrières » constituées dans la clandestinité au cours des années 1970. Il était malheureusement évident que faute d'avoir pu rallier le soutien des autres segments des classes populaires et intellectuelles, cette aile radicale du mouvement ne pouvait pas arracher à la bourgeoisie réactionnaire la maîtrise de la transition.

Par contre, le potentiel radical des forces qui ont véritablement abattu le fascisme au Portugal et en Grèce n'était en aucune manière négligeable.

La révolte des forces armées, qui a mis un terme au salazarisme en avril 1974, a été suivie d'une gigantesque explosion populaire dont l'épine dorsale était constituée par les communistes tant du PC officiel que du maoïsme. Otelo Carvalho animait la tendance mondialiste-internationaliste du groupe dirigeant portugais et se méfiait – à juste titre – de « l'Europe » telle qu'elle est. La défaite de cette tendance au sein même du groupe dirigeant et l'arrestation de Carvalho ont amorcé le retournement ultérieur. Ce retournement faisait le jeu de la droite et allait substituer à la dominance de Lisbonne et du Sud où la gauche est plus forte celle des paysans catholiques traditionnels du Nord qui fournissent l'essentiel des émigrants portugais en Europe. Le leadership de la gauche passait de ce fait à des socialistes fort peu téméraires, pour le moins qu'on puisse dire. Depuis, le pays politique s'est endormi à nouveau d'un sommeil profond et ce qui reste des mouvements révolutionnaires vit dans la nostalgie des années 1974-1975.

En Grèce également, le choix en faveur de l'Europe telle qu'elle est ne s'imposait pas d'évidence au lendemain de la chute des colonels. Le peuple grec n'avait pas oublié que ce régime fasciste avait précisément été soutenu par les Etats-Unis et l'Europe. Andreas Papandréou, fondateur du Pasok qui allait gagner les élections de 1980, avait longtemps réfléchi à une alternative internationaliste novatrice. Et même si les communistes des deux partis (de l'intérieur et de l'extérieur) exprimaient des réserves à l'égard de la personne de Papandréou – dirigeant de style « patriarcal » – et de l'hétéroclisme du Pasok, ils partageaient tous ensemble l'héritage de l'EAM. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le PC était parvenu ici, comme en Yougoslavie, à constituer autour de lui le front unique antifasciste.

De ce fait, la Grèce et la Yougoslavie sont les deux seuls pays qui n'ont pas seulement « résisté » comme d'autres aux envahisseurs allemands, mais n'ont jamais cessé de conduire une véritable guerre qui a joué un rôle décisif dans l'effondrement instantané des armées italiennes en 1943 et fixé sur leurs territoires d'importantes armées allemandes. Or la résistance grecque, devenue révolution

en 1945, a été battue par l'intervention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. La droite grecque mise en place par ce moyen, avec l'approbation de l'Europe occidentale, non seulement n'avait aucun titre de résistance à exhiber, mais est de surcroît responsable de l'intégration de leur pays dans l'OTAN (aux côtés de la Turquie !) dans le cadre duquel s'inscrit le projet européen tel qu'il est. Que les classes populaires grecques et leurs leaderships politiques aient été méfiants à l'égard des avances faites par la CEE à partir de 1980 n'est donc ni difficile à comprendre, ni sans fondement.

Les difficultés économiques éprouvées par la Grèce du Pasok – passablement isolée – combinées aux pressions européennes ont fini par éroder les espoirs placés dans l'option internationaliste, « neutraliste », à tonalités « tiers-mondistes ». Peu à peu donc, la Grèce évoluait en direction de son intégration dans la nouvelle Europe, une intégration qui à son tour a renforcé la bourgeoisie de ce pays, de type compradore « cosmopolite » (au sens négatif du terme), dont les armateurs (parfois véreux) sont les modèles types, et face à laquelle le Pasok est devenu un parti socialiste impuissant, comme ailleurs en Europe. Il reste néanmoins quelques arrêtes dans la gorge du peuple grec: la position dominante de la Turquie dans le système régional de l'OTAN (qui lui a pardonné sans grand émoi son agression contre Chypre), l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Les médias dominants présentent les protestations du peuple comme le produit d'une « solidarité orthodoxe ». Cela les dispense d'analyser la réalité, c'est-à-dire la contradiction ressentie par ce peuple grec entre le discours démocratique de l'Europe et son alignement américain archiréactionnaire.

Pour des raisons sans doute différentes, les pays nordiques ont maintenu jusqu'à tardivement des attitudes de méfiance à l'égard du projet européen tel qu'il est. La Suède était hors OTAN, par son choix propre, la Finlande par obligation, tandis que la Norvège et le Danemark optaient pour l'OTAN.

C'est la Suède qui, sous la conduite d'Olof Palme, tentait de faire avancer le plus loin possible une option mondialiste – internationaliste – neutraliste. La Suède présentait alors une figure très particulière en Europe que je résumais dans une phrase brève : « Une Union soviétique civilisée ». Je voulais dire par là que son option « étatiste-socialiste » comme son sens de l'internationalisme tranchaient sur les tendances dominantes ailleurs dans les forces social-démocrates d'Europe. Le retournement a donc été brutal à partir de l'option européenne du pays et le glissement à droite de sa social-démocratie, non moins rapide. Le discours à la mode est connu: le temps du Welfare State est passé, il nous faut être comme les autres Européens, etc. Rien d'original dans toutes ces billevesées. Ce retournement oblige néanmoins à réfléchir sur les points faibles de l'expérience exceptionnelle de la Suède : le rôle peut-être trop personnel de Palme, les illusions de la jeunesse qui, longtemps enfermée dans ce pays relativement isolé, découvrait tardivement le monde avec une bonne dose de naïveté après 1968, mais aussi le passé terne pendant la Seconde Guerre mondiale, longtemps caché.

La Norvège, la Finlande, les Pays-Bas ont mieux résisté, semble-t-il, pour des raisons diverses.

La société norvégienne constituée de petits paysans et pêcheurs, sans la présence d'une classe aristocratique analogue à celle de la Suède et du Danemark, est particulièrement sensible, de ce fait, au thème de l'égalité, ce qui explique sans doute la puissance relative de son parti de gauche (communiste) AKP et l'option radicale de sa social-démocratie qui jusqu'à ce jour résiste à sa manière aux sirènes européennes et néolibérales. En contrepoint, l'appartenance du pays à l'OTAN et l'aisance financière que lui procure le pétrole de la Mer du Nord (une aisance toujours un peu corruptrice à la longue) freinent certainement ces tendances positives.

L'indépendance que la Finlande a obtenue sans combat pendant la révolution russe (Lénine l'avait acceptée sans la moindre réticence) était moins le produit d'une volonté unanime qu'on ne le dit souvent. Le grand duché bénéficiait déjà dans l'Empire russe d'une très large autonomie jugée satisfaisante par l'opinion d'alors ; et ses classes dirigeantes servaient le Tsar avec autant de sincérité que celles des pays baltes (la statue du Tsar à Helsinki n'a jamais été déboulonnée). Les classes populaires, elles, n'ont pas été insensibles au programme de la révolution russe. C'est pourquoi l'indépendance ne réglait pas les problèmes du pays, qui ne le furent qu'au terme d'une guerre civile interne, finalement gagnée de justesse par la réaction (avec l'appui de l'Allemagne impériale puis des Alliés), qui devait plus tard glisser vers le fascisme dont elle fut l'alliée pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, compte tenu de ce qu'allait devenir l'Union soviétique, l'indépendance de la Finlande a certainement été finalement positive. Ce qu'on appelle la « finlandisation » que la propagande de l'OTAN présentait comme un statut inacceptable n'était en fait qu'un neutralisme (certes imposé à l'origine par le traité de paix) qui aurait pu constituer l'une des bases d'une reconstruction européenne meilleure que celle du projet atlantiste. La présence jusqu'aujourd'hui d'une gauche finnoise regroupée sous la bannière d'une « alliance de gauche » (*Left Wing Alliance*) est, à mon avis, l'expression de ce potentiel qui n'a pas disparu. Les pressions européennes, qui l'ont emporté sur le terrain monétaire (par la participation de la Finlande à l'euro), parviendront-elles à ronger cet héritage historique intéressant ?

On ne peut ignorer que les Pays-Bas ont été à l'origine de la révolution bourgeoise au XVIIe siècle, avant l'Angleterre et la France. Mais la taille modeste des Provinces Unies devait empêcher ce pays de réaliser ce que ses élèves concurrents allaient faire. Néanmoins, l'héritage de cette histoire n'est pas perdu. Les Pays-Bas ne sont pas seulement une démocratie qui, bien que bourgeoise, se situe à l'avant-garde de la tolérance et de la liberté. Ils sont aussi un pays cosmopolite (au sens positif du terme). Néanmoins, au plan de son système économique, financier et monétaire, les Pays-Bas évoluent désormais dans le giron du mark/euro.

Déconstruire le projet européen

A un moment, durant les décennies 1970-1980, j'avais pensé que la constitution en Europe d'un axe nord-sud « neutraliste » Suède-Finlande-Autriche-Yougoslavie-Grèce était pensable et aurait pu avoir des effets positifs tant sur les pays du noyau européen occidental que sur ceux de l'Est. Il aurait contribué à faire réfléchir les premiers sur leur alignement atlantiste et peut-être aurait trouvé un écho favorable en France. Hélas, de Gaulle n'était plus là et les gaullistes avaient bel et bien oublié les réserves du général à l'encontre de l'OTAN. Un tel axe aurait aussi peut-être contribué à donner plus de chances à un glissement des pays de l'Est européen vers des positions de centre gauche, évitant leur chute à droite ultérieure. Ce projet aurait amorcé la construction d'une authentique « autre Europe », véritablement sociale et donc ouverte sur l'invention d'un socialisme du XXI^e siècle, respectueuse des nations qui la composent, indépendante des Etats-Unis, facilitant une réforme digne de ce nom dans les pays soviétisés. Cette construction était possible, en parallèle avec l'Europe de Bruxelles, alors réduite à une Communauté économique d'une portée encore limitée.

Les gauches européennes n'ont pas pris la mesure de l'enjeu et ont soutenu le déploiement du projet de Bruxelles. Un projet réactionnaire dès le départ, conçu par Monnet (dont les opinions farouchement antidémocratiques sont connues comme on peut le lire dans le livre de Jean-Pierre Chevènement, *La faute de M. Monnet*, 2006). Un projet fabriqué avec le Plan Marshall par Washington pour réhabiliter les droites (sous le couvert de la « démocratie chrétienne », voire fascistes) que la Seconde Guerre mondiale avait condamné au silence, pour annihiler toute portée à la pratique de la politique démocratique. Les partis communistes l'avaient compris. Mais à l'époque, l'alternative d'une Europe « soviétique » n'était déjà plus crédible. Leur ralliement inconditionnel ultérieur ne valait pas mieux, quand bien même était-il déguisé en « euro-communisme ».

Aujourd'hui, non seulement l'Union européenne a enfermé les peuples du continent dans l'impasse, bétonnée par le double choix « libéral » et atlantiste (l'OTAN), mais encore elle est devenue l'instrument de « l'américanisation » de l'Europe, substituant la culture du « consensus » des Etats-Unis à la culture politique du conflit de la tradition européenne. Le ralliement « définitif » (pour autant que cette qualification ait un sens) de l'Europe à l'atlantisme n'est pas impensable. La conscience des avantages que procure l'exploitation de la planète au bénéfice de l'impérialisme collectif de la triade hante bien des esprits. Pour ceux-là, le « conflit » avec les Etats-Unis tourne autour du partage du butin, guère plus. Ce que j'appelle « l'altermondialisme des bobos » (pour utiliser un terme du jargon parisien qui désigne bien les segments des classes moyennes des pays opulents en question) exprime, avec ou sans lucidité, cette tendance. Et si jamais le projet devait être poursuivi envers et contre tout, alors les instances de l'Europe seraient devenues l'obstacle principal au progrès de ses peuples. Car, et c'est ma thèse depuis longtemps, plus la société est imprégnée des « valeurs » du

capitalisme (le marché roi, l'individu façonné par celui-ci se pensant également roi), plus difficile est leur dépassement (chapitre 4, annexe 3).

La reconstruction européenne passe donc par la déconstruction du projet en place. Cette remise en cause du projet européen-atlantique tel qu'il est et la cristallisation d'une alternative de construction d'une Europe à la fois sociale et non impérialiste à l'égard du reste du monde sont-ils encore aujourd'hui pensables ? Je le crois, et crois même que leur amorce à partir d'un pôle quelconque ne tarderait pas à trouver des échos favorables dans toute l'Europe. Une gauche authentique en tout cas ne devrait pas pouvoir penser autrement. Si elle ose le faire, je suis de ceux qui pensent que les peuples européens démontreraient, alors qu'ils peuvent encore jouer un rôle important dans le façonnement du monde de demain. A défaut, la probabilité la plus forte est l'effondrement du projet européen dans le chaos, ce qui ne déplairait pas non plus à Washington. Dans tous les cas, avec sa « constitution » ou dans le chaos, l'Europe s'emploie à annihiler sa place dans le monde. L'Europe sera socialiste, si ses gauches osent le vouloir, ou ne sera pas.



Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud

L'expérience historique

La remise en question de la dimension impérialiste du capitalisme est à l'ordre du jour pour la seconde fois dans l'histoire contemporaine.

La première fois, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1947, la puissance impérialiste dominante de l'époque, les Etats-Unis, proclamait le partage du monde en deux sphères, celle du « monde libre » et celle du « totalitarisme communiste ». La réalité que représentait le tiers-monde était superbement ignorée, celui-ci étant considéré comme ayant le « privilège » d'appartenir au « monde libre » puisque « non communiste » ; la « liberté » considérée n'étant autre que celle du déploiement du capital, au mépris de la réalité de l'oppression coloniale ou semi-coloniale. L'année suivante, Jdanov, dans son fameux rapport (en fait Staline), qui a été à l'origine de la mise en place du Kominform (forme atténuée de renaissance de la Troisième Internationale), partageait lui aussi le monde en deux sphères, la sphère socialiste (l'URSS et l'Europe de l'Est) et la sphère capitaliste (le reste du monde). Le rapport ignorait les contradictions qui, au sein de la sphère capitaliste, opposaient les Centres impérialistes aux peuples et nations des périphéries engagées dans des luttes pour leur libération.

La doctrine Jdanov poursuivait un objectif prioritaire: imposer la coexistence pacifique et, par ce moyen, calmer les ardeurs agressives des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens et japonais. En contrepartie, l'Union soviétique accepterait d'adopter un profil bas, s'abstenant de s'ingérer dans les affaires coloniales que les puissances impérialistes concevaient comme leurs « affaires intérieures ». Les mouvements de libération, y compris la révolution chinoise, n'ont pas été soutenus avec enthousiasme à cette époque, et se sont imposés par eux-mêmes, mais leur victoire (en particulier évidemment celle de la Chine) apportait des changements dans les rapports de force internationaux. Moscou

n'en a pris la mesure qu'après Bandoeng, ce qui lui permettait, par son soutien aux pays en conflit avec l'impérialisme, de briser son isolement et de devenir un acteur majeur dans les affaires mondiales. D'une certaine manière, il n'est donc pas faux de dire que la transformation majeure dans le système mondial a été le produit de ce premier « éveil du Sud », sans lequel d'ailleurs on ne peut comprendre l'affirmation ultérieure des nouvelles puissances « émergentes ».

Le rapport Jdanov a été accepté sans réserve par les partis communistes européens et par ceux de l'Amérique latine de l'époque. Par contre, il s'est presque immédiatement heurté à des résistances dans les partis communistes d'Asie et du Moyen-Orient. Résistances dissimulées dans le langage de l'époque affirmant toujours « l'unité du camp socialiste » rangé derrière l'URSS, mais qui allaient ouvertement prendre corps au fur et à mesure que se développaient les luttes pour la reconquête de l'indépendance, singulièrement après la victoire de la révolution chinoise (1949). L'histoire de la formulation de la théorie alternative, qui donnait toute sa place aux initiatives indépendantes des pays d'Asie et d'Afrique, se cristallisant par la suite à Bandoeng (1955) puis dans la constitution du Mouvement des Non-Alignés (à partir de 1960, mouvement qualifié d'Asie-Afrique plus Cuba), n'a jamais été écrite, à ma connaissance, et se trouve enfouie dans les archives de quelques partis communistes (ceux de Chine, d'Inde, d'Indonésie, d'Égypte, d'Irak, d'Iran et peut-être quelques autres).

Je puis néanmoins apporter un témoignage personnel concernant cette histoire, ayant eu l'heureuse occasion de participer dès 1950 à l'un des groupes de réflexion concernés, associant des communistes égyptiens, irakiens et iraniens, et quelques autres. L'information concernant le débat chinois, inspiré par Zhou En Lai, n'a été portée à notre connaissance par le camarade Wang (trait d'union avec la revue *Révolution* au comité de rédaction de laquelle je participais) que bien plus tard, en 1963. Nous avions des échos du débat indien et de la cassure qu'il avait provoquée, affirmée plus tard par la construction du CPM. Nous savions que les débats au sein du parti communiste indonésien et de celui des Philippines se développaient selon des lignes parallèles.

Cette histoire devra être écrite. Car elle fera comprendre que Bandoeng n'est pas sorti directement de la tête des dirigeants nationalistes (Nehru et Soekarno en particulier, encore moins Nasser), comme le laissent entendre les écrits contemporains, mais a été le fruit d'une critique radicale de gauche, conduite à l'époque au sein des partis communistes. La conclusion commune de ces groupes de réflexion se résumait en une phrase, à l'échelle du monde, le combat contre l'impérialisme rassemble des forces sociales et politiques dont les victoires sont décisives dans l'ouverture des avancées socialistes possibles dans le monde actuel.

Cette conclusion laissait ouverte la question centrale : qui « dirigera » ces batailles anti-impérialistes ? Pour simplifier : la bourgeoisie (dite alors nationale) que les communistes devraient alors soutenir ou un front des classes populaires « dirigé » par les communistes et non les bourgeoisies (anti-nationales en fait) ? La réponse à cette question est demeurée fluctuante, parfois confuse. En 1945,

les partis communistes concernés s'étaient alignés sur la conclusion que Staline avait formulée : les bourgeoisies, partout dans le monde (en Europe alignée sur les Etats-Unis comme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux – termes de l'époque), ont « jeté aux ordures le drapeau national » (termes de Staline), les communistes sont les seuls donc à pouvoir rassembler un front uni des forces qui refusent la soumission à l'ordre américain impérialiste/capitaliste.

La conclusion rejoignait celle de Mao, formulée en 1941, mais connue (de nous) plus tard seulement lorsque la « *Démocratie Nouvelle* » a été traduite dans des langues occidentales en 1952. La thèse soutenait que pour la majorité des peuples de la planète, la longue route vers le socialisme ne peut être ouverte que par la conduite d'une « révolution démocratique nationale, populaire, anti-féodale et anti-impérialiste (termes de l'époque) dirigée par les communistes ». Et, en pointillé, on lisait : d'autres avancées socialistes ne sont pas à l'ordre du jour ailleurs, c'est-à-dire dans les centres impérialistes. Elles ne pourront se dessiner ici comme possibles qu'après que les peuples des périphéries eurent infligé des défaites conséquentes à l'impérialisme.

Le triomphe de la révolution chinoise confortait cette conclusion. Les partis communistes de l'Asie du Sud-Est inauguraient en Thaïlande, en Malaisie et aux Philippines en particulier des guerres de libération inspirées par le modèle vietnamien. Plus tard, en 1964, Che Guevara proposera, dans la même ligne de pensée, « un, deux, trois Vietnam ».

Les propositions d'avant-garde d'initiatives des « pays d'Asie et d'Afrique » indépendantes et anti-impérialistes formulées par les groupes de réflexion communistes concernées ont été précoces et précises. On les retrouvera dans le programme de Bandoeng et du non-alignement dont j'ai fait la présentation ordonnée dans *L'éveil du Sud*. Ces propositions étaient centrées sur la reconquête nécessaire de la maîtrise des processus d'accumulation (le développement autocentré et déconnecté).

Mais voilà que ces propositions sont adoptées, fût-ce au prix de dilutions considérables dans certains pays, à partir de 1955-1960, par l'ensemble des classes dirigeantes au pouvoir dans les deux continents. Et voilà qu'en même temps, les luttes révolutionnaires conduites par les partis communistes en Asie du Sud-Est sont toutes défaites (sauf au Viet Nam bien sûr). Alors ? Conclusion qui semblait devoir s'imposer : la « bourgeoisie nationale » n'a pas encore épuisé sa capacité de combat anti-impérialiste. Cette conclusion a été elle-même tirée par l'Union soviétique qui décidait de soutenir le front des non-alignés, alors que la Triade impérialiste leur déclarait la guerre ouverte.

Les communistes des pays concernés se sont alors partagés entre deux tendances et affrontés dans des conflits pénibles et souvent confus. Les uns tiraient la conclusion qu'il fallait « soutenir » les pouvoirs en place en conflit avec l'impérialisme, quand bien même ce soutien devait rester « critique ». Moscou apportait de l'eau à leur moulin en inventant la thèse de la « voie non capitaliste ». Les autres conservaient l'essentiel de la thèse maoïste selon laquelle seul le front des

classes populaires indépendantes de la bourgeoisie pouvait mener à bien le combat contre l'impérialisme. Le conflit entre le parti communiste chinois et l'Union soviétique, visible dès 1957, affiché à partir de 1960, confortait bien entendu cette seconde tendance au sein des communistes asiatiques et africains.

Mais voilà qu'à son tour, le potentiel de Bandoeng s'épuise en une quinzaine d'années, rappelant, s'il le fallait, les limites des programmes anti-impérialistes des « bourgeoisies nationales ». Les conditions étaient alors créées pour permettre la contre-offensive de l'impérialisme, la re-compradorisation des économies du Sud, voire, pour les plus fragiles, leur recolonisation.

Mais, comme pour faire mentir ce retour imposé par les faits à la thèse de l'impotence définitive et absolue des bourgeoisies nationales – Bandoeng n'ayant été dans cette vision qu'une « parenthèse passagère » s'inscrivant dans la Guerre Froide –, voilà que certains pays du Sud parviennent, dans le cadre de cette nouvelle mondialisation dominée par l'impérialisme, à s'imposer comme « émergents ». Mais « émergents » dans quel sens : celui de marchés émergents ouverts à l'expansion du capital des oligopoles de la Triade impérialiste, ou celui de nations émergentes capables d'imposer une révision sérieuse des termes de la mondialisation en question, de réduire le pouvoir qu'y exercent les oligopoles et de recentrer l'accumulation sur leur propre développement national ? La question du contenu social des pouvoirs en place dans des pays émergents (et dans les autres pays de la périphérie), des perspectives que celui-ci ouvre ou ferme est donc à nouveau à l'ordre du jour du débat incontournable sur ce que sera – ou pourrait être – le monde « après la crise ».

La crise du capitalisme impérialiste tardif des oligopoles généralisés, financiarisés et mondialisés est ouverte. Mais avant même qu'elle n'entre dans la phase nouvelle inaugurée par l'effondrement financier de 2008, les peuples avaient amorcé la sortie de leur léthargie consécutive à l'épuisement de la première vague de leurs luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'Amérique latine, qui avait été absente dans l'ère de Bandoeng (en dépit des efforts de Cuba, avec la Tricontinentale), semble même cette fois avoir pris une longueur d'avance.

Dans des conditions certes nouvelles par beaucoup d'aspects importants, les mêmes questions que celles qui se posaient dans les années 1950 sont à nouveau à l'ordre du jour. Le Sud, comme on dit aujourd'hui (pays émergents et autres), sera-t-il capable de prendre des initiatives stratégiques indépendantes ? Les forces populaires seront-elles capables d'imposer les transformations dans les systèmes du pouvoir qui seules permettront des avancées conséquentes ? Des ponts pourront-ils être construits associant les luttes anti-impérialistes et populaires du Sud à des progrès de la conscience socialiste dans le Nord ?

Je me garderai de proposer ici des réponses rapides à ces questions difficiles que seul le développement des luttes tranchera. Sans sous-estimer l'importance des débats dans lesquels les intellectuels radicaux de notre époque ont le devoir de s'engager et des propositions qu'ils peuvent en dégager.

Les conclusions auxquelles les groupes de réflexion des années 1950 étaient parvenus à l'époque formulaient le défi dans des termes qui sont fondamentalement restés les mêmes depuis : les peuples des périphéries doivent s'engager dans des constructions nationales (soutenues aux plans régionaux et à celui du Sud pris dans son ensemble) autocentrées et déconnectées ; ils ne pourront avancer dans cette voie qu'en inscrivant leurs luttes dans une perspective socialiste ; il leur faut pour cela se débarrasser des illusions de la fausse alternative, celle du « rattrapage » dans le système capitaliste mondialisé. Bandoeng a donné corps à l'option indépendante, dans les limites que l'histoire de son déploiement a révélées.

Fera-t-on mieux dans le moment actuel, lorsque s'ouvre un « second éveil du Sud » ? Et surtout sera-t-il possible cette fois-ci de construire des convergences entre les luttes au Nord et au Sud ? Car celles-ci avaient cruellement fait défaut à l'époque de Bandoeng. Les peuples des Centres impérialistes étaient alors finalement demeurés alignés derrière leurs classes dirigeantes impérialistes.

Le projet social-démocrate de l'époque était lui-même difficile à imaginer sans la rente impérialiste dont bénéficiaient les sociétés opulentes du Nord. Bandoeng et le Non-Alignement n'ont été vus, dans ces conditions, que comme un épisode de la guerre froide peut-être même « manipulés » par Moscou. La dimension réelle de cette histoire de la première vague d'émancipation des pays d'Asie et d'Afrique, parvenue à convaincre Moscou de lui apporter son soutien, lui échappait.

Le défi – la construction d'un internationalisme anti-impérialiste des travailleurs et des peuples – reste entier.



Bibliographie

i) Ouvrages

- Hassan Riad, *L'Égypte nassérienne*, Paris, Minuit, 1964.
- Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée et le Ghana*, Paris, PUF, 1965.
- L'économie du Maghreb*, Paris, Minuit, 1966
- Vol. I : La colonisation et la décolonisation
 - Vol. II : Les perspectives d'avenir.
- Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Minuit, 1967 ; 2e édition avec une postface, 1971.
- Le monde des affaires sénégalais*, Paris, Minuit, 1969.
- Du Congo français à l'U.E.A.C. - Histoire économique de l'Afrique équatoriale 1880-1968*, Paris/Dakar, Anthropos/IFAN (en collaboration avec Catherine Coquery), 1970.
- Le Maghreb moderne*, Paris, Minuit, 1970.
- L'accumulation à l'échelle mondiale, Critique de la théorie du sous-développement*, Anthropos - IFAN, 1970 ; 2e édition avec une postface, 1971 ; 3e édition, Economica, 1988.
- L'Afrique de l'Ouest bloquée, l'économie politique de la colonisation 1880-1970*, Paris, Minuit, 1971.
- Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973 ; 2e édition, 1974.
- L'échange inégal et la loi de la valeur*, (avec une contribution de J.J.C. Saigal), Paris, Anthropos-IDEF, 1973.
- L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Minuit, 1976.
- Éloge du socialisme*, Ed. Maeght, lithographies de Paul Rebeyrolle, 1976.
- Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Anthropos, 1976.
- La nation arabe : nationalisme et luttes de classes*, Paris, Minuit, 1976.
- La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Paris, Minuit, 1977.
- Classe et nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Paris, Minuit, 1979.
- L'économie arabe contemporaine*, Paris, Minuit, 1980.
- L'avenir du maoïsme*, Paris, Minuit, 1981.
- L'échange inégal et la loi de la valeur* (édition augmentée de 4 textes), Paris, Anthropos, 1981.
- Irak et Syrie 1960-1980*, Paris, Minuit, 1982.
- La déconnexion, pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1985.
- L'eurocentrisme, critique d'une idéologie*, Paris, Economica-Anthropos, 1988.
- Impérialisme et sous-développement en Afrique* (nouvelle édition augmentée), Paris, Economica, 1988.
- L'échange inégal et la loi de la valeur* (nouvelle édition augmentée), Paris, Economica, 1988.
- La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- L'Empire du chaos, La nouvelle mondialisation capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1991.

- Itinéraire intellectuel*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- L'ethnie à l'assaut des nations*, avec une contribution de Joseph Vansy, Paris, L'Harmattan, FTM-UNRISD, 1994.
- La gestion capitaliste de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Critique de l'air du temps*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- L'hégémonie des Etats-Unis et l'effacement du projet européen*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Au-delà du capitalisme sénile, pour un XXIe siècle non américain*, Paris, Actuel Marx; PUF, 2002.
- Le virus libéral, la guerre permanente et l'américanisation du monde*, Paris, Le Temps des Cerises, 2003.
- Samir Amin et Ali El Kenz, *Le monde arabe, enjeux sociaux, perspectives méditerranéennes*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Samir Amin et al., *Afrique: exclusion programmée ou renaissance ?* Paris, Maisonneuve & Larose, 2005.
- Pour un monde multipolaire*, Paris, Syllepse, 2005.
- Pour la cinquième internationale*, Paris, Le Temps des Cerises, 2006.
- Du capitalisme à la civilisation*, Paris, Syllepse, 2008.
- L'éveil du Sud, panorama politique et personnel de l'ère de Bandoeng*, Paris, Le Temps des Cerises, 2008.
- Modernité, religions, démocratie, critique de l'eurocentrisme, critique du culturalisme*, Paris, Parangon, 2008.
- Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* Paris, Le Temps des Cerises, 2009.

ii) Contributions dans des ouvrages collectifs, préfaces

- « Le développement du capitalisme en Afrique noire », in *En partant du capital*, présenté par Victor Fay, Paris, Anthropos, 1968.
- « L'idéologie des harmonies universelles et la théorie de l'équilibre de la balance des paiements extérieurs », *Annales de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques*, Dakar, 1969.
- « Niveau des salaires, choix des techniques de production et répartition du revenu : la théorie confrontée à l'expérience africaine », in *Les problèmes des salaires dans le développement économique*, présenté par A. D. Smith, Cahier 10, Institut International d'Etudes Sociales, Librairie Sociale et Economique, Paris, 1969.
- « L'évolution des structures du financement du développement économique en Egypte de 1952 à 1967 », in *Studies in the economic history of the Middle East*, Ed. by M. A. Cook, Oxford University Press, 1970.
- « La politique coloniale française à l'égard de la bourgeoisie commerçante sénégalaise 1820-1960 », in *The development of indigenous trade and markets in West Africa*, ed. by Claude Meillassoux and Daryll Forde, Oxford University Press, 1971.
- « L'Afrique sous-peuplée », in *Population, Education, Développement en Afrique au Sud du Sahara*, Bureau Régional pour l'Education en Afrique, BREDA, Dakar, 1971.
- Encyclopedia Universalis*, Industrialisation : Côte d'Ivoire, Economie du développement, Ghana, Guinée, Mali, Maroc, Paris, 1971.

- « Problèmes actuels de l'unité africaine, exposé introductif », in *Problèmes actuels de l'unité africaine*, SNED, Alger, 1972.
- « Sous-développement et dépendance en Afrique noire, les origines historiques et les formes contemporaines », préface du livre de Boubacar Barry, *Le Royaume du Walo, le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspero, 1972.
- « Zone franc et développement », in *Afrique et intégration monétaire*, éd. par Rodrigue Tremblay, Université de Montréal (Canada), 1972.
- Préface du livre *Contribution à l'étude du développement des transports sur le fleuve Sénégal*, par Ahmed Ould Daddah, Université de Dakar, 1972.
- Quel développement ?* IPD, Douala, 1972.
- « L'homme et sa production », in *Guides de Recherches, l'Afrique noire*, éd. par D. Martin et T. Yannopoulo, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, Armand Colin, 1973.
- « Le modèle théorique de l'accumulation et du développement économique et social contemporain », in Collection d'Etudes sur le développement économique et social, N° 1, Dakar, NEA, 1973.
- Procès intenté par le tiers-monde à l'Europe*, Institut d'Etudes Politiques, Paris, 1973.
- « Le capitalisme et la rente foncière », in S. Amin et K. Vergopoulos, *La question paysanne et le capitalisme*, Paris/Dakar, Anthropos, IDEP, 1974.
- Présentation par G.K. Amoia et O. Braun, in *Échanges internationaux et sous-développement*, Anthropos, IDEP, 1974.
- « Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest, introduction », in *Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest*, Oxford University Press, 1974.
- Présentation, in Pierre Amon, Révolution culturelle et dialectique du centre et de la périphérie, in *Sociologie et Révolution*, Paris, coll. 10-18, 1974.
- « Une crise structurelle », in Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme*, Paris, Minuit, 1975.
- Préface, in Samuel Nana Sinkam, *Les pays candidats au processus de développement*, Paris, Mouton, 1975.
- « Le statut de la rationalité économique ; la critique de la microéconomie », in Amin, Franco et Sow, *La planification du sous-développement*, Dakar/Paris, IDEP-Anthropos, 1975.
- Présentation, in *Impérialisme et théories sociologiques du développement*, éd. Babacar Sine, Dakar/Paris, IDEP-Anthropos, 1975.
- Présentation, *Lire le capitalisme*, éd. Beaud, Bellon, François, Paris, Anthropos, 1976.
- « Perspectives de la localisation internationale des activités industrielles – Etudes de politique industrielle », GRESI, Ministère de l'Industrie et de la Recherche, Paris, 1976.
- « Réponse à un questionnaire », in *Pour un autre développement*, éd. A. Biron et P. M. Henry, Paris, PUF, 1976.
- Présentation, in *Conscience du développement et démocratie*, éd. Pascal Lissouba, Dakar, NEA, 1976.
- « Le tiers-monde et l'ordre économique international », in *Emancipation des économies captives*, éd. Mamadou Dia, Paris, Anthropos, 1976.
- « Le transfert de technologie », *Encyclopedia Universalis*, supplément Universalis, 1976.
- « La stratégie de la révolution socialiste dans le tiers-monde », in *Connaissance du tiers-monde*, Cahiers Jussieu N° 4, Université de Paris VII, coll.10-18, 1977.

- « L'alphabétisation et l'éducation de masse pour le développement », in *Confrontation pluridisciplinaire sur l'alphabétisation*, Colloque de Persépolis, éd. Léon Bataille, Paris, UNESCO, 1977.
- Présentation, in *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire, l'exemple de la Grèce moderne*, éd. Kostas Vergopoulos, Paris, Maspero, 1977.
- « Le marxisme après 1945 », *Encyclopédie Larousse*, Paris, 1977.
- « Sociétés pré-capitalistes et capitalisme », in *L'accumulation dépendante*, éd. Frank et Amin Paris, Anthropos, 1978.
- « N'attendons pas 1984 », in *Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale*, éd. A.G. Frank, Paris, Maspero, 1978.
- « Développement autocentré, autonomie collective et NOEI », in *L'Occident en désarroi*, Paris, Dunod, 1978.
- « La France et le tiers-monde », in *Vincennes ou le désir d'apprendre*, éd. A. Moreau et Université de Paris VII, Paris, Vincennes, 1979.
- « La faillite de la science bourgeoise et l'éloge du socialisme », in Rebeyrolle. *Peintures, 1968-1978*, Paris, éd. Maeght, 1979.
- « L'avenir des relations économiques internationales », in *Le dialogue inégal*: Amin, Nyerere, Peren, Genève, CETIM, 1979.
- Postface, « L'économie politique de l'Afrique dans la crise contemporaine », in *Les 50 Afriques*, éd. Hervé Bourges et Claude Wauthier, Tome 2, Paris, Seuil, 1979.
- « Réflexions sur la théorie de l'impérialisme », in *Le tiers-monde et la gauche*, Paris, Seuil, 1979.
- « Réflexions sur la théorie de l'impérialisme », in *La France et le tiers-monde*, Grenoble, PUG, 1979.
- « Plaidoyer pour un NOE mondial », in *Marxismo, Democrazia e diritto dei Popoli, Scritti in onore di Lelio Basso*, Angeli, éd. Rome, 1979.
- « Sous-développement et histoire, le cas de l'Afrique », in *History and underdevelopment*, éd. par L. Blussé et Var, Leiden, Leiden, Centre for the history of European Expansion, 1980.
- « Le contenu technologique de la self-reliance », in *Technologie et industrialisation en Afrique*, éd. F. Yachir, Dakar, CODESRIA. Book séries, 1980.
- « Développement autocentré, autonomie collective et NOEI », in *L'avenir industriel de l'Afrique*, éd. Amin, Faire et Malkin, Paris, L'Harmattan, 1980.
- « A propos de la coopération CEE-Maghreb, Colloque de Tunis (mai 1979) », in *La coopération Europe-Maghreb*, éd. Université de Tunis, 1980.
- Les années 1980*, contribution au colloque sur les années 1980, Ministère de l'Economie Nationale, Paris, 1980.
- Préface, in *Fondements de l'économie de traite du Sénégal*, B. Founou, Paris, Silex, 1981.
- « Les rapports Nord-Sud dans la crise », in *Annuaire économique et géopolitique mondial*, Paris, Maspero, 1981.
- La crise, quelle crise ?* En collaboration avec Arrighi, Frank et Wallerstein, Paris, La Découverte, 1982.
- Préface, in Catherine Quiminal, *Le Kampuchea, Viet Nam, Cambodge, guerres et indépendance*, Paris, Anthropos, 1982.
- « L'avenir du monde arabe dépend-il de la CEE ? », in *le Maroc et le monde arabe face à la CEE*, Association des Economistes Marocains, Rabat, 1982.

- « Les conditions d'une solidarité euro-africaine », in *Université et développement solidaire*, éd. Berger Levrault, 1982.
- « Le conflit du Moyen-Orient dans une perspective mondiale », in *Coopération euro-arabe*, éd. par Bichara Khader, vol. III, Université de Louvain, 1982.
- « Plaidoyer pour le progrès », in *Stratégies pour l'an 2000, du tiers-monde à la troisième puissance mondiale*, éd. Didier Ratsiraka, Paris, éditions Afrique Asie Amérique latine, 1983.
- « Quel avenir pour la Méditerranée ? » Introduction au Colloque de Naples (octobre 1983) - Français et italien - *Stratégie alternative di Sviluppo della Regione Mediterranea* - Rome, IASM, 1984.
- Présentation, in Fayçal Yachir, *Crise et redéploiement dans la sidérurgie*, Paris, Silex, 1984.
- Présentation, in Lamine Gakou, *La crise de l'agriculture africaine*, Paris, Silex, 1984.
- Le contexte économique des relations euro-arabes - Actes du colloque sur *Les relations euro-arabes*, Université de Mons, 1984.
- « Les perspectives du socialisme à l'aube du XXI^e siècle », in *Le socialisme à l'aube du XXI^e siècle*, éd. Milos Nikolic, ISER, Paris, 1985.
- Préface, *De l'unité arabe*, par Fawzi Mellah, Paris, L'Harmattan, 1985.
- Commentaires, in *Les Arabes et l'Afrique*, ouvrage collectif (Centre d'Etudes de l'Unité Arabe), Paris, L'Harmattan, 1986.
- « Les conditions d'une autonomie dans la région méditerranéenne », in *Pour une définition de nouveaux rapports Nord-Sud* (éd. Sophia Mappa), Paris, Publisud, 1986.
- Présentation in Fayçal Yachir, *Les enjeux miniers en Afrique*, Paris, Karthala 1987.
- Présentation in Yildiz Sertel, *Nord-Sud : crise et immigration, le cas turc*, Publisud, 1987.
- « Questions posées à l'analyse de l'expansion mondiale du capitalisme », in *Dependency issues in Korean development*, éd. Kyong Dong Kim, Seoul National University Press, 1987.
- Présentation in Thami el Khyari, éd., *Agriculture au Maroc*, par Okad, Casablanca, 1987.
- Préface, *La longue marche pour la démocratie en Afrique*, Peter Anyang Nyong'o, (éd.) Publisud, 1988.
- S. Amin et F. Yachir, *La Méditerranée dans le système mondial*, Paris, La Découverte, 1988.
- « Bilan de la coopération afro-arabe », in *OUA, 25 ans, indépendance et libération*, Dakar, PANA, 1988.
- « Une autre configuration des relations internationales Ouest-Est-Sud est-elle souhaitable, probable ou possible ? », in Forum de Delphes, *La CEE : chance ou contrainte pour la transformation sociale*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- « Vers une théorie de la culture libérée de l'eurocentrisme », in *Sociology in the world, essays in honour of Ulf Himmelstrand*, Upsala University, 1989.
- Préface, in S. Amin, D. Chitala et I. Mandaza: *Afrique australe face au défi sud-africain*, Paris, Publisud, 1989.
- Préface, in C. Zarour, *La coopération afro-arabe, bilan d'une décennie 1975-1985*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Préface, in C. Zarour, *La coopération arabo-sénégalaise, bilan d'une décennie 1975-1985*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- « Etat, nation, ethnie et minorités dans la crise », in *A Construção da Nação em Africa*, Bissau, INEP, 1989.
- Préface, in Ait Amara et al., *L'agriculture africaine en crise*, Paris, L'Harmattan, 1990.

- Contribution au débat, in F. Mansour, *L'impasse du monde arabe, les racines historiques*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- « A la périphérie, fin de la libération nationale ? », in Amin, Arrighi, Frank, Wallerstein, *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, La Découverte, 1991.
- « La Pax Americana, une guerre Nord-Sud », in *La guerre du pétrole*, éd. Gerard de Selys, Bogdan Van Doninck, Bruxelles, EPO, 1991.
- Préface, in *L'Europe face au Sud, les relations avec le monde arabe et africain*, Michel Capron éd., Paris, L'Harmattan, 1991.
- « La géopolitique de la région Méditerranée-Golfe ; la question de la défense arabe », in Amin *et al.*, *Les enjeux stratégiques en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- Préface, in Smaïl Khennas, *Le défi énergétique en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- Préface, in Smaïl Khennas *et al.*, *Stratégies et politiques énergétiques au Maghreb et en Egypte*, éd. Salammo, Tunis, 1992.
- Préface, in Fayçal Yachir, *La Méditerranée dans la révolution technologique*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- « Mondialisation et accumulation capitaliste », in S. Amin *et al.*, *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- Samir Amin in M. Beaud, G. Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes, historique et dictionnaire des principaux auteurs*, Paris, Seuil, 1993.
- Présentation, in F. Charaffeddine, *Culture et idéologie dans le monde arabe*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- « Le Tiers-Monde reste la zone des tempêtes », in *Les Grands Entretiens du Monde*, éd. Le Monde, Paris, 1994.
- Le cinquantenaire des institutions de Bretton Woods*, Montréal, pub. CEAD, 1994.
- « Etat, politique et économie dans le monde arabe », in P.G. Casanova, *Etat et Politique dans le Tiers-Monde*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Les intégrations régionales : une alternative à la crise de l'Afrique*, éd. Denis Horman, Bruxelles, CETIM-GRESEA, 1994.
- « A propos de la régulation », in *Futur antérieur, école de la régulation et critique de la raison économique*, éd. F. Sebai et C. Verelone, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 273-296.
- « Autour de l'abolition de l'esclavage par la Première République », in *Les abolitions de l'esclavage, 1793, 1794, 1848*, éd. Marcel Dorigny, PU Vincennes-UNESCO, 1995.
- « L'importance du Sommet Social des Nations Unies », in Amin, Ben Hammouda, Founou, *Afrique et monde arabe, échec de l'insertion internationale*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- « Les conditions d'une relance du développement », in CIFEDHOP, Collection thématique N° 3, éd. Jean Hénaire, Mondialisation et Particularismes, Genève, juin 1995.
- Préface, in Hakim Ben Hammouda, *Tunisie, ajustement et difficulté de l'insertion internationale*, Paris, L'Harmattan-FTM, 1995.
- L'avenir de la polarisation mondiale, UNAM, Coll. El Mundo Actual, Situacion y alternativas, Mexico, 1995.
- 1492, in *L'Afrique entre l'Europe et l'Amérique, le rôle de l'Afrique dans la rencontre de deux mondes 1492-1992*, éd. Elikia M'Bokolo, Paris, UNESCO, 1995.
- Présentation, in Abdoun, Abouhane, Ben Hammouda, El Kenz, Jabi, Yachir, *Le Maghreb : enlèvement ou nouveau départ*, Paris, L'Harmattan, 1996.

- « Pour une stratégie de la libération », in Laennec Hurbon (éd.), *Les transitions démocratiques*, Paris, Syros, 1996.
- « Le défi de la mondialisation », in Congrès Marx-International, *Actuel Marx*, Paris, PUF, 1996.
- « Y a-t-il un projet chinois ? » Espaces Marx, *Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- « Quelles solidarités pour l'an 2000 ? », in *La solidarité est la tendresse des peuples*, Liber Sociorium Pierre Galand, éd Luc Pire, Bruxelles, 1996.
- Préface, in Fouad Nohra, *Théories du capitalisme mondial*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Préface, in H. Ben Hammouda, *Les pensées uniques en économie*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- « Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique », in Saliou Mbaye (éd.), *Le centenaire de l'AOF*, Dakar, 1997.
- « Pour aller vers un monde libre », in J. Wilke, J.M. Gabaude et M. Valée (éd.), *Les chemins de la raison ; XXe siècle : La France à la recherche de sa pensée*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- « Les exigences d'un programme de libération », in *Conflits des civilisations ou dialogues des cultures*, éd. Fakhry Labib, AAPSO, Le Caire, AAPSO, 1997.
- Préface, in Fatou Sarr, *L'Entrepreneuriat féminin au Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- Préface, in Frederic Wandey Ngizua, *L'idéologie libérale et les rapports Nord-Sud*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- « La mondialisation des luttes sociales », in F. Houtart et F. Polet (éd.), *L'autre Davos*, Paris, L'Harmattan, 1999 (trad. en 17 langues, y compris l'anglais, l'espagnol, l'arabe, etc).
- « Retour sur la question de la transition socialiste », in *Octobre 1917, causes, impacts, prolongements*, éd. Bruno Drweski, Actuel Marx, Paris, PUF, 1999.
- « L'Afrique dans le système mondial en transformation », in Hakim Ben Hammouda, *Afrique : pour un nouveau contrat de développement*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- « L'intégration régionale comme stratégie pour le renforcement de la compétitivité des économies africaines », in Alioune Sall (éd.), *La compétitivité future des économies africaines*, Paris, Karthala, pp. 210-15, 2000.
- Préface in Said Bouamana, *Algérie, les racines de l'intégrisme*, Bruxelles, EPO, 2000.
- Préface, in Paulin Hountondji (éd.), *économie et société au Bénin*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Préface, in Amady Aly Dieng (éd.), *Le Sénégal à la veille du troisième millénaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- « Capitalisme, démocratie et développement », in L. Abdelmalki, A. Peeters (éd.), *Alternatives économiques et sociales*, L'inter disciplinaire, Limonest, Belgique, GRESEA, 2000.
- « De l'outil à l'usage: les batailles pour le contrôle des autoroutes de l'information », in Annie Cheneau Locquay (éd.), *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, Paris, Karthala, 2000.
- « Les attentats du 11 Septembre », in Auteurs-divers, *L'Empire en guerre, Le monde après le 11 Septembre*, le Temps des Cerises, 2001.
- « Après Seattle », in *Pour une construction citoyenne du monde*, éd Syllepse et Espaces Marx, Paris, 2001.
- Préface, in *L'Afrique dans la mondialisation*, Macktar Diouf (éd.), Paris, L'Harmattan, 2002.
- Préface, in *Endettement puis ajustement*, Macktar Diouf (éd.), Paris, L'Harmattan, 2002.
- Préface, « Vers une théologie islamique de la libération », in *Un islam à vocation libératrice*, Mahmoud Mohammad Tahaa (éd.), Paris, L'Harmattan, 2003.

- « Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale », in *Le capital et l'humanité*, Actuel Marx, N° 31, Paris, PUF, 2004.
- Mondialisation des résistances, l'état des luttes 2002*, S. Amin et F. Houtart (éd.), Paris, L'Harmattan, 2005.
- « La réforme des institutions de Bretton Woods et la transformation nécessaire du système mondial », in *Repenser Bretton Woods*, H. Ben Hammouda et Moustapha Kassé (éd.), Paris, Codesria/Karthala, 2006.
- « L'économie politique du XXe siècle », in *Mondialisation, comprendre pour agir*, Anne Peeters (éd.), Bruxelles, Grip-Complexe, 2007.
- « La question de la dette », in *Nous ne devons rien*, Dakar, CONGAD, 2008.
- Préface, in *Les premiers pas de la FEANF 1950-1955*, par Amady Aly Dieng, Paris, L'Harmattan, 2003.
- « La nouvelle question agraire : trois milliards de paysans menacés », in *Mondialisation des résistances, l'état des luttes 2004*, Paris, FMA-Syllepse, 2004.
- « Dérives de la modernité: le cas de l'Afrique et du monde arabe », *Annals XX*, Universitat d'estiu, Andorra, 2004.
- L'alternative au système néolibéral mondialisé et militarisé: l'impérialisme aujourd'hui et l'offensive hégémonique des Etats Unis, Interventions aux Conférences du Codesria, Kampala, 2004.
- « Quel avenir pour les Nations Unies ? », in *ONU : droits pour tous ou loi du plus fort ?* Julie Duchatel et Florian Rochat (éd.), Genève, CETIM, 2005.
- S. Amin *et al.*, *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXIe siècle*, Paris, Les Indes Savantes, 2005.
- Préface, in *La coopération Nord-Sud, l'éthique de la solidarité comme alternative*, Aaron Mundaya Baheta (éd.), Paris, Cetri-Harmattan, 2005.
- Préface, in *Dé légitimer le capitalisme*, François Houtart (éd.), Bruxelles, Colophon, 2005.
- « La révolution technologique au cœur du capitalisme vieillissant », in *L'économie autrement, hommage à Jacques Nagels*, Mario Telo (éd.), Editions Université de Bruxelles, 2006.
- « Le Moyen-Orient dans la géopolitique de l'impérialisme contemporain; l'impérialisme en Irak », in *Atlas alternatif*, Frédéric Delorca (éd.), Le Temps des Cerises, 2006.
- « Le communisme égyptien face au défi de la modernité et de l'impérialisme », in *Communistes dans le monde arabe*, Karim Mroué, Samir Amin (éd.), Paris, Le Temps des Cerises, 2006.
- « Au-delà de la mondialisation libérale: un monde meilleur ou pire ? », in *Fin du néolibéralisme*, Actuel Marx, Paris, PUF, 2006.
- « La militarisation de la mondialisation; géopolitique de l'impérialisme contemporain », in *Justice internationale et impunité, le cas des Etats-Unis*, Niels Andersson (éd.), Paris, L'Harmattan, 2007.
- Préface, in *Luttes politiques et résistances féminines en Afrique*, Fatou Sarr (éd.), Editions Panafrika, 2007.
- « La Chine, la mondialisation et le développement », *Introduction au développement international*, Pierre Beaudet (éd.), Presses de l'Université d'Ottawa, 2008.
- Préface, in *Le postmodernisme et le nouvel esprit du capitalisme*, sur Philosophie Globale d'Empire, Nkolo Foe (éd.), Dakar, Codesria, 2008.
- Préface de l'édition française de *En finir avec la dépendance à la dette*, par Yash Tandon, Genève, CETIM/South Centre, 2009.

iii) Articles parus dans des périodiques

- Said El Masry, « Où va l'Égypte ? », *Démocratie Nouvelle*, Paris, pp. 739-742, 1955.
- Pierre Dupont, « Problèmes actuels de l'économie égyptienne », *Économie et Politique*, N° 26, Paris, pp. 46-55, 1956.
- L'économie et les finances de la Syrie et des pays arabes, Damas, 1958-1960 (en langue française), série de 7 articles :
- a - Les facteurs qui conditionnent la circulation fiduciaire en Égypte (N° 20, août 1959).
 - b - Les flux monétaires et financiers en Égypte (N° 22, octobre 1959).
 - c - Le commerce et l'exportation du coton en Égypte (N° 24, décembre 1959).
 - d - L'industrie textile en Égypte (N° 28, avril 1960).
 - e - Le programme d'industrialisation de l'Égypte (N° 29, mai 1960).
 - f - Le marché des produits pharmaceutiques (N° 31, juillet 1960).
 - g - Les industries extractives et le pétrole (N° 34, octobre 1960).
- « Forces inflationnistes et forces déflationnistes dans l'économie égyptienne », *L'Égypte contemporaine*, N° 294, pp. 5-36, 1958.
- « Le financement des investissements dans la province égyptienne de la RAU », *L'Égypte contemporaine*, Revue trimestrielle (en langues française et arabe), N°s 297 et 299, Le Caire, pp. 5-29, 1959.
- Said el Masry, « Le nassérisme », *Démocratie Nouvelle*, An 4, N° 12, pp.55-103, décembre 1960.
- Yves Durelle, « Structures et développement de l'économie égyptienne », *Économie et Politique*, N° 72, pp. 36-53, 1960.
- « Pression démographique et stratification sociale dans les campagnes égyptiennes », Groupe d'études de l'IEDES, Tiers-Monde, Tome 1, N°3, 1960.
- « L'exploitation du pétrole en Égypte », *Revue de Droit contemporain*, Paris, pp. 36-39, décembre 1961.
- « Le commerce extérieur de la République du Mali », *Bulletin mensuel de la BCEAO*, N° 84, Dakar et Paris, juillet 1962.
- Hassan Riad, « Les trois âges de la société égyptienne », *Partisans*, N° 7 (1962) pp. 22-50 et N° 8 (1963) pp. 42-58, Paris, 1962.
- Hassan Riad, « En Égypte, société militaire et capitalisme d'Etat », *Révolution*, N°s 1 et 2, Paris, 1963.
- Hassan Riad, « La lutte des classes en Afrique », *Révolution*, N° 3, pp.50-65, Paris, 1963.
- « Le commerce interafricain », in *Le Mois en Afrique*, N° 24, pp. 61-80, Paris, 1967.
- « Le développement du capitalisme en Afrique noire », in *L'Homme et la Société*, N° 6, pp. 23-46, Paris, 1967.
- « Pour un aménagement du système monétaire des pays africains de la zone franc », *Le Mois en Afrique*, N° 41, pp. 18-45, 1969.
- « La bourgeoisie d'affaires sénégalaise », *L'Homme et la Société*, N° 12, pp. 29-42, Paris, 1969.
- « Sous-développement et marché international : l'expérience africaine », *Politique aujourd'hui*, Revue mensuelle, pp. 111- 116, Paris, août-septembre 1969.
- « Le commerce international et les flux internationaux de capitaux », *L'Homme et la Société*, N° 15, pp. 77-102, Paris, 1970.
- « Les limites de la « Révolution Verte » », *CERES*, Revue mensuelle de la FAO, Vol. 3, N° 4, pp. 49-52, Rome, juillet 1970.

- Pierre Amon, « La révolution culturelle et le marxisme », *Que Faire ?* N° 5, pp. 3-10, Paris, 1970.
- Pierre Amon, « Révolution culturelle et dialectique du centre et de la périphérie », *L'Homme et la Société*, N° 21, pp. 157-167, Paris, 1971.
- « Un bilan du développement économique des deux dernières décennies en Afrique », *Le Monde Diplomatique*, Paris, décembre 1971.
- « L'Afrique de l'Ouest bloquée », *Africasia*, Paris, juin-juillet 1971.
- « Développement et transformations structurelles, l'expérience de l'Afrique 1950-1970 », *Économie Rurale*, N° 88, pp. 3-14, Paris, avril-juin 1971.
- « Bilan de la première décennie des indépendances en Afrique noire, le développement économique », *Présence Africaine*, Numéro spécial, Réflexions sur la première décennie des indépendances en Afrique noire, Paris, 1971.
- « Une croissance sans développement », *Le Monde Diplomatique*, Paris, décembre 1971.
- Critique de livre, Serge Thion, « Le pouvoir pâle », in *Tiers-Monde*, Tome XII, N° 48, pp. 890-891, 1971.
- Critique de livre, « Mario de Andrade et Marc Olivier, La guerre en Angola », in *L'Homme et la Société*, N° 22, pp. 258-260, Paris, 1971.
- « Développement et transformations structurelles, En partant du « Rapport Pearson » », *Tiers-Monde*, Tome XIII, N° 51, 1972.
- « Sous-développement et dépendance en Afrique noire contemporaine », *Partisans*, N° 64, pp. 3-34, mars-avril 1972.
- « L'Afrique sous-peuplée », *Développement et civilisations*, N°s 47-48, mars-juin, Paris, pp. 39-67, 1972.
- « Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain, et sous-développement et dépendance en Afrique noire », *Tiers-Monde*, Tome XIII, N° 52, pp.703-726, 1972.
- « CNUCED III, un bilan », *Bulletin of Peace Proposals*, Vol. 111, N° 3, Oslo, niversotetsforlaget, 1972.
- « Le paradoxe africain », *CERES*, Vol. VI, N° 34, pp. 29-31, 1973.
- « Croissance n'est pas développement », *Forum du Développement* N° 3, Genève et New York, 1973.
- « La dimension mondiale de la lutte des classes », *Minuit*, 3, pp. 33-45, Paris, 1973.
- « A propos de « 7 thèses erronées sur l'Amérique latine », *L'Homme et la Société*, N° 27, pp. 177-191, 1973.
- « Les étapes d'évolution du capitalisme périphérique », *Économie et humanisme*, N° 216, mars-avril, Paris, pp. 29-33, 1974.
- « Les problèmes de l'environnement en Afrique », *Espaces et Sociétés*, N°s 10-11, Paris, pp. 7-14, 1974.
- Amin, Eynard et Stuckey, « Féminisme et lutte des classes », *Minuit*, 7, pp. 51-72, 1974.
- « Une crise structurelle », *Minuit*, 9, pp. 2-27, 1974.
- « Eloge du socialisme », *L'Homme et la Société*, N°s 31-32, pp. 3-14, 1974.
- « La crise », *Le Monde Diplomatique*, Paris, novembre 1974.
- « Européens, soyez tiers-mondistes », *Le Sauvage*, N° 18, Paris, octobre 1974.
- « Le monde périphérique », *L'économiste du Tiers-Monde*, Paris, janvier 1974.

- « S. Amin et I. Eynard, Los Angeles, US of Plastika », *L'Homme et la Société*, N°s 33-34, pp. 181-210, 1974.
- « Vers une nouvelle crise structurelle du capitalisme », *Sociologie et Sociétés*, Vol. VI, N° 2, pp. 7-34. Montréal, 1974.
- « C'est une crise de l'impérialisme », *Minuit*, 14, pp. 38-54, 1975.
- « Autogestion yougoslave et développement africain », *Ethiopiennes*, Dakar, N° 1, 1975.
- « Une crise structurelle », *Jeune Afrique*, Paris, février 1975.
- « Abandonner le modèle occidental de consommation », *Le Monde*, Paris, 11 mars 1975.
- « Le Tiers-Monde peut-il faire front ? », *Le Nouvel Observateur*, Paris, 17 février 1975.
- « Quelle éducation pour quel développement ? », *Perspectives*, Vol. V, N° 1, pp. 52-56, Paris, UNESCO, 1975.
- « L'association eurafricaine, quelques aspects du problème », *Eurafrica*, avril-mai, Paris, 1975.
- « Vocations universelles et aires structurelles », *Minuit*, 15, pp. 59-7, 1975.
- « Mise au point », *Temps Modernes*, août-septembre, Paris, 1975.
- « Une remise en cause de l'ordre international », *Le Monde Diplomatique*, Paris, juin 1975.
- « Sept propositions pour le Tiers-Monde », *Jeune Afrique*, N° 801. 14 mai 1976. L'art : intégration ou révolte, *Minuit*, 20, pp. 54-71, 1976.
- « A propos de la critique », *L'Homme et la Société*, N°s 39-40, pp. 3-18, 1976.
- « Les perspectives internationales de la localisation industrielle, un point de vue arabo-africain », *Options Méditerranéennes*, N° 36, Paris, 1976.
- « A mi-chemin du dialogue Nord-Sud, pour une stratégie de rupture », *Economia*, N° 25, juillet-août, Paris, 1976.
- « La coopération intellectuelle pour un nouvel ordre économique, indépendance ou autarcie ? » *Informations UNESCO*, N°s 707-708, Le Courrier de l'UNESCO, An 29, octobre 1976.
- « Pour un ordre économique multipolaire et démocratique », *L'Ouest Africain*, novembre-décembre, Dakar, 1976.
- « Le Tiers-Monde et le NOEI », *Cultures*, Vol. III, N° 4, pp. 59-70, Paris, UNESCO, 1976.
- « Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles, un point de vue arabo-africain », *Cahiers de la Toison d'Or*, N° 2, Bruxelles, juin 1977.
- « Le Tiers-Monde et la division internationale du travail, autarcie ou ordre multipolaire démocratique », *Le Monde Diplomatique*, Paris, février 1977.
- « Cultures et structures pré-capitalistes », Interview, *Pépébuît*, Paris, Université de Vincennes, mars 1977.
- « La structure de classe du système impérialiste contemporain », *L'Homme et la Société*, N°s 45-46, pp. 69-88, 1977.
- « Développement et environnement », *Tiers-Monde*, Tome XIX, N° 73, pp. 47-60, 1978.
- « Développement autocentré, autonomie collective et OEI », *Africa Development*, Vol. III, N° 1, Dakar, 1978.
- « L'auto-dépendance collective et le nouvel ordre économique international, Développement et progrès socioéconomique », *Revue de l'organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques*, Vol. II, N° 3, Le Caire, 1978.
- « A propos du NOEI et de l'avenir des relations économiques internationales », *Africa Development*, Vol. III, N° 4, pp. 133-149, Dakar, 1978.
- « Les perspectives de l'Afrique Australe », *Tiers-Monde*, Tome XX, N° 77, pp. 7-26, 1979.

- « Le NOEI et l'éducation », *Ethiopiennes*, Dakar, janvier 1979.
- « Vers une nouvelle vague de luttes populaires », *Le Monde Diplomatique*, mai 1979.
- « Le NOEI, Développement et progrès socioéconomique », Vol. III, N° 6, Le Caire, 1979.
- « La structure de classe du système impérialiste contemporain », *Socialism in the World*, N° 12, pp. 5-22, Belgrade, 1979.
- « Le développement inégal et la question nationale », *L'Homme et la Société*, N°s 51-54, pp. 3-47, 1979.
- « Réflexions sur la théorie de l'impérialisme », *Socialism in the World*, N° 13, pp. 165-185, 1979.
- « Le NOEI, Quel avenir ? », *Tiers-Monde*, Tome XXI, N° 81, pp. 41-62, 1980.
- « Vers un nouvel ordre économique mondial », *Alternatives non violentes*, N° 37, Paris, 1980.
- « Du Rapport Pearson (1970) au Rapport Brandt (1980), ou la Crise de l'idéologie du Développement », *Africa Development*, Vol. V, N° 3, pp. 5-20. Dakar, 1980.
- « Révolution ou décadence ? La crise du système impérialiste contemporain et celle de L'Empire Romain », Sage Publication Inc. California, *Review* Vol. IV, N° 1, pp. 155-167, 1980.
- « La question nationale », *L'Homme et la Société*, N°s 55-58, pp. 3-38, 1980.
- « Quelques réflexions sur les méthodes d'analyse du monde contemporain », *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, N° 8, 1980.
- « Priorité aux industries de soutien à l'agriculture », *Le Continent*, Paris, 1^{er} avril 1981.
- « Entretien sur le pétrole et les relations arabo-africaines », *Le Pétrole et le Gaz Arabes*, N° 289, 1^{er} avril 1981.
- Interview, *Le Tiers-Monde*, in *Partis Pris*, N° 28, Montréal, avril 1981.
- « Développement et sous-développement, l'endroit et l'envers du fait impérialiste », *Des Femmes en mouvement*, N° 59, Paris, septembre 1981.
- « L'industrialisation au service de l'agriculture », *CERES*, Vol. 14, N° 83, septembre-octobre 1981.
- « L'industrie au service de l'agriculture, Une critique de la stratégie du CILLS et du Club du Sahel », *Africa Development*, Vol. V, N° 3, pp. 116-126, Dakar, 1981.
- « A propos du NOEI et de l'avenir des relations économiques internationales », *Socialism in the World*, N° 29, Belgrade, 1982.
- « Technologies et développement », *Socialism in the World*, N°s 30-31, pp. 239-257, Belgrade, 1982.
- « Les options du FMI sont porteuses de révoltes populaires », *Le Soir*, Bruxelles, 3 décembre 1982.
- « Y a-t-il une économie politique du fondamentalisme islamique », *Peuples Méditerranéens*, N° 21, octobre-décembre 1982.
- « Crise : la sortie est à gauche », *Afrique-Asie*, N° 293, avril 1983.
- « La sortie à gauche de la crise », *Bulletin de l'IFDA*, N° 34, pp.70-74, Genève, avril 1983.
- « La crise, le Tiers-Monde et les relations Nord-Sud et Est-Ouest », *Nouvelle Revue Socialiste*, N° 65, septembre-octobre, pp. 3-8, Paris, 1983.
- « Quel développement pour le Tiers-Monde ? », *Le Citoyen*, N° 7, octobre-novembre, Dakar, 1983.
- « Expansion ou crise du capitalisme ? », *Revue marocaine de droit et d'économie du développement*, Casablanca, N° 5, 1983.
- « Le marxisme en Afrique et en Asie », *Socialism in the World*, N° 34, pp. 90-138, 1983.

- « Expansion ou crise du capitalisme ? » *Socialism in the World*, N° 37, pp. 233-272, 1983.
- « L'avenir du maoïsme », *Enjeu pour la République et le socialisme*, N° 9, Paris, février 1984.
- « Expansion ou crise du capitalisme ? » (2e partie), *Socialism in the World*, N° 44, pp. 3-30, 1984.
- « Crise et recompradorisation du Tiers-Monde », *Al Bayan*, Rabat, 27-28 décembre 1984.
- « La crise du système mondial : intégration ou déconnexion ? Guerre ou paix ? », *Socialism in the World*, N° 46, pp. 18-48, Belgrade, 1985.
- « Note sur le concept de déconnexion », *IFDA Dossier*, N° 50, pp. 38-44, Genève, novembre-décembre 1985.
- « Rencontre avec S. Amin », *Explore*, Vol. 14, N° 2, CRDI, Ottawa, 1985.
- « La fin de la Nahda », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, N° 19, pp. 81 -100, Paris, 1986.
- « Etat, nation, ethnie et minorités dans la crise. Quelques aspects de la critique de l'idéologie de la nation et de l'ethnie », *FTM Bulletin*, N° 6, Dakar, avril 1986.
- « Les perspectives du socialisme à l'aube du XXIe siècle », *Socialism in the World*, N° 54, pp. 14-27, 1986.
- « Commentaires divers », *Socialism in the World*, N° 57, 1986.
- « La coopération afro-arabe », *Africa Development*, Vol. XI, N°s 2-3, pp. 19-30, Dakar, 1986.
- « L'Etat et le développement », *Socialism in the World*, N° 58, pp. 29-49, 1987.
- « Paix, sécurité nationale et régionale et développement, quelques réflexions à partir de l'expérience africaine », *Africa Development*, Vol. XII, N° 4, pp. 5-26, Dakar, 1987.
- « Eurocentrisme et politique », *IFDA Dossier*, N° mi-juin, pp. 37-48, 1988.
- « L'eurocentrisme, critique d'une idéologie », *Bulletin FTM*, N°s 8-9, Dakar, juin 1988.
- « Débat sur le tiers-monde, S. Amin, S. Latouche et A. Lipietz », *Cosmopolitiques*, N° 7, Paris, juin 1988.
- « Quelques réflexions sur la pensée arabo-islamique », *Socialism in the World*, N° 69, pp. 23-60, 1988.
- « Interventions diverses », *Socialism in the World*, N° 67, Belgrade, 1988.
- « Le développement et la question culturelle », *Raison Présente*, 90, Paris, 1989.
- « L'Europe et les rapports Nord-Sud », *l'Événement européen*, N° 7, Paris, août 1989.
- « La maison commune Europe », *IFDA Dossier*, N° 73, pp. 41-44, 1989.
- « Pour une théorie de la culture libérée de l'eurocentrisme », *Socialism in the World*, N° 70, pp. 27-38, 1989.
- « La question démocratique dans le tiers-monde contemporain », *Africa Development*, Vol. XIV, N° 2, pp. 5-26, 1989.
- « Le tiers-monde et la Révolution », *Sociologie et Sociétés*, Vol. XXII, N° 1, pp. 93-106, Montréal, avril 1990.
- « L'avenir du socialisme », *Al Asas*, N° 97, Rabat, 1990.
- « A propos de Black Athena », *IFDA Dossier*, N° 77 mi-juin, pp. 93-94, 1990.
- « Entre le Nord et le Sud, un fossé grandissant », *Cosmopolitiques*, Paris, septembre 1990.
- « L'avenir du socialisme », *Études Marxistes*, N° 9, Bruxelles, décembre 1990.
- « Le système mondial peut-il être réduit à un marché mondial ? », *Actuel Marx*, N° 9, pp. 17-42, PUF, 1991.
- « L'Empire du chaos », *Futuribles*, N° 158, Paris, octobre 1991.

- « Trente ans de critique du système soviétique 1960-1990 », *Africa Development*, Vol. XVI, N° 2, pp. 73-94, Dakar, 1991.
- « Systèmes régionaux anciens et systèmes capitalistes », *Contradictions*, N° 67, pp. 85-122, Bruxelles, 1992.
- « A propos de la démocratie en Afrique », *Cooperazione*, édition française, Min. des Affaires Etrangères, 17^e année, N° 111, Rome, février 1992.
- « Matérialisme historique et éthique », *Afrique*, Vol. 8, N° 2, Montréal, 1992.
- « Face au défi de la mondialisation : la déconnexion incontournable », *Contradictions*, N°s 69-70, pp. 201-222, Bruxelles, septembre 1992.
- « L'hégémonie américaine et ses faiblesses », *Peuples Méditerranéens*, N°s 58-59, pp. 259-264, Paris, 1992.
- « Capitalisme et système-monde », *Sociologie et Sociétés*, Automne, Vol. XXIV, N° 2, pp. 181-202, Montréal, 1992.
- « Matérialisme historique et éthique », *Liaisons internationales*, Centre Œcuménique, Bruxelles, septembre 1992.
- « Trente ans de critique du système soviétique », *Actuel Marx*, Le nouveau système-monde, pp. 237-258, Paris, PUF, 1992.
- « La nouvelle mondialisation capitaliste », *Actuel Marx*, pp. 107-126, *L'idée du socialisme a-t-elle un avenir ?*, Paris, PUF, 1992.
- « La périphérie victime du capitalisme occidental », *Panoramiques*, N° 8, pp. 38-43, 1^{er} trimestre 1993.
- « L'utopie de la mondialisation capitaliste », *Révolution*, pp. 89-92, Paris, janvier 1993.
- « Le cycle de l'après-guerre », *La Revue Politis*, N° 2, Paris, janvier 1993.
- « Etat, politique et économie dans le monde arabe », *Cahiers du CEAD*, Montréal, Canada, 1993.
- « La manipulation de l'ethnicité en Yougoslavie », *Paix*, Rencontres pour la paix, Bruxelles, février 1993.
- « Vers un nouvel ordre mondial ? La lettre de Dakar », *ADFE*, N° 27, avril 1993.
- « 1492, la polarisation des mondes », in *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM Paris, Hors série, 1993.
- « L'histoire iconoclaste: un bref commentaire », *Bulletin du CODESRIA*, Dakar, N° 2, 1993.
- « La nouvelle polarisation mondiale », *Alternatives Sud*, vol. I, N° 1, 1994, pp. 19-44, Louvain-la-Neuve (Belgique) et Paris (L'Harmattan), 1994.
- « L'idéologie et la pensée sociale : l'intelligentsia et la crise du développement », *Africa Development*, Vol. XIX, N° 1, pp. 1-16, 1994.
- « En réponse au chaos mondial », in *Démocratie, Développement, Droits de l'homme*, Coll. Thématique, Genève, CIFEDHOP, juin 1994.
- « Critique de livre », A. Mafeje, *The Theory and Ethnography of African Social Formations, The case of Interlacustrine Kingdoms*, Dakar, CODESRIA, 1991, Africa.
- « Le défi des périphéries à la gauche européenne », *Alternatives Sud*, Vol. I, N° 3, 1994, CETRI, Louvain-la-Neuve, pp. 81-112, 1994.
- « La mondialisation contre le Tiers-Monde », *Regards - Les idées en mouvement*, An 1, N° 1, pp. 24-25, Paris, avril 1995.

- « Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique », *Africa Development*, Vol. XX N° 3, pp. 5-211, Dakar, CODESRIA, 1995.
- « Les conditions globales d'un développement durable », *Alternatives Sud*, Vol. II N° 4, pp. 115-134, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, 1995.
- « La désertification du Sahel : une responsabilité mondiale », *Alternatives Sud*, Vol. II N° 4, pp. 201-214, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, 1995.
- « Le délire ethniciste », *Histoire et Anthropologie*, N° 12, janv-juin 1996, Strasbourg - Suite et fin, H et A, N° 13, juillet-décembre 1996.
- « L'économie mondiale au XXIème siècle », *Histoire et Anthropologie*, N° 13, juillet-décembre, pp. 7-16, Strasbourg, 1996.
- « Les vrais enjeux de la mondialisation », *Politique - La Revue*, N° 2, oct-déc.1996, pp. 69-74, Paris, 1996.
- « L'Europe au défi », *Contradictions*, N° 80, pp. 3-31, Bruxelles, 1996.
- « Retour sur la question de la transition socialiste », *Alternatives Sud*, Vol. III, N°2, 1996, pp. 51-84, Louvain-La-Neuve.
- « Les défis de la mondialisation », *Agone*, N° 16, pp.187-203, Marseille, 1996.
- « Pour une stratégie de la libération », *Sociétés Africaines et Diaspora*, N° 2, pp. 73-90, Paris, L'Harmattan, 1996.
- « Y a-t-il un projet chinois ? » *Alternatives Sud*, Vol. III, -3-1996, pp. 97-109, Louvain.
- « Régionalisation dans le tiers-monde: le cas de l'Afrique et du monde arabe », *Alternatives Sud*, Vol. III, N° 4-1996, pp. 39-70, Louvain.
- « L'Afrique et le développement », Interview, *Jeune Afrique Economie*, N° 234, pp. 36-43, Paris, 3 février 1997.
- « Le développement autonome dans la démocratie : une alternative pour l'Afrique et le Moyen-Orient », *Alternatives Sud*, Vol. IV, 1997 - 1, Louvain la Neuve, pp. 49-68.
- « Débat : le capitalisme va-t-il mourir ? », I. Wallerstein, S. Amin, *Jeune Afrique Economie*, N° 242, pp. 46-50, Paris, 2 juin 1997.
- « L'économie pure, nouvelle sorcellerie », *Le Monde Diplomatique*, Paris, août 1997.
- « Processus et effets de la mondialisation », *Alternatives Sud*, Vol. IV, N° 3, 1997, pp. 203-216.
- « Analyses des livres, P. Chattopadhyay, *The Marxian concept of Capitalism and the Soviet Experience* ; S. Patel et al., *Development Distance between nations*; S. Cullenberg, *the Falling rate of profit*; Leslie Sklair (ed.), *Capitalism and Development, Travail, Capital et Société* », Mc Gill University, Montréal, Vol. XXX, N° 1, pp. 125-134, 1997.
- « Echanges transsahariens et traites négrières arabes et atlantiques », *Diogenes*, 179, pp. 28-42, juillet-septembre, Paris, Gallimard, 1997.
- « Vers un Forum mondial critique, penser la construction de l'économie au service des peuples », *La Pensée*, N° 313, pp. 53-64, janvier-mars, 1998.
- « La Russie dans le système mondial : géographie ou histoire ? » *Revue*, Vol. XXI, N° 2, pp. 207-219, Binghamton, 1998.
- « Les limites du libéralisme au Maghreb », *Réalités, Supplément Economique*, pp. 13-14, Tunis, mars 1998.
- « La couleur du logarithme », *Bulletin du CODESRIA*, N°s 3/4, pp. 39-40, Dakar, 1998.
- « Réguler le marché au profit de la démocratie », *Le Courrier ACP-UE*, N° 171, pp. 50-52, Bruxelles, septembre-octobre 1998.

- « Comment libérer l'Afrique – Intellectuels et médias », *Interadio*, Vol. 10, N°2, pp. 4-5, Montréal, décembre 1998.
- « Un autre Davos des peuples contre le libéralisme », Dakar, *Le Matin*, 17-18 février 1999.
- Interview, *Informations et Commentaires*, N° 107, avril-juin, pp. 46-49, Lyon, 1999.
- Interview, *Le Siècle*, N° 2, 21-25, Alger, juillet 1999.
- « Mondialisation et démocratie, une contradiction majeure de notre époque », *Recherches Internationales*, N° 55, Hiver 1998-1999, pp. 145-167, Paris, 1999.
- « La mondialisation économique et l'universalisme démocratique : une contradiction majeure de notre époque », *Alternatives Sud*, Vol. VI, N° 3, 1999, Louvain la Neuve, pp. 171-222.
- « Judaïsme, Christianisme, Islam : réflexions sur leurs spécificités réelles ou prétendues », *Social Compass*, Vol. 46, N° 4-1999, pp. 545-560.
- « Vers une théologie islamique de la libération, l'œuvre de Mahmoud Mohammed Taha » ; *Alternatives Sud*, Vol. VII, n° 1, 2000, pp. 209- 214.
- « Samir Amin et Rémy Herrera, Le Sud dans le système mondial en transformation », *Recherches Internationales*, N°s 60-61, 2-3/2000, pp. 87-99.
- « Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché », *Alternatives Sud-CETRI*, Louvain la Neuve, Vol. VIII, N° 1, 2001, pp. 53-89.
- « Quelles alternatives à la dimension destructive de l'accumulation du capital ? », *Alternatives Sud*, Louvain-la-Neuve, Vol. VIII, N° 2, 2001, pp. 27-50.
- « Pour une nouvelle conception de la transition », *Correspondances internationales - nouvelle époque* -, N° 3, pp. 41-42, Paris, 2001.
- « Après les attentats du 11 Septembre », *Solidarités*, N° 134, pp. 10-11, Genève, 29 septembre 2001.
- « Il ne peut y avoir de front uni contre le terrorisme », Genève, *Le Courrier*, 29 septembre 2001.
- « Marx et la démocratie », *La Pensée*, N° 328, pp.101-106, octobre-décembre 2001.
- « L'économie politique de l'Afrique et la mondialisation », *Alternatives Sud*, Vol. VIII, N° 3, 2001, pp. 37-48.
- « Le congrès mondial de Durban contre le racisme », *Alternatives Sud*, Vol. VIII, N° 3, pp. 267-270, 2001.
- « Le Congrès mondial contre le racisme », *Recherches Internationales*, N° 64-2, pp. 169-172, 2001.
- « L'eau, bien commun des peuples », *Alternatives Sud*, Vol. VIII, N° 4, Louvain, Harmattan, pp. 33-40, 2001.
- « Dresser le front uni des peuples », *Pencao*, juin-août, N° 3, Dakar, 2002.
- « L'économie politique des échanges transsahariens et des traites négrières arabes et atlantiques », *Cahiers des Anneaux de la Mémoire*, N° 4, pp. 29-44, Nantes, 2002.
- « L'ambition démesurée et criminelle des Etats-Unis: le contrôle militaire de la Planète », *Sud Quotidien*, 27-2, Dakar; *PCA Hebdo*, 14-3, Nice; *Liberté Hebdo*, n° 536, Lille; *Le travailleur catalan*, n° 3006, Perpignan ; *Gauchebedo*, n° 11, La Chaux de Fonds et Genève ; *L'Echo*, 20-3, Limoges ; *La Voie de l'Oranie*, 20 Mars ; *Liberté (Lens)* 28 Mars ; *Haïti Progrès* Vol 21, New York, 5 avril 2003.
- « La surprise de Kuala Lumpur », *Bastille- République- Nation*, N° 20, Paris, mars 2003.
- « Le capitalisme sénile », in G. Achcar (éd.), *Le nouvel ordre impérial*, *Actuel Marx*, N° 33, Paris, PUF, 2003.

- « Economie « pure », une nouvelle sorcellerie », *Le Monde Diplomatique*, Manières de Voir, N° 72, décembre 2003.
- « Quel sort pour la moitié de la planète ? », *A l'encontre*, Lausanne, 2003.
- « L'ambition des Etats-Unis : le contrôle militaire de la planète », *Le Journal*, pp. 7-13, Casablanca, février 2004.
- « La mondialisation libérale et le leadership américain », Le Caire, *Abram Hebdo*, 11-1, février 2004.
- « Géopolitique de l'impérialisme », *GRESEA Echos*, N° 42, pp. 12-15, Bruxelles, juin 2004.
- « Modernité et interprétations religieuses », *Africa Development*, Vol. XXIX, N° 1, 2004, pp. I-47.
- « Quel sort pour la moitié de la planète ? », *Haïti Progrès*, Vol. 22, N° 18, 14-20 juillet 2004.
- « L'impérialisme collectif », *GRESEA Echos*, N°44, octobre-décembre, pp. 17-18, Bruxelles, 2004.
- « 50 ans après Bandoeng, vers un renouveau de la solidarité des peuples du Sud », interview de S. Amin par R. Herrera, *Recherches internationales*, N°s 73-3, pp. 157-176, 2004.
- « La révolution technologique au cœur des contradictions du capitalisme vieillissant », *Travail, Capital et Société*, N° 37, pp. 16-27, Montréal, 2004.
- « Europe, Asie, quel rapprochement face à l'hégémonisme des Etats-Unis ? », *La Pensée*, N° 341, pp. 83-96, janvier-mars 2005.
- « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », *International Review of Sociology*, Vol. 15, N° 1, pp. 5-34, mars 2005.
- « 50 ans après Bandoeng, vers un renouveau de la solidarité des peuples du Sud », interview de S. Amin par R. Herrera, *Recherches internationales*, N° 73-3, 2004 (paru en 2005). Versions abrégées publiées en 2005: *Liberté 62* (Lens, 6 mai 2005) ; *Gauchebdo* (Genève, 13 mai 2005) ; *Haïti Progrès*, Vol. 23, N° 7, avril 2005 ; *Solidarité-Genève*, N°s 17-5 ; *Al tariq al jadid*, Tunis, juillet 2005 ; *Patriote Côte d'Azur*, N°22-7. *Version complète in Critique économique*, An N 6, pp. 195-217, Rabat, 2005.
- « Non à la Commission Blair », *Jeune Afrique-l'Intelligent*, N° 2316, pp. 108-110, 29 mai 2005.
- « Vers une théologie islamique de la libération ? L'œuvre de Mahmoud Mohamed Taha », *La Pensée*, N° 342, pp. 155-158, avril-juin 2005.
- « Empire et multitude », *La Pensée*, N° 343, pp. 81-90, juillet-septembre 2005.
- « La Russie d'aujourd'hui, in Rassembler les résistances », (éd. Nadine Rosa Rosso) *Contradictions*, N°s 111-112, pp. 109-122, Bruxelles, 2005.
- « Pour un monde multipolaire, un front du Sud » Corint (Correspondances Internationales), Suresnes, N°7, pp. 43-47, 2005.
- « Mettre en echec le projet impérial » Manière de Voir, 84, *Le Monde Diplomatique*, décembre 2005-janvier 2006.
- « 50 ans après Bandoeng : vers un renouveau de la solidarité des peuples du Sud ? », Casablanca, *Al Bayan*, 30 janvier 2006.
- « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », *Episteme*, U. Tecnica de Lisboa, Ano VI, N°s 15-16-17, pp 39-73, 2006.
- « OMC: instrument de légitimation et d'expansion du modèle dominant », *Alternatives Sud*, Vol. 13-2006/1, Louvain la Neuve, pp. 113-126.
- « Le Forum mondial des alternatives », *La Pensée*, N°345, janvier-mars 2006, pp. 63-72.
- « Samir Amin et François Houtart, Conscience collective sans acteurs collectifs ? Trois défis pour les forums sociaux », *Le Monde Diplomatique*, mai 2006.

- « Pour la cinquième internationale », Paris, *Le Manifeste*, N° 19, juillet-août 2006, pp. 19-20.
- « Combattre les Etats-Unis et leurs alliés », *Afrique/Asie*, septembre 2006, pp. 18-25.
- « Aux côtés des Libanais », *Utopie Critique*, N°s 38-39, pp. 19-28, 4ème trimestre 2006.
- « Mort d'un grand serviteur du peuple », *Afrique/Asie*, décembre 2006, pp. 36-37.
- « L'Islam et les résistances à l'agression impérialiste », *Le Drapeau Rouge*, N° 15, Bruxelles, décembre 2006.
- « La contribution du maoïsme », *La Revue Commune*, N°s 43-44, pp. 13-15, Paris, décembre 2006.
- « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », *Epistème*, N°s 15-16-17, ano VI, pp. 39-73, Lisbonne, 2006.
- « Quel altermondialiste ? », *Le Monde Diplomatique*, Paris, janvier 2007, également dans *Manière de Voir*, N° 91, janvier-février 2007.
- « A Gauche, Toute », *Afrique/Asie*, pp. 36-38, Paris, janvier 2007.
- « Pour une perspective allant au-delà du capitalisme », *Le Patriote*, Nice, semaine du 09 au 15 février 2007.
- « Pas de démocratie authentique sans progrès social », *Utopie Critique*, N° 40, pp. 33-42, février 2007.
- « Pas de démocratie dissociée du progrès social », *Afrique/Asie*, mars 2007, pp. 34-35.
- « L'Islam politique est une imposture », *Afrique/Asie*, septembre 2007, pp. 26-27.
- « De Bandoeng à la cinquième internationale », *Alternatives Sud*, 2007, Coalitions d'Etats du Sud, Retour de l'esprit de Bandoeng, CETRI, Louvain-la-Neuve, pp. 177-197.
- « Une révolution inachevée (le Burkina Faso) », *Afrique/Asie*, octobre 2007, pp. 38-40.
- « Che Guevara était mondialiste », *L'Humanité*, N° hors série, septembre 2007, Viva Guevara, pp. 47-49.
- « L'Islam politique contemporain: une théocratie sans projet social », *La Pensée*, N° 351, pp. 115-134, juillet/septembre 2007.
- « Pour la cinquième internationale », *Nouvelles Fondations*, N° 7/8, pp. 204-209, Paris, décembre 2007.
- « Au bout du libéralisme: le chaos », *Afrique/Asie*, 2008.
- « Libéralisme et chaos », interview, *L'Humanité*, 2008.
- « Capitalisme et colonialisme interne », *L'Humanité*, 2008.
- « Le projet européen sera-t-il remis en question ? » *Utopie Critique*, N° 44, pp. 23-34, 2^{ème} trimestre 2008.
- « Le socialisme du XXIème siècle », *Utopie Critique*, N° 45, pp 33-45, 3^{ème} trimestre 2008.
- « Du capitalisme à la civilisation », *La Revue Commune*, N° 51, pp 18-22, Paris, septembre 2008.
- « Pile, je gagne, face, tu perds », interv A. Conchiglia, *Afrique/Asie*, novembre 2008, pp. 12-13.

iv) Sites internet

- Démocratisation et progrès social; Site Medelu.org, Mémoires des Luttés, mai 2008.
- La ploutocratie, nouvelle classe dirigeante du capitalisme sénile, les Nouvelles classes dominantes et la fin de la civilisation bourgeoise; Site Marianne2.fr, 9 juillet 2008.
- Les nouvelles classes dirigeantes; site Marianne 2, 11 juillet 2008.
- La gauche européenne désarmée; site Marianne 2, 14 juillet 2008.

- Les affairistes, nouvelle classe dirigeante dans les périphéries, site Marianne, 2, 15 juillet 2008.
Le capitalisme sénile et la fin de la civilisation bourgeoise, site Marianne 2, 17 juillet 2008.
Un capitalisme au-delà du marché; site Marianne 2, 11 août 2008.
Une stratégie au service de la haute finance; site Marianne 2, 18 août 2008.
Débâcle financière, crise systémique; site Marianne 2, 28 octobre 2008.
Site Utopie critique, 27 octobre 2008.
Site Pambazuka, issue 412, décembre 2008.
Une avancée révolutionnaire prometteuse; site Marianne 2, 7 décembre 2008.

v) Divers

a) *Thèses universitaires*

- 01 Les revenus susceptibles d'épargne et leur utilisation en Egypte 1938-1952, Thèse de Statistiques, ISUP, Paris, ISUP, 1956.
- 02 Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes, une étude théorique du mécanisme qui a engendré les économies dites sous-développées, Doctorat d'Etat ès Sciences Economiques, Paris, 1957, Prix de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques.
- 03 Le développement économique de la Côte d'Ivoire, 1956-1965, évaluation de la croissance et de la répartition sociale du revenu, thèse complémentaire pour l'agrégation, Paris, 1966.

b) *Documents publiés*

- 01 *Les bases d'établissement d'une comptabilité nationale*, Centre d'Etudes et de Planification Socialiste, Paris, EPHE, 1962.
- 02 *Comptes économiques de la République du Mali en 1959*, Bamako, 1961, additif Comptes économiques 1962, Bamako, 1962.

c) *Documents et travaux inédits*

- 01 Rapports d'ensemble sur la structure de l'économie égyptienne en 1959 : les banques, les institutions financières, l'industrie textile, les autres industries, les services et les transports, les flux monétaires et financiers (en arabe, Le Caire, Al Mouassassa al Iqtisadia, 1959).
- 02 Un modèle financier à prix variables pour l'économie française, SEEF, Ministère des Finances, Paris, 1960.
- 03 Le développement des affaires privées africaines au Congo Kinshasa depuis 1958, IDEP, Dakar, IDEP, 1963.
- 04 Autofinancement, politique des prix et accélération de la croissance, les leçons de la décennie 1960, Institut de Vienne pour le Développement et la Coopération, 1968, document ronéoté.
- 05 Rapport sur le Congo Brazzaville (mission d'évaluation du PNUD), Brazzaville, Ministère du Plan, 1968, document ronéoté. Documents annexes : l'AEF, 1920-1960 et l'évolution des pays de l'UDEAC, 1960-1968.
- 06 Critique du projet « Education et désarmement », Centre Européen de Coordination, de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales, Vienne, 1968, document ronéoté.

- 07 Missions d'évaluation des politiques macroéconomiques : Mali (1972), Madagascar (1974)
- IDEP-PNUD ; Ghana (1981) - FTM.
- 08 Cours universitaires :
- Critique de la théorie économique (manuscrit arabe), Institut des Hautes Etudes de la Ligue Arabe, Le Caire, 1958.
 - IDEP (1963-1966) :
 - * Comptabilité nationale,
 - * Techniques de planification (Input-Output ; analyse de projets),
 - * Projections macroéconomiques et projections de financement,
 - * Expériences africaines de développement et de planification,
Algérie - Tunisie - Maroc,
Mali - Guinée - Ghana.
 - Universités de Dakar, Paris VIII (1967-1970),
 - Economie internationale,
 - Planification,
 - Histoire économique du système mondial,
 - Critique de la théorie économique.



